

En marge de ses entretiens et de son discours à l'ONU

M. Mikhaïl Gorbatchev effectue à New-York une vaste opération de relations publiques

L'apaisement

Dans le discours qu'il doit prononcer mercredi 7 décembre à l'ONU, M. Mikhaïl Gorbatchev pourra se féliciter de la détente internationale et, notamment, du rôle soviétique dans l'apaisement des conflits régionaux. Ainsi fait-il interpréter le renouvellement de l'engagement de l'URSS à évacuer militairement l'Afghanistan le 15 février 1989.

Certes, toutes les négociations n'avancent pas au même rythme. Sur l'Angola, les Sud-Africains hésitent encore à parapher un accord qui, pourtant, leur fait le plus beau cadeau : le lien entre le retrait des troupes cubaines de ce pays et l'indépendance de la Namibie. Mais Américains comme Soviétiques sont confiants : la signature d'un protocole d'accord, qui aurait dû avoir lieu le week-end dernier à Brazzaville, interviendra rapidement.

Il paraît encore plus difficile d'amener les Cambodgiens à s'entendre. Un retrait total des troupes vietnamiennes de leur pays semble, cependant, acquis. En tout cas, le problème cambodgien ne fait plus obstacle au sommet sino-soviétique annoncé pour l'an prochain. Pékin et Moscou ont décidé d'évacuer cette question.

Ces développements n'auraient sans doute pas eu lieu si l'accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, signé le 14 avril à Genève, avait été rompu. L'URSS s'est bien gardée de le faire, même si elle a annoncé avec solennité, le 4 novembre, la suspension du rapatriement de son corps expéditionnaire. En fait, faute d'un règlement politique intérieur et d'un cessez-le-feu, Moscou a alors cherché à rappeler que tout serait entrepris pour éviter qu'un tel repli ne se traduise par une humiliante déroute.

Depuis, Moscou a fait ce qu'il fallait faire en confiant à M. Loui Vorontsov, proche collaborateur de M. Gorbatchev et premier vice-ministre des affaires étrangères, la tâche de conforter les protégés de Kaboul, où il a été nommé ambassadeur, et surtout de prendre langue avec la résistance. Un projet mené rondement, puisque le diplomate soviétique vient de passer le week-end en compagnie des principaux chefs de la résistance à Taïb, en Arabie saoudite.

Ces pourparlers, si l'on en croit M. Vorontsov, cité par l'agence saoudienne de presse, après l'audience que lui a accordée, lundi, le roi Fahd à Ryad, « ont été constructifs et contribueront à ramener la paix en Afghanistan, ainsi qu'à y former un gouvernement sur une base élargie ». La résistance n'a pas, de son côté, démenti cet optimisme en affirmant, dans un communiqué, « avoir rassuré de la part des Soviétiques une volonté d'ouvrir un nouveau chapitre avec le peuple afghan ».

Il ne faudrait surtout pas en conclure que les fusils vont se taire. Le dialogue va, cependant, se poursuivre au Pakistan, afin de créer les conditions d'une reprise des retraits de troupes soviétiques. Ainsi, l'accord sur l'Afghanistan demeure la pierre angulaire de la « nouvelle pensée politique » de Moscou en matière de diplomatie.

M 0147-12070-4,50 F



3790147004500 12070

M. Gorbatchev était attendu, mardi 6 décembre en début d'après-midi, à New-York, où il doit prononcer, mercredi, un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies. Il aura un déjeuner de travail avec le président Reagan et le président élu, M. George Bush. Les dirigeants américains ont fait savoir qu'ils ne prendraient aucun engagement au cours de cette visite, qui permet à M. Gorbatchev d'effectuer une opération de relations publiques.



Voir page 3 les articles de JAN KRAUZE et CHARLES LESCAUT

Le Murillo de Suzanne de Canson

Le labyrinthe d'un héritage

L'affaire de la succession Suzanne de Canson, qui cache un important trafic d'œuvres d'art, se focalise sur les conditions de la vente au Louvre, en 1985, d'un Murillo. Ceux qui ont participé à cette négociation pouvaient-ils ignorer l'origine douteuse de ce tableau ?

L'affaire de captation d'héritage instruite à Toulon, dans laquelle sont inculpés et écroués un avocat, M. Robert Boissonnet, et une ancienne tenancière de bar reconvertisse dans le commerce d'art, M. Joëlle Pesnel, embarrasse nombre de personnalités et

d'institutions respectables. Négociants internationaux, avocats de renom, notaires installés, hauts fonctionnaires de la culture : nombreux sont, en effet, ceux qui, en 1985, ont facilité la vente au musée du Louvre d'un des tableaux que M. Boissonnet et M. Pesnel sont soupçonnés d'avoir volé, le *Gentilhomme seillant*, de Murillo. Or, par légèreté professionnelle, avidité financière ou impatience de collectionneurs, tous ces intermédiaires semblent bien avoir ignoré des avertissements leur signalant l'origine douteuse du tableau.

Après tout, il est déjà arrivé aux musées nationaux de se faire

gruger ! Aussi cette vilaine histoire toulonnaise pourrait-elle n'être qu'une nouvelle illustration des faux-semblants et clairs-obscur du commerce d'œuvres d'art, où la respectabilité sociale cède parfois l'exquise filouterie. A condition d'oublier que, dans cette affaire quelque peu mondaine, il y a, en sus, un cadavre, celui de Suzanne de Canson, décédée le 16 septembre 1986, à La Garde (Var), dans la villa de M. Pesnel.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

(Lire la suite page 10.)

Déblocage après dix jours de grève ?

Le personnel de la RATP se prononce sur le protocole syndicats-direction

Les perturbations restaient importantes, mardi 6 décembre, dans l'ensemble des transports parisiens. La CFDT, la CFTC, FO-exécution et une partie des autonomes avaient apporté un jugement plutôt positif sur les dernières propositions salariales faites, lundi 5, par la direction de la RATP. Mais l'ensemble

des syndicats devaient consulter leur base avant de se prononcer.

D'autre part, les grèves se poursuivaient en province dans les services publics, tout particulièrement à Marseille (PTT, transports, lignes maritimes).

(Lire nos informations page 43.)

Un retour à la normale dans la circulation des bus, des métros et du RER de la RATP est-il en vue ? Les fils de la négociation renoués, le 5 décembre, par le « conciliateur », M. Bernard Brunhes, laissent à penser, en tout cas, que l'on est sorti du blocage de ces derniers jours. Le face-à-face direction-syndicats, en présence de M. Brunhes, a même permis, au petit matin du 6 décembre, de parvenir à un protocole d'accord soumis à la base durant la journée par quatre syndicats (FO-exécution, CFDT, CFTC et autonomes, hormis les conducteurs).

Le protocole prévoit la majoration de 90 F de tous les salaires de base (sauf pour les services d'entretien) et l'intégration de 90 F de prime au 1^{er} janvier 1989 ; la majoration de 60 F de tous les salaires et l'intégration de 60 F de prime au 1^{er} janvier 1990. D'autre part, les services d'entretien (6 700 ouvriers) percevraient 150 F de plus par mois et verraient intégrer 30 F de prime à

partir du 1^{er} janvier 1989 ; les ouvriers de l'entretien du RER (750 personnes) recevraient une prime mensuelle de 100 F ; les agents d'entretien du matériel roulant ferré (3 000 personnes) toucheraient en janvier 1989 une prime exceptionnelle de 600 F.

Après examen de ce dispositif, la CGT, elle a déclaré, par la voix de M. Jacques Delalé, son secrétaire, que la direction avait été contrainte de proposer des mesures supplémentaires mais qu'il n'y avait guère de nouveauté dans tout cela. Toutefois, on peut penser que la centrale de M. Krasucki cherche une issue en insistant sur les avancées qu'a dû concéder la direction.

En revanche, le syndicat autonome traction (conducteurs du métro) a dit qu'il signerait, et les quatre « modérés » ont fait montre de leur satisfaction en pratiquant la litote à propos d'un protocole d'accord dont les éléments « se rap-

prochent de la base revendicative commune et méritent d'être soumis à l'appréciation du personnel dans l'action ». N'arrive-t-on pas aux 300 F supplémentaires qu'ils réclamaient ?

De l'autre côté de la table, on souligne que ces mesures entrent dans l'enveloppe de 2,2 % d'augmentations salariales impartie par le gouvernement. Les 3 % de progression de masse salariale dépassent la prévision de hausse des prix de 2,4 % en 1989, mais la direction souligne que les augmentations indiciaires seront repoussées de mars à mai (+1 %) et de novembre à décembre (+1,1 %).

Les « modérés » devraient donner leur réponse à 18 heures, mardi 6 décembre. De son côté, la CGT répondra, selon toute vraisemblance, par la négative. Néanmoins, elle fait montre d'une attitude plus prudente depuis le week-end.

Un entretien avec le gouverneur de la Banque de France

PAGE 44

La dette du Venezuela

Une priorité pour le président Andrés Pérez

PAGE 6

La pollution de la Loire

Deux rapports accablants

PAGE 11

Becker bat Lendl

Au Tournoi des maîtres, la victoire sur un coup de dés

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve en page 48

Tinguely au Centre Pompidou

« J'ai été jusqu'à faire des choses qui se détruisaient »

Qui a visité l'immense rétrospective Tinguely du Palazzo Grassi à Venise, en 1987, trouvera sans doute l'exposition du Centre Georges-Pompidou plus muséale et plus feutrée. Mais sera tout de même étonné par le formidable tonus qui anime son univers de machines disciplinées, à l'image de l'artiste.

« En arrivant au cinquième étage du Centre, on peut voir une bonne vingtaine de vos œuvres avant même d'avoir pris le ticket d'entrée dans votre rétrospective. L'idée est de vous ?

— Oui. Quand j'étais au Forum avec le Crocodile, je voulais que ce soit gratuit, mais le président du Centre avait alors imposé un prix d'entrée, y compris pour les enfants. Alors qu'il y avait vraiment des gosses qui n'avaient pas 1 F pour y aller. J'ai ainsi obtenu un peu de gratuité pour mon exposition rétrospective. Que j'ai tout de suite remplie avec des choses récentes. La grande sculpture que vous voyez en arrivant, je l'ai faite en

mal. C'est une coopération imaginée avec Yves Klein. J'ai imaginé que Yves et moi on se remettait à faire des choses ensemble, l'un contre l'autre.

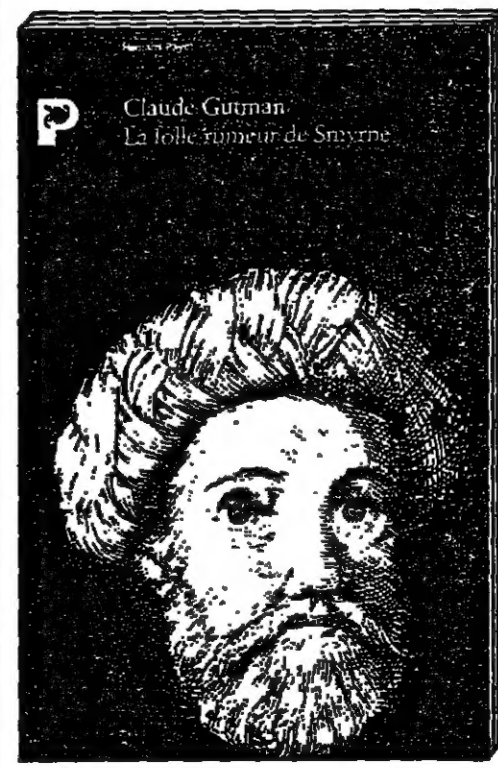
— Vous contre lui, cela donne quoi ?

— Ça ne fait pas contre, c'est toujours ensemble. On ne peut pas être l'un contre l'autre. On a toujours été tellement opposé que tout ce qu'on a pu faire a toujours été pour se retrouver. Chez moi tout était dans le mouvement, dans le *Méta*, c'est-à-dire l'introduction du hasard, l'esprit dadaïste, la joie, le jeu. Chez lui tout était dans la monochromie, dans la recherche de l'espace pur. C'était tout le contraire de moi. Il n'aimait pas les oiseaux, les avions, les nuages, les mouches, les écrevisses... Tout ce qui était dans le ciel, tout ce qui bougeait, il n'en voulait plus. Il ne voulait plus d'architecture. Il voulait que la terre soit plate et carrée.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BREERETTE. (Lire la suite page 15 et l'article de PHILIPPE DAGEN page 14.)

Prix du roman Emile Zola 1988

décerné par la Société des Gens de Lettres



Payot

Roman

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

La génétique et l'Histoire

On peut aujourd'hui retrouver dans les chromosomes humains la trace d'événements anciens

Combattre la grippe

Un vaccin et un nouveau médicament permettront-ils d'enrayer l'épidémie ?

Les fumées de La Havane

Après trente ans de production industrielle, Cuba mesure les dégâts et découvre les impératifs de l'écologie

Pages 19 à 21

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 4,80 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 156 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Royaume-Uni, 335 F. CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 7,80 F. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Débats

GATT

L'Europe, ni forteresse ni terrain vague

PAR JACQUES MALLET (*)

Montréal s'est ouverte la semaine à mi-parcours des négociations commerciales du GATT (Organisation générale des tarifs et du commerce), dites « Uruguay round », engagées à Punta-del-Este en septembre 1986. Les représentants des quatre-vingt-seize pays y participent, ainsi que la Commission européenne qui négocie au nom de la Communauté. Une délégation du Parlement européen y a été invitée.

Cette réunion sera importante pour la suite des négociations, même si on ne doit pas en attendre de décisions définitives, sauf exception de portée limitée (par exemple en ce qui concerne l'accès aux marchés des produits tropicaux). Mais surtout elle risque d'être marquée par des affrontements avec les Etats-Unis sur l'agriculture, qui mettront à l'épreuve la cohésion communautaire. Le principe fondamental de « globalité » des négociations exclut un accord séparé en la matière.

Sans entrer dans le détail des dossiers, extrêmement complexes, il paraît utile de rappeler quelques idées-forces qui devraient, croyons-nous, guider les Européens dans ce grand débat, lourd de conséquences et riche de possibilités pour nos économies, notre croissance et nos emplois.

La première est l'importance majeure que revêtent les échanges internationaux pour les pays de la Communauté. Ceux-ci dépendent en effet beaucoup plus du commerce extérieur que leurs principaux partenaires. Première puissance commerciale, l'Europe des Douze représente 21,9 % du commerce mondial contre 17,1 % pour les Etats-Unis et 9,7 % pour le Japon. Cette situation lui commande d'œuvrer pour la libéralisation des échanges de marchandises et de services.

Elle ne peut donc que souhaiter le maintien et le développement d'un système multilatéral ouvert des échanges commerciaux et le renforcement des règles du GATT. Elle a intérêt à ce que

l'« Uruguay round » réussisse. Car son échec minerait le GATT, nécessaire rempart contre le déferlement du protectionnisme, dont nous avons pu mesurer les effets désastreux pendant les années 30. Nous aurions beaucoup à perdre dans des guerres commerciales où tout le monde, à vrai dire, serait perdant.

Dans cet esprit, la Communauté européenne a, depuis la conférence de Punta-del-Este, pris une part active à l'avancement des travaux. Ses négociateurs ont présenté, dans tous les domaines, des propositions réalistes et constructives, qui attestent de sa volonté d'aboutir. Rien ne justifierait de sa part un quelconque complexe de culpabilité.

Elle est de tous les ensembles industrialisés le plus ouvert. Quoi qu'on en pense ici ou là, elle le sera plus encore en 1993, quand son marché intérieur sera achevé. Elle n'est pas, elle ne sera pas une forteresse. La dénonciation de la « forteresse européenne » constitue un thème de propagande indécrottable lorsqu'il émane de la forteresse presque close qu'est le Japon, et peu convaincant de la part de cette autre forteresse, moins close mais bien protégée, que sont les Etats-Unis.

Agriculture et protectionnisme

L'accusation de protectionnisme adressée à la politique agricole commune — dont nous avons chèrement payé l'acceptation par les autres membres du GATT — ne doit pas faire oublier que le premier marché d'importation de produits agricoles, le montant du soutien qu'elle donne à ses agriculteurs — quatre fois plus nombreux que les autres — est inférieur ou analogue aux aides que distribuent, sous diverses formes, aux leurs nos partenaires américains.

N'oublions pas aussi qu'elle n'est pas seulement formée de consommateurs mais également de producteurs. Leurs entreprises et leurs emplois ne sauraient être exposés sans précaution à la concurrence de pays qui tirent systématiquement profit d'un « dumping social » ou de pays à commerce d'Etat qui vendent à des prix sans rapport avec le marché.

Autre idée-force : les concessions doivent être équilibrées. Nous sommes obligés de constater que certains de nos partenaires les plus importants ne pratiquent guère actuellement le libre échange qu'ils préconisent, ni le respect qui est le nôtre pour les règles du GATT, interdisant les mesures unilatérales. La nouvelle législation commerciale américaine est, à cet égard, très préoccupante. L'administration Bush, dans laquelle nous plaçons beaucoup d'espoirs, pourra-t-elle surmonter les tendances protectionnistes du Congrès, qui ne partage pas ses conceptions assez libérales exprimées dans diverses déclarations ?

Dans le secteur agricole, qui pose des problèmes spécifiques et particulièrement difficiles, nous sommes en droit d'attendre des Etats-Unis et des autres pays exportateurs, avant tout engagement à long terme, qu'ils fassent des efforts comparables aux nôtres pour maîtriser les productions excédentaires et assainir les marchés, efforts efficaces mais douloureux pour beaucoup de nos 8 millions de paysans.

Les Américains n'ont rien fait de tel jusqu'ici, ou fort peu, tout en proposant l'élimination totale des subventions à l'agriculture d'ici à l'an 2000 (délai qu'ils disent aujourd'hui négociable) : proposition irréaliste, non conforme aux principes définis à Punta-del-Este, puis par l'OCDE.

(*) Président de la commission des relations économiques extérieures du Parlement européen.

et par les sommets des pays industrialisés. Bien au contraire, le « Farm Bill » et le « Trade Act » ont accru sensiblement les aides à l'agriculture et aux exportations agricoles, sans parler des aides tout à fait légitimes aux agriculteurs victimes de la sécheresse. Comment ne pas s'étonner de cette contradiction ?

Exigence de réciprocité

Et comment pourrions-nous accorder au Japon, aux « petits dragons » asiatiques et à certains pays industrialisés du tiers-monde de nouvelles concessions commerciales sans obtenir d'eux des garanties de réciprocité ? Cette exigence de réciprocité ne s'applique pas aux pays les moins avancés, à l'égard desquels la Communauté doit se montrer généreuse. Généreuse elle l'est puisque, rappelons-le, sa part dans l'aide mondiale au développement s'élève à 30,3 %, celle des Etats-Unis à 20,9 %, celle du Japon à 11,9 % seulement.

La Communauté n'est pas, le répète, et ne sera pas une forteresse. Elle ne doit pas être non plus un terrain vague, ouvert à tous les vents. Une Europe ouverte ne signifie pas une Europe offerte, sans défense, ni contrepartie qui deviendrait le ventre mou du commerce mondial. La nécessaire ouverture sur le monde doit être négociée fermement. Il est vital, à cette fin, que les Douze parlent d'une seule voix et défendent une position commune à Montréal, et tout au long des négociations de l'« Uruguay round » jusqu'à leur terme à la fin de 1990.

S'ils se divisaient, les négociations seraient compromises, leurs intérêts y seraient menacés, et la Communauté elle-même irait au devant d'une crise sérieuse. Ils le savent. C'est pourquoi, malgré quelques différences d'appréciation non négligeables, ils sont condamnés à l'unanimité.

TÉMOIGNAGE

Uriage d'hier à aujourd'hui

J'AI lu avec beaucoup d'intérêt l'article de Jean Plan-chais sur le livre de Pierre Bitoun *Les Hommes d'Uriage* (Le Monde du 16 septembre).

Je me permets d'apporter mon témoignage, ayant été mêlé étroitement à l'histoire d'Uriage. Intendant de l'école depuis sa fondation en août 1940 jusqu'à sa dissolution en décembre 1942, je suis ensuite resté en contact régulier avec l'équipe.

Je remercie d'abord Jean Plan-chais dont l'article sera apprécié par tous les anciens d'Uriage. Je n'ai relevé qu'une erreur : nous ne baignions pas du tout dans le « maurrassisme » comme il le pense.

Le livre de Pierre Bitoun appelle, lui, une double remarque. Je regrette d'abord une certaine disproportion dans la présentation de l'équipe d'Uriage. Nous formions une équipe très soudée et, quelles que soient nos fonctions, nous avions tous pris le même engagement et participé au même combat. Pierre Bitoun consacre, dans son ouvrage, de nombreuses pages aux personnalités qui sont passées par Uriage, mais mentionne trop succinctement le rôle essentiel tenu par d'autres membres de l'équipe.

Je pense, par exemple, à Louis Poli qui a assuré un travail consi-

dérable de documentation, fait un magnifique résistant et a été tué sur le front d'Alsace. De la même façon, l'action clandestine de Paul de La Taille aurait mérité de plus larges développements.

Ma deuxième remarque porte sur une personnalisation qui n'est pas dans l'esprit d'Uriage. Elle se manifeste dans le dernier chapitre : « Deux intellectuels en quête de fraternité ». Nous sommes quelques-uns qui aurions aimé plus de réserve car aucun membre de l'équipe ne peut s'approprier Uriage.

Il est donc dommage que Pierre Bitoun n'ait pas plutôt conclu son épilogue en rendant hommage au fondateur de l'école. Ainsi que l'a écrit Hubert Beuve-Méry : « Ne fût-elle que de circonstance, l'œuvre d'équipe, sans doute, mais d'une équipe qui ne se serait ni formée ni maintenue, si Pierre Dunoyer de Segonzac n'en avait été le rassembleur et l'animateur ».

ANDRÉ VOISIN.

* Le magazine de Michel Polac « Libre et change », sur M6, sera consacré, mercredi 7 décembre, à 21 h 35, à l'école d'Uriage. Y participeront notamment : Zev Sternin, Jean-Marie Donnach, Pierre Bitoun, Paul Grillet, Paul-Henri Chombart de Lauwe.

COMMUNICATION

Abaissement

par GILBERT COMTE (*)

EN cette fin de siècle assourdie par les tapages d'un audiovisuel devenu fou, l'histoire perd apparemment toute signification. Au cœur de tumultes incompréhensibles, les lâches se réfugient dans de fructueuses capitulations. D'autres préfèrent la solitude. Entre elles, le moyen terme se découvre difficilement.

Invasions publicitaires, combinaisons commerciales déguisées en jeux de toute espèce, corrompent, attaquent le peuple dans son âme, comme en d'autres temps les troupes étrangères submergeaient le pays. Si l'antiazisme se vend bien dans le spectacle des spectacles, le courage des premiers résistants ne s'incarne certes pas parmi les bateleurs, truqueurs, sauteurs, danseurs ou jongleurs à la mode. Il se ramasse une fois de plus autour des quelques hommes capables d'évaluer les nouveaux périls. Sans doute n'appartient-il plus qu'à ceux-là de chercher auprès des ombres d'un Jean Moulin les mots fondateurs d'un hypothétique renouveau.

Par delà quarante-huit années, retenons donc les paroles de Georges Bernanos écrites du fond d'une souffrance proche de la nôtre, comme s'il parlait encore à chacun de nous individuellement : « Pour m'adresser à vous, je n'ai même pas la peine de passer d'une pièce dans l'autre, je vous écris dans la salle commune, sur la table où je souperai tout à l'heure avec ma femme et mes enfants. Entre vous et moi il n'y a même pas l'ordinaire truchement d'une bibliothèque, car je n'ai pas de livres. Entre vous et moi il n'y a vraiment rien que ce cahier de deux sous. On ne confie pas de mensonges à un cahier de deux sous. Pour ce prix-là je ne puis vous donner que la vérité. »

Avec des salaires entre quarante, cent, cent vingt, cent quarante mille francs par mois, pour ne rien dire des avantages qu'ils procurent en invitations, réceptions, commissions et rémunérations annexes, les prétendues « vedettes » de l'audiovisuel s'empiffrent, gambadent sur une tout autre planète. La « vérité » ne les concerne pas. Sous peine de ne plus exister à leurs propres yeux, il leur faut d'abord servir le conformisme social dans toutes ses extravagances. Car comment obtenir tant d'argent sans devenir de grands esclaves coussus d'or, complices de n'importe quoi, du superficiel, du pire ?

Constat désabusé

Avec la troisième livraison de sa série « Manière de voir », le Monde diplomatique examine de près cette chiourme fringante. Il dresse un bilan exact du phénomène et l'intitule en toute équité la Communication victime des marchands. Dix-huit mois après le prétendu « mieux-disant culturel » promis par M. François Léotard, les grandes braderies de l'audiovisuel français peuvent effectivement se réduire à ce constat désabusé. Entre les élections conçues selon les recettes approuvées du mirage publicitaire, des mœurs de music-hall promues religion d'Etat, l'écrase-

ment du film français sous les séries américaines, l'information télévisée vécue comme un show planétaire où passent des étoiles filantes, Ignacio Ramonet, Christian de Brie, Jacques Decroix, Gilles Perrault, et vingt autres collaborateurs encore, éclairent, analysent, expliquent, désèquent, chacun selon son style, son caractère, le fonctionnement d'une imposture désormais inséparable de la société du spectacle. Vingt-six sujets traités selon les règles du journalisme indépendant fournissent aux lecteurs de bonne foi quelque quatre-vingt-seize pages de réflexions, corrosives mais salubres.

Avec son article « La révolte ou l'abaissement », Claude Julien sonne la charge autant qu'il donne le ton à son équipe. Parmi quelques autres scandales, il rappelle que, au nom du réalisme, sans doute aussi du bonheur des peuples imaginés par des Tartuffes de Cour des miracles, les retransmissions d'épreuves sportives se financent aujourd'hui sur des « budgets supérieurs à celui de la recherche sur le cancer ». De quoi inspirer quelques inquiétudes à tous les médecins d'un monde sans frontière... Bien évidemment, télévision d'Etat et chaînes privées rivalisent dans la fête.

« La communication audiovisuelle est libre », énonçait en 1982 la loi préparée par le gouvernement de M. Pierre Mauroy. Socialistes et conservateurs confondus, chacun se félicitait naïvement de voir tranché « le cordon ombilical » entre l'audiovisuel et l'Etat, pour reprendre une formule fameuse, mais d'abord creuse et trompeuse. La divergence entre les partis portait essentiellement sur la sincérité, réelle ou imaginaire, de l'expérience.

Les trois pouvoirs

De gauche à droite, chacun feignait d'oublier qu'en ce bas monde trois pouvoirs se partagent l'obéissance des hommes, car tous les autres en procèdent ou les suivent : l'autorité de l'Etat, celle de l'argent, puis l'immatériel royaume de l'esprit. Ramenée à ses seules ressources, chacune des deux premières suffit à ses propres fins. Au contraire, l'intelligence ne s'exerce, ne s'élève qu'avec le soutien de l'un ou l'autre de ces deux rivaux, quand ils y voient quelque intérêt. Cette relation tout à la fois dangereuse et naturelle ne se tranche pas comme le premier cordon venu, de quelque catégorie qu'il relève. L'indépendance de la parole se négocie, s'arrache dans la dureté des rapports de force.

Pour n'avoir pas su ou voulu l'admettre, l'intelligence française découvre dans l'aurore des médias son propre crépuscule. Claude Julien ne s'y trompe pas lorsqu'il situe l'enjeu entre « La révolte ou l'abaissement ». Il n'existe assurément pas d'autre choix, sauf celui du mensonge ou de la faribole. Reste à déterminer les moyens du combat. Il nous les faut impitoyables, avec la rigueur des lois.

(*) Ancien membre de la Haute Autorité de l'audiovisuel.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL, Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sals.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission périodique des journaux
et publications, n° 5737
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-92-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	594 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 900 F	2 530 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988.

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL : 35-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection Théologiques

Dirigée par Rémi Brague
et Jean-Yves Lacoste

Deux premiers ouvrages :
Martin Heidegger et Thomas d'Aquin par
J.B. Leca. 240 pages - 168 F.
La théologie de l'histoire
de Saint Bonaventure par
J. Ratzinger.
224 pages - 168 F.



Etranger

Le numéro un soviétique à New-York

La rencontre de M. Gorbatchev avec MM. Reagan et Bush : trop tard ou trop tôt

WASHINGTON
de notre correspondant

Pas la moindre fébrilité, pas l'ombre d'une inquiétude, rien d'autre que l'intérêt poli et attentionné d'un hôte de marque, mais désormais familier : les responsables américains accueillent le numéro un soviétique à l'attitude à l'attitude sur le sol américain.

Certes M. Gorbatchev, déjà accueilli à grand tapage en décembre 1987, revient alors qu'on ne l'attendait pas vraiment : sa visite vient troubler la tranquillité de la transition la plus harmonieuse que les États-Unis aient connue depuis des décennies ; et si M. Reagan ni surtout M. Bush n'ont vraiment besoin de cette visite, qui vient trop tard pour l'un, trop tôt pour l'autre.

Mais puisque le secrétaire général du PC soviétique a décidé de venir

s'adresser à l'Assemblée générale de l'ONU, les responsables américains l'ont invité à se sentir comme chez lui à New-York, où il passera près de trois jours et trois nuits, et MM. Reagan et Bush ont poussé l'obligeance jusqu'à se déplacer pour le rencontrer dans le cadre d'un déjeuner de travail. Simplement, M. George Bush aura pris soin de remettre pour la circonstance ses termes habituels de vice-président, histoire de ne pas faire mentir le président élu qui avait déclaré n'avoir aucune envie d'un sommet présomptueux et donc stérile. Mais c'était juste après l'élection du 8 novembre, et surtout juste avant que M. Gorbatchev ne s'annonce.

C'est donc bien, côté américain, M. Reagan qui jouera le premier rôle, et s'il doit y avoir un *aparté* Bush-Gorbatchev, il ne sera sans doute que symbolique.

Dans un premier temps, les Américains avaient pris grand soin de

souligner que cette cinquième rencontre Reagan-Gorbatchev (après Genève, Reykjavik, Washington et Moscou) n'aurait rien d'un sommet — et entre-temps les Soviétiques ont renchéri sur le même thème. Mais comme s'ils sentaient que cette insistance à minimiser l'événement pouvait passer pour le signe d'une certaine anxiété, les Américains ont apparemment changé d'attitude : « Nous avons renoncé à refuser le mot de sommet », a ainsi déclaré lundi 5 décembre Mme Rozanne Ridgway, secrétaire d'Etat adjointe.

Un « cadeau de Noël »

Le simple fait que les deux responsables suprêmes des deux super-puissances se rencontrent, ne serait-ce que pour un tour d'horizon, est un événement considérable, a ajouté en substance Mme Ridgway. Et les Américains font donc avec la plus grande attention ce que M. Gorbatchev aura à leur dire.

A en croire les Soviétiques, ce devrait, de fait, être fort intéressant. Un émissaire avancé du numéro un soviétique, M. Nikolai Chichiline, n'a-t-il pas annoncé que son patron apporterait à New-York un « cadeau de Noël » ?

M. Bush — qui semble apprendre assez vite l'art de la répartition — a déjà fait savoir que pour sa part il n'ouvrirait cet éventuel cadeau « qu'à Noël » — c'est-à-dire le plus tard possible, et pour éviter d'avoir à répondre à M. Gorbatchev.

De son côté, M. Ridgway a affirmé que son administration n'avait pas la moindre idée de ce que le dirigeant soviétique (qui arrive à New-York le jour de la saint Nicolas) apporterait dans sa hotte. Les Soviétiques n'ont pas non plus fait connaître à l'avance à leurs interlocuteurs les grandes lignes du discours que prononcera M. Gorbatchev à l'ONU, et dont ils disent pourtant par avance monts et merveilles.

Dans ces conditions, il est à peu près exclu qu'une discussion fructueuse puisse s'engager à chaud : le déjeuner au sommet suivra en effet immédiatement le discours du secrétaire général, et la partie américaine

prendra le temps d'étudier toute éventuelle proposition soviétique.

En principe, au cours de ce déjeuner, prévu pour deux heures tout au plus, on devrait parler un peu de tout, c'est-à-dire passer en revue les chapitres désormais classiques des entretiens soviéto-américains : droits de l'homme, questions régionales, contrôle des armements.

Le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan — actuellement interrompu, mais qui devrait, d'après les accords conclus à Genève, être terminé le 15 février prochain — en particulier être évoqué. Les Américains s'y attendent en tout cas : mais ils répètent qu'ils n'ont pas d'inquiétude particulière à ce sujet, tant, à leur avis, il est de l'intérêt évident des Soviétiques d'abandonner une partie déjà perdue.

Le fait que M. Gorbatchev se rende à Cuba aussitôt après son séjour à New-York permet-il de supposer que quelque chose se prépare entre les deux grands — à propos de l'Amérique centrale ? Mme Ridgway semble en tout cas exclure cette hypothèse. Jusqu'à présent, les Soviétiques maintiennent à ce sujet une position jugée inacceptable par Washington. Ils n'envisagent de cesser leurs livraisons d'armes au Nicaragua qu'à condition que les Américains s'abstiennent désormais d'aider tous leurs protégés dans la région.

S'il est question du Proche-Orient, ce ne devrait être tout au plus qu'en passant, et dans l'attente du discours que M. Arafat, interdit de parole à New-York par le secrétaire d'Etat Shultz, prononcera devant les Nations unies réunies spécialement à Genève.

A plus forte raison, toute perée semble exclue dans le domaine du contrôle des armements : la négociation Start (sur les armements stratégiques) est arrivée à un palier, et à toutes les chances d'y rester jusqu'à plusieurs mois après l'entrée en fonctions du président Bush.

On ne fera pas non plus l'effort de prévoir la conclusion de quelques menus accords pour masquer l'absence de plus grands résultats.

Rien ne sera signé, a indiqué Mme Ridgway, et il ne semble même pas qu'un communiqué commun soit publié à l'issue de la rencontre.

Reste donc, pour l'essentiel, l'opération de relations publiques que devrait réaliser M. Gorbatchev, tant à l'ONU que dans son rôle de touriste à New-York. Dans ce domaine, les Russes, qui « créent » l'événement et font miroiter des surprises, ne peuvent que gagner la partie.

A vrai dire, on semble assez disposé ici à consentir ce petit sacrifice, puisque M. Gorbatchev a tellement envie — et apparemment tellement besoin — de se faire voir à New-York. Si le numéro un soviétique, pour faire un peu oublier ses difficultés intérieures, a besoin d'un petit coup de main, pourquoi lui refuser ce modeste cadeau, même si l'on est un peu sceptique sur la qualité de celui que lui-même dit apporter ?

Le lieu — New-York — est en tout cas idéalement choisi pour fournir à l'opinion mondiale, y compris soviétique, son compte de belles images scintillantes. Avec, en contrepoint,

selon la rumeur, Gorby dans les quartiers pourris, convié par les défenseurs des sans-abri à constater de lui-même la misère du monde capitaliste — à supposer que des décennies d'articles de la Pravda ne lui aient pas suffi.

Pendant que M. Gorbatchev parcourt les rues de New-York après avoir couru les imaginations américaines, M. Reagan aura sagement regagné la Maison Blanche ; mercredi, aussitôt après ses entretiens de Governor Island, il doit prononcer un discours à Washington. Lui qui rêvait, naguère, de montrer au secrétaire général « l'Amérique profonde », celle des petites villes et des bons sentiments, le laissera visiter New-York tout seul. Déjà Ed Koch, le vibrant maire de la ville, va partir claironnant qu'après avoir goûté aux charmes du monstre, M. Gorbatchev n'aura plus aucune envie de rentrer à Moscou. La bonne blague !

JAN KRAUSE.

Mikhaïl et Raïssa dans la capitale du capitalisme

NEW-YORK
de notre correspondant

Malgré l'impatience croissante des journalistes, les responsables soviétiques refusent obstinément de livrer les moindres détails de l'emploi du temps du couple Gorbatchev. Avec courtoisie, nous ne savons que peu de choses : M. Gorbatchev devait arriver à New-York le mardi 6 décembre à 15 heures (21 heures à Paris). Il prononcera un discours (que les Soviétiques présentent comme « très important ») mercredi à 11 heures devant l'Assemblée générale.

Il se rendra ensuite sur une petite île des environs d'Acacia, fort difficile pour la presse, l'île des Gouverneurs, où il déjeunera avec MM. Reagan et Bush, et donnera ensuite une « grande réception diplomatique ».

Que fera-t-il mardi soir, mercredi après-midi et jeudi, puisqu'il ne doit quitter New-York que vendredi matin pour La Havane ? Selon M. Chichiline, l'idéologue du comité central, « New-York est un endroit assez pittoresque à l'approche des fêtes de fin d'année pour qu'un étranger ne s'y annule pas ».

Personne ne contestera l'aimable appréciation de M. Chichiline. Les russes brillent déjà de mille feux, et les couronnes de sapin aux rubans rouges ornent la devanture de la moindre épicierie, les New-Yorkais, chargés de cadeaux, se font un véritable chemin de croix vers les comptoirs des magasins. N'est-il pas quelque peu indécrot que le premier des Soviétiques vienne participer à une fête dédiée de la consommation, demande un journaliste ?

La réponse viendra de M. Arbatov, le directeur de l'Institut des études américaines : « Visiter une ville n'a rien à voir avec l'idéologie (...), même si Raïssa Gorbatchev décide de se rendre chez Bloomingdale's (le grand magasin le plus élégant de Manhattan), elle n'y fera rien d'autre qu'une Américaine qui cherche à faire plaisir aux siens ».

Culture et mondanités

Même appréciation en ce qui concerne une possible visite de M. Gorbatchev à la Bourse de New-York et, au cœur de la nuit, à Broadway, devant les effluves de Chorus Line et de Cats, sous les lumières interlopes de Times Square. « Il n'y a rien de condamnable à visiter la Bourse, assure M. Arbatov, puisque nous souhaitons avoir les relations les plus fructueuses avec les capitalistes américains... »

Trois conférences de presse en trois jours, trois cours sur la « nouvelle pensée politique » : des directeurs de théâtre, des écrivains, des metteurs en scène et des poètes tentent de persuader les quatre cents journalistes déjà présents des bien-

faits de la libéralisation. Le ton est bas, l'atmosphère détendue. Suprême preuve du changement : lorsque M. Saïkhov, le directeur du théâtre Komsomol, déclare que « la plupart des gens s'opposent encore à la perestroïka », le rédacteur en chef des *Izvestia* le reprend en toute simplicité, affirmant que « cela n'est point vrai ».

Mais lorsque M. Goussakov, d'habitude si avant, estime que « discuter en détail des quatre chapitres prévus pour le déjeuner de l'île du Gouverneur (relations bilatérales, désarmement, droits de l'homme et conflits régionaux) serait fastidieux », les journalistes se taisent, découragés.

M. Gorbatchev rencontrera plusieurs dizaines d'hommes d'affaires américains, auxquels il rappellera sans doute la générosité de la CEE, dont plusieurs membres, y compris la France, ont déjà offert des crédits importants à l'industrie soviétique. « Il ne faudrait pas que les États-Unis manquent le train », laisse tomber M. Chichiline avec un sourire ironique.

Avec la « reine de New-York »

En revanche, il n'y a pas chez le plus « flamboyant » d'entre eux, M. Donald Trump, l'enfant prodige de la promotion immobilière, qui n'y ait pas l'habitude de donner dans la dentelle — avait invité M. Gorbatchev à venir visiter la Trump Tower, le plus arrogant amoncellement de luxe de la Cinquième Avenue.

Il est probable que Mikhaïl et Raïssa Gorbatchev visiteront, jeudi, le Metropolitan Museum of Art, qui accueille actuellement une grande exposition Degas, venue de Paris. Ils inviteront — sans doute, dit-on — plusieurs « célébrités » américaines à dîner, notamment des intellectuels et des créateurs, que M. Gorbatchev semble apprécier particulièrement.

Mme Raïssa Gorbatchev déjeunera, mercredi, chez Mme Marcela Pérez de Cuellar, l'épouse du secrétaire général de l'ONU. On ne peut s'empêcher de penser au célèbre portrait des Filles de la Révolution, ces dames d'un âge certain qui rythment la vie de la ville à coups de donations, de dîners mondains et d'excentricités.

Barbara Bush sera présente aux côtés de Nancy Reagan, mais aussi l'incontestée « reine de New-York », Mme Brooks Astor, Mme Helena Shultz, Estée Lauder (cosmétiques), Carol Sulzberger (New York Times) et Cécile Zilkha (banque).

La mairie de New-York menace d'envoyer la facture — un million de dollars en deux jours — au Trésor fédéral. Six mille policiers seront, en effet, mobilisés non pas tant pour protéger les invités, mais surtout pour bloquer les passages. Des embouteillages en perspective donc.

CHARLES LESCAUT.

M. Ingvar Carlsson à Paris

La Suède et la France veulent renforcer leur coopération économique

Au cours des entretiens qu'il a eus lundi 5 décembre à Paris avec M. Michel Rocard, le premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson, a notamment évoqué les possibilités de renforcer les relations économiques bilatérales, jugées « globalement insuffisantes ». Paris souhaite rééquilibrer le déficit de sa balance commerciale avec Stockholm, dû notamment à l'importation des achats de bois et de produits dérivés du bois par la France. Une meilleure coopération pourrait être envisagée dans les domaines de l'énergie, des télécommunications, de l'aéronautique et de l'espace, estime-t-on du côté français.

Les deux chefs de gouvernement ont également évoqué le dossier européen. La Suède neutre exclut toute adhésion à la Communauté,

mais souhaite s'en rapprocher sur le plan économique dans la perspective du marché unique de 1993. M. Rocard a assuré à son interlocuteur que la France était « ouverte » à l'idée d'un tel rapprochement et qu'elle rejetait toute forme de « discrimination » à l'égard des pays non membres de la CEE.

En ce qui concerne les visas imposés pour l'entrée en France des ressortissants des pays hors CEE à l'exception de la Suisse, M. Carlsson a estimé que cette politique était « un pas dans une mauvaise direction ». Avant de regagner Stockholm mardi après-midi pour y rencontrer le leader de l'ÖLP, M. Yasser Arafat (lire page 4), le chef du gouvernement suédois devait être reçu par le président François Mitterrand.

“Un récit passionnant. Pour sa qualité historique d'abord, pour sa qualité littéraire ensuite. Quant aux hommes qui ont fait la Révolution, Decaux en brosse des portraits alertes, soulignant les contradictions, s'attachant à éclairer leurs actes. Pour parents également.”

NICOLE DU ROY “TÉLÉRAMA”

ALAIN DECAUX
raconte
la Révolution française
aux enfants

Un album cartonné 21 x 27 cm
180 pages en quadrichrome
Illustré par Yvonne Thakid
200 dessins et documents
140 F

CONCOURS DE DESSIN
à l'occasion de la sortie
du livre d'ALAIN DECAUX
« l'Album de la Révolution Française »
« Dessiner une page de la révolution de 18 ans »
« Dessiner une page de la révolution de 18 ans »
Date de participation : à venir (département de la Seine-Saint-Denis)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Proche-Orient

ISRAËL : l'impasse politique

Le président Herzog exprime sa « honte » et son « désespoir »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Au terme de trois semaines de marchandages politiques aussi laborieux que stériles, le président Haim Herzog a tapé du poing sur la table. Il a, certes, accordé lundi 5 décembre au chef du Likoud (droite), M. Itzhak Shamir, un délai supplémentaire de trois semaines pour tenter de former un gouvernement — ce qui est normal. Mais M. Herzog l'a fait en exhortant expressément le premier ministre israélien sortant à s'entendre avec les travaillistes — ce qui est beaucoup plus inhabituel.

Traditionnellement, le président de l'Etat n'exerce qu'une fonction purement protocolaire, sans jamais intervenir dans le jeu des partis. M. Herzog, cette fois, a passé outre, et, sans cacher son exaspération devant la paralysie actuelle, il a aussi convoqué le chef travailliste, M. Shimon Peres, pour mardi en vue de l'inciter à son tour à conclure un accord avec M. Shamir. L'intervention a été jugée « sans précédent » et d'autant plus étonnante que M. Herzog l'a accompagnée d'une critique cinglante du comportement de la classe politique.

Le président avait chargé M. Shamir de former le gouvernement le 14 novembre. A l'issue du scrutin du 1^{er} novembre, le Likoud « est retourné » avec un léger avantage (40 sièges sur 120) sur les travaillistes (39 sièges). Depuis, M. Shamir a cherché, tour à tour et en vain, à former une majorité avec les partis religieux (18 sièges) et l'extrême droite, ou bien avec les travaillistes.

Ce fut une succession de batailles pour les postes ministériels, d'accords conclus et aussitôt démentis avec les religieux qui exigèrent toujours plus, et de luttes dans le sein des deux grands partis, entre partisans et adversaires d'un nouveau gouvernement d'union nationale.

M. Herzog a eu des mots très durs pour qualifier ces trois semaines d'acrobatiques manœuvres politiques. « Je crois que je parle au nom de la majorité des Israéliens », a-t-il dit, en exprimant un sentiment de découragement, d'humiliation, de désespoir et de honte. « Il a appelé à une réforme immédiate du mode de scrutin, à la proportionnelle intégrale, afin que soit mis un terme à ce système incompréhensible (...) honteux et inacceptable. »

ALAIN FRACHON.

● L'Internationale socialiste et le Proche-Orient. — Le conseil de l'Internationale socialiste se réunit à Orly, dans la région parisienne, mardi 6 et mercredi 7 décembre. Au cours de la réunion à huis clos du présidium et des commissions qui, lundi, a précédé le conseil, une motion sur le Proche-Orient a été adoptée. Cette motion, qui réaffirme notamment le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, n'a pas donné lieu à un vote mais a été adoptée par consensus, un consensus dont ne s'est pas exclue la délégation du Parti travailliste israélien. Le conseil de l'Internationale socialiste entendait mardi matin le premier ministre français, M. Michel Rocard. (Lire page 48.)

M. Arafat rencontre des juifs américains à Stockholm

M. Yasser Arafat était attendu, mardi 6 décembre, à Stockholm, où il doit rencontrer des représentants de la communauté juive américaine. En visite de travail à Paris, le premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson, a déclaré lundi que son gouvernement, par cette initiative, voulait apporter sa contribution au processus de paix au Proche-Orient. Le leader de l'OLP est accompagné de trois de ses collaborateurs. La composition de la délégation américaine n'a pas été communiquée. On sait seulement que Mme Rita Hauser, membre du Centre international pour la paix au Proche-Orient participera aux conversations.

A Jérusalem, les autorités israéliennes ont, siôt connue la nouvelle de la visite de M. Arafat à Stockholm, exprimé leur « stupeur ». « Si Yasser Arafat est reçu par les hauts responsables suédois, cela créera une très mauvaise impression en Israël », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, M. Yitzhak Mordechai. « Si Yasser Arafat est reçu par les hauts responsables suédois, cela créera une très mauvaise impression en Israël », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, M. Yitzhak Mordechai.

Par ailleurs, le gouvernement belge vient d'officialiser son soutien au processus de paix au Proche-Orient. Le ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Louis Poissonier, a déclaré que son pays « soutient de toutes ses forces le processus de paix au Proche-Orient ».

palestinienne. Se refusant à commenter le refus américain d'accorder un visa à M. Arafat, le chef du département fédéral des affaires étrangères, M. René Felber, a souligné que la Suisse s'en tenait au strict respect des accords la liant à l'ONU pour son siège européen de Genève, rapporte notre correspondant Jean-Claude Buhner.

Cependant, M. Felber n'a pas caché que son gouvernement espérait profiter des contacts qu'il pourra établir à l'occasion de la réunion de Genève pour tenter d'obtenir la libération de M. Peter Winkler, un délégué suisse du CICR enlevé le 17 novembre au Liban. Pour Berna, cet enlèvement — qui n'a pas été officiellement revendiqué — serait à rapprocher de l'affaire Mohamed Hariri, ce chite libanais auteur du meurtre d'un Français lors du détournement sur Genève d'un avion d'Air Afrique en juillet 1987, et dont le procès doit s'ouvrir en février à Lausanne. La Suisse envisage de solliciter l'aide de la Syrie, de l'Iran ainsi que de l'OLP.

Concernant la présence de M. Arafat — qui s'est déjà rendu trois fois à Genève en deux ans, — les Nations unies ont le droit de faire ce qu'elles veulent à leur siège à Genève, à condition de ne pas contrevenir aux lois en vigueur, et pour autant qu'elles paient », a précisé le porte-parole du ministère helvétique des affaires étrangères.

LIBAN

La fermeture du passage du Musée à Beyrouth gêne considérablement les échanges commerciaux

BEYROUTH
de notre correspondant

La liberté de passage entre les deux secteurs de Beyrouth cadrait mal avec la division entre les deux parties de la ville et du pays. Fermé depuis le 2 décembre, sauf pour les piétons, il devrait peut-être être entrouvert mardi 6 décembre pour le seul ravitaillement en blé et en carburant de Beyrouth-Ouest, lequel dépend essentiellement du secteur chrétien, où se trouvent les silos et les réservoirs.

Le gouvernement du général Aoun, sis en secteur chrétien, avait décrété la fermeture de la voie du Musée, laissant cependant subsister la variante dite « des franciscaines », distante de quelques mètres, un sentier sablonneux qui serpente à travers le champ de

courbes, puis l'école des sœurs franciscaines. Il avait, il est vrai, agi à titre de représailles et dans le but de « réorganiser les conditions de passage », à la suite de mesures édictées par les forces de l'ordre de la voie.

La quasi-coupure du cordon ombilical entre les deux secteurs de Beyrouth gêne considérablement les échanges commerciaux. Beyrouth-Ouest est, en particulier, tributaire de Beyrouth-Est pour son approvisionnement en farine et, dans une moindre mesure, en carburant. Dans le sens contraire, la Banque centrale et l'aéroport sont les atouts économiques dont disposent les musulmans. Le conseil des ministres, côté chrétien, s'est plaint à juste titre des pressions exercées sur la Banque du Liban en vue de débloquer l'ouverture des crédits nécessaires à

l'importation des carburants. Il reproche aussi à la Banque d'avoir accepté d'ouvrir un crédit modeste de 200 000 FF au bénéfice de l'armée de l'Ouest, récemment dotée d'un commandant en la personne du général Sami Khatib, proche des Syriens.

La tension provoquée par la fermeture du passage du Musée a été aggravée, lundi, par l'explosion d'une voiture piégée en secteur musulman, non loin du siège de la présidence du conseil, qui a fait sept blessés, ainsi que d'une autre explosion à Taanayel, dans la Bekaa, qui a fait deux blessés. Sur le plan politique, c'est toujours l'impasse. Les démarches du patriarche maronite, avec l'appui américain et saoudien, pour débloquer l'élection présidentielle s'enlisent.

Les alliés de la Syrie, à l'exception des modérés sunnites, ont net-

tement haussé le ton. La dernière déclaration de M. Jumblatt est particulièrement significative : « Nous n'avons pas besoin d'un nouveau président, a-t-il dit, mais d'un nouveau régime. Le retour à un Liban unifié tel qu'il a été reconnu en 1943 est le dernier de mes soucis. Je préfère encore une fusion avec la Syrie des régions que nous contrôlons. » M. Jumblatt a, de nouveau, critiqué son propre premier ministre, M. Hosni, chef de file avec le mufti du sunnisme modéré, l'accusant de « ne pas être capable de prendre des décisions ».

Quoi qu'il en soit, on ne peut pas laisser certaines déclarations, il y a peu à attendre avant l'installation de l'administration Bush à Washington fin janvier, et même après.

LUCIEN GEORGE.

Les suites de la guerre du Golfe

Le cas douloureux des enfants-soldats faits prisonniers

GENÈVE
de notre correspondante

Tandis que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été contraint d'entreprendre de nouvelles négociations dans l'espoir de pouvoir assurer le rapatriement des prisonniers de guerre iraniens et irakiens gravement malades et blessés suspendu le 27 novembre, le mouvement Terre des hommes poursuit ses efforts pour sauver les enfants faits prisonniers par l'un ou l'autre des belligérants. Mouvement d'aide à « l'enfance meurtrie » fondé en 1960 par M. Edmond Kayser, Terre des hommes estime que la priorité

absolue devrait être accordée à la libération de ces enfants, dont certains ont été enrôlés avant l'âge de treize ans.

Terre des hommes a tout tenté pour que ces enfants-soldats soient transférés dans un pays neutre, musulman de préférence, où ils seraient en sécurité physique et morale. Toutes les démarches en ce sens ayant échoué, Terre des hommes avait proposé en 1985 aux autorités irakiennes de mettre sur pied un « programme d'assistance éducative » sur place en faveur des plus jeunes de ces prisonniers détenus dans le camp militaire de Ramadi, à 120 kilomètres à l'ouest de Bagdad.

L'Irak avait accepté et un délégué de Terre des hommes, M. Ian Brown avait pris en charge, avec la coopération d'éducateurs irakiens, la protection et la scolarisation de cent soixante jeunes iraniens. En août 1987, le directeur des programmes de cette organisation, M. Michel Hoffman, s'est rendu en Iran afin d'évaluer les besoins médicaux et chirurgicaux des enfants atteints par des gaz toxiques ou des armes classiques. En septembre 1987, Terre des hommes a soumis aux autorités des deux pays un protocole d'accord en vue de la libération d'enfants prisonniers de guerre.

L'Irak s'est déclaré d'accord, mais « à condition que l'Irak donne aussi son consentement et qu'aucune négociation directe entre

les deux pays ne soit requise ». La réponse irakienne a été franchement négative, Bagdad craignant que tout jeune prisonnier de guerre rapatrié soit mobilisé sur-le-champ dans l'armée irakienne.

Terre des hommes, qui a déçu ses efforts depuis la signature du cessez-le-feu, continue de se heurter à un silence absolu. Le moins que l'on puisse dire, à une époque où l'ONU élabore une convention sur les droits de l'enfant, est que ni l'Irak ni l'Iran ne font montre de compréhension. Les deux Etats résistent comme si ces enfants prison-

niers représentaient une précieuse monnaie d'échange.

Selon Terre des hommes, cinq cent quinze jeunes iraniens de moins de dix-sept ans ont connu des années de captivité. Seuls cent trente d'entre eux auraient été enregistrés par le CICR. Les autres ont été probablement capturés lors de la dernière percée des troupes irakiennes, qui a permis de faire quelque vingt mille prisonniers. Selon la même source, quatre-vingts jeunes irakiens seraient prisonniers en Iran.

ISABELLE VICHNAC.

Selon un rapport de l'UEO

Le problème kurde demeure un « facteur d'instabilité »

Un rapport présenté lundi 5 décembre par M. Guido Martin, parlementaire italien, au premier jour de la troisième session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), déplore que le cessez-le-feu intervenu le 20 août dernier entre l'Irak et l'Iran « ne semble pas avoir fourni l'assurance d'une paix durable ».

Le rapport note en particulier que le problème kurde demeure et constitue un « facteur d'instabilité » dans la région. « La société internationale peut d'autant moins se désintéresser du sort des Kurdes que ceux-ci constituent un danger permanent pour la

paix entre l'Irak et l'Iran. Chacun reste tenté d'utiliser son influence sur les Kurdes de l'autre pays pour faire pression sur lui. Jusqu'à présent, la communauté internationale n'a rien fait pour assurer aux Kurdes le droit à l'existence qu'à tout peuple ».

A propos des armes chimiques, le rapport indique que « l'Irak a fait usage depuis avril 1988, de produits à base de cyaneure dans les effets mortels sont immédiats ». « Leur usage, ajoute-t-il, aurait d'abord visé des forces armées irakiennes, mais se serait peu à peu étendu à des opérations menées en cours des populations civiles (...), aussi bien la population kurde que les agents actifs de la rébellion. » De nombreux observateurs soulignent-t-ils, ont considéré que cet usage s'était poursuivi et intensifié après le cessez-le-feu du 20 août. Il semble avoir cessé le 5 septembre, mais repris au milieu d'octobre pour réduire des poches de résistance kurde. »

Europe

URSS

Le Kremlin prend des mesures contre les licenciements ethniques

M. Mikhaïl Gorbatchev a signé, lundi 5 décembre, un décret ordonnant des poursuites administratives et pénales contre les dirigeants du parti et des entreprises qui ont procédé à des « licenciements massifs sur une base ethnique » dans le Caucase ou qui les ont favorisés. « Tous les Arméniens à Bakou ont été licenciés ou ont quitté d'eux-mêmes leur travail », a affirmé le même jour à l'AFP un Russe habitant la capitale azérbaidjanaise, précisant que les Azéris qui y manifestent depuis plus de quinze jours « réclament le départ des Arméniens ». Par ailleurs, vingt-quatre mille places pour loger des enfants réfugiés en Arménie ou en Azerbaïdjan ont été réquisitionnées dans ces deux Républiques. Les autorités locales ont reçu l'ordre d'assurer, si les parents le demandent, l'acheminement « par train ou avion » des enfants vers ces lieux de refuge, selon la télévision. La situation était décrite mardi par le journal *Industrie socialiste* comme « extrêmement dangereuse ».

L'Azerbaïdjan République malade du Caucase

Les trop fortes émanations de pétrole qui se dégagent de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, auraient-elles brouillé l'image de cette terre longtemps disputée par les empires ? Négligé par les circuits touristiques, épargné par la contestation — la dissidence ne s'y était jamais manifestée ouvertement — ce pays est aujourd'hui, avec sept millions d'habitants, la République la plus peuplée et la moins connue de Transcaucasie.

Conquis au début du dix-neuvième siècle sur une Perse en déclin, l'Azerbaïdjan en a profondément subi l'influence : de langue turc, les Azéris sont majoritairement des musulmans de rite chiite. Longtemps aux marges de l'empire russe, le pays est saisi par la fièvre du pétrole dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Bientôt, le naphte, dont Bakou est le principal producteur, devient le moteur de l'économie transcaucasienne. La ville se transforme alors en un vaste centre industriel cosmopolite. Les autochtones, très minoritaires, côtoient les nombreux Russes et Arméniens qui y ont afflué, dans une cohabitation souvent conflictuelle et violente.

Le 27 mai 1918, le Moussavert, un parti d'inspiration pentarque, doit donner une indépendance à laquelle il était mal préparé. Elle sera de courte durée. Menacé par les convoitises de ses voisins russes et turcs, l'Azerbaïdjan effrète militairement la République d'Arménie. L'enjeu est le contrôle du Karabakh et de Nakhitchevan. En avril 1920, l'armée rouge soviétique d'une main pétrolière devenue mythique. Quelques mois plus tard, Bakou accueille le « Congrès des peuples de l'Orient » qu'a convoqué une Internationale communiste en mal de révolution en Europe.

L'après-pétrole

Interlocuteurs privilégiés de la Turquie et de l'Iran, les Azéris ont été longtemps confrontés au monde européen. Désormais, on leur assigne un rôle de premier plan dans le processus de modernisation de l'islam soviétique. A la fin des années 20, l'Azerbaïdjan — riche de son pétrole et d'une agriculture dynamique — est l'une des Républiques les plus prospères de l'Union. La culture azéris, souvent pionnière dans ces formes nouvelles d'expression que sont le cinéma, le théâtre ou la chanson, va bientôt connaître une extraordinaire popularité parmi les populations musulmanes, en particulier en Asie centrale.

Mais les répressions staliniennes des années 30 défont les élites intellectuelles. Privée de sa mémoire et de sa substance, cette nation, à cheval sur deux identités (turque et caucasienne), est profondément atteinte. Dans une région où le mort de Staline rétablit partiellement les équilibres et les réflexes traditionnels, les Azéris seront désormais absents d'une émulation qui se réduit à un tête-à-tête arméno-géorgien.

La pétrole lui-même, longtemps symbole d'une puissance économique enviable (71 % de la production soviétique en 1940), joue désormais un rôle marginal dans l'Union (30 % en 1955, 13 % en 1960, 2,5 % en 1986).

Au début des années 80, l'Azerbaïdjan a définitivement perdu son rôle de leader. Le centre d'intérêt s'est déplacé vers l'Asie centrale. Un tiers-monde fasciné par l'exemple soviétique se désolait d'être invité à méditer l'exemple de ce « phare de l'Orient », que C. Rachidov est en train d'ériger en Ouzbékistan.

Sous le règne de V. Achundov, le patron du PC local, le pays sombre dans une corruption généralisée : postes et fonctions se négocient telles des charges d'Angevin Régime. A la suite de son limogeage, en 1988, c'est un dignitaire du KGB, H. Aliev, qui est chargé de remettre de l'ordre dans une économie devenue incontrôlable.

La reprise en main est musclée. L'agriculture est sommée de remplir le plan. Peu importants les moyens : abus criminel de pesticides et d'herbicides, travail des enfants dans des champs pollués, etc. H. Aliev, engagé dans une lutte d'influence avec C. Rachidov, premier secrétaire du PC ouzbek, se doit de faire battre des records à sa République.

Appelé par Andropov, fin 1982, à exercer de hautes responsabilités dans la capitale, il laisse à son successeur, K. Bagirov, un pays mal en point. La corruption n'a pas disparu. Les conditions de vie de la population sont difficiles : à Soumgaït, où se déroulent les pogromes anti-arméniens de février, des milliers de familles ont élu domicile dans des bidonvilles.

Le niveau de vie se dégrade, tandis que se creuse l'écart avec les voisins transcaucasiques : le taux de motorisation individuelle est plusieurs fois plus important en Arménie et en Géorgie.

L'Azerbaïdjan est aussi malade de son environnement : Bakou est la capitale la plus polluée de l'Union.

La « perestroïka » s'y heurte pourtant à de fortes résistances. Malgré les morts de Soumgaït, M. Bagirov est parvenu à se maintenir au pouvoir jusqu'en mai. Dans ce pays placé dans une position inconfortable entre l'Orient et l'Occident, on est désormais méfiant. Comment, en effet, maîtriser un modèle venu d'Europe, alors qu'on traverse une profonde crise culturelle, idéologique et sociale ? Ne sera-t-il pas tentant de trouver dans le chisme ce supplément d'âme indispensable à une identité qui cherche à s'affirmer ?

Peu après son arrivée au pouvoir, A. Vetrov, successeur de Bagirov à la tête du parti azéri, s'adressa aux azéris :

« Maintenant, vous pouvez sortir vos manuscrits des tiroirs ! Mais, nous n'en avons pas », lui répondit-on.

Cela laisse mal augurer de l'avenir.

CHARLES URJEWICZ, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

Le Parlement estonien reste sur ses positions

Le Soviet suprême (Parlement) d'Estonie a persisté dans son attitude de défi à l'égard de Moscou en refusant d'inscrire à l'ordre du jour de sa nouvelle session, qui s'est ouverte lundi 5 décembre, une discussion sur son vote précédent s'arrogeant un droit de veto sur les lois promulguées à Moscou.

Le décret du présidium du Soviet suprême de l'URSS invalidant ce vote et les autres amendements apportés à la Constitution estonienne, ne sera pas discuté, mais

seulement « lu pour information » lors de cette première réunion du Parlement estonien depuis celle du vote de défi, le 16 novembre, a déclaré un porte-parole du Front populaire (non officiel) d'Estonie.

M. Mikhaïl Gorbatchev avait déclaré, lors de la réunion du présidium du Parlement soviétique, le 26 novembre, que les Estoniens avaient fait une « grave erreur » et que celle-ci « doit être reconnue ».

L'ARTISANAT DE L'URSS A PARIS

Objets d'art populaire, matricokas, balalaïkas, pierres taillées de l'Oural, bijoux en ambre, céramique de Géorgie, porcelaine de Lénigrad, laques de Pskov et Kholm, plateaux de Jostovo, chaises ukrainiennes, bois de Khokhloma, diques et C.D., livres d'art, cassettes vidéo, montres, polkaïlla, cartes, guides, reproductions d'icônes, produits alimentaires.

Renseignements sur toutes les possibilités de séjours touristiques et linguistiques en URSS

SAMEDI 10 DÉCEMBRE, de 10 h à 18 h
DIMANCHE 11 DÉCEMBRE, de 10 h à 17 h

Association FRANCE-URSS
Comité de Paris

61, rue Boissière 75116 Paris
Métro Boissière ou Victor-Hugo

paese mensuel italien (bilingue) publié en France

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

342, avenue de Paris 91500 VINCENNES - Tél. 43-05-15-01

Afrique

TUNISIE

La Ligue des droits de l'homme s'inquiète de récentes atteintes aux libertés

TUNIS
de notre correspondant

Un grain de sable dans le processus de démocratisation, ou les premières péripéties d'une pré-campagne dans la perspective des élections législatives du printemps ? Quelques récentes incidents, qui pourraient constituer des précédents fâcheux, ont suffi pour susciter une certaine émotion dans divers cercles politiques et amener la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) à exprimer, pour la première fois depuis un an, sa « surprise », ses « préoccupations » et son « inquiétude ».

Il y eut, tout d'abord, la saisie d'un numéro de l'hebdomadaire *El Maouakef*, organe du Rassemblement socialiste progressiste, officiellement reconnu depuis trois mois, pour avoir rapporté les activités de mouvements politiques non légalisés. Une telle mesure qui, selon la LTDH, ne repose « sur aucune base légale convaincante », équivaut à une interdiction aux médias de faire état de prises de position des sensibilités politiques (et elles sont nombreuses) n'ayant pas pour l'instant droit de cité.

Intimidations

Vient ensuite la condamnation à 1 000 dinars d'amende de M. Jalloul Azzouza pour diffamation du régime et publication de fausses nouvelles. M. Azzouza et certains de ses amis sont cotés depuis l'été en dissidence au sein de leur parti, le Parti de l'unité populaire (PUP), et considèrent depuis qu'ils en sont les véritables représentants. A ce titre, ils ont tenu récemment un congrès plus ou moins clandestin au terme duquel a été diffusé un communiqué considérant entre autres que la Tunisie est seulement « un décor démocratique ». Ce texte, qui contient d'autres considérations peu amènes pour le régime, a été à l'origine des poursuites engagées contre M. Azzouza, qui avait été élu secrétaire général de ce PUP par les congressistes. Or les autorités considèrent que le Parti de l'unité popu-

laire est toujours dirigé par M. Bel Hadj Amor, dépositaire du visa de légalisation.

D'autre part, la LTDH fait état « des intimidations récentes menées par certains services de sécurité à l'encontre de personnalités politiques faisant parti de courants demandant leur reconnaissance légale ».

Outre M. Azzouza, qui s'est plaint dès avant son procès des pressions dont il aurait été l'objet, il s'agit, croit-on savoir, de l'ancien ministre de l'économie et des finances dans les années 60, M. Ahmed Ben Salah, qui, bien que toujours privé de ses droits civiques, persiste à vouloir diriger le Mouvement de l'unité populaire, et de M. Bechir Essid, qui n'a jamais fait mystère de ses liens avec la Libye, et demande la reconnaissance du « Rassemblement unioniste démocratique » qu'il anime déjà depuis longtemps.

Sans qu'il n'y ait apparemment rapport de cause à effet, M. Essid a été très sérieusement blessé la semaine dernière par trois inconnus qui ont fait irruption dans son bureau, en plein centre de Tunis. Après cette attaque, le président Ben Ali a donné des instructions pour que tout soit mis en œuvre afin de retrouver les agresseurs. La LTDH a, de son côté, dénoncé « ces pratiques criminelles » et toute forme « de règlement de comptes politiques par la violence ». C'est dans cet esprit qu'elle s'est aussi vivement élevée contre les agressions dont des étudiants appartenant au « Rassemblement constitutionnel démocratique (au pouvoir) ont été victimes à l'université ».

La LTDH, qui fait état de l'ensemble de ces faits sans à aucun moment s'en prendre directement au pouvoir, se félicite par ailleurs de la promulgation d'un décret rendant plus humaines les conditions de détention dans les prisons, et de la décision du gouvernement de faire célébrer dans les établissements scolaires le quarantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme.

MICHEL DEURÉ.

MAROC

Une organisation des droits de l'homme est autorisée à se constituer

La commission préparatoire de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a annoncé, lundi 5 décembre à Rabat, avoir reçu l'autorisation des autorités pour tenir son congrès constitutif, le 10 décembre, ce qui nous a été confirmé de source officielle.

La date choisie coïncide avec celle de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948 par l'Organisation des Nations unies.

La tenue du congrès constitutif de l'OMDH, rappelle l'AFP, a été interdite à trois reprises (le 28 mai, le 25 juin et le 24 septembre), par les autorités de Rabat, qui ont estimé à chaque fois, selon la commission préparatoire, que le « moment n'était pas propice ». Dans un communiqué précédemment remis à la presse, l'OMDH affirmait vouloir en toute indépendance des pouvoirs publics et des formations politiques et syndicales « approfondir la prise de conscience des droits de l'homme individuels et collectifs, travailler en faveur de l'abrogation de certaines dispositions législatives et réglementaires marocaines contraires aux libertés individuelles et publiques et défendre les victimes des violations des droits de l'homme, aussi bien au Maroc qu'à l'étranger ».

La commission préparatoire du congrès constitutif de l'OMDH comprend une trentaine de personnes, pour la plupart avocats et universitaires, dont certains sont connus sur le plan international, comme M. Madhi Elmandjra, professeur d'économie à Rabat.

Le fils de M. Abraham Serfaty autorisé à quitter le pays. — M. Maurice Serfaty (trente-six ans), ressortissant marocain de confession juive, est arrivé récemment en France, les autorités françaises lui ayant rendu son passeport, dont elles l'avaient privé il y a seize ans. En 1972, elles recherchaient le père de l'intéressé, l'ingénieur Abraham Serfaty, opposant de gauche, qui fut arrêté et condamné à la prison à vie deux ans plus tard. Soupçonné d'avoir aidé son père à fuir, M. Maurice Serfaty avait été déporté de deux ans de prison, bien que n'ayant jamais exercé d'activité politique.

ALGÉRIE : vingt morts près de Biskra

Un accident relance le débat sur la sécurité dans les entreprises

Alger. — Une explosion survenue lundi 5 décembre, dans un dépôt frigorifique de dattes, à Tolga, près de la ville de Biskra (à 450 kilomètres environ au sud-est d'Alger), a fait vingt morts et huit blessés, selon le dernier bilan publié par l'agence algérienne APS.

Le ministre de l'intérieur et de l'environnement s'est rendu à Tolga, et a décidé la constitution d'une commission d'enquête pour « déterminer dans les meilleurs délais les

causes de ce tragique accident » qui a, par ailleurs, causé d'importants dégâts matériels dans les installations du dépôt. L'explosion, due vraisemblablement à une fuite de gaz, s'est produite dans un local appartenant à une entreprise privée spécialisée dans le conditionnement et la commercialisation des dattes.

Cet accident relance de manière spectaculaire le débat sur la sécurité dans les entreprises, régulièrement évoqué par les médias algériens qui signalent souvent l'absence de mesures préventives, notamment dans le secteur privé.

Plusieurs accidents ayant pour origine des fuites de gaz ont été rapportés par la presse algérienne ces dernières années. Le 10 septembre, une explosion avait fait onze morts et une quinzaine de blessés dans un local situé au bas d'un immeuble d'une cité populaire, non loin d'El Harrach, près d'Alger. — (AFP.)

UN CRI, UNE RÉVOLTE, DES MORTS.

Radio-Beur
Préface de
Pierre Vidal-Naquet

OCTOBRE A
ALGER

Des témoignages.
Des informations.
Des prises
de position.
Pour prendre date.

Avec la contribution de
Pierre Vidal-Naquet
et de
Kateb Yacine.

79 F

Editions du Seuil

Offre forte IBM : la micro à prix micron.

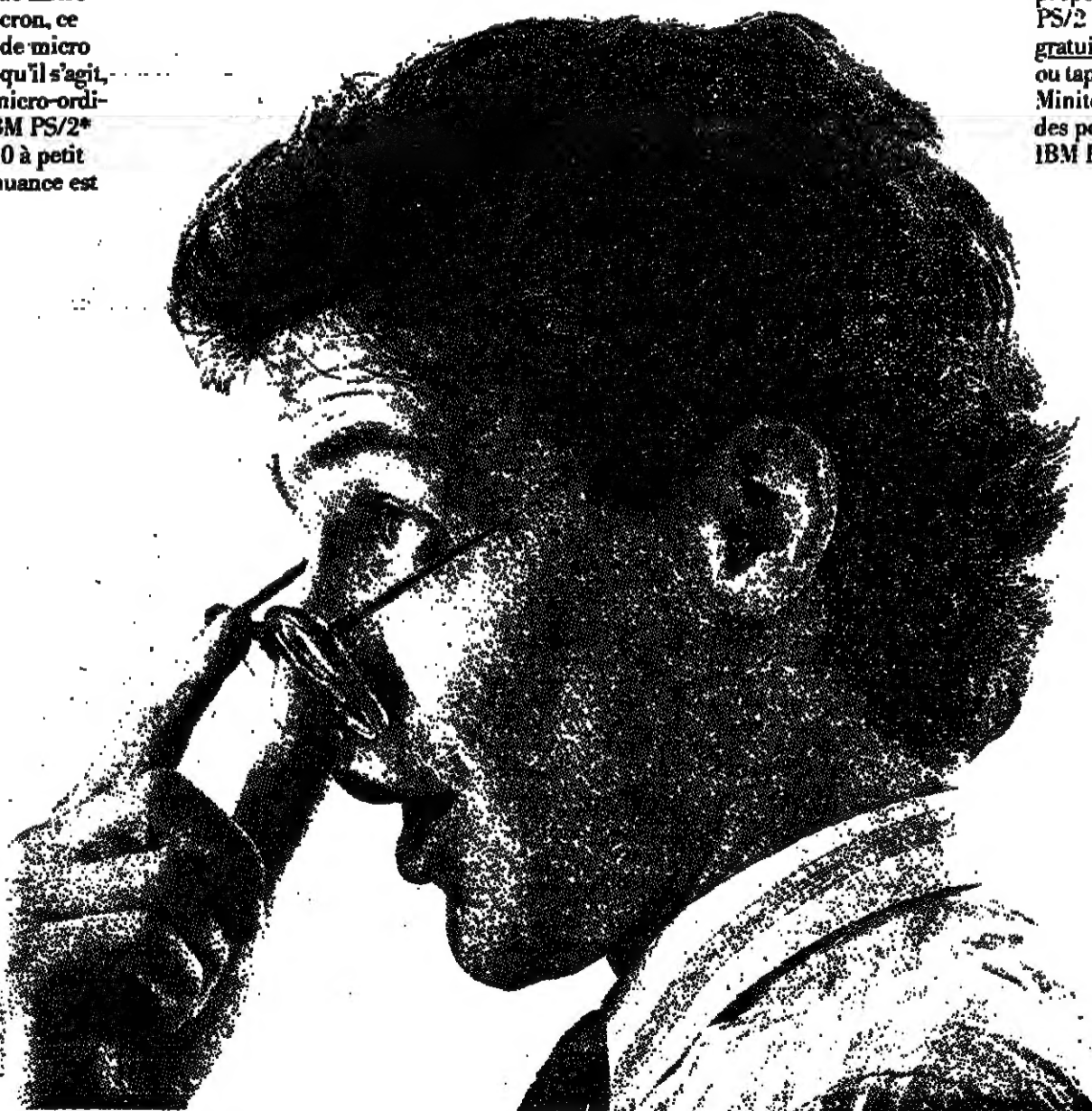
Agréable à utiliser, l'IBM PS/2 modèle 30 est un système professionnel complet, petit par la taille, mais grand par les performances et la qualité des écrans.

Non, non, rassurez-vous, quand on parle de micro à prix micron, ce n'est pas de micro au rabais qu'il s'agit, mais du micro-ordinateur IBM PS/2* modèle 30 à petit prix. La nuance est de taille.



IBM 8530-002 avec clavier et écran monochrome 8503.

*PS/2 est une marque déposée d'IBM Corporation.



Alors ouvrez bien vos yeux et vos oreilles. Demandez aux Distributeurs Agréés IBM les prix micron qu'ils proposent pour l'IBM PS/2 modèle 30. Appelez gratuitement le 05.03.03.03 ou tapez le 3611 PC sur votre Minitel pour obtenir la liste des points de vente agréés IBM PS/2.

IBM

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Afrique

ALGÉRIE

Nouvelles nominations dans la hiérarchie militaire

ALGER

de notre correspondant

Une semaine après la clôture du VI^e congrès du Front de libération nationale, le président de la République, M. Chadli Bendjedid, qui détient également le portefeuille de la défense, a procédé, lundi 5 décembre, à des nominations au sein de l'Armée nationale populaire (ANP) et plus particulièrement à la tête des régions militaires. Le général Mohamed Atafia, jusqu'à présent tout-puissant chef de la première région qui a son siège à Blida, mais qui englobe aussi Alger, est dessaisi de son commandement et aspiré vers le haut, au ministère de la défense où il remplace le général El Machemi Hadjeres à l'inspection générale des armées.

Le général Atafia était solidement installé dans son fief de Blida, depuis le mois de mai 1979. Personnage haut en couleur, il avait perdu le bras droit au cours d'une opération pendant la guerre d'indépendance. « Le manchot », c'est ainsi que les Algériens le désignent en référence à son infirmité, quand ils ne l'appellent pas « le boucher de Bône », en souvenir de la violence avec laquelle il avait maté une rébellion dans l'est du pays. En 1967, alors qu'il commandait la quatrième région militaire (Ouarsli, près du centre névralgique de Hasi Mesoud), il avait été nommé conseiller assesseur suppléant près la cour révolutionnaire d'Oran.

Il avait installé à Ouargla, en 1974, la commission de récupération des archives nationales algériennes. Promu colonel en juillet 1979, c'est sous sa responsabilité que les soldats du contingent avaient lancé une gigantesque campagne de robosement qui devait déboucher sur ce que l'on appelle aujourd'hui « le barrage vert », destiné à freiner l'avancée du désert.

Il a fait partie de la première promotion de généraux nommés le 1^{er} novembre 1984, à l'occasion du trentième anniversaire du déclenchement de l'insurrection armée.

Le général Atafia, bien que chef de la 1^{re} région militaire, n'avait pas été chargé de l'organisation de l'état de siège à Alger, pendant les émeutes d'octobre. Le commandement militaire en avait été — en apparence, tout au moins — confié au chef d'état-major, le général Belhouche, et à l'un de ses adjoints, commandant des forces terrestres, le général Nezzar. Tous les deux ont été promus, il y a trois semaines. Le général Belhouche est conseiller à la présidence de la République pour les affaires militaires tandis que le général Nezzar est devenu chef d'état-major de l'ANP (le Monde du 18 novembre).

Les rumeurs les plus folles avaient couru sur le sort du général Atafia pendant les émeutes d'octobre. Les uns annonçaient qu'il avait été blessé par l'un de ses subordonnés, les autres colportaient avec assurance la nouvelle de sa mort survenue au cours d'un accrochage avec ses officiers, lors d'une opération de maintien de l'ordre à Blida.

A l'occasion de ce remaniement, le président Chadli a nommé le général Hocine Ben Masmoum, ancien chef de la deuxième région (Oran), chef du département des affaires de défense et de sécurité à la présidence de la République, et le colonel Mohamed Mediène directeur central de la sécurité de l'armée. Ces changements dans la hiérarchie militaire étaient attendus depuis le congrès et la désignation du dernier comité central du FLN, où cent cinquante-cinq membres étaient annoncés et seulement cent quarante-neuf réellement nommés. Les six places étaient à l'évidence réservées aux militaires en instance de nomination.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

CAMEROUN

Panique dans une école de Yaoundé : plus de cinquante morts

Yaoundé. — La panique a tué au moins cinquante adolescents, selon un bilan provisoire, à Yaoundé, la capitale du Cameroun, au moment où les élèves d'un établissement scolaire, persuadés qu'il allait s'écrouler, se sont précipités en même temps vers l'unique sortie, ou ont sauté par les fenêtres, lundi 5 décembre.

Selon des témoignages recueillis sur place (nos dernières éditions du 6 décembre), une rumeur circulait depuis quelques semaines parmi les élèves de l'institut privé Jean Monthe et leurs familles, selon laquelle l'immeuble, toujours en construction, risquait de s'effondrer. Une délégation du ministère de l'éducation nationale s'était d'ailleurs rendue sur les lieux pour inspecter le bâtiment de cinq étages. Construit sur des marécages dans le quartier de la Briquetterie, cet institut privé accueillait treize mille élèves, de la sixième à la terminale.

Vers 9 h 30, les élèves ont brusquement entendu un fracas, causé, selon les premiers éléments recueillis sur place, par la chute d'une planche ou de parpaings d'un échafaudage dressé contre l'établissement. Un vent de panique a alors rapidement gagné élèves et professeurs, qui ont tenté de s'enfuir par l'unique porte de sortie, large de moins de 3 mètres. Dans leur précipitation, des adolescents se sont piétinés dans les escaliers ou, brisant les vitres, ont sauté par les fenêtres.

La nouvelle de l'accident s'est répandue comme une traînée de poudre, et des milliers de personnes effolées ont aussitôt convergé vers l'institut. Rapidement alertés, la gendarmerie, la police nationale et les sapeurs-pompiers ont procédé à l'évacuation des victimes vers l'hôpital général de Yaoundé, où ont afflué des centaines de familles inquiètes.

Quelques heures après le drame, l'intérieur de l'établissement offrait un spectacle de désolation : cartables éparpillés, affaires scolaires éparses, chaussures d'enfants perdues dans la précipitation, jonchaient le sol, tandis que des morceaux de vêtements étaient accrochés aux encadrements des fenêtres par lesquelles ont sauté des élèves.

Certains professeurs n'ont cependant pas cédé à la panique, et en interdisant à leurs élèves de quitter les salles de classe leur ont probablement sauvé la vie.

Lundi après-midi, les corps des victimes identifiées ont été exposés autour de la chapelle de l'hôpital central dans l'attente d'être transportés au domicile de leur famille en ambulance. En larmes, des parents découvraient le triste spectacle de leurs enfants à moitié dénudés, une étiquette d'identification collée sur la poitrine, tous dans le même uniforme de couleur verte.

La radio a invité la population à « faire preuve de maturité » et à garder son calme, les rumeurs les plus folles courant dans la ville. — (AFP.)

● AFRIQUE DU SUD : décès du responsable des relations extérieures de l'ANC. — Johnny Makatini, cinquante-six ans, était le responsable de l'ANC aux relations extérieures après avoir été son représentant aux Nations unies, à New-York, durant plusieurs années. — (AFP.)

l'organisation en exil à Lusaka. Johnny Makatini, cinquante-six ans, était le responsable de l'ANC aux relations extérieures après avoir été son représentant aux Nations unies, à New-York, durant plusieurs années. — (AFP.)

Amériques

VENEZUELA

La question de la dette dominera la présidence de M. Carlos Andres Perez

CARACAS

de notre envoyée spéciale

Tente de toile blanche dans un patio luxuriant : M. Carlos Andres Perez, le sourire éclatant, était à son affaire, lundi 5 décembre, en recevant la presse étrangère. « El presidente », au mieux de sa forme, détaille les grands axes de sa future politique.

La dette, tout d'abord : le principal point noir. Son service « a absorbé, en 1988, 70 % des recettes à l'exportation » ; il faut la renégocier « dans une approche conjointe avec les autres pays d'Amérique latine », mais sans se paralyser mutuellement. La poudrière de l'Amérique centrale, ensuite, pour laquelle « il faut garantir un processus de démocratisation », notamment à Panama. Cuba, avec qui Caracas est en semi-rupture depuis 1980 (1), il n'écartera pas l'idée de rétablir des relations complètes : après tout « le pluralisme politique est indispensable en Amérique latine et Cuba fait partie de notre continent ». Un mot du golfe du Venezuela — un différend territorial avec la Colombie accentué par la propagande nationaliste du Parti chrétien-démocrate Copel — pour affirmer « qu'on ne cédera pas un

millimètre du territoire national », tout en cherchant la conciliation. Et M. Perez, « CAP », en vient tout naturellement à son credo : « la grande Amérique latine », pour laquelle il faut prôner, explique-t-il, « une politique de grande respiration économique ».

Le président élu conclut sur son thème d'expansion économique gagnant : concertation avec le secteur privé, encouragement à l'exportation, et aussi aux investissements étrangers.

Les premières estimations du vote du 4 décembre pour le Congrès montrent que le parti présidentiel, l'Action démocratique, aura sa propre majorité. La guérilla fratricide au sein du Copel, en proie à une douloureuse restructuration, et la faiblesse de son adversaire, M. Eduardo Fernandez, ont déjà bien servi « CAP », qui aura les mains libres du côté de l'opposition. Encore ne faut-il pas sous-estimer la petite « perle » du MAS (Mouvement vers le socialisme, gauche), qui pourrait, avec 10 % des suffrages, doubler sa représentation dans les deux chambres. Un grain de sable ? A l'évidence. Mais aussi un petit courant d'air rafraîchissant dans cette démocratie vénézuélienne un peu étouffée par le bipartisme dominant.

« CAP » a promis à ses compatriotes « une première année difficile ». « Nos recettes pour l'année à venir sont estimées à 9 milliards de dollars, confie à la veille de l'élection M. Reinaldo Figueredo, principal conseiller économique du nouveau président et personnalité « ministérielle ». Or le service de la dette est estimé à 3,4 milliards. Comment faire face ? Nous ne pourrions payer que de 1 à 1,5 milliard de dollars. Il nous faudra vingt ans pour venir à bout de la dette ! » Vérité des prix, fin du dollar préférentiel à l'exportation, dévaluation probable : la reddition de « la présidence de l'âge d'or » — le premier mandat de « CAP » entre 1974 et 1979 — n'est pas à l'ordre du jour. Les classes moyennes, touchées de plein fouet, redoutent le pire.

Bolivar pensif...

« C'est l'africanisation du pays », se plaint une secrétaire commerciale, d'origine européenne : 12 000 bolívares de salaire, 7 000 de loyer ! Son patron, lui, bichonne sa vieille Chevrolet. « A 1 million de francs la moindre voiture neuve, on devient prudent au volant », ironise-t-il. A La Mayas, un de ces « ranchitos » (bidonvilles) qui s'accrochent à

flanc de colline au-dessus de Caracas, c'est plutôt des prix des denrées alimentaires que l'on s'inquiète. La même pétrolière des années 70 n'a jamais atteint l'endroit. Les trente mille habitants s'en sont majoritairement remis, dimanche, au MAS, mais bon nombre aussi au « vieux CAP », bien qu'il n'ait « jamais rien fait pour nous pendant cinq ans », comme dit l'un d'eux. Cependant, on ne croit, finalement, qu'en Dieu pour résoudre les problèmes : dans la petite église aux poutrelles de fer peintes en bleu, des banderoles « travail », « justice sociale », « dinero » (argent), pendent aux murs comme autant d'ex-voto.

Sur son cheval cabré, face à l'avenir pour l'éternité, le « libertador » Bolivar, au milieu de la place du même nom, a l'air bien pensif.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(1) Les deux pays ont gelé leurs relations, en 1980, à un très faible niveau. Cuba reproche au Venezuela de n'avoir pas eu une attitude de condamnation suffisamment ferme envers les auteurs d'un attentat, en 1976, contre un appareil de la Cubana de aviación, qui fut soixante-dix-huit morts au large de la Barbade.

ARGENTINE : la reddition du colonel Seineldin

Les revendications des mutins ont l'assentiment de toute l'armée

C'est seulement dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 décembre que le chef des mutins argentins, le colonel Mohamed Ali Seineldin, s'est rendu aux autorités légales. On assure, dans son entourage, et dans les milieux militaires, loyaux eux-mêmes, que les rebelles ont eu satisfaction sur un point au moins : le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Dante Caridi, serait prochainement remplacé. L'opposition péroniste au président radical, M. Raul Alfonsín, exige des explications sur les conditions de la reddition des rebelles.

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

La journée du lundi 5 décembre a été marquée par une grande confusion dans la capitale. Alors que le chef de l'Etat, M. Alfonsín, avait annoncé dès dimanche soir la reddition sans conditions des rebelles et l'arrestation de leur chef, le colonel Seineldin, les journalistes présents à Villa-Martelli ont pu aisément observer que les mutins étaient restés dans leur casernes. Certains avaient même pénétré à nouveau leur visage à des fins de camouflage et portaient des armes. En fin de jour-

née, des mouvements de chars d'assaut ont pu être notés autour du camp. Et, surtout, le colonel Seineldin a passé la journée à l'intérieur même du camp de Villa-Martelli, au milieu de ses hommes ! Un capitaine rebelle a déclaré : « Ici, il n'y a aucune reddition. Pour l'instant, c'est un cessez-le-feu. Nous répondons toujours aux ordres du colonel Seineldin ».

Pendant ce temps, à une centaine de kilomètres de la capitale, à Mercedes, le commandant d'une autre unité rebelle déclarait qu'il ne rendrait les armes que sur ordre du même Seineldin. Le ministère de la défense, après être resté étrangement silencieux toute la journée de lundi, a déclaré dans la soirée que la persistance de cette situation s'expliquait par des « travaux de désamorage ».

Scepticisme

Cette attitude n'a guère convaincu l'opinion publique — restée depuis le début de la crise extrêmement sceptique. En janvier dernier, lors de la reddition du lieutenant-colonel Aldo Rico, chef des deux précédents soulèvements, l'incarcération des mutins à la prison militaire de Magdalena s'était effectuée sans incident.

L'opinion publique semble être également fatiguée du jeu des

mutins qui courent depuis le début de la crise. Personne n'a compris, en effet, comment il était possible que tout soit terminé comme l'a présenté le président Alfonsín — sans la moindre concession du gouvernement.

La rumeur qui trouve le plus de crédit est celle qui fait état d'un accord entre le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Caridi, le chef des rebelles Seineldin et le général Isidro Caceres. Ce dernier, chef d'une importante brigade blindée stationnée à Tandil, à 350 kilomètres de la capitale, pourrait être le successeur de Dante Caridi, jugé par ses pairs trop « collaborationniste » avec le gouvernement, trop « fonctionnaire » aussi. M. Alfonsín aurait refusé de se plier à cette décision unilatérale. Dimanche soir, il a d'ailleurs réaffirmé sa confiance en Caridi, et ce bien qu'il n'ignore pas que cet officier n'a cessé, depuis 1987, d'exprimer la même revendication que les mutins : la reconnaissance solennelle du rôle positif de l'armée pendant la répression de la subversion — une reconnaissance qui implique l'amnistie de ceux qui ont été condamnés pour atteintes aux droits de l'homme pendant cette période. Le général Caridi n'a pas non plus cessé d'exiger une revalorisation du budget de l'armée, diminué de moitié par M. Raul Alfonsín.

Si la grande majorité des officiers ont condamné la méthode adoptée

par le colonel Seineldin, aucun n'a caché sa sympathie pour les idées que celui-ci défend. Ce soutien implicite, ajouté à la popularité personnelle dont jouit Seineldin grâce à son rôle héroïque dans la guerre des Malouines, explique la désinvolture avec laquelle ce dernier a joué sa partie.

Finalement, c'est au milieu de la nuit de lundi à mardi, en tenue de combat, pistolet à la ceinture, entouré d'officiers et de sous-officiers l'arme au poing et le visage peiné, qu'il a reçu la presse étrangère à Villa-Martelli avant de se livrer à la justice. Il a déclaré qu'il était arrivé à un accord pour éviter un bain de sang. Un de ses assistants a affirmé que la question de l'amnistie avait été reportée à plus tard : « Nous savons, a-t-il dit, que sur ce sujet le gouvernement est inflexible. L'exiger pourrait mettre en danger le système constitutionnel, et ce n'est pas ce que nous voulons ».

En revanche, les rebelles maintiennent fermement les autres exigences sur lesquelles ils affirment être arrivés à un accord avec le chef de l'état-major, le général Dante Caridi — notamment, la dissolution de ce dernier dans les dix prochains jours. « Ce qui est en jeu est la recomposition du pouvoir militaire en Argentine », a conclu Seineldin.

CATHERINE DERIVERY.

PÉROU

Deux coopérants français assassinés par des guérilleros

Lima. — Deux jeunes agronomes français, un homme et une femme, ainsi que trois Péruviens ont été assassinés le 4 décembre, selon toute probabilité par des membres du groupe de guérilla Sendero lumineux (maoïste). Le village où travaillaient les victimes est situé à 1 000 kilomètres au sud-est de Lima, dans les Andes.

C'est la deuxième fois cette année que des guérilleros s'attaquent à des coopérateurs étrangers au Pérou : en juin dernier, c'est un technicien américain qui avait été assassiné.

Les autorités de Cuzco, la capitale de la province, ont confirmé lundi 5 décembre l'assassinat de Thomas Pélissier, âgé de vingt-cinq ans, et d'une spécialiste de l'élevage des chevaux, Corinne Segura, vingt-deux ans. Parmi les trois Péruviens également assassinés figurait un employé du Comité international de coopération pour le développement agricole (CICDA), un organisme non gouvernemental français. Tous les cinq ont été « sauvagement tués à l'arme blanche », ont précisé les policiers de Cuzco, en ajoutant que ces « exécutions » auraient été décidées « pour l'exemple ».

Un commando du Sendero lumineux, composé d'une douzaine d'hommes, selon les témoignages des agriculteurs qui ont donné l'alarme, a fait irruption dimanche soir à Haguira, un village isolé, à près de 3 500 mètres d'altitude, où Thomas Pélissier s'occupait depuis six mois de l'amélioration des terres et où Corinne Segura s'était portée « volontaire » pour l'élevage des bovins et des chevaux.

Les guérilleros n'ont eu aucun mal à se rendre maîtres de la petite agglomération, désertée depuis long-

temps par la plupart des responsables locaux et aussi par une partie de ses habitants, qui vont grossir les bidonvilles de Lima.

La « dorsale » andine, entre la plaine amazonienne au nord et la Bolivie au sud, échappe de plus en plus au contrôle des forces de l'ordre péruviennes. A cause de sa géographie tourmentée et de la pauvreté de ses populations, elle devient peu à peu le bastion des colonies de la guérilla maoïste, décidée à prendre le pouvoir « dans cinq ou trente ans », selon la stratégie de la révolution chinoise, en marchant de la campagne vers la ville.

Depuis l'apparition du mouvement en mai 1980, la « sale guerre » péruvienne a fait plus de 12 000 morts. Cette année, tous les records ont été battus avec 1 695 morts depuis le 1^{er} janvier, dont 315 pour le seul mois de novembre.

L'attentat le plus grave dont ont été victimes des étrangers — relativement plus épargnés que par

d'autres guérillas latino-américaines remonte à juin 1986, quand une bombe à retardement déposée dans le train Cuzco-Machu Picchu avait tué quatre touristes.

« Asphyxier » le pays

Au mois de juin de cette année, un Américain de l'Agence internationale de développement (AID) a été assassiné sur une route du département d'Ayacucho, berceau de la rébellion du Sendero lumineux, par le marxisse maoïste Abimael Guzman, alias « président Gonzalo ».

Le massacre des deux jeunes Français, dimanche à Haguira, est interprété à Lima comme une « violente intimidation » pour faire échouer à tout projet de développement dans les Andes. La stratégie du Sendero est de réduire l'entrée des devises au Pérou pour « asphyxier » le gouvernement et le faire capituler. — (AFP.)

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

Evaluez
votre patrimoine artistique

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

(Publicité)

Le futur s'installe dans l'entreprise. Dès maintenant disponible à Paris, Neuilly et la Défense, NUMERIS, le Réseau Numérique à Intégration de Services, sera progressivement accessible sur l'ensemble du territoire français dans les deux ans à venir. Avec une simple prise universelle, l'avance technologique de FRANCE TELECOM va simplifier la vie de toutes les entreprises. A partir de cette seule prise, elles échangent données, textes, voix et images en simultané, sur le même réseau. Transfert de fichiers, d'images, télécopie à grande vitesse, présentation d'appel, renvoi d'appel, minimessage... NUMERIS augmente les performances et multiplie les possibilités en informatique, bureautique et téléphonie. En se raccordant à NUMERIS, l'entreprise accède instantanément à un nouvel univers de communication.



NUMERIS ET LE FUTUR S'INSTALLE



29 NOVEMBRE : INAUGURATION DE NUMERIS, LE RNIS EN FRANCE

هكذا من الأصل

Politique

La pression du RPR sur l'opposition et les débats au Parlement

Motion d'encerclement

Contre qui joue le RPR ? Contre le gouvernement et seulement le gouvernement, répondent ses dirigeants. Comme annoncé la semaine dernière, le RPR avait l'intention de déposer mardi 6 décembre une motion de censure contre le gouvernement de M. Michel Rocard. Non seulement pour critiquer sa gestion des conflits sociaux, mais, ont fait savoir lundi des responsables rocardiens, pour relever par la même occasion que le premier ministre « ne peut avoir de politique » parce qu'il n'a pas « de majorité à l'Assemblée ». Raisonnablement battu en brèche puisque le groupe communiste a tout de suite fait savoir qu'il n'avait nullement l'intention pour le coup, de mêler ses voix à celles de droite.

Cette motion de censure est donc d'avance vouée à l'échec. Elle risque de surcroît d'apparaître comme nulle et non avenue. Matignon s'est employé lundi à faire savoir discrètement que, compte tenu du calendrier chargé de cette session parlementaire d'automne, cette motion ne pourrait être au mieux débattue que samedi. Au vu des développements des négociations salariales, il n'est pas interdit de penser que le RPR pourrait se retrouver alors dans la curieuse position du pompier pyromane tentant de

souffler sur les braises de conflits en voie d'extinction.

Ces deux considérations sont-elles susceptibles de gêner le RPR ? On peut penser que non, y compris dans les rangs voisins de l'opposition. Lancé depuis quelques jours dans une nouvelle stratégie de bétonnage, et pour mieux étouffer les grincements de sa propre mécanique, soudieux d'appareil comme le moteur turbo d'une opposition musclée, le RPR cherche surtout à jouer dans cette affaire une partie de billard à trois bandes.

La motion de censure est en réalité une motion de fracture à l'intention d'une UDF ballottée par le va-et-vient de ses états d'âme et des centristes de plus en plus indisposés par de tels procédés. La stratégie d'encerclement du RPR contre l'UDF et de son satellite de l'UDC connaît de ce point de vue un certain succès. Le groupe UDF est coupé en deux.

M. Gérard Longuet, député général du PR, expliquait, lundi, que « ce n'était pas le moment » pour l'opposition de prendre pareille initiative, jugeant qu'il importait de distinguer « l'asséparation des usages » et « une procédure dont on sait par avance qu'elle ne débouchera sur rien ».

La semaine dernière, M. Giscard d'Estaing avait également jugé « inopportune » cette initiative du RPR pour préciser, cependant, quelques jours après, qu'il était essentiel que l'opposition puisse « être homogène sur tous les sujets ». Pour sortir de cet embarras, l'UDF pouvait envisager deux solutions : laisser le RPR déposer seul cette motion de censure, en s'engageant néanmoins à la voter. Ou se déclarer comme l'a suggéré lundi M. Alain Lamassourie sur une proposition de loi tendant à généraliser l'obligation du service minimum dans tous les services publics. « L'opposition, a fait valoir le porte-parole

de l'UDF, doit censurer le gouvernement d'une manière ou d'une autre, mais elle doit en même temps être constructive. »

Le groupe centriste cherchait encore mardi matin « le moyen de ne pas voter cette motion de censure ». « Ne rajoutons pas au désordre actuel, déclarait lundi M. Jacques Barrot. Le pays aujourd'hui attend surtout de l'opposition qu'elle contribue par son action quotidienne à faire cesser le désordre dans lequel ce pays risque de s'insérer. Cela doit passer avant toute autre préoccupation. » Des concessions substantielles du gouvernement sur le projet de loi instituant le Conseil supérieur de l'audiovisuel, une réponse favorable de M. Rocard à M. Méhaignerie pour remettre d'urgence à plat tous les dossiers lourds du pays en organisant par exemple, comme le souhaite le président du CDS, une concertation politique générale à Matignon, voilà deux éléments qui étaient susceptibles mardi d'amener les centristes à envisager de prendre le risque malgré tout de se faire accuser par le RPR de « social-traites... »

DANIEL CARTON.

Le nouveau projet sur l'audiovisuel est menacé par une conjonction (PCF, UDF, RPR) des « non »

Les députés ont commencé, lundi 5 décembre, l'examen du projet de loi sur la liberté de la communication, adopté par le Sénat, et présenté par M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire, et M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée, chargée de la communication. Les députés devaient aborder, mardi et mercredi, la discussion des articles.

Un sujet grand public, dans un contexte politique agité — le dépôt imminent d'une motion de censure par le RPR et l'attitude résolument hostile du groupe communiste, — voilà qui devait composer un cocktail détonant et promettait un débat vigoureux sur cette réforme de l'audiovisuel, la troisième en six ans. Il n'en fut rien.

Les témoins annoncés, M. François Léotard pour l'UDF, M. Georges Marchais pour le groupe communiste, n'honorèrent pas l'Assemblée de leur présence, et laissèrent à leurs lieutenants, M. Gérard Longuet (UDF, Meuse) et M. Guy Hermer (PC, Bouches-du-Rhône), le soin d'en découdre avec les socialistes. L'opposition UDF-RPR s'était pourtant spectaculairement regroupée dans un coin de l'hémicycle, comme pour mieux préparer l'assaut. Celui-ci vint tout d'abord sous la forme d'un... cours magistral de droit constitutionnel sur les articles 34 et 37 de la Constitution établissant les domaines respectifs de la loi et du règlement.

Soulevant au nom de son groupe l'« exception d'irrecevabilité » (dont l'objet est de faire reconnaître que le texte proposé est contraire à une ou plusieurs dispositions constitutionnelles), M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) estima inconstitutionnelles les dispositions de l'article 10 du projet de loi qui laissent à des décrets en conseil d'Etat le soin de fixer les règles générales concernant notamment le parrainage et la publicité, et celles de l'article 15, accordant au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), autorité administrative, un pouvoir de sanctions pécuniaires.

« Une remise en cause partielle »

Après avoir réfuté, point par point, l'argumentation juridique de M. Mazeaud, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), président de la commission des lois, déclara que cette exception d'irrecevabilité n'était en fait, pour le RPR, qu'un « galop d'essai » avant la motion de censure. L'incident qui suivit, lors du vote par scrutin public, ne fut en tout cas pas de nature à renforcer l'union de l'opposition (voir encadré). Le « coup de force » des députés RPR et UDF, dénoncé par plusieurs députés socialistes, faillit pourtant réussir : l'exception d'irrecevabilité ne fut rejetée que par 277 voix contre 269, grâce à la non-participation au vote du groupe communiste.

A ce premier assaut juridique, les députés de l'opposition allaient en substituer un second : la « question préalable » (dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre). Le débat soulevé par M. Gérard Longuet pouvait se résumer à l'équation suivante : le texte soumis à l'approbation des députés ne modifie pas grand-chose à la « loi Léotard » sur l'audiovisuel, donc pourquoi en changer ? « Vous avez renoncé », déclara M. Longuet à l'adresse des deux ministres, au ton péremptoire et aux tartarinades et vous avez

accepté de tenir compte des réalités. Il ne s'agit que d'une remise en cause partielle de l'équilibre de 1986 (...). Pourquoi casser une expérience qui semble pleinement concluante, sans lui laisser le temps de faire ses preuves ? »

Soumise elle aussi au scrutin public, mais cette fois en présence de M. Barrot, qui avait décidé, en réponse au « coup de force » de ses collègues de l'opposition, que son groupe ne participerait pas au vote, et qui veillait scrupuleusement à ce qu'aucun député RPR ou UDF ne vint errer dans les travées centristes, la question préalable fut rejetée par 280 voix contre 230 (le groupe communiste s'abstenait là encore de participer au scrutin).

Ayant épuisé momentanément les ressources juridiques offertes par le règlement de l'Assemblée nationale, les députés retrouvèrent les arguments plus familiers du débat politique. « Ringard »,

avait que ce texte s'apparentait davantage à « un simple toilettage », rendant « hommage » à la loi Léotard. M. Santini estima qu'au « clairon » et au « tir d'artillerie », qui avaient précédé la présentation de ce nouveau projet de loi, avait ensuite succédé le « signal de la retraite ». « Courage, fuyons ! Vous ne changez la CNCL que pour mieux la politiser, tout le reste est maintenu », constata le député, qui, en conséquence, ne s'acharna pas sur un texte finalement si proche selon lui de celui de M. Léotard.

Pas de « formule magique »

Tel était bien le principal reproche du groupe communiste, pour lequel le projet ne rompt pas avec « la logique traditionnelle de l'origine des difficultés actuelles de l'audiovisuel ». Le CSA n'apparaît aux yeux de M. Guy Hermer, que

nécessités devront encore se poursuivre pendant les deux jours à venir, s'ils ne veulent pas courir le risque de voir refuser leur projet par une conjonction des « non » UDF, RPR, et communiste.

Plus que le projet lui-même, c'est « son état d'esprit » que les centristes veulent juger. M. Barrot a donc laissé entendre qu'il ne s'opposait pas résolument à la composition du CSA voulue par le gouvernement. « Rien, dans le cas du CSA, comme de la CNCL, déclara M. Barrot, ne peut nous garantir contre le retour regrettable des interférences entre pouvoir politique et mission d'information, si ce n'est une volonté farouche, partagée par tous, de laisser cette instance démontrer au fil des mois à venir une authenticité indépendante. L'absence de « formule magique » conduirait donc M. Barrot à s'en remettre sur ce sujet « au discernement et à la sagesse » des autorités chargées des nominations. « Puissent les présidents mesurer l'extrême responsabilité qu'ils encourent », ajouta le député centriste.

M. Barrot releva toutefois que le projet se montrait « plus frileux » que la loi de 1986 en retirant au CSA plusieurs prérogatives pour les restituer au pouvoir gouvernemental (règles générales de programmation, conditions de production, relations entre production et diffusion). « La majorité se de pour avoir la responsabilité : un CSA aux compétences trop limitées, aux attributions trop encadrées ne pourra pas acquiescer la véritable confiance en soi d'où naît la véritable indépendance. »

A ces diverses interpellations, M. Jack Lang répondit par un discours de la méthode : « Celle que nous avons choisie est de ne pas tout chambouler, mais de construire. » « Une médecine douce s'imposait, poursuivit M. Lang, qui s'attaqua avec patience aux véritables maux, sans chercher à ne pas quelle revanche sur une législation antérieure, ce qui ne signifie pas qu'il faut manquer d'ambition. » En fait, M. Tasca observa : « La vote choisie est raisonnable : ni immobilisme ni boulevardement », c'est finalement, ce qui n'avait cessé de lui reprocher les députés, tant à gauche, qu'à droite.

PASCAL ROBERT-DIARD.

(1) Dans le projet initial du gouvernement, le CSA est composé de neuf membres, désignés comme ceux du Conseil constitutionnel : trois par le président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. Les statuts ont modifié cette composition : chaque président nomme deux membres, auxquels est ajouté un représentant élu dans chaque grand corps de l'Etat (Cour de cassation, Conseil d'Etat, Cour des comptes). La commission des lois de l'Assemblée est revenue sur le dispositif initial.

Détournement de vote

Lundi 5 décembre dans l'hémicycle du Palais-Bourbon : les bancs centristes sont vides. M. Jacques Barrot seul député de l'Union du centre (UDC) présent vient de sortir pour répondre dans les couloirs de l'Assemblée nationale à une interview. Le président de séance met alors au vote l'exception d'irrecevabilité défendue par le groupe RPR pour tenter de dénoncer que le projet de loi sur la liberté de communication est anticonstitutionnel. M. Michel Péricard (RPR, Yvelines) et ses amis ont demandé sur ces votes un scrutin public. Les députés se déploient dans les travées pour tourner les clés de vote de leurs collègues. En l'absence des députés centristes, les députés RPR tournent allègrement les clés du groupe UDC pour les faire voter pour l'exception d'irrecevabilité.

Au vu des résultats, les députés socialistes s'indignent. Le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) proteste énergiquement contre ce détournement de vote en rappelant que les commissions centristes n'avaient pas voté cette motion de procédure lors de l'examen du texte en commission. M. Barrot arrive sur ces entre faites. Il constate, stupéfait, le vote de son groupe. Colère du député centriste qui s'expliquera bruyamment peu après dans les couloirs avec le président du groupe RPR, Bernard Pons. « Ce ne sont pas des pratiques correctes », expliquait-on au groupe centriste. En riposte l'UDC déclara de ne pas voter la question préalable (qui tend à convaincre l'Assemblée de ne pas délibérer d'un texte) alors qu'elle avait décidé initialement de le voter.

« archaïque », « inutile », « pernicieux », le projet de loi de M^{me} Tasca ne trouvant pas grâce aux yeux de M. Michel Péricard (RPR, Yvelines).

Dénonçant « la longue et patiente opération de désinformation et l'entreprise de déstabilisation » menées par les socialistes et le gouvernement, sur le travail de l'instance de régulation mise en place en 1986 par la loi Léotard (la CNCL), M. Péricard estima que le nouveau projet se qualifiait par « le recul de la transparence et le recul de l'indépendance ».

A propos de la composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel (1) — l'un des principaux points d'achoppement entre l'opposition et les centristes sur ce texte, — M. Péricard observa : « à qui fera-t-on croire qu'une haute assemblée qui vous donnera la majorité mathématique de 5 voix sur 9 sera plus indépendante ? ». Faisant allusion à la condamnation de la CNCL par M. François Mitterrand — le président de la République avait déclaré que cette institution n'était pas de celles qui suscitaient le « respect » — M. Péricard conclut : « C'est au nom de ce même respect que mon groupe votera contre votre projet de loi. »

« comme une copie aggravée des instances qui l'ont précédé ». Le groupe communiste souhaite que le rôle de régulation dévolu au CSA, soit confié à une commission parlementaire « qui ne devrait à personne en particulier le privilège de sa désignation » et à laquelle seraient associés des représentants des téléopérateurs et des professionnels de l'audiovisuel. L'opposition du groupe communiste à ce projet serait donc sans appel, précisait M. Hermer. Plus prudent, M. Jacques Barrot — qui monta à la tribune sous les applaudissements soutenus de ses collègues UDF et RPR, — renvoya l'annonce de la position de son groupe, à l'issue de la discussion des articles, pour tenir compte des « réponses gouvernementales » aux suggestions centristes. Une manière de rappeler aux deux ministres que les

EN BREF

● Le Front national appelle à manifester « contre les grèves communistes ». — M. Michel Colnat, dirigeant du FN chargé des manifestations ainsi que des comités et artisans, a annoncé, lundi 5 décembre à Dijon, que son parti organisera, dimanche, de la place de l'Opéra au Châtelet à Paris, à partir de 15 heures, une manifestation pour dire « halte aux grèves communistes ». S'élèvant contre le petit jeu de cache-cache entre le PC et le PS, qui a pour toile de fond, selon lui, les « négociations sur les municipales », le député européen

d'extrême droite appelle les agriculteurs et les commerçants (CDDA et CID-UNATI) à s'associer aux usagers pour « descendre dans la rue (...) derrière Jean-Marie Le Pen ».

● Le conflit à la communauté urbaine de Lille : M. Arthur Notebart veut « retourner la poignée ». — M. Arthur Notebart, président socialiste de la Communauté urbaine de Lille, qui a annoncé la semaine dernière son intention de se démettre de ses fonctions de Membre du 3 décembre, déclare, dans un entretien au Figaro du lundi 5 décem-

bre, qu'il « aime se battre ». « On veut me salir ? Eh bien, moi, je vais retourner la poignée sur la tête des autres ! On va voir l'importance de la gâchette dans laquelle tout le monde gâche », a-t-il affirmé. « Je donne rendez-vous à tout le monde le 13 décembre (...). Je ferai ce jour-là le bilan de la communauté urbaine, et ce va être spectaculaire. On dit que rien n'a été fait sous ma présidence, eh bien, on verra ! (...) Je suis encore président », a souligné M. Notebart, en précisant : « J'ai dit que je démissionnerai, c'est vrai, mais je ne suis pas pressé. »

● M. Mitterrand à l'Internationale socialiste : « Je suis l'un des vôtres ». — M. François Mitterrand a reçu, lundi 5 décembre à l'Elysée, les dirigeants de l'Internationale socialiste. « Je n'oublie pas et je n'ai aucune raison d'oublier que je suis l'un des vôtres », leur a-t-il dit, en précisant qu'il se sent « en harmonie » avec les idées qu'ils défendent. M. Willy Brandt, président de l'IS, était présent, ainsi que M. Ingvar Carlsson, premier ministre de Suède, M. Michel Rocard et M. Pierre Mauroy. Le conseil de l'IS devait se réunir mardi 6 et mercredi 7 décembre.

M. Chirac critique le gouvernement et annonce sa candidature à Paris

La bataille des municipales parisiennes devrait être sans merci. M. Jacques Chirac, en confirmant le lundi 5 décembre devant les journalistes accrédités à l'Hôtel de Ville qu'il était candidat « à sa propre succession », a manifesté une pugnacité et une vigueur dans les arguments, s'en prenant particulièrement à M. Pierre Joxe en mettant en contradiction son action de ministre de l'Intérieur et sa volonté de se présenter aux suffrages des Parisiens.

Le maire de Paris n'a pas oublié qu'il est aussi président du RPR, il a donc critiqué le gouvernement et la façon dont il gère les conflits sociaux. Pour lui, le premier ministre n'a pas « l'autorité nécessaire pour conduire les affaires face à une période de crise ». D'après l'ancien premier ministre, la raison en est que M. Michel Rocard « essaie de fonctionner avec un système à géométrie variable » et a donc « des difficultés à déterminer sa politique car il a du mal à déterminer sa majorité ». Sur le fond du problème, M. Chirac a estimé qu'il ne serait pas possible « d'éviter » le débat sur le service minimum « sans remettre en cause le droit de grève, qui est un élément important d'une structure démocratique ; il faudra bien examiner, dans une période plus sereine, les conditions d'une réglementation du droit de grève ».

Sur les dossiers purement parisiens, M. Chirac a, de nouveau, demandé que la capitale soit considérée comme une commune de droit commun et que son maire soit compétent en matière de réglementation de la circulation, alors que, pour l'instant, ces prérogatives appartiennent au préfet de police. Il a expliqué une partie de l'aggravation des embouteillages de la circulation par les mesures mises en place « pour faciliter les déplacements de certaines personnalités », précisant : « On met

en œuvre des moyens qui sont sans équivalent dans d'autres démocraties et qui ont un côté de monarchie absolue tout à fait affirmé. Je n'ai jamais vu dans d'autres capitales du monde libre de tels déploiements de forces pour faciliter la circulation de certaines personnalités, fussent-elles françaises, voire le président de la République. »

Approche de l'échéance oblige, M. Chirac s'en est, aussi, pris aux idées de file socialiste à Paris. Sur M. Jack Lang, qui hésite encore entre rester à Paris et aller à Blois, il a ironisé : « Il ne doit pas être très content de porter la serviette de M. Joxe ; mais être le porte-étendard du ministre de l'Intérieur, ce n'est pas mal. »

De M. Pierre Joxe il affirme qu'il avait « peu de chance dans aucun des arrondissements, aussi aurait-il dû y mettre plus de panache », ajoutant : « Si j'avais été Pierre Joxe, ce n'est pas dans le douzième arrondissement que je me présenterais. S'il voulait vraiment un challenge, faire un geste spectaculaire, s'il souhaitait me combattre, comme il dit, il aurait dû se présenter dans le cinquième », là où lui-même est élu conseiller municipal.

A-t-il oublié qu'en 1977, lorsque lui-même est venu dans la capitale pour éviter, avait-il dit, qu'elle ne tombe aux mains de la gauche, il s'était déjà présenté dans le douzième arrondissement, où celle-ci n'avait aucune chance, alors que son challenger de la droite, M. Michel d'Ornano, s'était présenté dans le dix-huitième, un arrondissement tenu par la gauche ? M. Chirac, enfin, a ironisé : « Peut-être un village de Seine-et-Marne aurait été mieux » pour M. Joxe qui a été élu député de ce département, oubliant là encore que lui-même reste député de Corrèze...

M. B.

M. Queyranne : le PCF « appelle à l'union et pratique la division »

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, le lundi 5 décembre, au cours de son point de presse hebdomadaire, que la motion de censure envisagée par le RPR « fait partie des manœuvres d'encadrement » de cette formation, « qui veut écosse l'UDF et forcer les centristes à rentrer dans le rang », afin d'« affirmer sa suprématie sur la droite ». Il s'agit donc, pour M. Queyranne, d'une « opération politicienne, interne à l'opposition ».

Le porte-parole du PS a indiqué, d'autre part, au sujet de la grève des transports urbains, qu'il « doit être possible d'aboutir à un compromis acceptable par tous » à la RATP. Il

a dénoncé la « pratique du harcèlement » du PCF et de la CGT, affirmant que le Parti communiste « comme Jamus, un double visage : il appelle à l'union et il pratique la division sur le terrain social ».

M. Queyranne a souligné que « le droit de grève est un droit constitutionnel » et qu'« il n'y a pas lieu de le modifier par la loi ». Selon lui, « les travailleurs doivent exercer ce droit avec responsabilité », en sachant qu'existe « le risque d'en abuser et de paralyser le service public, avec les conséquences que cela peut avoir sur l'économie », mais, a-t-il répété, « cela est de la responsabilité de ceux qui utilisent le droit de grève ».

Politique

Au Palais du Luxembourg

Les sénateurs ont « effacé » les crédits de l'aménagement du territoire

Le Sénat a annulé, mardi 6 décembre, peu avant une heure du matin, les crédits de l'aménagement du territoire qu'avait votés l'Assemblée nationale. M. Jacques Chirac, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions. Par 238 (pour 239) voix contre 63 (celles du PS), le PCF s'abstenait, la majorité sénatoriale, en quatre votes successifs, approuvant des amendements de suppression de crédits relatifs au département ministériel de M. Chirac. Les budgets de l'industrie, du tourisme — amputés (le Monde du 5 décembre) — et du commerce et de l'artisanat ont été adoptés.

M. Chirac a eu beau se défendre comme un beau diable, concéder finalement « qu'il y a une crise de l'aménagement du territoire, il faut le reconnaître tous ensemble ». Il a en beau juré que cette situation ne le faisait pas renoncer à sa double exigence : « modernisation et solidarité ». On encore faire savoir vertement qu'il « n'approuvait pas » qu'on fasse « disparaître son budget sous prétexte de l'améliorer », rien n'y a fait.

Reprenant et amplifiant les critiques que l'on avait déjà entendues à l'Assemblée, lors de l'examen en première lecture de ces crédits, M. Geoffroy de Montalembert (RPR, Seine-Maritime), rapporteur spécial de la commission des finances, sûr de ses effets et de son autorité, n'avait laissé aucune chance à l'ancien syndicaliste : « C'est plein de bonnes intentions, comme l'enfer, votre budget ».

D'« inépuisable » sur le financement des futurs contrats de plan Etat-régions en « interrogations » sur le financement direct supposé idéal de l'aménagement du territoire au premier ministre, M. de Montalembert ne s'est découvert aucune raison de faire grâce. M. Jean Puech (UREI, Aveyron), rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, n'avait de son côté rien fait pour voter au secours de celui qui déclinait « la palme de la rigueur budgétaire au sein du gouvernement ».

Après cette préparation d'artillerie, M. Chirac n'avait plus qu'à accueillir avant l'assaut final une grêle de projectiles variés : il faut « empêcher la destruction du territoire » (M. Louis Misset, PCF, Bouches-du-Rhône) ; l'aménagement rural malmené ou ignoré, selon les avis, nombreux comme il est : de règle au Sénat dès que les campagnes sont en cause.

M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, contraint de « rire d'un œil et de pleurer de l'autre », en raison de la déconvenue de son ministre délégué, avait été auparavant mieux traité, à l'heure de l'examen des crédits de l'industrie.

Par son relatif et très prudent optimisme, par la précision mise à souligner et à expliquer « les ombres qui subsistent », M. Fauroux n'avait, il est vrai, pas tenté de roiser le tableau : 20 000 emplois perdus en 1988 (contre 107 000 en 1987), beaucoup de secteurs vulnérables (l'industrie ferroviaire, les chantiers navals « que nous soutenons à bout de bras », le secteur textile).

Revenant sur le commerce extérieur, qui avait déjà été évoqué le 3

décembre (le Monde du 5 décembre), M. Fauroux n'a pas cherché non plus à dissimuler ce qu'a de préoccupant le déficit industriel civil de la France et plus particulièrement l'accroissement de ce déficit par rapport à la RFA, « modèle et grand challenger » de la France. Au nom de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'énergie, M. Jacques Bellanger (PS, Yvelines) s'est inquiété de la réévaluation de la RFA en matière d'énergie : le prix fixé serait-il strictement économique ou faudrait-il encore subir un « surcoût politique » ? Les prémisses de la négociation sont « difficiles », a reconnu M. Fauroux avant d'affirmer un « principe très clair : il ne faut pas qu'il y ait de surcoût politique. Il faut un prix négocié (...) marchand, pas un prix psychologique, philanthropique ».

Le ministre de l'Industrie a aussi admis, en réponse à plusieurs craintes sur le sujet qu'il « serait paradoxal que le marché unique des marchandises exclue l'énergie ». Pour l'heure, les refus réitérés de la RFA, « pour des raisons de protectionnisme », d'importer de l'électricité française, produite en surabondance, laisse mal augurer la suite.

Autre préoccupation des sénateurs : ce que M. Fauroux a appelé « la financiarisation » de l'économie. M. Xavier de Villepin (UC, Français de l'étranger) a comparé la situation créée de la RFA en matière d'OFA et estimé que « les excès d'un capitalisme financier seraient dangereux pour beaucoup de nos industries ».

Sans nier cet état de fait, « l'élément dévastateur » de nombre d'OFA, ni la particularité de « tous d'indrets (...) plus tentants que les investissements productifs », le ministre de l'Industrie a cherché à imaginer le remède possible. Par exemple des banques qui abandonneraient — enfin — leur « timidité » pour chercher à jouer « un rôle accru » mais non prédateur, au niveau des plus petites entreprises plutôt qu'à celui, malencontreusement exclusif, des directions.

Contre le pessimisme et les cris d'alarme sénatoriaux, M. Fauroux a encore tenté à affirmer haut et fort que le secteur textile « n'est pas globalement sinistré » et que ses efforts aux conséquences sovent humanitaires cruelles, l'exemple de la fatalité.

Pour « muscler » encore ce secteur, le ministre de l'Industrie proposera vers la mi-décembre un nouveau « plan textile » qui sera une batterie de mesures surtout techniques et non une lourde machinerie exclusivement financière. Ainsi seront aidées celles des entreprises textiles « qui sont capables de s'aider ».

MICHEL KAJMAN.

Portrait d'un modeste « député de la République »

Jean « lo Setori », allergique aux « marchands de craques... »

Selon lui, mettre en plein soleil son cœur et son cul, c'est pareil ! C'est un modeste...

La chanson de Brassens lui va comme un gant.

Au Palais-Bourbon, on ne le voit pas courir les trompettes de la renommée, lécher les micros, reculer les caméras. Il ne hante guère le célèbre salon des Quatre-Columnes où le Tout-Paris de la politique cause gravement de tout et de rien. Il ne prend guère la séance du mercredi après-midi consacrée aux questions d'actualité, ce sommet de la « politique médiatique » qui n'est trop souvent, à ses yeux, qu'un exercice de cabotage, une mauvaise comédie jouée par de mauvais comédiens.

Et c'est normal que cette chanson de Brassens lui aille comme un gant puisqu'il est lui-même Setori, Jean Lacombe. A l'entendre, il n'est même que cela : « député de Sète » ! « Setori » avant tout, comme on dit en langue d'oc autour du mont Saint-Clair et du bassin de Thau ! « Setori » avant d'être député de l'Hérault (sans interruption depuis 1981). Avant, surtout, d'être député socialiste. Car il n'aime pas qu'on l'étiquette ainsi. Non qu'il ait honte d'être socialiste, lui qui l'est, en carte, depuis 1952 (il avait alors dix-neuf ans, le cheveu roux et une vocation d'éducateur), mais, justement, parce qu'il n'aime pas les normes érigées : « Je suis député de la République. Il ne faut pas oublier que notre légitimité tient au mandat que nous confie le peuple, non au mandat de notre parti. » A la rigueur, Jean Lacombe accepte qu'on l'appelle « député de la mer ». Ne préside-t-il pas le « groupe de la mer » de l'Assemblée nationale ? Ne possède-t-il pas une impressionnante carte de visite pour tout ce qui concerne les activités maritimes ? N'a-t-il pas donné à sa chère ville natale et à tous les Héraultais du littoral mille preuves de ses compétences techniques ? Le président socialiste du conseil général de l'Hérault vient d'ailleurs de lui confier une mission de proposi-

tions pour le développement de la côte. Comme quoi on peut être méconnu à Paris et pionnier honoré sur le terrain.

Mais on peut aussi être un heureux « député de Sète » et éprouver parfois des états d'âme. Au point, pour une fois, de vouloir « l'ouvrir » afin de mettre en garde contre tous les « marchands de craques » — comme on appelle en Languedoc les professionnels du mensonge, — y compris à l'intérieur de sa propre formation : « Je suis effaré de voir que certains de mes camarades socialistes, et non des moindres, sont en train de dévoyer la constitution de notre parti en transformant en dans les anciens courants. Au début de la nouvelle législature, on a réparti les nouvelles responsabilités comme à l'armée : « Qui sait monter à bicyclette ? Très bien ! Vous irez épicer les patates ! » A force de répartir les postes sur la base des seuls critères de tendance, on en est arrivé à des aberrations qui laissent sur la touche trop de compétences. Il ne faut pas que notre parti devienne une fin en soi, un tremplin pour le déroulement des carrières. Il faut que le Parti socialiste se réforme. »

« Meilleur rassembleur que Mitterrand ! »

Son propre « retour aux sources de l'engagement militant », Jean Lacombe l'a effectué... en Amérique centrale. Mine de rien, le député de l'Hérault est devenu, en effet (parce qu'il était l'un des rares élus de son groupe à parler parfaitement l'espagnol), l'un des principaux experts du Parlement pour tout ce qui touche aux pays de cette zone. Il a présidé le groupe parlementaire d'amitié France-Salvador (quand personne ne voulait de cette fonction promise aux traces politiques en raison de la complexité de la situation au Salvador), et il s'est habilement tiré de missions délicates. Il s'est rendu au Chili comme observateur lors du récent référendum, puis en Colombie. Il préside désormais le

groupe d'amitié France-Nicaragua.

Et, au contact des réalités dramatiques de ces pays en mal de démocratie, Jean Lacombe, qui se veut « humaniste et non marxiste », a redécouvert... la relativité des choses : « En France, nous discutons tranquillement des libertés ; là-bas, il y a des hommes qui meurent pour elles. Cela ramène nos petits combats politiques à leurs justes proportions... »

Rien ne lui est devenu plus étranger que le sectarisme. Il ne supporte plus ceux qui n'ont l'« ouverture » qu'à la bouche : « On s'est trompé en considérant l'ouverture comme une simple alliance avec le CDS. L'ouverture, pour moi, c'est l'alliance autour de projets concrets d'hommes aux engagements différents. La lutte contre la pauvreté, par exemple, ne saurait être le privilège d'un parti. Je crois aux majorités d'idées et d'actions. »

Voilà dans quel esprit Jean Lacombe briguera en mars prochain la mairie de Sète, tenue maintenant par un centriste de choc, Yves Marchand, qu'il a largement battu aux dernières législatives avec le renfort d'électeurs chiraquiens et communistes. Il a même fait mieux, à Sète, que le score de François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle. « J'ai été meilleur rassembleur que lui », dit-il en souriant.

Voilà pourquoi Jean Lacombe tend également la main au PCF, avec lequel il a un vieux contentieux, malgré « douze ans d'union de la gauche ». « Je suis pour une liste de rassemblement incluant les communistes, mais, s'il s'agit simplement que le PS et le PC prennent la mairie pour substituer la notion de gauche à la notion de droite, je ne suis pas de ce jeu-là. Moi je veux transcender ma propre appartenance politique. »

C'est ainsi que Jean « lo Setori », ce modeste devenu ambassadeur pour sa ville, deviendra peut-être héros en son pays à défaut de l'être en son parti. ALAIN ROLLAT.

Les élections législatives partielles dans l'Isère

M. Richard Cazenave (RPR) bien placé pour succéder à M. Alain Carignon

GRENOBLE de notre journal régional

Frappé par la loi sur le cumul des mandats, M. Alain Carignon, député (RPR), maire de Grenoble et président du conseil général de l'Isère a choisi, il y a quelques semaines, de privilégier des mandats locaux. L'ancien ministre de l'Environnement fait ainsi partie des très rares hommes politiques qui, au lendemain des dernières élections cantonales, ont renoncé au Palais Bourbon. Ce choix va contraindre les électeurs de la première circonscription de l'Isère (cantons de Grenoble I, II, IV, de Meylan et de Saint-Ismier) à retourner aux urnes, les 11 et 18 décembre.

Cinq candidats ont déjà fait part de leur intention de briger les suffrages dans une circonscription découpée en 1986 par M. Charles Pasqua et considérée comme particulièrement favorable à la droite. M. Carignon avait été élu dès le premier tour des législatives de 1988 avec 53 % des suffrages.

Le maire de Grenoble soutient activement l'un de ses plus proches collaborateurs depuis dix-huit ans, M. Richard Cazenave, président du groupe Rassemblement pour la Région au conseil régional et secrétaire départemental du RPR. Directeur de la Compagnie de chimie intercommunale de l'agglomération grenobloise depuis 1983, le patron du RPR isérois hérite ainsi d'une circonscription « en béton armé ». Une situation bien différente de celle qu'il a connue en juin dernier où, dans la troisième circonscription (cantons de Grenoble III, IV et V, Fontaine-Sasse), il avait dû s'incliner devant le socialiste Michel Destot, devenu aujourd'hui le challenger de M. Carignon à la mairie de Grenoble. M. Cazenave a choisi pour suppléant le maire et conseiller général de Saint-Ismier, M. François-Régis Bériot (UDF).

Les principaux adversaires de M. Cazenave seront, pour le parti socialiste, un ancien sénateur de l'Isère, M. Raymond Espagnac, conseiller municipal de Grenoble de 1965 à 1983 auprès d'Hubert Duboucq, conseiller général du canton de Grenoble I de 1973 à 1985, aujourd'hui membre de l'opposition dans le conseil municipal de Grenoble. Et pour le parti communiste, M. Patrick Cortey, qui n'a obtenu que 4,9 % des suffrages aux législatives de juin. Les Verts ont désigné de leur côté M. Daniel Rouzier qui fera équipe avec M. Geneviève Jonot, conseillère municipale écologiste de Grenoble, élue le 5 juin dernier de 5,28 % des voix dans la circonscription de M. Carignon. M. Rouzier, qui a recueilli 10 % des suffrages aux cantonales à Meylan, entend mener, parallèlement au scrutin législatif, la préparation des élections municipales de 1989 dans

cette commune où il conduira une liste écologiste contre le maire sortant, sénateur UDF, M. Guy Cabanel. Enfin, M. Hugues Petit, conseiller régional du Front.

CLAUDE FRANÇILLON.

Résultats des élections législatives du 5 juin 1988 : Ins. : 71 459 ; vot. : 47 641 ; expr. : 47 308.

M. Patrick Cortey (PC) : 2 319 (4,9 %) ; M. Jean-Louis Dumas (ext. d.) : 58 (0,20 %) ; M. Bernard de Saint-Marc (FN) : 3 395 (7,17 %) ; M. Liliane Bilières (MRG, maj. prés.) : 13 901 (29,33 %) ; M. Geneviève Jonot : 2 499 (5,28 %) ; M. Alain Carignon : 25 056 (53,04 %). Etc.

CHARLES LE GOLF

Vestes 1100f

Cashmere et laine

7 couleurs, fabrication française.

Dans une interview à *Libération*, le samedi 3 décembre, M. Pierre Juquin assure que, « dans le secret de la place du Colonel-Fabien, les membres du bureau politique (du PCF) avertissent leurs collaborateurs les plus proches contre ce qu'ils appellent la « dérive aventuriste du gorbachisme... ». Interrogé, dimanche, au micro de Pacific FM, sur cette affirmation de son concurrent à la dernière élection présidentielle, M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du PCF, a répondu : « Comme toujours, Juquin ment. A quoi l'ancien porte-parole

du PCF, dont il a été exclu, a rétorqué, dimanche soir : « Je ne mens pas. A son arrivée mercredi à Porto où il venait assister au congrès du Parti communiste portugais (PCP), M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, avait salué la « perestroïka... ». Mais ce qui se passe en Union soviétique ne peut constituer un modèle pour les autres partis communistes : c'est spécifique à l'Union soviétique », avait précisé M. Marchais, dont l'*Humanité* avait éprouvé le besoin de reproduire la déclaration « mot pour mot », sous le titre « Précision sur la perestroïka ».

Considérant que la déclaration de M. Marchais « est d'une gravité extrême », les « reconstruc-teurs », membres du PCF opposés à la direction, ont déclaré mardi 6 décembre : « Au nom du juste principe de l'indépendance des partis communistes, c'est un tout autre problème qui se trouve ainsi réglé : la nécessité de liquider réellement le passé stalinien et ses prolongements bréjnéviens. Or, poursuivent-ils, cela concerne tous les PC, et en particulier le notre qui a un besoin urgent de reconstruction et de transparence. »

Le PCF et la « perestroïka »

M. Lajoinie : M. Juquin « ment »

Venez découvrir la nouvelle Lancia Thema, le choix d'une voiture devient étrangement simple.



Présentées au dernier Mondial de l'Automobile et en avant-première, les nouvelles Lancia Thema vous ouvrent leurs portes. Nées d'une nouvelle philosophie fondée sur la puissance, la sécurité et le confort, les nouvelles Thema ont aussi hérité de la tradition Lancia. De la Thema 2 litres à injection électronique à la 16 soupapes atmosphérique ou turbo, en passant par le turbo diesel, toutes ont en commun cette passion : l'exception. Rendez-vous dès aujourd'hui dans l'univers feutré de la Thema. Elle et votre concessionnaire vous livreront tous ses secrets.

هكذا من الأصل

Société

Après un internement abusif

L'Etat est condamné à indemniser M^{me} Ledrut

La première chambre correctionnelle du tribunal civil de Paris, présidée par M. Jean Guigue, a rendu, lundi 5 décembre, un jugement par lequel il condamne l'Etat, le préfet de police de Paris, l'hôpital psychiatrique de Perray-Vaucluse (Essonne) et le docteur Françoise Gekiere, médecin psychiatre, à verser solidairement 500 000 F de dommages et intérêts à M^{me} Madeleine Ledrut, soixante-quatre ans, internée abusivement pendant un an (le Monde du 14 septembre).

Expulsée de son logement le 10 novembre 1983, M^{me} Ledrut avait eu un comportement qui, selon le commissaire du 17^e arrondissement de Paris, justifiait qu'elle soit dirigée vers l'hôpital psychiatrique de la préfecture de police, où le médecin constata « des idées délirantes de persécution, de préjudice et de revendication sur une personne rigide et asthénique » avec un risque suicidaire.

Dans son jugement, le tribunal relève : « En admettant que M^{me} Ledrut ait proféré des injures à l'adresse des policiers chargés de veiller à son expulsion, l'état de nervosité qui était le sien à l'époque ne faisait courir aucun danger à autrui et ne nécessitait nullement son transfert à l'hôpital psychiatrique de la préfecture de police ». Les juges insistent en précisant : « Il n'appartenait pas aux services de police de se substituer aux structures sociales défaillantes et incapables de venir en aide à M^{me} Ledrut ».

Les magistrats expliquent leur décision en rappelant les termes de l'art. L. 344 du code de santé publique pour noter : « Le législateur a donné aux autorités de police, gardiennes de l'ordre public, le pouvoir de procéder à l'arrestation provisoire

de personnes atteintes d'aliénation mentale en exigeant que celles-ci présentent un danger imminent ». Mais les juges considèrent que le texte doit s'appliquer de manière très restrictive, car « une interprétation large de cette notion reviendrait à conférer aux commissaires de police des pouvoirs exorbitants, pouvant porter atteinte à la liberté des personnes souffrant provisoirement ou définitivement d'une maladie mentale ne présentant aucun danger pour l'ordre public ».

De la même manière, le tribunal estime que M^{me} Ledrut n'aurait pas dû être maintenue au centre psychiatrique de Perray-Vaucluse, où elle avait été admise selon une procédure de placement d'office signée par le préfet de police. Les magistrats constatent : « Il résulte de l'ensemble du dossier médical et des certificats délivrés par le docteur Gekiere, que M^{me} Ledrut ne présentait pas de troubles majeurs du comportement, et que l'affection dont elle était atteinte ne la rendait pas dangereuse ni pour elle-même ni pour autrui ».

Aussi les juges estiment que, « au vu des certificats médicaux (...) », le préfet aurait dû abroger la mesure de placement d'office, avant d'ajouter : « L'établissement et le docteur Gekiere ont engagé leur responsabilité en n'attribuant pas l'attention des responsables compétents pour en décider ».

Le tribunal accorde le franc symbolique de dommages et intérêts au Groupe information asiles qui s'était constitué partie civile au côté de M^{me} Ledrut, et ordonne l'exécution provisoire du jugement pour la moitié des sommes allouées.

MAURICE PEYROT.

M^{me} Rehana Bhutto est condamnée par défaut à deux ans de prison

M^{me} Rehana Bhutto ne s'est pas présentée lundi 5 décembre devant le tribunal correctionnel de Grasse pour y répondre du délit de non-assistance à personne en danger, en l'occurrence son mari Shah Nawaz Bhutto, frère de M^{me} Benazir Bhutto aujourd'hui premier ministre du Pakistan, décédé à Cannes (Alpes-Maritimes) le 18 juillet 1985 (le Monde du 6 décembre). Jugée par défaut M^{me} Rehana Bhutto a été déclarée coupable et condamnée à deux ans de prison avec sursis, assorti d'un mandat d'arrêt par le tribunal. La peine la plus forte prévue par l'article 63 du code pénal est de cinq ans.

Pour les parties civiles, qui ont obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts, ce fut l'occasion de

référer leur conviction que Shah Nawaz Bhutto fut victime d'un homicide volontaire, crime qui ne devait finalement pas être retenu contre son épouse. Pour cette raison, le président du tribunal M. Claude Civalero devait rappeler à l'ordre M^{me} Jacques Vergès qui dénonçait « un assassinat politique avec la complicité de Rehana et un assassinat qu'on veut étouffer ». Pour le magistrat, la juridiction se trouvait saisie d'une affaire de non-assistance à personne en danger, et non d'un délit de déshonneur uniquement de ses sujets.

Représentant du ministère public, M. Bernard Farret a estimé que « bien plus qu'une non-assistance à son mari », Rehana Bhutto a montré « une volonté de ne pas le secourir ».

(Suite de la première page.)

Dès le lendemain, selon d'innombrables dernières volontés dont la justice ne retrouve pas trace, Suzanne de Canson est incriminée. « Non-assistance à personne en danger » — pour M^{me} Boissonnet et M^{me} Pesnel, — « séquestration » — pour M^{me} Pesnel seule, un crime cette fois et non plus un simple délit : ces deux chefs d'inculpation indiquent que le juge d'instruction tient pour suspectes les conditions de cette mort. M. Jean-Pierre Bernard a, en effet, recueilli plusieurs témoignages qui décrivent une vieille femme ne jouissant plus de toutes ses facultés mentales, enfermée jour et nuit, hurlant et tapant contre les murs, maigre, privée de nourriture ou alimentée au compte-gouttes, « rappelant les images des Africains du Sahel », laissée à elle-même sans soins médicaux.

Les derniers mois de la vie de Suzanne de Canson semblent bien avoir été un enfer : la riche héritière, hier bohème et attachante, finit par être abandonnée de tous mais aussi dévouée de tout. Car si, par un testament apparemment authentique, mais aujourd'hui contesté, elle avait, le 26 mars 1986, fait de Joëlle Pesnel son héritière, en réalité l'essentiel de sa fortune lui avait déjà été volé durant l'année précédente. Afin d'éviter de payer les importants droits de succession réclamés en France, la majeure partie de la prestigieuse collection de tableaux de maîtres de Suzanne de Canson avait, en effet, été détournée en 1983 par M^{me} Pesnel grâce à un étonnant montage.

L'idée était toute simple : transférer en Suisse ces tableaux avant la mort de Suzanne de Canson en suscitant une autre succession au profit de Joëlle Pesnel. C'est ainsi que, en 1985, celle-ci a prétendu hériter subitement de sa grand-mère, Jeanne Chapuis, Française résidente en Suisse, décédée dans la pauvreté en 1979 et à laquelle Suzanne de Canson aurait auparavant fait don de plusieurs toiles inestimables (le Monde du 19 novembre). Par ce stratagème, dont un notaire de Genève, M^{me} Didier Tortore, se portait garant en devenant le liquidateur de cette « succession Chapuis », l'ancienne tenancière de bar se prétendant artiste-peintre et restauratrice de tableaux qui donc écoulait, avant la mort de Suzanne de Canson, les tableaux de cette dernière. Une activité commerciale multiforme, qui alla de pair avec des tentatives de transaction sur des faux Miro, Balducci et Chagall, qui valent aujourd'hui à Joëlle Pesnel une inculpation pour « contre façon » chez un juge d'instruction.

Dans le Sud-Ouest

Cinq inculpations pour trafic de chiens volés

Au terme d'une enquête ouverte au mois d'octobre 1987, la gendarmerie d'Agde (Lot-et-Garonne) a procédé à l'arrestation de cinq personnes impliquées, selon elle, dans un vaste trafic de chiens volés. Trois de ces personnes, un couple d'éleveurs de chiens de Puy-de-Dôme, Dordogne, René et André Trabonne, et Marius Graniczny, demeurant à Trelat, ont été inculpées, lundi soir 5 décembre, de vols, recels et actes de cruauté envers des animaux, et écrouées à Agde. Deux autres personnes impliquées à un moindre niveau dans l'affaire, Emilien Dager et Roland Lande, ont également été inculpées de vols et recels, mais laissées en liberté.

Selon les renseignements fournis par le parquet d'Agde, ce réseau, existant depuis une dizaine d'années, serait impliqué dans plusieurs centaines de vols de chiens signalés notamment dans les départements de Lot-et-Garonne et de la Dordogne. Les animaux auraient pu être soit revendus à des particuliers, lorsqu'il s'agissait de chiens de race, après falsification des tatouages, soit « fournis » à des laboratoires de recherches expérimentales.

Le procureur de la République d'Agde a indiqué, dans une conférence de presse, que l'enquête se poursuivait notamment dans les départements de la Mayenne, de la Charente, de Tarn-et-Garonne et également en région parisienne afin de déterminer si les personnes inculpées faisaient partie d'un réseau encore plus vaste de vols d'animaux.

● Manifestation à Paris en faveur de détenus basques espagnols. — Quelques dizaines de personnes ont manifesté, lundi 5 décembre, à Paris, devant le ministère de la Justice. Elles demandaient la libération de vingt-trois Basques espagnols détenus dans des prisons françaises eux-mêmes réclamant leur reconnaissance du statut de prisonniers politiques et leur regroupement dans un même centre de détention.

L'affaire Canson

Le labyrinthe d'un héritage

truction parisien (le Monde du 3 décembre).

La vente du Murillo

Replacée dans ce contexte, la vente du tableau de Murillo au Musée du Louvre, en 1985 justement, prend une signification douloureuse pour tous ceux qui y ont contribué : pour le dire tout net, l'Etat français, en achetant un tableau volé, s'est placé en situation de recel. De plus, le déroulement de cette transaction ne semble guère lui offrir de circonstances atténuantes. Retiré de Suisse en décembre 1984 par M^{me} Boissonnet et M^{me} Pesnel, le tableau est placé chez Christie's Londres dès janvier 1985, puis annoncé, sous le label « succession Chapuis », pour une vente fixée au 5 juillet 1985. Entre-temps, la direction des musées de France (DMF), qui sait que le tableau provient à l'origine d'une collection française, a convaincu Christie's de le retirer de la vente. Commencée en juin, la

bien M. Landais en nous déclarant : « Dans cette affaire, j'ai traité avec un organisme international de vente, puis avec un avocat français et, enfin, avec un notaire suisse. Ma seule erreur est sans doute d'avoir fait trop confiance ». Autrement dit, le droit de propriété de Joëlle Pesnel étant conforté par des auxiliaires de justice, notaires et avocats, il était tenu pour établi sans vérification. Après enquête, cette explication paraît insuffisante. Trois éléments de fait prouvent que l'origine douteuse du tableau fut entrevue, sinon connue, et que l'on évita d'y regarder de plus près.

Le premier élément est établi par l'abondante correspondance de Christie's, représentée à Paris par M^{me} Bernard Duminy, qui semble avoir été le plus vigilant dans cette affaire. A plusieurs reprises, il s'inquiète auprès de son confrère Lombard d'éventuels obstacles au règlement de ce dossier. Dès le 15 février 1985, alors que les musées de France n'interviendront officiellement qu'en juin, avertis, disent-ils, par la publication du



négociation entre Christie's, la DMF et M^{me} Pesnel, représentée par M^{me} Paul Lombard, aboutit fin juillet 1985 à une promesse d'achat du Musée du Louvre pour un montant de 5 millions de francs. Après d'innombrables délais administratifs, M^{me} Tortore peut annoncer, le 31 octobre, à M^{me} Pesnel le prochain versement de la somme par le ministère de la culture français.

L'emui, c'est que les trois testaments — faux selon le juge d'instruction — par lesquels sa grand-mère Chapuis aurait légué ce Murillo à sa petite-fille Joëlle n'ont été enregistrés chez le notaire Tortore que le... 13 novembre 1985 ! Autrement dit, durant toutes ces négociations, qui s'étaient de janvier à octobre, M^{me} Pesnel n'a, alors, aucun titre de propriété crédible, fût-il faux, sur le Murillo. Or cette incertaine situation n'empêche aucunement la négociation avec les Musées de France ! Comment est-il possible qu'aucun des participants n'ait vérifié l'origine du tableau ?

Pourtant, les dix mois de tractations autour du Murillo font intervenir des institutions et des personnalités d'une compétence incontestable. Il s'agit de la société Christie's — à Londres, à Genève et à Paris — d'un notaire suisse fortuné, possédant entre autres une villa à Saint-Tropez ; d'un avocat suisse, M^{me} Monfrini, qui touchera environ 500 000 francs (125 000 francs suisses) d'honoraires ; d'un avocat de Toulon, M^{me} Boissonnet, amateur de peinture, issu d'une excellente famille de la région ; de deux notaires toulonnais, M^{me} Journaud et Jourdan ; d'un célèbre avocat marseillais, M^{me} Paul Lombard, qui était intervenu dans les successions Picasso et Chagall ; d'une de ses collaboratrices, M^{me} Marie-Françoise Pestel-Debord, qui touchera un tiers des honoraires de 400 000 francs reçus par son patron ; du directeur des Musées de France de l'époque, respecté dans sa partie, M. Hubert Landais ; de M. Michel Lucotte, chef du département des peintures du Musée du Louvre ; de M. Pierre Rosenberg, conservateur en chef de ce même département ; de M. Maurice Rheims, expert renommé et académicien, qui sera consulté ; de la direction générale des douanes enfin, qui aura son mot à dire, en vain.

Trois faits troublants

Aujourd'hui, tout le monde se ravoie la balle. Ce que résume fort

catalogue de Christie's, M^{me} Pesnel demande à M^{me} Lombard de prendre contact avec « les représentants qualifiés de l'Etat français », pour savoir s'ils invoqueraient un éventuel « droit de préemption ». Quelques semaines plus tôt, M^{me} Lombard interroge Christie's sur l'histoire du tableau et de ses propriétaires présents. La réponse de Christie's, le 6 février 1985, comporte deux erreurs, attribuant le Murillo, propriété de la famille de Canson depuis 1928, à un « baron de Landevostin » en 1973 et à un « baron de Villiers » en 1975. Renseignements qui seront ensuite reconnus comme fantaisistes.

Ainsi la question de l'origine du tableau a bel et bien été posée dès le début de l'année 1985, et ceci d'autant plus que le département des peintures du Louvre avait eu en main, présenté par un antiquaire en avril 1975 ! Le second fait est encore plus troublant. Le 20 juin 1985, M^{me} Christian Journaud, notaire à Toulon, transmet par écrit à M^{me} Lombard les « maigres renseignements », selon son expression — guillemets compris — qu'il possède sur l'origine du Murillo, transmis par M^{me} Pesnel. Et il joint deux documents à l'évidence contradictoires. L'un est un texte dactylographié, à en-tête de l'étude de M^{me} Boissonnet, signé par Suzanne de Canson et daté du 3 décembre 1984 : elle y affirme qu'elle a « cédé » ce tableau ainsi qu'un Van Dyck à M^{me} Pesnel. L'autre est une lettre manuscrite de M^{me} de Canson, datée du 16 juin 1984, où elle affirme que les deux tableaux proviennent d'une « succession Chapuis ». La simple lecture de ces documents aurait dû susciter, à tout le moins, quelques questions : « Cédé » ou « légué » ?

Enfin, le troisième élément est encore plus explicite. Le 6 mars 1985, les douaniers français basés au bord du lac Léman transmettent à leur direction une fiche « BV 1837 » signalant que M^{me} Pesnel et M^{me} de Canson exportent de France vers la Suisse des tableaux sans se soumettre aux formalités d'usage. Mais surtout, tout début juillet, les mêmes douaniers font parvenir à Paris le télé : « Suivant catalogue (de Christie's), propriétaire serait M^{me} feu Chapuis à Genève. Selon renseignements obtenus, le tableau appartenait à M^{me} de Canson et serait vendu par M^{me} Pesnel. L'information pourra être transmise à la direction des Musées de France à toutes fins utiles. » Suit le nom de l'enquêteur des douanes autour du télé.

Interrogée, la direction générale des douanes affirme que deux enquêteurs de la DNED ont rendu ensuite visite à la direction des musées de France, qui leur aurait affirmé, en substance, que « tout était réglé ». M. Landais affirme, de son côté, qu'il n'a « rien reçu des douanes, aucune mise en garde, aucun avertissement ». Il est vrai que la démarche des douanes fut orale et qu'aucune trace écrite n'en subsiste dans le dossier du Louvre. Mais il est désormais établi qu'une administration française savait que Joëlle Pesnel vendait à son profit un tableau appartenant en fait à Suzanne de Canson.

Aucun de ces avertissements n'empêchera la vente du tableau volé au Musée du Louvre. Le 28 juin, une semaine après les « maigres renseignements » signalés par M^{me} Journaud, se tient au Louvre, dans le bureau de M. Landais, une réunion à laquelle participent M^{me} Pesnel, M^{me} Lombard, M^{me} Pestel-Debord, M^{me} Duminy, M. Laclotte et, évidemment, M. Landais, qui pourtant assure aujourd'hui n'avoir eu affaire qu'à la collaboratrice de M^{me} Lombard. L'accord de principe est acquis, Christie's semblant pressé de se débarrasser de ce tableau encombrant et souhaitant faire une bonne manœuvre à l'Etat français. Le tableau est retiré de la vente le 5 juillet, et, le 19, M. Landais transmet par télé à M^{me} Lombard un « projet de lettre » à M^{me} Pesnel qui fixe la somme et la procédure à suivre. Puis le 24 juillet, c'est le ministre lui-même, M. Jack Lang, qui confirme dans une lettre à M^{me} Pesnel, le principe de l'achat du Murillo, sur le fonds du patrimoine.

Légitime coupable ou complicité explicite ? C'est toute la question que se pose le juge d'instruction, bientôt mué sur sa demande à Lille. Les motivations des uns et des autres sont cependant claires. Christie's, qui aurait pu facilement tout savoir sur l'origine du tableau, qu'elle avait déjà vendu aux enchères à deux reprises en 1908 et 1912, tient d'abord à récupérer les sommes avancées à M^{me} Pesnel sur la vente envisagée : 155 000 francs suisses (620 000 francs français), en février et mars 1985. Cette société ira d'ailleurs jusqu'à réclamer et obtenir le montant de la commission qu'elle aurait touché si le tableau avait été mis aux enchères, ainsi que les agios de son avance.

La DMF se comporte en collectionneur acharné au nom de l'Etat, qui flaire la bonne affaire, ignorant ainsi superbement un jugement de 1983 du tribunal de Toulon qui établit que le tableau se trouvait alors en France et en la possession de Suzanne de Canson. Quant à M^{me} Lombard, disposé entre ses cabinets parisiens et marseillais, il ne se pose pas trop de questions et, en tout cas, ne semble en poser aucune à sa cliente sur l'origine du tableau.

Le pire, dans cette histoire, c'est qu'elle aurait très bien pu rester confidentielle, tous les participants croyant simplement avoir réussi une transaction profitable. Car il semble bien que le montage de M^{me} Pesnel et de M^{me} Boissonnet s'appuyait sur un axiome : le décès de l'unique sœur de l'infortunée Suzanne de Canson, Mme Jeanne Deschamps. Or, celle-ci était bel et bien en vie, déposant plainte le 9 juin 1987 et dévoilant ainsi les dessous de cette peu glorieuse affaire.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.

CORRESPONDANCE

Aucun lien avec la papeterie

M. H. Reynaud, conservateur des archives de la société Canson, nous a adressé la lettre suivante :

Depuis quelques semaines, la presse fait état de la mésaventure dont aurait été victime Suzanne de Canson et d'un éventuel détournement d'héritage constitué, essentiellement, de tableaux de maîtres. De là à imaginer qu'il y a un lien avec la papeterie Canson et Montgolfier, il n'y a qu'un pas et il fut vite franchi.

La réalité est tout autre. Depuis cent cinquante ans, la branche « papeterie » et celle de Suzanne de Canson sont totalement séparées. En effet, les ascendants de Suzanne de Canson délaissèrent l'industrie pour se consacrer à l'agriculture, puis à l'achat de tableaux de maîtres. Alors, bonsoir qui mal y pense, les papeteries Canson et Montgolfier n'ont aucun lien avec cette lamentable affaire, mis à part le fait que certains tableaux pourraient être peints sur du papier qu'elles fabriquent.

LAURÉAT DU CONCOURS DE JOURNALISME D'INVESTIGATION

Aline Richard et Sophie Veyret

COBAYES HUMAINS

Les secrets de l'expérimentation médicale

Dans un grand hôpital parisien, des expérimentations sont menées sur des bébés prématurés à l'insu de leurs parents. Dans un centre privé spécialisé, des volontaires sains arrondissent leurs fins de mois en testant de nouveaux médicaments : en toute illégalité. Plus grave encore : l'expérimentation mal conduite d'un médicament a entraîné la mort de plusieurs « cobayes humains » et ce médicament n'a pourtant pas été retiré du marché. Ces cas ne sont pas exceptionnels : Aline Richard et Sophie Veyret les relatent avec beaucoup d'autres dans cet ouvrage, résultat d'une investigation de plusieurs mois, qui s'est révélée plus difficile à mener qu'une enquête policière car elles ont dû percer le mur de silence opposé par la plupart des industriels et des médecins.

« Le résultat est là : un ouvrage nourri de révélations et de faits étonnants, parce que tenus secrets, concernant les expériences menées sur des prématurés et des sujets sains, censées faire progresser la médecine mais aussi accroître le profit de certaines sociétés ou l'aura de quelque « ponte » scientifique. Parfois au mépris de l'éthique ou du simple respect humain ».

Le Monde

LA DÉCOUVERTE

Société

ENVIRONNEMENT

La société Protex et les pouvoirs publics mis en cause

Deux rapports accablants sur la pollution de la Loire en juin dernier

M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, devait rendre public, mardi 6 décembre, le dossier complet de l'affaire Protex. Le 8 juin dernier, à la suite d'un incendie, des substances chimiques avaient contaminé la Loire et privé d'eau potable, pendant huit jours, les habitants de Tours et des communes voisines. Le ministère de l'environnement avait alors demandé à des experts de rechercher les causes de cet acci-

dent, d'en évaluer le coût et de proposer des mesures évitant son renouvellement. Une commission d'enquête administrative composée de trois membres et une commission d'évaluation groupant six personnes ont travaillé séparément. Leurs deux rapports s'épargnent personne : ni les dirigeants de la société Protex, ni les responsables des secours, ni même l'administration préfectorale.

Il y a déjà trente ans que la Protex, installée sur la rive de la Brenne, à trente kilomètres de Tours, sur la commune d'Azouzou-en-Touraine (Indre-et-Loire), avait attiré l'attention de ses voisins. Les élus, les associations de pêcheurs, les syndicats des usagers de la Brenne et les groupes de défense de l'environnement n'avaient cessé de s'inquiéter des inconvénients et des risques présentés par l'usine chimique. Tous mettaient l'administration en garde contre une installation qualifiée de « bombe à retardement ».

De 1963 à 1987, cinquante-cinq cas de pollution avaient été dûment constatés, dont seize avaient donné lieu à d'importantes destructions de poissons. Quelques plaintes seulement avaient été suivies de poursuites et une seule « cause solide », après d'interminables procédures, par une condamnation à 2000 F d'amende. Enfin, d'un autre côté, les dirigeants de l'usine, qui faisaient d'excellentes affaires, allaient même obtenir un ordre de l'inspection — ne cessant de dénigrer des autorisations d'extension — et de les

obtenir. Les visites des inspecteurs des établissements classés, celles des responsables de la sécurité et les prescriptions qu'il en résultaient étaient traitées avec désinvolture. Le flux de pollution liquide émis en permanence par l'entreprise était par exemple quatre fois plus élevé que les normes autorisées. L'usine ne disposait pas de bassin de sécurité. Les déchets étaient stockés sans précaution et le personnel d'entretien était toujours notoirement insuffisant malgré les promesses de la direction. Commentaire des enquêteurs : « Protex sacrifiait les impératifs de sécurité à des préoccupations de rentabilité immédiate. Elle a fait preuve d'une très grande mauvaise volonté et de négligences fâcheuses ».

A deux reprises au moins, selon les rapports, l'autorité préfectorale a fait preuve de laxisme. Ainsi, en 1980, alerté par les sapeurs-pompiers, le préfet d'Indre-et-Loire demandait que des mesures de sécurité indispensables soient prises mais, révélant les enquêteurs, « il s'est satisfait de la réponse de la société, invitant la concurrence

pour repousser la mise en œuvre de ces précautions ».

En juillet 1987, un an avant la catastrophe, l'inspecteur des établissements classés avait verbalisé l'usine pour non-respect des règlements antipollution et l'avait mise en demeure de les appliquer promptement. Mais peu après, le patron était reçu par le préfet qui, sans en avertir quiconque, lui accordait un délai de grâce de huit mois. Or, le rapport de la commission d'enquête est formel : les investissements exigés — 3,5 millions de francs — n'auraient nullement compromis l'équilibre financier de la Protex, affaire performante et prospère. Les travaux n'étaient toujours pas exécutés lors de l'accident, en juin 1988. L'impatience de l'entreprise paraît telle que les fonctionnaires de terrain, les élus locaux et les militants d'associations baissaient les bras.

Les enquêteurs épinglent aussi l'insuffisance de l'organisation des secours dans quatre domaines : la prévision, l'équipement en matériel, la compétence des hommes et la coordination entre les différents PC. Tous ces éléments expliquent pourquoi un accident qui aurait dû rester très limité — une explosion dans un réacteur chimique — a pris des allures catastrophiques.

110 millions de francs de dégâts

Le rapport d'évaluation dresse le bilan des dégâts : non seulement l'usine a été partiellement détruite, mais il a fallu hospitaliser trois blessés, dont un dans un état très grave, et une quinzaine d'intoxiqués parmi les sauveteurs. En outre, deux cents personnes du voisinage ont été évacuées à la hâte. L'écoulement de produits toxiques a stérilisé 53 kilomètres de cours d'eau, quant de quinze à vingt tonnes de poissons et empoisonnant les oiseaux d'eau, les petits mammifères et les végétaux. Plus de 150 000 habitants du département ont été privés d'eau potable durant une semaine, et l'ensemble de l'économie locale en a souffert, y compris le tourisme. Dans l'usine même, fermée pour trois mois et qui n'a repris depuis qu'une autorisation de réouverture provisoire, 120 personnes se sont trouvées en chômage.

Les experts estiment que le sinistre a coûté, au total, plus de 110 millions de francs : 55 millions pour l'entreprise elle-même, 49 millions pour les pouvoirs publics et une dizaine de millions pour la restauration du milieu naturel. Tout cela pour 3,5 millions de travaux non exécutés à temps !

Les experts de la commission d'évaluation formulent des recommandations. Ils préconisent la création d'un institut de la sûreté chimique (à l'instar de la sûreté nucléaire). Ils souhaitent que « des mesures soient prises très vite pour protéger la vie et la santé contre les pollutions accidentelles », ainsi que pour contrôler la toxicité des effluents industriels. Ils soulignent que l'information du public et des élus sur les risques des entreprises chimiques incombe aux industriels eux-mêmes. Enfin, ils conseillent aux communes de renforcer la sécurité de leur approvisionnement en eau potable et à la sécurité civile d'améliorer le fonctionnement des cellules de crise.

En rendant publics des rapports aussi explicites, M. Brice Lalonde prend des risques. C'est la première fois que le ministère de l'environnement laisse mettre en cause, à la fois, une entreprise privée, la justice et la haute administration. Le secrétaire d'Etat pense sans doute que l'affaire de la Protex est quasiment un cas d'école, exemplaire à bien des égards. Il montre que si la représentation nationale appuyée sur une opinion unanime a doté la politique de l'environnement des lois nécessaires, leurs effets sont annulés par ceux qui sont chargés de les appli-

MARC AMBROISE-RENDU.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

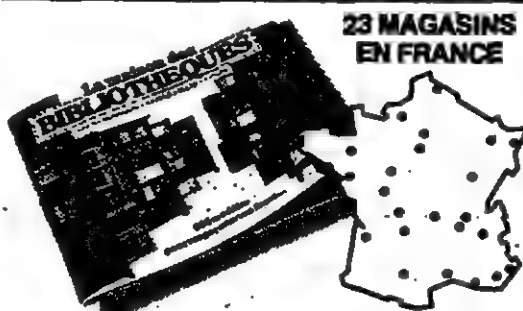
61 rue Froidevaux 75014 Paris



Bibliothèque "Ligne Standard" Acajou - Près de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 12 autres versions de teintes et placages d'essences véritables

Du meuble traditionnel... au meuble contemporain.

500 modèles
14 lignes et styles
53 coloris, teintes ou essences de bois



CATALOGUE GRATUIT
dans nos magasins
A PARIS : 61, rue Froidevaux 75014

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
RER : Denfert Rochereau - Métro : Denfert Rochereau - Gélis - Edgard Quinet - Autobus : 28, 38, 56, 68 - SNCF : Gare Montparnasse.

Nouveau en région parisienne : Arpajon (200 m avant la sortie Arpajon Centre) - 13, route nationale 20 - Tél. : 84 90 05 47.

OU DANS NOS MAGASINS REGIONAUX

BORDEAUX 10, rue Boudard, tél. 56.44.30.42	NANCY 8, rue Piétonne St-Michel, (face Saint-Epvre), tél. 83.32.84.84
BRIVE (Point Expo) 30, rue Louis-Latrabe, tél. 55.74.07.32	NANTES 18, rue Gambetta, (près rue Coulmiers), tél. 40.74.59.35
CLERMONT-FERRAND 22, rue G. Clémenceau, tél. 73.93.97.05	NICE 2, rue Offenbach, tél. 93.88.84.55
DIJON 100, rue Monge, tél. 80.45.02.45	POITIERS 42, rue du Moulin-à-Vent, tél. 49.41.68.46
DRAGUIGNAN (Point Expo), ZAC de St-Hermant, tél. 94.67.33.19	RENNES 18, quai E.-Zola, (près du Musée), tél. 99.79.56.33
GRENOBLE 59, rue St-Laurent, tél. 76.42.55.75	ROUEN 43, rue des Charrettes, tél. 35.71.36.22
LILLE 88, rue Esquemoise, tél. 20.55.69.39	ST-ETIENNE 40, rue de la Montat, tél. 77.25.91.48
LIMOGES 57, rue Jules-Norac, tél. 55.79.15.42	STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. 88.36.73.78
LYON 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville - Louis Pradel), tél. 78.28.35.51	TOULOUSE 1, rue des Trois-Frères, (près place St-Sernin), tél. 61.22.92.40
MARSEILLE 109, rue Paradis, (métro Estrangin), tél. 91.37.60.54	TOURS 5, rue H.-Gerbasse, (près des Halles), tél. 47.38.03.66
MONTPELLIER 8, rue Sérène, (près Gare), tél. 57.58	

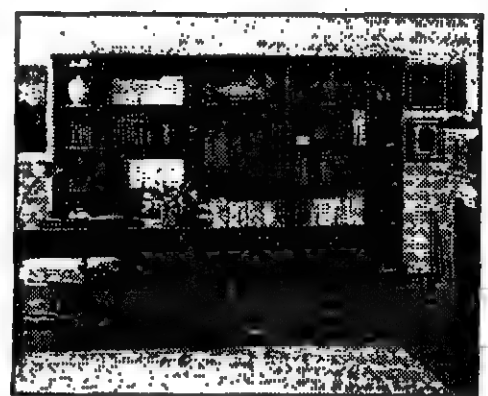
Magasins ouverts du mardi au samedi inclus.

par téléphone 24 h / 24 (répondeur automatique)

(1) 43 20 73 33
OU AVEC CE BON ➤



Bibliothèque "Ligne Standard" (version Frêne Naturel)



Bibliothèque "Louis XIII" - 28 modèles - 2 hauteurs - 4 largeurs - 5 profondeurs - 4 versions



Bibliothèque "Aki 50" - 30 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 3 profondeurs - 4 coloris

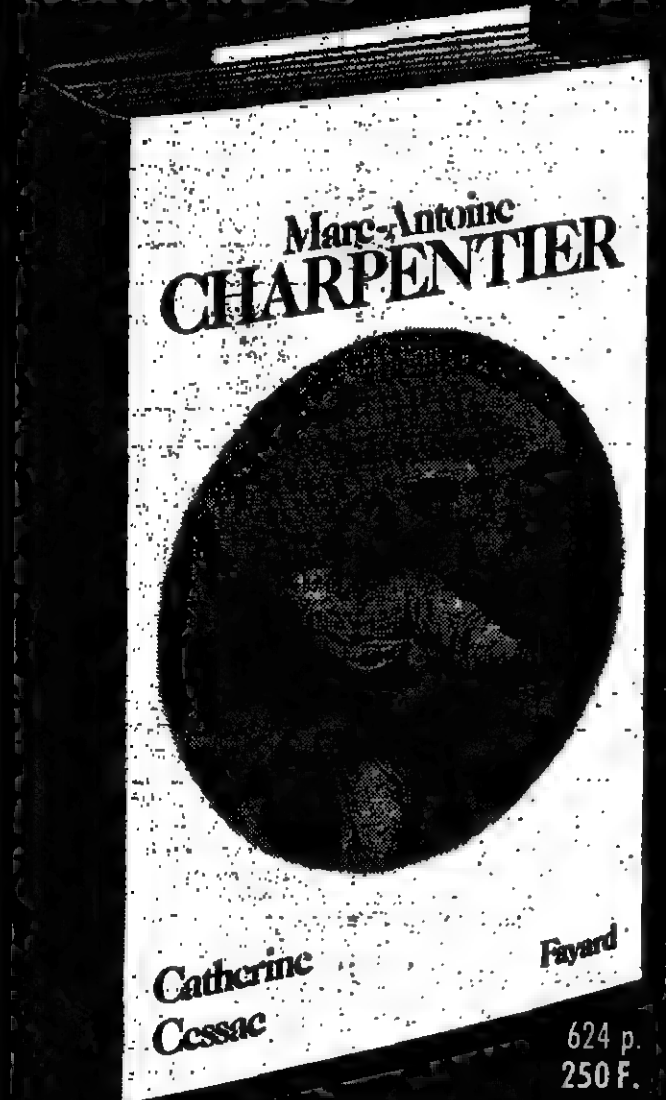
BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

A renvoyer à :
La Maison des Bibliothèques 75014 Paris Cedex 14
J'aimerais recevoir rapidement et gratuitement votre dernier catalogue complet sur tous vos modèles de bibliothèques, avec tarif et liste des magasins, ceci sans aucun engagement de ma part.

Mr, Mme, Mlle _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél. (facultatif) _____
Profession _____

ATP S.A. se réserve le droit de ne pas répondre à certaines demandes.

LA MUSIQUE CHEZ FAYARD



Avec une patience de savant et un flair de détective, Catherine Cessac fait revivre les circonstances de la vie de Charpentier ainsi que tout son entourage. Pour la première fois, elle nous donne une vue d'ensemble de ce riche patrimoine et il n'est guère de ces cinq cents œuvres qu'elle ne commente au cours de son récit.

Jacques Lonchampt, Le Monde

هكذا من الأصل

Société

SPORTS

TENNIS : La finale du Tournoi des maîtres
Becker, sur un coup de dés

L'Allemand de l'Ouest, Boris Becker, a remporté, mardi 6 décembre, au Madison Square Garden de New-York, le Tournoi des maîtres de tennis. A l'issue d'une finale de quatre heures et quarante-cinq minutes, il a battu le Tchèque Ivan Lendl (5-7, 7-6, 3-6, 6-2, 7-6). Dans le dernier tie-break, sa première balle de match a heurté le filet pour retomber hors de portée de Lendl.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. Il faut qu'un match soit perdu ou gagné. Le tennis, comme la comédie de boulevard, est fait de rétroscènes, de rebondissements, de quiproquos. Mais il l'a rarement été comme lundi soir à New-York pour la finale du dix-neuvième Tournoi des maîtres.

Imaginez la scène. Il est presque minuit de ce côté de l'Atlantique. « Gorbys » va bientôt arriver, mais ce n'est pas vraiment ce qui fait trépidation des quinze mille spectateurs du Madison Square Garden. C'est fait bien cinq heures qu'ils sont là. Et la tension est presque devenue insupportable. Tellement forte en tout cas que, quelques minutes auparavant, il a fallu évacuer *manu militari* deux ou trois boushonniers qui échangeaient leurs points de vue sur le jeu à coups de poings. Bref, après de longues heures d'attente et d'incertitude, on en était enfin arrivé au moment crucial, le dénouement.

c'est-à-dire la balle de match au tie-break du cinquième set.

La dizaine d'Allemands de l'Ouest qui ont encouragé bruyamment Boris Becker depuis le début de la partie retiennent leur souffle. Les supporters d'Ivan Lendl ont aussi perdu la voix. Un silence de cathédrale s'installe tout à coup sous les ceintres illuminés du stade, plus de sucolements de soda, plus de machonnements de pop corn, plus de conciliabules. Plus rien que deux joueurs, une balle, un filet, presque une caricature du tennis avec Becker le hussard d'un côté, Lendl le sapsu de l'autre, chacun fermement décidé à avoir le dernier mot, à rester le maître du stade, fort de son bon droit à la victoire.

Lendl vient de sortir du cadre un passing de revers : 6-5 pour Becker qui engage donc. Fort, plus fort que n'importe qui, mais moins peut-être qu'il ne l'a déjà fait au cours de la soirée. La balle revient, plus vite. Et l'échange s'engage sur la diagonale des avantages. Chaque coup, frappé en revers, pourrait être décisif. Mais ni l'un ni l'autre ne cède. Le rythme est insoutenable. La cadence baisse. Le slice léger succède au lift écrasant. Mais la géométrie de l'échange ne se modifie pas : revers pour le revers, diagonale du fou.

Fou, Lendl ne l'est pas en fixant là le jeu : c'est la faiblesse de Becker, le côté où il commet le plus de fautes, celui où sa patience est la plus mise à l'épreuve. Et il lui faut ce point à Lendl, il le lui faut absolument pour reprendre en main la partie, pour gagner, pour devenir ainsi le premier à inscrire six fois son nom au palmarès, comme Borg à Roland-Garros, pour se prouver à lui-même

qu'il est encore le premier, contrairement à ce que laisse entendre un méchant ordinateur...

Après le bras de fer, c'est donc le gant de velours : au lieu d'écraser la balle de toutes ses forces, il l'effleure, la caresse, la berce presque. En tout cas, elle rebondit de moins en moins haut. Becker doit plier de plus en plus les genoux pour la frapper. Il est de plus en plus mal à l'aise. La foule sent venir la faute comme les animaux sentent venir l'orage. Le silence qui était simplement ponctué par le pio-pio de la balle se remplit maintenant de Oh!, de Ah!

Ah! Diab! mais cette trajectoire est trop basse, la balle de Becker va taper dans le filet. Pendant un milliardième de seconde, la foule, qui était à bout de souffle à force de le retentir, est secouée par des sentiments contraires : pauvre Becker, allez Lendl... La balle heurte la bande, hésite, retombe dans le camp de Lendl. Une nanoseconde avant, il pouvait encore gagner, une nanoseconde après, il avait perdu.

Jeu égal

Près de cinq heures pour en arriver là, à cet instant insaisissable qui fait tout basculer : « Si vous n'appellez pas ça de la chance, je ne sais pas ce que chance veut dire », a pu s'empêcher de dire Ivan Lendl en sortant du court. Et pour une fois ce n'était pas du dépit de la part du vainqueur. C'était l'expression de la stricte vérité. Cette finale s'est conclue comme à pile ou face, comme à la roulette russe.

Le coup était absurde. Encore eût-il fallu pouvoir départager autrement les deux joueurs que sur ce

coup du sort, bon pour Becker, mauvais pour Lendl. Car ils ont vraiment fait jeu égal : 163 points gagnés pour le vainqueur, 161 pour le vaincu, la différence n'est pas significative. La seule qui le fut a été dans la tactique : matraquage de fond de court pour Lendl grâce à une épaulée toute neuve ; abordage au filet pour Becker qui ne souffre plus des chevilles, l'opposition idéale en quelque sorte puisque équilibrée de part et d'autre de coups d'audace fulgurants.

En y regardant de plus près pourtant, Lendl a eu trois fois l'occasion de prendre l'avantage et il n'y est pas parvenu : il a eu quatre balles de break non converties au deuxième set qu'il finit par perdre au tie-break ; il a été à deux points du match quand il a servi au douzième jeu du cinquième set après avoir fait le break, mais un smash et un passing-shot de revers de Becker l'ont contraint à cet ultime et fatal tie-break.

Fallait-il pour autant que le drame se conclut comme une farce ? Mais qu'y avait-il en fin de compte de dramatique dans tout cela ? On ne pleure pas sur un perdant de trente ans qui vient de franchir le cap des 15 millions de dollars de gains et encore moins sur celui d'un gagnant de vingt et un ans qui s'est adjugé 1,696 millions de dollars dans l'année. On en connaît de plus pauvres qui, à ce compte-là, voudraient que toutes les balles tapent dans le filet. Reste pour l'amateur une certitude : si les joueurs ont, durant l'année 1989, les dispositions qu'ils ont affichées pendant ces Tournois des maîtres, la saison devrait être passionnante.

ALAIN GRAUD.

Communication

Première télévision française
d'information permanente

Canal Infos est lancé
sur le réseau câblé de Marseille

Le réseau câblé de Marseille, inauguré lundi 5 décembre, sera à terme, le second de France en servant près de quatre cent mille foyers de la ville. Les mille premiers abonnés (sur vingt-cinq mille prises déjà installées) disposent de vingt chaînes de télévision, dont une locale. Avec les foyers câblés de Saint-Germain-en-Laye et de Sèvres-Suresnes-Saint-Cloud, les Marseillais sont les premiers spectateurs d'une nouvelle télévision d'information permanente. Canal Infos, lancée le même jour, première chaîne française de ce type, Canal Infos est l'œuvre de Communication Développement (filiale de la Caisse des dépôts) et de l'Agence France-Presse, qui devraient être rejointes bientôt par d'autres partenaires.

Canal Infos n'est pas une chaîne comme les autres. Elle ne diffuse pas des images animées, mais des textes ou des photos en vidéo haute définition. Pas de commentaires sonores pour cette chaîne de l'écrit et de l'image fixe, dont les « pages » se succèdent toutes les vingt secondes. Rien de figé pourtant, les couleurs, l'habillage et la « mise en scène » électronique de ces pages permettant d'identifier au premier coup d'œil les rubriques. Pendant dix-huit heures, chaque jour, à partir de 7 heures, Canal Infos suit l'actualité avec des journaux de douze minutes « rafraîchis » en permanence.

Pour confectionner ces journaux, une équipe de dix journalistes puise dans les dépêches et les photos

d'actualité de l'Agence France-Presse. Photos légendées, textes réécrits en moins de soixante mots sont ensuite transmis sous forme numérique par satellite, et stockés dans chaque réseau par un ordinateur spécial qui les restitue au moment voulu. Cette technique moins coûteuse que celle des chaînes traditionnelles permet à Canal Infos de prévoir un budget de 13 millions de francs seulement, et de facturer les réseaux câblés sur la base de 3 F par abonné.

Au menu de chaque édition de Canal Infos, les dernières actualités, une synthèse du jour, et des informations pratiques telles que courses ou météo. Des magazines hebdomadaires rediffusés viennent s'insérer entre les éditions successives, pour traiter du cinéma, des sciences, ou constituer un florilège des photos insolites ou extraordinaires de la semaine. En fin de semaine, Canal Infos ouvre largement ses écrans au sport, avec des résultats très complets ou les photos des exploits du stade. Canal Infos n'a ni les moyens ni l'ambition de lutter à armes égales contre une chaîne d'information permanente telle que l'américaine CNN, qui dispose d'un réseau mondial et d'images animées. CNN ne diffuse toujours qu'en anglais. Les techniques souples et rapides mises au point par Canal Infos pourraient d'ailleurs faire école pour d'autres chaînes de services, consacrées à la météo, l'immobilier et l'emploi.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

ÉDUCATION

Des mesures annoncées par MM. Jospin et Lang
L'enseignement artistique
sera renforcé

Invités par leurs ministères respectifs, les recteurs d'académie et des directeurs régionaux des affaires culturelles se sont retrouvés, lundi 5 décembre, au Musée d'Orsay à Paris, pour une journée de travail sur le thème du partenariat dans les enseignements et activités culturelles. Pour mieux manifester leur volonté commune de collaborer, MM. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, et Jack Lang, ministre de la Culture, en ont profité pour annoncer ensemble une série de mesures destinées « à apporter à l'essor de l'enseignement artistique un second souffle ».

En rappelant que tous les moyens mis en œuvre depuis le protocole d'accord de 1983 jusqu'à la loi du 6 janvier 1988 sur les enseignements artistiques ont permis « un passage à l'acte significatif », le ministre de l'Éducation nationale a énuméré une série d'actions destinées à résorber le déficit en heures d'enseignement artistique, réorienter les pédagogies et diversifier les enseignements depuis l'école primaire jusqu'à l'université. Des actions expérimentales seront systématiquement mises en œuvre. Ainsi, les ateliers de création artistique, qui réunissent élèves et créateurs à raison de trois heures hebdomadaires, devraient passer de 1 600 à 2 200 en 1989. Les « classes arc-en-ciel » se multiplieront et s'intensifieront en devenant « classes culturelles ». Les lycées et les établissements culturels seront

invités à se jumeler. On favorisera l'action culturelle sur les campus universitaires. Le ministère de l'Éducation nationale consacrera 64 millions de francs supplémentaires dans son prochain budget à ces mesures.

Estimant que ce partenariat renforcé est « une très bonne nouvelle pour ceux qui pensent que l'école est le principal lieu d'éveil à la sensibilité artistique », M. Jack Lang a, pour sa part, annoncé le développement des sommes affectées par son ministère à ce type d'action, soit 140 millions de francs.

M. René Giraud,
président de l'université
de Poitiers

M. René Giraud, professeur d'économie, a été élu président de l'université de Poitiers par 71 voix sur 104 votants dès le premier tour de scrutin. Il succède à M. Jacques Borzeix.

(Né le 28 mars 1925 à Autun-de-Saintonge (Charente-Maritime), M. René Giraud est professeur de mathématiques aux lycées de Niort et de Poitiers jusqu'en 1968, puis il gravit toutes les étapes de la carrière universitaire à l'université de Poitiers. Docteur d'État en 1980, il est professeur titulaire en 1984. Parallèlement, M. Giraud a été membre du conseil de son université et doyen de la faculté des sciences économiques.)

MÉDECINE

A Grenoble

Une femme privée d'ovaires
donne naissance à un enfant

Une femme de trente-sept ans, privée d'ovaires, a donné naissance, lundi 5 décembre, à une petite fille, au centre hospitalier universitaire de Grenoble. L'équipe médicale dirigée par le professeur Claude Racinet indique que l'ablation des ovaires a dû être réalisée à la suite d'une endométriose (localisation anormale de muqueuse utérine). Lors de l'ablation du second ovaire, en décembre dernier, les médecins grenoblois avaient effectué un prélèvement d'ovules puis avaient réalisé, avec succès, une fécondation in vitro à partir du sperme du mari.

L'embryon ainsi obtenu avait été conservé par congélation, puis implanté, en mars dernier, dans l'utérus de la future mère. Selon les médecins grenoblois, c'est la première fois au monde qu'une

femme privée d'ovaires donne naissance à un enfant qui est, biologiquement, le sien.

● Un nouveau vaccin contre l'hépatite virale. — Pour la première fois, un vaccin obtenu par génie génétique fabriqué par une firme française, va être commercialisé. Il s'agit d'un vaccin contre l'hépatite virale de type B mis au point à partir des travaux du professeur Pierre Triolais de l'Institut Pasteur de Paris (le Monde du 19 mai).

Le « Genthevac B », produit par Pasteur Vaccins nécessite quatre injections. Son prix est de 179,30 F la dose. Il est remboursé à 70 % par la Sécurité sociale et s'adresse en priorité aux professionnels de santé, à certains malades, aux homosexuels masculins ainsi qu'aux personnes (coopérants, militaires, voyageurs internationaux) séjournant dans des pays de forte endémie.

Au groupe Expansion

Un comité d'entreprise extraordinaire
convocqué mardi 6 décembre

Avec quelques jours d'avance, un comité d'entreprise extraordinaire était convoqué mardi 6 décembre au groupe l'Opinion, qui rassemble la Tribune de l'Expansion, l'AGEFI et la Vie française, titres rachetés en 1987 par le groupe Expansion à M. Bruno Berteaux. La question des licenciements devait y être évoquée (le Monde du 6 décembre). La direction du groupe Expansion a toutefois « catégoriquement démenti certaines rumeurs laissant entendre qu'un plan de licenciement est actuellement à l'étude ». Elle précise que, à l'occasion du déménagement qui de Javel de l'ensemble du groupe Expansion, le 21 janvier, et de l'information des rédactions, « un protocole conclu entre syndicats et direction a prévu la possibilité de départs individuels sur la base du volontariat, avec indemnités conventionnelles et 30 % de plus ». Ces départs entraîneront la création de nouvelles postes.

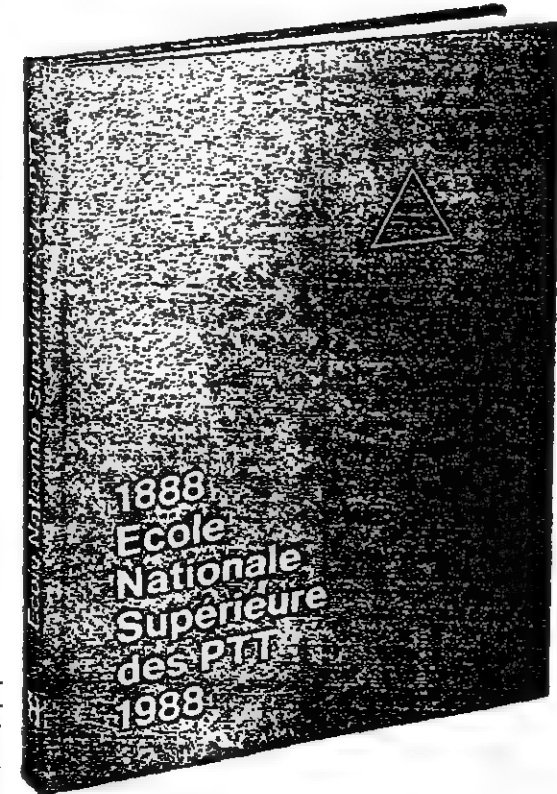
Les syndicats (CFDT et Syndicat national des journalistes) font état de pressions incitant au départ quelques personnes, essentiellement dans les services généraux. Une assemblée générale, lundi 5, a rassemblé la moitié des

trois cents salariés du groupe l'Opinion. Elle a voté à la quasi-unanimité (une voix contre, trois abstentions) une motion « exigeant le respect de l'accord de modernisation du 15 octobre (aucun licenciement en raison de la modernisation) et demandant des informations sur la réorganisation des services et les licenciements envisagés ». La motion demandait en outre « l'instauration d'un véritable dialogue social dans l'entreprise ». Une nouvelle assemblée générale doit se réunir à l'issue du comité d'entreprise. A la suite de cette motion, la direction a maintenu qu'aucun licenciement ne serait décidé, et que l'insécurité du personnel était due « à la psychose du futur déménagement ».

Y.-M.L.

● « L'Événement du jeudi » prévoit un chiffre d'affaires de 245 millions de francs en 1989. — L'assemblée générale des actionnaires de l'Événement du jeudi, réunie samedi 3 décembre, a approuvé le rapport du directeur. Celui-ci a indiqué que les ventes au numéro avaient progressé de 38 % et les abonnements de 65 %. Avec 192 000 exemplaires diffusés en moyenne ces huit derniers mois, l'Événement du jeudi a vu cependant ses ressources publicitaires baisser (23 % du chiffre d'affaires contre 28 % l'année précédente). En 1989, pour sa cinquième année d'existence, l'hebdomadaire compte réaliser un chiffre d'affaires de 245 millions de francs (contre 216,2 millions cette année). Marqué cette année par la diversification — prise de participation dans *Paroles et musiques* (30 000 exemplaires, soit une augmentation de 140 % des ventes), dans la *Revue française d'économie* (1 200 exemplaires) et par le rachat de *Sciences et techniques* (15 000 exemplaires) et des *cinéma Action*, — l'Événement souhaite dégager 10 millions de francs d'auto-financement en 1989.

● Maxwell revend quatre sociétés américaines. — Pour alléger sa dette après son OPA réussie sur le groupe d'édition américain Macmillan, M. Robert Maxwell vient de vendre plusieurs sociétés américaines qui faisaient jusqu'alors partie de ce groupe. Il s'agit notamment du Macmillan Book Club (un club de livres par correspondance qui réalise plus de 30 millions de dollars de recettes annuelles), des éditions Gryphon (médical et juridique) et Imartec (technique). L'acheteur de ces trois sociétés n'est autre que la banque d'affaires Kohlberg, Kravis et Roberts (KKR), qui avait vivement disputé à Maxwell le contrôle de Macmillan avant de s'incliner. Pour 400 millions de dollars (2,4 milliards de francs) au total, KKR achète ces trois filiales de Macmillan, ainsi que Webb Publishing, une possession antérieure de M. Maxwell aux États-Unis.

Ecole Nationale Supérieure
des PTT 1888-1988Histoire de la naissance
et de la formation
d'un corps de l'État
par François Guillet

152 pages au format 21 x 28.
47 illustrations en noir et blanc, 18 en quadrichromie.
Reliure pleine toile sous jaquette rhododé et cuir.

100 ans d'histoire, celle des administrateurs des PTT et de leur école, mais aussi celle, sociale et culturelle, d'un ministère qui aura vécu en un siècle une vaste mutation.

Tout un pan de la « culture d'entreprise » des PTT se dévoile à travers cette recherche confiée à un historien qui a su avoir aussi l'œil du sociologue.

Diffusion assurée par : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace
Direction des Affaires Communales
Actions d'Information — 20, avenue de Ségur, 75700 PARIS.
Pour tous renseignements : (1) 45.64.40.34.
Prix de vente : 150 F (120 F pour les commandes groupées d'au moins 5 exemplaires).

EDITIONS HERVAS

Selon un sondage

L'abbé Pierre est considéré par les Français
comme le meilleur défenseur des droits de l'homme

Les Français, dans leur grande majorité, considèrent la torture, les ventes d'armes et l'apartheid et considèrent que les droits de l'homme doivent s'appliquer de la même manière à tous les pays du monde, selon un sondage SOFRES-les Croix-ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) publié dans le quotidien catholique d'été du 6 décembre.

Au palmarès des étendards aux droits de l'homme, les ventes d'armes aux pays de dictature arrivent largement en tête (59 % des réponses). Viennent ensuite la suppression des indemnités chômage (37 %) et les inégalités dans le travail entre hommes et femmes (36 %). Les expulsions d'étrangers par voie administrative arrivent en dernière position avec 14 % des réponses. Pour

80 % des Français, la pratique de la torture est injustifiable, « quelles que soient les situations ».

Parmi les pays contrevenant aux droits de l'homme, l'Afrique du Sud arrive en tête (51 %), devant le Chili (47 %) et l'Union soviétique est en quatrième position (42 %).

Pour 60 % des Français, l'abbé Pierre est le meilleur défenseur des droits de l'homme, devant Harlem Désir (30 %) et François Mitterrand (25 %).

Le sondage a été réalisé du 21 au 24 novembre sur un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.

nication

française
permanente

est lancé
de Marseille

Le Printemps
Haussmann vous offre
trois heures supplémentaires.
Si certains événements vous ont
stoppé dans vos élans,
le Printemps Haussmann vous offre
trois heures supplémentaires.

Le Printemps Haussmann

prise extraordinaire
le 6 décembre

Le Printemps Haussmann
vous offre trois heures supplémentaires.
Si certains événements vous ont
stoppé dans vos élans,
le Printemps Haussmann vous offre
trois heures supplémentaires.

Le Printemps Haussmann
vous offre trois heures supplémentaires.
Si certains événements vous ont
stoppé dans vos élans,
le Printemps Haussmann vous offre
trois heures supplémentaires.

Le Monde • Mercredi 7 décembre 1988 13

PRINTEMPS

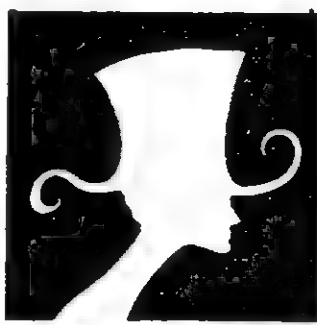
Si certains événements vous ont stoppé dans vos élans,
le Printemps Haussmann vous offre trois heures supplémentaires.

OUVERTURE

exceptionnelle

JUSQU'À 22H

les jeudis 8 et 15 décembre



BDP

PRINTEMPS HAUSSMANN

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Culture

L'exposition Tinguely

Enfers mécaniques

De Tinguely
« nouveau réaliste »
à Tinguely constructeur
de totems,
l'itinéraire d'un artiste.

Il peut arriver au promoteur qui marche dans la campagne de passer à proximité d'une ferme en ruine. Dans les herbes repoussées une charue rouillée et les vestiges d'un semoir. L'intérieur du bâtiment sent la pluie et la poussière. Des poutres et des planches sont tombées des plafonds et de la charpente. Il reste des ustensiles de cuisine dont l'émail s'est fendu, des outils démanchés, de menus débris de torchis et, quelquefois, le collier du cheval au cuir déchiré.

Tinguely, c'est ça, ce spectacle de destruction avec bruitage de roues qui brinquebalent, de ressorts qui se cognent un poteau de bois. Un anéantissement sur rythme syncopé. C'est même littéralement ça : les pièces dites *Mengelle* ont été créées à partir des vestiges d'une ferme foudroyée et brûlée de Neyruz, le village où Tinguely a son atelier. Il a ramassé des carcasses métalliques, des solives noircies, des bouts de fer et de plastique fondu, des crânes d'animaux. Ces collections de débris disparates ont été réparties en reliquaires couleur de rouille et de suie, eux-mêmes disposés à la manière d'un congrès de fétiches calcinés. Célébration et exorcisme ne peuvent être distingués l'un de l'autre. C'est d'art magique qu'il s'agit.

D'art moderne, également, sans doute. La rétrospective, distribuée dans un espace assez vaste pour qu'elle l'habite sans le remplir, suggère comme il convient un ordre chronologique. On peut donc le sui-

vre épisode après épisode, de l'époque du nouveau réalisme aux années 80. Il ne manque ni le souvenir d'Yves Klein, ni les allusions à l'abstraction et au cinématisme, ni les monochromes montés sur balancier, ni les séries qui ont assuré la célébrité de Tinguely, *Baloubas* et *Méto-Mettis*. On peut donc reconstituer l'histoire de cet art qui se veut complet puisqu'il associe formes, mouvement et bruit.

Machiniste du burlesque

Mais ni la chronologie ni l'analyse des sources ni celle des procédés n'aident à analyser ce qui se manifeste si crûment dans les *Mengelle*, les *Sorcières* et *Cenodoxus*, la pulsance de la mort, la magie noire, le culte des ténèbres et du néant où tout finit, hommes, animaux et machines. De Picasso à Tinguely, récupération et assemblage changeant de sens. Ce qui était jubilation tourne à la déploration.

Il y a, certes, le Tinguely drôle des assemblages qui se débanchent et dansent le for-trot, celui des pendules tournoyantes et des mécaniques à hoquets — autrement dit le Tinguely public. Baroque, habile détournement des techniques et vider de grenier, ce machiniste du burlesque, inventeur d'un carnaval parsemé de masques, de fanfreluches colorées et de plumets, semble exiger de n'être pas pris au sérieux. Il pourrait passer pour un surréaliste bricoleur.

Ce brocanteur enjoué a cependant des spasmes étranges. D'un coup, ce n'est plus Mardi gras mais le Jour des morts. Plus un bazar absurde, mais une salle de torture. Un mannequin de bois peint a été découpé et



La Fontaine Botante
Belle 1980

démembré, des vis et des scies pénètrent dans les chairs. En dépit des rouages et des courroies de transmission qui règlent la cadence de ce rituel, on se croirait devant une scène médiévale. Moyen Âge encore : *Inferno*, colossal assemblage métallique, se réfère aux enfers d'autrefois. Il en a la densité et le côté capharnaüm sinistre. Autre Moyen Âge : celui de *Cenodoxus*, conçu en hommage à Grünewald.

De ces visions de danse macabre aux totems funéraires exécutés depuis quelques années, la différence n'est que de degré dans l'évidence. La métaphore cesse, la forme se simplifie. Plus guère d'ironie, mais l'usage d'objets symboliques immédiatement reconnaissables, bucranes, draperies noires, scies, vases funéraires, fleurs artificielles. La violence du sentiment — peur, répulsion — force l'artiste à s'en tenir à l'aveu et au cauchemar, montrés bruts. Ainsi naît une sculpture expressionniste grimaçante et primitive.

Mage et sorcier

Alors que tout dans ces pièces rappelle apparemment l'industrie mécanique, qu'il y a des fils électriques et des interrupteurs, il n'y entre aucune ambition descriptive, nulle chronique du monde contemporain. A l'inverse d'un Rauschenberg qui, dans ses constructions, se réfère à la société américaine et à son quotidien politique et mythologique, Tinguely ne raconte ni ne dépeint. Ses moyens ont beau apparaître comme essentiellement modernes, cette modernité de procédés sert un primitivisme. Parce que les matériaux se montrent à nu, parce que Tinguely procède par accumulations et redon-

dances, parce que l'on y reconnaît des cornes, des ramures, des branches et des lambeaux d'étoffes, ses œuvres évoquent les fétiches à cloques nègres et les instruments du vaudou actuel, fabriqués avec des bouteilles, des pièces de mobylette ou des éclats de miroir. Nulle beauté voulue, nulle élaboration : rien que la littéralité désagréable de ce qui dit la mort.

Que Tinguely n'ignore pas l'art magique des « primitifs », que son primitivisme ne soit ni innocent ni fortuit n'y change rien. C'est communauté de sentiment plus qu'influence. Ayant édifié son œuvre en dehors de toute tradition occidentale et contre toute pensée de l'esthétique, ayant pris à son compte dans ses débuts l'interdit duchampien, il a fini par se faire sorcier ou mage à sa manière pour confesser les terreurs de l'espèce humaine.

De l'influence des dadaïstes Schwitters et Arp, très tôt éprouvée, à l'amitié de Duchamp et de là à des œuvres qui proclament l'effacement de l'individu, sa fragilité sans remède et la vanité de toute chose, il n'y a ni contradiction ni rupture, mais la logique d'un refus de la sublimation poussé jusqu'au morbide avec cohérence. Il ne manque à la rétrospective qu'une seule pièce, exécutée en 1970 et placée devant le Dôme de Milan. Elle s'appelle *La Vittoria*, représentait un phallus géant et s'autodétruisait lentement dans un feu d'artifice, comme l'avait voulu l'artiste. Et comme le voulait l'obsession macabre qui a pris possession de son œuvre.

PHILIPPE DAGEN.

* Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 27 mars.

GALERIE DENISE RENÉ
196, Bd Saint-Germain - Paris 7^e - Tél.: 42 22 77 57

AGAM

Vernissage mardi 6 décembre à 19 h

Mort de l'imprimeur-lithographe
Fernand Mourlot

L'imprimeur-lithographe Fernand Mourlot est mort dimanche 4 décembre. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

C'est dans l'atelier de son père, maître-imprimeur, que s'est formé Fernand Mourlot, après avoir fré-

quenté l'Ecole des arts décoratifs. Au lendemain de la première guerre mondiale, il orienta l'imprimerie familiale vers des activités plus spécifiquement artistiques. Picasso, Chagall, Miro, Matisse, Braque, Kandinsky, Fernand Léger, Dubuffet et Paul Klee trouveront chez lui des chromistes capables de donner une traduction lithographique de leurs œuvres. Fernand Mourlot avait obtenu, en 1985, l'un des dix-sept Grands Prix nationaux : celui des métiers d'art.

UN EVENEMENT

L'ŒUVRE
PLASTIQUE

JEAN MARAIS

Par Serge Tilly
Préface Maurice Tenu

Deuxièmes, peintures, bronzes, céramiques, décors, costumes, tapisseries : l'œuvre plastique de Jean Marais, plus connue du grand public, présente un caractère de totalité rythmique, équilibrée, générale, fluide.

25 x 27,5 cm. 192 p. 140 ill. quadr., 30 ill. noir et blanc. Révisé plus de 10 ans sur les textes et les illustrations. 370 F.

LA CALADE 13080 AD-EN-PROVENCE 42 21 61 44

PALAIS DES CONGRÈS à partir du 18 novembre 1988

1789 1989
Sous le patronage du Ministère de la Culture
et avec le concours de
la Mission du Bicentenaire de la Révolution Française
et la Mairie de Paris

ROBERT HOSSEIN



La LIBERTÉ ou la MORT
d'après DANTON et ROBERT HOSSEIN

Texte de ALAIN DECAUX - STELLIO LORENZI - GEORGES SORIA

VOUS POUVEZ LOUER SUR PLACE
PALAIS DES CONGRES THEATRE MOGADOR
PALAIS DES SPORTS CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE
FNAC TOUTES AGENCES

ET PAR TELEPHONE 48 28 40 90

EUROPE 1

GERM

Soudure pierre marquée
(1) 42-08-07-29
CRÉATION MUSICALE SUISSE
avec l'aide de :
Fondation Pro Helvetia ONST
Ministère de la culture
Radio France

12 décembre 1988, 19 h
Partie de la Suisse
11 bis, rue de la République
Les éditions GERM 84, Pabou, proposent leur nouveau label de disque « GERM ».

13-14 décembre 1988
de 14 h à 18 h

Installation sonore d'Esther Roth :
... WANDER HAREN OHREN...

13 décembre 1988, 20 h 30
Maison de Radio France
116, av. du Président Kennedy, 75016 Paris

CONCERT
Ensemble GERM. Direction :
Pierre Mariétan. Œuvres de
Derungs, Vidmer, Schneider,
Pellet, Streiff, Moser, Mariétan.

14 décembre 1988, 19 h
Ecole nationale de musique
Boulevard de la Chapelle
CH FAYARD. Recueil de pièces pédagogiques.
Audition des élèves des classes de piano.

du 6 au 10 décembre
**LE THEATRE
DE L'AQUARIUM**
accueille

La Ronde
ARTHUR SCHNITZLER
mise en scène
JEAN-LOUIS BOURDIN
PRODUCTION GRAL
THEATRE POITOU CHARENTAIS
Carrouxerie 43 74 99 61

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-80-72

DÉCEMBRE!
le mois du cuir
chez **NEUBAUER**
A l'occasion des fêtes
votre 205 GTI,
votre 309 GTI,
avec un intérieur complet
en cuir façon sellier **GRATUIT**
en livraison immédiate
NEUBAUER
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Culture

au Centre Pompidou

« J'ai été jusqu'à faire des choses qui se détruisaient »

(Suite de la première page.)

« Et il ne voulait plus qu'il y ait des Caravelle qui se promènent dans le ciel. A Nice, il attendait des journées entières pour avoir, une fois, un ciel tout à fait pur, bleu, sans rien, et il y avait toujours une petite hirondelle qui passait. Moi, j'étais un homme de l'objet, du ready-made, l'anti-thèse d'Yves Klein.

— Il vous fallait bien une base d'attente.

— Ce qui nous rendait la vie facile, c'est qu'on avait les mêmes ennemis, les mêmes détracteurs, qui disaient : Yves Klein, Tinguely, c'est des fumistes. Elle était la notre matière commune première... les ennemis.

— Les autres sculptures de l'époque sont assez très récentes.

— Je les ai mises là pour combattre l'effet rétrospéctif. Comme je suis encore vivant, et que ce genre d'exposition...

— Vivant et très actif.

— Je me suis surtout engagé sur une piste où je fais des sculptures — si encore ce sont des sculptures — qui sont extra-sérieuses. Je tiens à donner une bonne impression dès le début, qu'on ne dise pas en entrant : « AAAH ! Tinguely ! mais au



Jean Tinguely.

contraintes qu'on fasse « Oh ! Oh ! Oh ! Tinguely ! »

— C'est un nouveau tournant dans votre histoire. Il n'y a pas si longtemps, vos sculptures étaient particulièrement dures et saccadées.

— Elles peuvent l'être de nouveau, du jour au lendemain, d'une minute à l'autre. Ainsi le *Mémorial du coureur automobile Joachim Bonnier*, que je viens de terminer en utilisant le châssis de la voiture de course dans laquelle il

est mort, et qui était chez moi depuis quinze ans.

— Vous êtes toujours passionné de courses, de voitures.

— Je n'ai même pas besoin de répondre.

Un grand festival de cauchemars

— Vous avez eu un grave accident de voiture dans les années 50. Est-ce que cet accident a joué un rôle dans votre œuvre ?

— Rien du tout. Les drogues qu'on donne à l'hôpital peuvent éventuellement jouer un rôle, mais on n'en donnait pas à l'époque. Par contre, j'ai été sérieusement opéré du cœur. Et là on m'a beaucoup drogué. Et je vous jure que j'en ai profité à fond la caisse. J'avais des cauchemars comme je n'en avais jamais eu avant. J'étais un seul grand festival de cauchemars. Je ne savais plus où j'étais.

— A cause des drogues ?

— Oui, ça m'a pris des semaines et des semaines pour m'en débarrasser, mais j'en ai profité. J'ai immédiatement exploité la chose. J'étais à la source. Je sortais de cet hôpital où j'avais été attaché à mon lit, pour que je ne m'échappe pas, pour que je ne saute pas par la fenêtre. Ça aussi

m'a compressé, et m'a rappelé un peu le système d'éducation qu'on fond mon père pratiquait en étant violent injustement et au mauvais endroit. J'appelle ça le système d'éducation « cocotte minute », selon la méthode de Denis Papin. On comprime et on ouvre le couvercle. Une bonne partie de mon énergie vient de ces compressions que j'ai subies : compression de la société, compression de l'éducation, compression à l'école. Je ne comprenais jamais rien de ce que disait le prof.

— Votre père était si répressif ?

— Il était frustré par rapport à la société. Il me tapait dessus, mais toujours pour des choses où j'étais carrément, sérieusement innocent. Finalement c'était le bonhomme qu'il me fallait. Toute autre forme d'éducation libérale ou disons, d'éducation tranquille, convenable, m'aurait détérioré.

— Vous avez commencé par la peinture ?

— C'est par elle que je suis venu au mouvement. Avec l'aimable assistance de M. Malevitch. C'est à partir de ses éléments suprématistes que j'ai commencé à faire bouger, que j'ai réussi à créer très simplement une peinture vivante. Après, j'ai découvert

qu'une peinture est encore plus vivante si les éléments ont des vitesses variables et que, si ces vitesses variables sont vraiment récréatives, ça peut même devenir intéressant. A ce moment-là j'ai mis le petit doigt dans le mouvement et j'ai été complètement pris, et je suis toujours dedans, dans le mouvement. Je m'affolle. J'ai été jusqu'à faire des choses qui se détruisaient. J'ai fait des choses claires et constructives, et des choses destructives. Je vis normalement, je respire normalement, et à travers ces mouvements multiples je suis quand même, je crois, encore capable de faire de tout cela un moyen d'expression personnel. Je crois. On n'est évidemment jamais sûr. On peut se tromper. Il est difficile de savoir à partir de quand on est gaga. Marcel Duchamp m'en parlait, de ça.

— Ça vous préoccupe ?

— Ça le préoccupait, lui.

— Et vous ?

— Moi ? Je sais que ça existe. Ça ne me préoccupe pas comme une charge. Ça m'accompagne. Je sais que ça existe, que peut-être je me casse la gueule, que ce que je fais n'est plus valable, que je me répète. Alors je fais des efforts colossaux pour sauter par-dessus moi-même, comme un acrobate, un jongleur. Je suis peut-être déjà en train de jouer du violon derrière mon dos. Je ne suis pas sûr. J'ai des doutes, j'ai des doutes sur la validité de mon œuvre.

— Vraiment ?

— J'ai toujours douté. Pour moi le doute est un instrument de travail. Comme vous avez le rouge, vous avez le bleu, vous avez le brun... tiens, je pourrais rajouter du gris, du noir... le doute, l'hésitation sont des éléments nécessaires dans l'existence, en tout cas pour moi. Mais pas quand je suis en bagnole. Là, je ne suis pas créatif du tout.

— Dans votre sculpture il y a le mouvement, la couleur, et aussi le son, qui a de l'importance.

— Il est présent, mais pas très important. Je ne suis pas un grand musicien. C'est le bruit, c'est le son, et je le fais fonctionner. Il est devenu une possibilité d'« exemplifier » mon utilisation presque systématique du hasard mélangé de vitesses et de possibilités de variations visuelles. En y ajoutant la percussion, j'ai peut-être donné à mes machines une chance de faire une jolie constellation de sons pouvant éventuellement faire plaisir à Pierre Boulez, ou à Stockhausen... Il arrive vraiment que certaines de mes machines fassent de très jolies compositions. Mais je n'ai pas dit musique.

— Quels sont les artistes qui vous ont le plus marqué ?

— Mon seul maître à penser, c'était Alexandre Calder. Peut-être Moholy-Nagy. Je connaissais le Bauhaus pendant ma scolarité

extra-ouverte, en 1942. Je faisais l'école des arts et métiers de Bâle. Et là, il y avait quelques réfugiés qui venaient de Berlin, de Dessau, de Weimar, et qui m'ont fait connaître Schwitters, Schlemmer, Moholy-Nagy, j'avais dix-sept ans et je connaissais l'ensemble de l'art contemporain, y compris les plus obscurs des peintres russes. Je connaissais les constructivistes, les rayonnistes et les futuristes. Pendant toute cette période de grande difficulté pour l'Europe, moi je me gavais d'art contemporain.

— Vous présentez tout un groupe de sculptures récentes comme étant des philosophes.

— Oui, ce sont les philosophes allemands, avec quelques invités.

— Vous les avez lus ?

— Oui, j'ai commencé très tôt, quand je suis passé du catholicisme au stalinisme : en un temps record, j'ai été un stalinien rapide — à seize ans. Pour me libérer de tout ça, par chance ou par malheur, j'ai rencontré des anarchistes. Je connaissais un homme très gentil, qui existe encore, Heinrich Koechlin, qui me donnait des choses à lire comme Kropotkine. Après ça, je suis passé à des lectures anarchistes de plus en plus évoluées, par exemple Proudhon. Et j'ai lu et relu Hegel et Engels.

« J'ai commencé alors à m'amplifier et je suis tombé sur un homme tout à fait autre : Schopenhauer. Là, c'était la vivacité. Avant lui, j'avais aussi lu la *Critique de la raison pure*. Et puis il y a eu Heidegger, que j'ai lu dès que j'ai su qu'il existait, peut-être parce que Sartre faisait du beau théâtre, et de la pensée de Heidegger quelque chose pour tout le monde. Sartre, c'était pour moi un poète, un peu un Jacques Prévert, les *Feuilles mortes* par rapport à Goethe. Quand on lit Goethe, on va dans des trucs très complexes et on se trouve très rapidement intelligent. Je suis aussi tombé sur Bergson et un peu plus tard, après avoir lu Adorno, je termine sur Max Stirner : *l'Unique et sa propriété*. Un homme essentiel qui aspire à la responsabilité individuelle, dont il fait une force contre le marxisme.

— Ils sont dans l'exposition ?

— Oui. Vous voyez que je ne vous ai pas cassé les pieds avec des théories. Je n'en ai pas. Je ne suis pas un artiste qui va chez le psychiatre. Et je prends le risque de ne pas savoir pourquoi je fais telle ou telle chose, et de ne pas pouvoir expliquer ce qui s'est passé entre les lectures vraiment intenses que j'ai eues entre seize-dix-sept ans et vingt-quatre ans, et les sculptures que je viens de faire ici.

Propos recueillis par GENEVIEVE BREERETTE.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Le mystère, clefs en main

1 Et Racine, alors ?

A mon sens, il n'y a pas de mystère Rimbaud. Et pourtant, à en croire les spécialistes, s'il y a bien un mystère un mystère de taille, ce serait celui-ci. « Comment, cet adolescent, si doué pour la poésie et les lettres, qui avait tant de choses à nous dire, ne serait-ce que de nous expliquer dans le détail ce qu'il avait dit, a-t-il pu s'arrêter d'écrire alors qu'il n'avait pas même vingt ans ? Préférer l'abyssin et le trafic des armes à une carrière prometteuse ? Rien que pour cette désertion, son cancer, sa gangrène et son amputation, il ne les a pas volés ! »

On oublie que Rimbaud avait déjà dit beaucoup de choses si l'on en juge par les tonnes de commentaires que son silence, certes, mais aussi ses écrits ont suscités. Qu'il avait dit peut-être tout ce qu'il avait à dire. Du moins à ce moment-là. Que ce qu'il avait écrit ne lui avait rien rapporté. Que c'est très joliment Rimbaud aujourd'hui, en 1988, Rimbaud en 1936 et même Rimbaud avant, mais que son problème à lui, son malheur, c'est qu'il a été seulement Rimbaud autour de 1870.

Je suis persuadé que ce contemporain du marchand Pissarro, s'il n'avait pas eu cette sale histoire au genou, bêt comme il l'était, une fois son or dépensé, et si les nouvelles générations lui avaient fait fête, il se serait remis à écrire. Pas des poèmes, non, ce n'est pas son genre, mais des choses sérieuses, des romans, des pièces de théâtre ou ses mémoires, des histoires qui se vendent.

Je pense à Rimbaud parce que je lisais au dos de la quatrième de couverture du livre d'Antoine Blondin et de Pierre Assolène, *le Flâneur de la rive gauche* (Editions François Bourin, 75 F), les lignes suivantes : « Il existe un mystère Antoine Blondin. Après avoir combattu violemment, avec les Hussards ses amis, tous les conformismes idéologiques d'après-guerre, après avoir déjoué ses lecteurs par la magie d'un style qui a fait de lui un des plus grands écrivains de sa génération, il semble s'être enfoncé depuis une vingtaine d'années dans un silence volontaire et définitif. Pourquoi ? » Je n'ai rien contre ces lignes ni contre leurs auteurs s'ils se sont mis à deux pour les écrire. Je sais ce que c'est d'être un (ou une) frère d'Inès et qu'il s'agit de piquer la curiosité de l'éventuel lecteur.

Mais ce mot mystère m'agace, me semble déplacé en tout état de cause, et dans le cas de Blondin en particulier. Quel de plus naturel, que de ne rien écrire ? C'est écrire, écrire beaucoup, écrire tous les jours pendant des années, une vie, qui est un mystère, et non le contraire. Tout homme est un mystère, mais Hugo est tout de même plus mystérieux que Rimbaud et Saint-Simon que Blondin. Qu'un adolescent extrêmement doué, très intelligent, premier prix de français, écrivain de beaux vers, ait des illuminations, découvre que « Je suis un autre » (alors qu'en fait, mais ça sonne moins bien, « Je suis des autres »), qu'il faut changer cette foutue vie, des choses comme ça, c'est presque normal. Entre quatorze et dix-neuf ans, c'est le moment où jamais d'être Rimbaud, et il y en aurait beaucoup plus sur terre s'il n'y avait pas toutes ces chaînes télévisées pour abrutir nos chères têtes blondes.

Cocteau avait dû dire quelque chose de ce genre à propos de Minou Drouot.

Ne comparons pas Rimbaud, ce garçon impatient qui casse sa plume parce que les choses ne vont pas aussi vite que les mots et qu'il, de dépit, passe à l'affaire suivante, à

Hugo. Pour être Hugo, non seulement il faut être assez fou pour y croire — Rimbaud était tout sauf fou — s'y prendre de bonne heure, mais continuer longtemps, très longtemps sans craindre le ridicule. L'un des « silences » — au sens où l'entendait la critique universitaire et l'opinion publique pour une fois confondus — les plus impressionnants de notre littérature, ce ne serait d'ailleurs pas celui de Rimbaud, mais celui de Racine. Les dix pièces pratiquement à la fin de 1664 à 1677, de *la Thébaïde* à *Phèdre*, et puis cette interruption de douze ans avant l'ultime coup de main donné à M^{me} de Maintenon pour son collège de jeunes filles. Et là, comme si de rien n'était, en sifflant pour nous-nous dire, si l'expression n'était pas à l'opposé du personnage, Eschier en 1689, Athalie en 1691.

Les raisons invoquées qui sont valables — il y a toujours des raisons valables — que l'on aille de l'affaire des poisons au retour à Font-Royal, de la disgrâce à la cabale des dévots, du changement des mœurs à la cour, de la Champmeslé au mariage, à la vie de famille, de l'échec de *Phèdre* à l'interdiction d'*Athalie*, expliquent comme toujours tout sans expliquer rien. Mais, encore une fois, ce qui est étonnant, ce n'est pas le silence de Racine, mais qu'il soit passé de *la Thébaïde* à *Andromaque* et qu'il ait pu écrire *Athalie* quatorze ans après *Phèdre*.

Autrement dit, chez un écrivain, seule la création est une surprise, et le reste le plus souvent ne mériterait que silence. Il y a un malentendu de taille entre l'écrivain et son lecteur. Alors que l'écrivain n'en revient pas d'avoir pu écrire son livre, nous lecteurs, si nous n'écrivons pas si polis, si nous pouvons dire le fond de notre pensée, nous avouerons que nous avons été déçus, que nous nous sommes un peu ennuyés. D'ailleurs si l'occasion nous est donnée de rencontrer notre écrivain favori, nous ne lui posons jamais de questions sur son dernier livre, ce qui nous intéresse, c'est son prochain. Le « qu'alliez-vous écrire de beau maintenant ? » est un classique pour toute personne dont le livre vient juste d'être mis en vitrine !

2 Trois scoops

Le mystère Blondin, il y en a un. C'est qu'il ait pu écrire cinq romans décaints (je ne suis jamais venu à bout de l'Europe buissonnière, mais personne n'est parfait), un livre superbe, de bonnes nouvelles, tant de préfaces et d'articles dans ce monde de la presse où de l'édition où l'on ne fait pas tant de cadeaux, qu'il ait toujours tenu son français avec une précision implacable dans les interviews télévisées et les autres alors que ça fait un demi-siècle qu'il picole. Qu'il ait l'audace d'être en vie à soixante-six ans, alors que la faculté l'a enterré depuis au moins un quart de siècle avec des bilans de santé irréfutables.

Maintenant quand Assolène et Bourin (je dis Bourin car je ne puis croire que ce soit du Blondin. Et quand à deux lettres près sur six on a le même nom, une erreur d'identité est vite commise) disent qu'Antoine aidé par ses amis les Hussards a combattu violemment « tous les conformismes idéologiques d'après-guerre », je prendrais que c'est une oie. L'après-guerre, dans sa nouveauté, sa fraîcheur, on l'oublie, c'était Sartre et Camus. Face à ces deux-là, entre 1945 et 1952, on ne faisait guère attention à Blondin même escorté par Déon. C'est peut-être dommage, mais c'était ainsi. Quant aux Hussards,

comme il est dit dans *le Flâneur de la rive gauche*, c'est une invention polémique qui m'est propre et qui date de 1952.

Or, à l'époque, je le précise à regret, on faisait encore moins attention à moi qu'à Blondin ou à Déon, puisque je n'avais publié aucun livre, et que ma seule contribution publique à la vie des lettres, c'était précisément cette chronique sur les « Hussards » dans les *Temps modernes*. Les romans de Sartre après la Libération ne représentaient en rien le conformisme idéologique d'une époque, et il faut être tombé sur la tête pour imaginer que les premiers romans de Déon, par exemple, qui avaient le charme discret et entêtant d'une feuille de tilleul au fond d'une tasse, sentaient bon l'avenir.

A part ça, si l'on ne lit pas le quatrième de couverture, on apprend plein de choses dans *le Flâneur de la rive gauche* : que ce n'était pas Roger Nimier qui conduisait sa voiture au moment de l'accident, mais sa compagne. Jacques Laurent me l'avait déjà dit, mais je n'avais jamais lu ; que c'est Blondin qui a écrit les deux derniers chapitres de *D'Artagnan amoureux*, le roman posthume de Nimier. Et il les a écrits pour qu'on puisse le publier, et d'abord en feuilleton dans *Elle*.

On apprend surtout, et c'est intéressant au moment où la maison des grandes prix s'achève, que certains jurés de ces prix essaient de monnayer leur voix contre de l'argent. Là encore, on pouvait s'en douter, mais les propos de Blondin donnent de la force à nos doutes. P.A. (Pierre Assolène) : « Qu'est-ce que vous avez fait en tant que juré littéraire ? A. B. (Antoine Blondin) : (...) Et je me suis aperçu d'une chose, qui n'est pas tellement particulière au jury littéraire, c'est qu'en fait certains jurés essaient de toucher de l'argent pour voter (...). P. A. : (...) Mais toucher de l'argent de qui ? A. B. : Des électeurs. » Et Blondin de raconter alors l'histoire de ce juré qui aimait beaucoup qu'il avait vendu sa voix le mercredi précédent le lundi de l'Interrallié 500 000 anciens francs (c'était il y a un quart de siècle) à un éditeur et qui a finalement choisi le samedi le poulain de l'éditeur qui lui en a proposé 1 million. « Il a voté, dit Blondin, pour son maître. » Depuis les choses ont changé, je l'espère, et la voix d'un juré est estimée à son juste prix.

3 « Célébration du whisky »

La vie maintenant, après des siècles de recherche, on a fini par savoir ce que c'est : pas d'alcool, pas de tabac, manger le moins possible, une heure de marche, beaucoup de travail et, depuis peu, éviter de faire l'amour. Ces interdits sont une bénédiction pour la littérature. Quand rien n'est permis, on peut tout écrire. Aussi, je ne saurais trop vous conseiller *Célébration du whisky*, d'Alain Paucard (avec cinq dessins originaux de Marc Taraskoff, Renaudot et Cie éditeurs 95 F). Ce petit livre commence bien : par un résumé de l'ouvrage en deux pages d'une grande clarté et par une excellente première phrase : « Mon pays est une terre de paradoxes : le plus douloureux à mes yeux est qu'on y prétende fabriquer les meilleurs vins du monde alors que, dans le même temps, des arpoisements publics offrent au peuple la plus mauvaise piquette de la planète. » Quelqu'un qui considérât le Laphroaig comme son malt préféré, ce whisky des îles à l'exquise odeur d'iode et de tourbe, n'est pas à mon sens un homme perdu pour la littérature. Paucard est jeune, il a le temps de mettre des glaçons dans son verre.

125^{F*}

2 JOURS, SHOPPING À LONDRES

* Prix par personne. Base 4 passagers, une voiture aller/retour et 1, 2, 3 ou 4 personnes : 500 F pour deux jours en Grande Bretagne.

AYEZ DONC LE RÉFLEXE SEALINK

هكذا من الأصل

ORCHESTRE COLONNE
MARDI 6 décembre à 20h30
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES

PHILIPPE ENTREMONT
JORGE BOLET

LUTOSLAWSKI - MOZART
RACHMANINOFF

Lundi 12 décembre à 20h30
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES

PIERRE DERVAUX
PHILIPPE ENTREMONT

RIMSKY-KORSAKOFF
BEETHOVEN

47 20 36 37

THÉÂTRE DE LA VILLE
DERNIÈRE 10 DEC. 20 h 30
LE FAISEUR DE THÉÂTRE
THOMAS BERNHARD
JEAN-PIERRE VINCENT
PAR LE TNP

LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

PALAIS DES CONGRÈS
ALBERT SARFAIT
présente

CHŒURS DANSES DE L'ARMÉE ROUGE D'ALEXANDROV

du 19 avril au 21 mai 1989 inclus

REPRÉSENTATIONS:
DU 19 AVRIL AU 21 MAI 1989 INCLUS

Soirées : 20 h 30 sauf dimanche, lundi et mardi
Matinées : 15 heures samedi et dimanche
(sauf samedi 13 mai 1989)

PRIX DES PLACES:
□ 1^{re} catégorie : 250 F
□ 2^e catégorie : 180 F
■ 3^e catégorie : 90 F

+ 5 F de location par place

LOUEZ DÈS MAINTENANT VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE
A L'AIDE DU BON DE RÉSERVATION CI-DESSOUS
(Les demandes seront servies dans l'ordre de leur arrivée)

BON DE RÉSERVATION à retourner à:
CHŒURS ET DANSES DE L'ARMÉE ROUGE D'ALEXANDROV
BP n° 7 - PALAIS DES CONGRÈS - Porte Maillot, 75017 Paris

NOM _____ RUE _____ N° _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____ TÉLÉPHONE _____

INDIQUEZ CI-DESSOUS 3 DATES ET JOURS DIFFÉRENTS	DATES	NOM	PRIX	TOTAL
1 ^{re} catégorie	A			
2 ^e catégorie	B			
3 ^e catégorie	C			

Cl-joint règlement de l'Orchestre de l'Armée Rouge et son enveloppe timbrée à mon adresse pour l'envoi des billets.

LOCATION AUX CAISSES PALAIS DES CONGRÈS-PORTE MAILLOT 75017 PARIS
A PARTIR DU 15 DÉCEMBRE
(tous les jours de 12 h 30 à 19 h sauf dimanche) ainsi que FNAC ET AGENCES
RENSEIGNEMENTS ET LOCATION 46.40.28.30

DECEMBRE Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

17
Samedi 17 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
B. Smetana: Trianon en l'honneur (première mondiale)
M. Smetana: A. Paderewski
Direction: Hans Graf

25
Samedi 25 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Concert de gala "Noël à Paris"
(concert inédit)
Maestro de Radio France
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

12
Lundi 12 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
J.S. Bach: Les 4 Seasons
Jean-Michel, violoncelle

22
Jeudi 22 décembre
Lundi 12 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Les 4 Seasons de J.S. Bach
Jean-Michel, violoncelle

21-22
21 et 22 décembre, 20 h
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

21
Lundi 21 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

22
Mardi 22 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

23
Mardi 23 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

24
Mercredi 24 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

25
Jeudi 25 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

26
Vendredi 26 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

27
Samedi 27 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

28
Dimanche 28 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

29
Lundi 29 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

30
Mardi 30 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

31
Mercredi 31 décembre, 20 h 30
Théâtre des Champs-Élysées
Smetana: Trianon en l'honneur
Le chœur: Jean-Michel
L.S. Berlioz: L'Enfance
Percussion: O. Dufrene

CINÉMA

Tango, l'exil de Gardel, tourné en France en 1985, était le film des Argentins exilés à Paris, réinventant un étrange pays sur leur terre d'accueil. Le Sud, coproduction franco-argentine, tournée à Buenos-Aires, marque, pour Fernando E. Solanas, la fin de l'exil et l'espoir d'une renaissance de la démocratie.

Après la chute de la dictature, en 1983, Floreal Eschagoyen (Miguel

« Le Sud », de Fernando E. Solanas

La longue nuit du retour

Angel Sola sort de prison, où il a passé cinq ans. C'est la nuit. Sa femme Rosi (Sara Pecoraro) l'attend. Il vient jusqu'à la porte de la maison mais n'entre pas. Il lui faut, d'abord, réapprendre à vivre, en acceptant tous les changements qui se sont produits. La nuit va être longue, d'errances à travers la ville et les souvenirs, de rencontres insolites, telle celle de l'ami mort, El Negro (Lito Cruz), dont les révélations, mal acceptées par Floreal, doivent pour autant conduire à la sagesse.

Le Sud est à la fois le nom d'un café où l'on se réunissait naguère et le pays utopique que l'on voudrait bâtir. Plus

encore que le film précédent, celui-ci baigne dans l'onirisme, la fantasmagorie. Il est découpé en un prologue et quatre parties, qui sont autant de coups de sonde dans la mémoire de Floreal et dans l'histoire de sa détention. Délirants, irréels, les grands décors de studio baignés d'éclairages bleutés forment un théâtre nocturne, une ville mythique des rêves, des luttes, des affrontements, du malheur et de l'amour, dont on sort juste pour entrevoir la froide beauté du paysage de Patagonie. Parfois, le brouillard envahit les rues, où s'envolent des papiers sales et froissés. Il faut accomplir un itinéraire de nuit, d'angoisse, de mélancolie, de passion,

pour que vienne l'aurore et que Floreal se jette dans les bras de Rosi.

Depuis les Fils de Ferro, Fernando Ezequiel Solanas a forgé un cinéma épique, lyrique, poétique, pour exalter le peuple argentin et la liberté. Rythmé par des tangos que chante par Roberto Goyeneche, qui font chavirer la nostalgie, son nouveau film est une suite de visions pensées, organisées avec une incontestable maîtrise esthétique. Le jury du Festival de Cannes ne s'y est pas trompé. Le Sud a reçu le Grand Prix de la mise en scène.

JACQUES SIGIER.

Roberto Goyeneche : le chanteur de tango

Dans la nuit de Buenos-Aires, une ombre, un bandonion, une voix qui répe le cœur chante la plainte furieuse de l'homme solitaire. Cette même rage incontrôlable, cette même souffrance inconsolable qui, dans le film de Solanas, brûlent les prisonniers, « Je te veux, mon cœur seigne, vient, va-t-en... » Etienne histoire que raconte le tango.

Fernando Solanas n'a pas eu à chercher beaucoup pour trouver celui qui allait symboliser la détresse, la vitalité, la folie de sa ville. S'il existe encore un chanteur de tango, c'est Roberto Goyeneche. Il a enregistré des centaines de disques — traditionnels, modernes — en Argentine, on l'a vu à Paris dans le spectacle de Claudio Segovia et Hector Orezzoli, Tango argentino, au Châtelet en 1985. Mais le public français ne connaît pas encore bien cet homme au visage ravagé, aux yeux noyés, qui a un sourire de

gavroche, et ramasse dans sa voix de gorge toutes les passions.

Penché en avant, Roberto Goyeneche tend vers le public ses mains fébriles aux ongles vernis, extrême ment fines. Il se balance un peu, se ramène en arrière, se tourne, complice vers son bandonioniste, tord ses doigts, sa voix enfle, il clame les exaltations de son cœur, excessivement pathétique comme el l'insupportable douleur d'être lui arrachait toute pudeur. En même temps, il frappe du pied avec une violence de malle blesée, puis d'un geste, chasse le mauvais sort qui le ronge, sa voix s'adoucit, s'éteint, enfin s'élève à nouveau et gronde sans un dernier spasme... Roberto Goyeneche chante le tango.

Il dit que déjà il chantait dans le ventre de sa mère. Il n'a jamais envisagé autre chose. Il était prédestiné. Sa grand-mère a tenu dans ses bras Carlos Gardel enfant. C'est le

légende familiale. Une vieille photo témoigne qu'elle a en tout cas tenu dans ses bras un bébé qui arrivait de France. De Toulouse. Elle-même débarquait de Marseille et s'appelait Point.

Quand Fernando Solanas a demandé à Goyeneche non seulement de chanter, mais d'interpréter un rôle, il s'est d'abord montré réticent. « Est-ce que je pourrais dire telle et telle phrase à ma mère ? » Dans le film une réplique lui appartient, à propos de son musicien : « Je lui en veux d'être mort. Quand son bandonion s'est tu, il a emporté ma voix. » Il évoque ainsi Anibal Troilo, grand interprète et compositeur avec qui il a beaucoup travaillé, et qui lui a attribué ce surnom de Polaco. Simplement parce qu'il est plutôt blond, ce qui est rare chez un chanteur de tango.

Blond, brun ou chauve, Roberto Goyeneche appartient aux rues de Buenos-Aires, de même que Cheya-

lier ou Piel aux rues de Paris. Il possède l'aristocratique désinvolture venue du peuple, et la générosité. Ainsi dans une soirée, devant un verre de liqueur à l'orange amère, il écoute une jeune femme qui chante, la main tendue vers lui. D'un balancement d'épaules, il suit le rythme, à son tour tend la main vers la chanteuse, murmure, puis donne sa voix, toujours assez mélo, frappant du pied. Comme si d'un geste il tirait la femme vers lui. C'est finalement sa voix qui mène l'étrange dialogue. Le tango est affaire de macho.

Roberto Goyeneche perpétue la légende de Buenos-Aires, que Fernando Solanas cherche dans les rues pleines de fantômes, devant la porte fermée d'un cabaret miteux où demeurent les ombres des stars, et la musique qui chante l'incroyable mal du pays.

COLETTE GODARD.

VENTES

Bernard Buffet au Japon

A soixante ans, Bernard Buffet est un homme comblé. Il est le seul peintre vivant au monde à avoir eu, dès 1973, au Japon un musée qui lui est entièrement consacré. Le 7 décembre prochain à Tokyo, il sera la vedette d'une vente aux enchères de quarante dessins et toiles de jeunesse (1945-1955).

A dix-sept ans, élève des Beaux-Arts depuis deux ans, Buffet se cherche. Il peint la Cuisine, une gazinière assez simple. Son prix : entre 200 000 et 300 000 F. L'année suivante, son style se concrétise avec Autoportrait à la palette, une grande huile sur toile, estimée à plus d'un million de francs. Mêmes estimations pour Autoportrait dans l'atelier (1949), qui a également fait partie de la collection du Los Angeles County Museum en Californie.

Plus tard, le peintre reprendra ses variations sur les scènes de la vie quotidienne avec la Salle de bain, dans des tons froids de gris-bleu (entre 100 000 F et 150 000 F) ou encore la Chaise 250 000 F.

Un duplex sera organisé entre Drouot-Montaigne et Tokyo. Il est intéressant de voir quel prix de peintre si décrié les bords de la Seine atteindra à Paris.

Alice Sedar.
★ Vente, le 7 décembre, à 19 heures, à Tokyo. En duplex avec Paris Drouot-Montaigne, 15, avenue Montaigne, à 11 heures (Jours de Paris).

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

GRAND ORCHESTRE D'INSTRUMENTS POPULAIRES RUSSES
Dir. : Mikhaïl NEKRASSOV
Sol. : Lydie TCHERNYKH
Accomp. : BABYKINE
Albekt DNICHEV
Prod. spect. Lumière et spect. ALAP

THE BOMSELL QUARTETT
sur instruments authentiques
Haydn op. 32 N° 2-3
Mozart Quintet ré min.

EDDA MOSER
Soprano
BALDWIN SCHUMANN, WOLF MOZART, STRAUSS

RAMPAL RITTER
piano et clavier
TELEMAN, C. Ph. E. Bach J.-S. Bach, MOZART CZERNY

J.M. FOURNIER Prod.
George PLUDERMACHER
NAYON, SCHUBERT DEBUSSY

Concert Elliott Carter

Elliott Carter
Panthode • A Mirror on Which to Dwell • Esprit rude / Esprit doux
★ Concerto pour hautbois, création française

Ensemble Intercontemporain
Direction
Pierre Boulez

Phyllis Bryn-Julson, soprano
Sophie Cherrier, flûte
Reinhold Holliger, hautbois
André Trochet, clarinette

Lundi 19 décembre - 20 h 30
Théâtre Renaud-Barrault

Location au Théâtre
42 56 08 99
Rappel 42 98 48 48
36 15 code PSTL

Avec le concours de l'American Center

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Théâtre des Champs-Élysées
11 Décembre 1988
à 20 h 30

MOZART

HOMMAGE A JEAN-PIERRE PONNELLE

Concerto pour piano N° 27 K. 595
Daniel Barenboim, soliste et directeur

Requiem K. 626
Joan Rodgers, Cecilia Bartoli,
Hans-Joachim Beitz, Ferruccio Furlanetto

Chef de l'Orchestre de Paris, Arthur Oldham, Chef de Chœur
ORCHESTRE DE PARIS
Daniel Barenboim, direction

AR

« Concert exceptionnel » en profit de l'Association pour la Recherche sur le Cancer

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Musical Daniel Barenboim
Directeur Général Pierre Vazirsky

SALLE PLEYEL 20 H 30

19 décembre
Isaac Stern, violon
Daniel Barenboim, piano
Schubert, Sonate (Duo) pour violon et piano en la M. D. 574
Mozart, Sonate pour piano et violon en si b M. K. 454

Webster
4 pièces pour violon et piano op. 7
Brahms, Sonate pour piano et violon en ré m. op. 108

21, 22 décembre
Daniel Barenboim, direction
Chœur de l'Orchestre de Paris
Arthur Oldham, Chef de chœur
Brahms, Motets
Symphonie N° 4 « Romantique »

RENSEIGNEMENTS - LOCATION
SALLE PLEYEL : 45 61 07 96

MÉMOIRE DE CRÉATION

BOULEZ • DERRIN • DUCOURT
FANG • HILLEN • JANELLA
NOVEL • PAWNER
REVALET D'ALLOUÏS

★ 8 et 9 décembre • 11 h - 18 h
Salle Gaveau, Paris • 45 61 07 96
Renseignements : 45 61 07 96

★ jeudi 8 décembre • 18 h 30
HINDEMIK • WELLES
STRANSKY • RAVEL • HINDEMIK

★ vendredi 9 décembre • 18 h 30
SCHUBERT • MESSIAEN
SCHUBERT • BOULEZ
Gustav Mahler, Symphonie N° 4
Gustav Mahler, Symphonie N° 4
Gustav Mahler, Symphonie N° 4

★ samedi 10 décembre • 18 h 30
Gustav Mahler, Symphonie N° 4
Gustav Mahler, Symphonie N° 4
Gustav Mahler, Symphonie N° 4

Centre Georges Pompidou
TRICAM

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EXISTE EN TROIS TAILLES. Le Grand Égout (43-20-90-99).
LES CHANTS D'ELLE NE S'ÉTEIGNENT JAMAIS. Au Bon feu (42-96-29-35), mar. à 22 h.
L'IDROT. Lucernaire Forum (45-44-57-34), Théâtre Rouge, 21 h 30.
UN PIED DANS LE CRIME. Théâtre Valhubert (45-84-30-60), 20 h 30.

LA NUIT DES CHASSEURS. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60), 20 h 30.
THERMIDOR-TERMINUS. Caracol, Théâtre du Soleil (43-74-24-08), 20 h 30.

LES CAHIERS DE MAÎTRE LAURIDS BRIGGE. Lucernaire Forum, Théâtre Rouge (45-44-57-34), 19 h 30.

HARCAMONÉ. D'après le *Miracle de la Rose*, Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70), 21 h.

LA SALLE N° 6 (spectacle en langue russe) Botigny, Maison de la culture (48-31-11-45), 21 h.

TIR ET LIE. Théâtre national de la Colline, Poésie salle (43-66-43-60), 21 h.

LA FOLIE DU SAGE. *Cycle Piste et bouffon au XVII^e siècle.* Comédie-Française (40-15-00-15), Auditorium de la Gaîté Lyrique, 19 h 30.

LES SORTILÈGES DU VERRE. Aimer, Palais Royal (43-97-59-81), 20 h 30, mar. à 14 h 30.

Y A UNE FEMME LA DÉSOLÉ. Point-Vierge (42-78-67-03), 22 h 45 (6).

LE SOIR DU CONQUÉRANT. Versailles, Théâtre Montparnasse (39-50-71-18), 21 h.

CERCEAU (spectacle en langue russe; traduction simultanée), 19 h 30.

LES IDÉES SE BALADENT TOUTES NUES. Corp, Théâtre des Arts (30-33-33-33), 21 h.

LA VIE SINGULIÈRE D'ALBERT NOBES. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70), 20 h 30.

ANDROMAQUE. Théâtre du Temps (43-55-10-88), 20 h 30.

LA MORT. Caracol, Théâtre de l'Aquarium (43-74-69-61), 20 h 30.

AMANDINES DE PARIS (43-66-43-62).
ANTOINETTE - SIMONE-HERBAU (40-77-71), Avant, 20 h 30.

ARLEQUIN (43-49-43-22). Un pré vert, un tournant, deux boules de billard, 20 h 30.

ARTISTE-ATHLÈTES (48-06-36-02). Double, 20 h 30.

ARTS-HERBERTOT (48-47-23-33). Les Enfants du Soleil, 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Baby, Room, 21 h.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (47-43-67-27). Salle C. Mémor, Le Drame de la vie, 19 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence, 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Blanche-Nègre, 20 h.

CARNE SILVIA MONFORT (43-31-28-34). Les Deux Jumeaux vénitiens, 20 h 30.

CARTOUCHE ATTELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Les Brûlés, 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-69-61). La Route, 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Thermidor-Terminus, D'après la mort de Robert, 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle II. Le Roi de N'Dinga, 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-67-03). Ah! Ça va, ça va, ça va, 21 h.

CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00). Aéro, 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-49-38-49). Le Désordre, Henry Brillard, mar. à 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Valtère, Folies, 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-23-37-21). Une femme sans histoire, 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du bûcher, 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu, Nicomède, 20 h 30.

DAUNOU (43-61-69-14). Monsieur M., 21 h.

DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Le Tour du monde en quatre-vingt jours, 20 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Côté du père François, 21 h.

DEUXIÈME THÉÂTRE (42-26-47-47). Le Gardien, 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres, 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire, 22 h.

ELDORADO (43-49-60-27). Rêve de Vienne, 14 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Les Ancêtres Océans, 19 h. La Rive d'en face, 21 h. Salle II. L'Amorce de Maryn, 21 h.

PONTAINE (46-74-74-40). Quelle Poésie, 21 h.

GAÏTE-MONTMARTRE (43-22-16-18). Nocturnes, 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal, Mont's Apprendre (et Apprendre), 20 h 30.

GUICHET MONTMARTRE (43-27-88-61). Cet animal étrange, 18 h 30. Une dame aux camélias, 20 h 30. Extrême, 22 h 15.

GYMNASIE MARIE-REIL (42-46-79-79). L'Ange gardien, 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Camarade charrie, 19 h 30. La Leçon, 20 h 30. La Charade élastique, 21 h 30.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-49-68). La Fée cachée d'Orion, 20 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Grande salle. Par les villages (Festival d'automne à Paris 1988), 21 h.

LA BRUYÈRE (46-74-76-99). Les Amateurs, 21 h.

LE BOURVIL (43-73-47-84). Le Grand Beati, 20 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-99). Existe en trois tailles, 20 h 15.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Le commissaire est bon enfant, et l'épave, 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre solo, Le Petit Prince, 18 h 45.

CHAMPS ÉLYSÉES (42-23-37-21). Champs élyséens amies du XIV^e siècle, 20 h. Mort à crédit, 21 h 30. Théâtre rouge, Les Cahiers de Maître Laurids Brige, 19 h 30. L'Idrot, 21 h 30.

MADÉLINE (42-65-07-09). La Paix d'empêcher, 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-33). Jean-Claude Schneider Lecture-Recontre, 120 h 30.

MARAS (42-78-03-53). Le Grand Invité, 20 h 30.

MARIE STUART (45-98-17-90). Le Mont-Pèlerin, 20 h 30.

MARIGNY (40-56-04-41). Lescoq, Sauf à Marigny, 21 h.

MATHURINS (42-65-00-00). La Femme à contraindre, 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-00-00). Le Minceur, 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six, 21 h 15.

MICHOUDÈRE (42-43-05-23). Mlle comine de Vienne, 20 h 45.

MOCADON (48-78-75-03). Le Rêve de la servante Zélie, Festival d'automne à Paris 1988, 20 h 30.

MONTMARTRE (43-22-77-74). La Vieille Vie, 21 h.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). Voyage au bout de la nuit, 22 h 15.

NOUVEAU THÉÂTRE MONTMARTRE (43-31-11-99). Le Prince de Hombourg, 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). Les Mots amoureux, 18 h.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport, 20 h 45.

PALEIS DES GLACES (PETIT PALEIS) (48-09-11-36). Les Vamps, 21 h 30.

PALEIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (48-09-11-36). L'Éléphant en tumb, 21 h.

PALEIS ROYAL (43-97-59-81). Les Sorcières du verbe (Rencontre de Palais-Royal), 14 h 30. Et le spectacle continue Raymond Devos, 20 h 30.

POCHE-MONTMARTRE (43-28-36-36). Le Plus heureux des rois, 21 h.

POCHE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Témor, 20 h 30.

POITIÈRE (43-61-44-16). La Femme, 20 h 45.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A la messe, Dernière, 20 h 45.

Mardi 6 décembre

BOSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). K. von G. d'après Anouï, mille part : Offa, 20.

SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Drôle de couple, 20 h 45.

SPLENDID SAINT-MARTIN (43-08-21-93). L'Enfance de son vie, 20 h 30.

STUDIO DES ARTS-HERBERTOT (42-27-40-27). Marie, un matin, 19 h.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-23-37-21). Albertine et cinq temps, 20 h 30.

TAC STUDIO (43-73-74-47). Le Bonnet du fou, 21 h.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Jack, 20 h 30.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SEB-REAU (45-45-49-77). Le Camp, 20 h 45.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-50). Gérard Sely, 20 h 30. Brasseur, Bré, 22 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-30-30). Témor, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAÏN D'OR (48-05-67-89). Salle II. L'Étranger, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Le Faiseur de théâtre (Festival d'automne à Paris 1988), 20 h 30.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). Marie, 19 h 21.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Proche de Louis XVI, 20 h 30.

MOCADON (48-78-75-03). Le Rêve de la servante Zélie, Festival d'automne à Paris 1988, 20 h 30.

THÉÂTRE DU TEMPS (43-55-10-88). Andromaque, 20 h 30.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-46-44-47). Tu m'aimes combien ?, 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-39-39-39). L'Enfance de son vie, 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théâtre, D'Ante-gone, 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COL-LE (48-74-42-52). La Nuit des châteaux, 20 h 30. Poésie, Tir et Lie, 21 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Retour au désert, Festival d'automne à Paris 1988, 20 h 30. M.L.T. Claudel ino-ble, 18 h 30. Harcamoné d'après le M-riche de la Rose, 21 h. Petite salle. O-La Vie singulière d'Albert Nobes, 20 h 30.

TINTAMARE (48-57-33-62). Barid-My, 19 h. Hélios, mar. à 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir, 21 h 30.

TOURTOUR (48-57-33-62). Armistice au pont de Grenelle, 19 h. God Marist, 20 h 30. Dama, l'Arbre, 22 h 15.

TRISTAN-BERNARD (43-23-08-00). Ri-ri, 20 h 30.

VALHUBERT (THÉÂTRE) (48-34-30-60). Un pied dans le crime, 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Président, 20 h 30.

tefeille, 6 (46-33-79-38). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). v.f. : Breteagne, 6 (42-22-57-97). Pathé Français, 9 (47-70-32-88). EMMANUELLE 6 (v.f.). George V, 8 (45-62-41-46).

L'ETUENANT (Fr.). George V, 8 (45-62-41-46). Les Montparnasse, 16 (43-27-52-33). Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

LE FESTIN DE BARBETTE (Dm. v.a.). Chmy Palace, 5 (43-54-07-76). La Bastille, 11 (43-54-07-76).

GOOD MORNING VIETNAM (A. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80). Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23). J. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33). Fawcett, 13 (43-31-56-86). LCC Biarritz, 16 (43-62-30-40). UGC Opéra, 9 (45-74-95-40). UGC Convention, 15 (43-20-12-06).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Cinoche, 6 (46-33-10-82). George V, 8 (45-62-41-46).

SCIENCES ET MEDECINE

Les séquelles génétiques de la bataille de Poitiers

On peut aujourd'hui retrouver dans l'ADN humain la trace d'événements historiques et de mouvements de population.

EN finira-t-on jamais avec l'ADN ? Parce qu'elle est le support du patrimoine héréditaire des êtres vivants, on sait depuis longtemps déjà que l'étude de la structure et des fonctions de cette molécule constitue une étape fondamentale dans la compréhension du vivant. Grâce à de nouvelles techniques de biologie moléculaire, on découvre aujourd'hui que l'ADN recèle aussi une somme de secrets, de promesses, et sans doute de menaces, dont on est bien loin d'avoir fait le tour. Ainsi, alors qu'une équipe américaine révèle que l'ère de la thérapie génétique est beaucoup plus proche qu'on ne le croyait (*Le Monde* du 3 décembre), une équipe française vient de publier une passionnante enquête au terme de laquelle on découvre que l'ADN humain peut garder la trace moléculaire de certains événements historiques.

Les résultats français publiés dans le dernier numéro de la revue internationale *Médecine-Sciences* (1) ont été obtenus par un groupe de chercheurs parisiens spécialistes de pédiatrie, de génétique et de biologie moléculaire. Ce travail porte sur les bases moléculaires d'une affection rare autant que grave connue sous le nom de phénylcétonurie.

Il s'agit d'une maladie héréditaire due à une anomalie métabolique. L'organisme atteint est dans l'impossibilité d'assurer la transformation d'un acide aminé (la phénylalanine) en un autre (la tyrosine). Le premier ayant une action toxique sur certaines substances présentes dans les cellules nerveuses, la maladie entraîne, si elle n'est pas diagnostiquée dès la naissance, d'importantes lésions du système nerveux à l'origine d'arriérations mentales très graves.

Identifiée par le plus grand des hasards en 1934 par un chercheur norvégien (*Le Monde* du 1^{er} juillet 1981), la phénylcétonurie constitue l'un des meilleurs exemples des progrès que peut accomplir la médecine face à une maladie héréditaire. On a en effet réussi en un demi-siècle à comprendre les mécanismes physiopathologi-

ques à l'origine de l'affection, à proposer un traitement efficace et à organiser le dépistage systématique dès la naissance. Le traitement de cette maladie impose un régime difficile basé sur la restriction des apports alimentaires en phénylalanine et l'utilisation d'aliments spéciaux jusqu'à l'âge de six ou sept ans, c'est-à-dire pendant la période de croissance du système nerveux central.

On sait que cette maladie touche les deux sexes avec la même fréquence. Seuls les enfants porteurs de l'anomalie génétique en deux exemplaires sont atteints. Une personne sur cent est en France porteuse de l'anomalie en un seul exemplaire, et les lois et les hasards de la statistique font qu'il naît chaque année en France entre soixante et quatre-vingts enfants atteints. Le dépistage néonatal de cette affection est réalisé de manière systématique en France grâce à une méthode simple à partir d'une prise de sang.

C'est ce dépistage systématique qui a permis de mettre en évi-

dence des formes différentes de la maladie en fonction du déficit (complet ou partiel) de l'enzyme responsable de la transformation de la phénylalanine en tyrosine. Et c'est en cherchant à comprendre à quoi tenaient en amont (c'est-à-dire au niveau de l'ADN, qui dirige la synthèse de cette enzyme) ces différences que les chercheurs français ont fait leur découverte.

« Ce travail, expliquent-ils, n'a pu être mené que grâce au recrutement exceptionnel du département de pédiatrie de l'hôpital des Enfants-Malades à Paris qui a en charge près de cent cinquante enfants phénylcétonuriques et qui entretient des relations extrêmement étroites avec les différents centres de dépistage français et étrangers. »

On connaît depuis 1985 le gène — situé sur le chromosome 12 — qui dirige la synthèse de l'enzyme dont l'absence totale ou partielle est à l'origine de la maladie. Plusieurs études avaient déjà montré que les mutations dont ce gène peut faire l'objet pouvaient être rattachées à des populations (et donc à des zones géographiques) bien précises.

« L'une d'elles, explique le professeur Jean Rey, découverte en 1986, est retrouvée chez les Danais et plus particulièrement

dans la population celtique d'Europe du Nord. D'autres mutations ont depuis été identifiées : au Danemark encore, chez des malades allemands ainsi que chez les juifs yéménites (la mutation est identique chez les malades du Yémen du Nord et du Yémen du Sud).

A partir d'un cas de phénylcétonurie diagnostiqué chez un enfant algérien de treize mois — et atteint d'un retard mental très sévère, les chercheurs français ont, grâce à une nouvelle et révolutionnaire technique de biologie moléculaire (lire page 20 l'article du docteur Axel Kahn), pu mettre en évidence une mutation particulière. Une série d'études complémentaires leur permet aujourd'hui de qualifier cette mutation de « mutation arabe » pour la différencier des « mutations celtiques ».

JEAN-YVES MAU.

(Lire la suite page 21.)

(1) « Bases moléculaires de la phénylcétonurie en France : de l'invasion celtique à la bataille de Poitiers », travail signé de Stéphanie Lyonnet, Françoise Rey, Catherine Caillaud, Véronique Abadie, Arnold Munnich et Jean Rey (*Médecine-Sciences* de novembre 1988).



« Ruizia cordata » rentre au pays

Pour la première fois une espèce végétale réintroduite massivement dans son milieu d'origine.

CETTE année, Jean-Yves Lesouef risque fort de ne pas fêter Noël au conservatoire botanique de Brest. D'ici quelques jours, il s'envolera vers la Réunion. Avec dans ses valises plusieurs centaines de jeunes plants végétaux, principaux personnages d'une opération de sauvetage sans précédent. Si cette dernière réussit, ce sera la première fois qu'une espèce végétale, protégée par la loi française (1), aura pu être sauvée et réintroduite massivement dans son milieu d'origine avec toute garantie quant à sa pureté génétique.

Son nom savant, c'est *Ruizia cordata*. Mais ceux qui la fréquentent l'appellent plus simplement bois de senteur blanc. Un petit arbre aux feuilles argentées, dont les délicates fleurs roses ont depuis longtemps déserté les escarpements rocheux de l'île qu'il affectionnait naguère. Déforestation, maladies parasitaires, pratiques médico-magiques des tisseuses qui prêtent à ses

rameaux de mystérieuses vertus : les effets conjugués de l'homme et de l'environnement ont bien failli avoir raison de lui. Une menace d'extinction d'autant plus déconcertante que le bois de senteur blanc est une espèce endémique de la Réunion — autrement dit qu'il n'existe en aucune autre région du monde. Au même titre d'ailleurs que quelques quatre-vingts espèces végétales, parmi lesquelles soixante et une sont d'ores et déjà placées sous haute protection.

Pour *Ruizia cordata*, les secours sont arrivés de justesse : dans la zone sèche de l'ouest de l'île où l'espèce prospérait au siècle dernier, les botanistes n'ont pu en observer, ces dernières années, qu'une dizaine de spécimens. Dont trois seulement survivent aujourd'hui dans la nature. Quand la menace est telle, il n'y a guère le choix. Seule solution pour éviter sa disparition pure et simple : multiplier à tout prix l'espèce, par des moyens artificiels s'il le faut. Une opération de

la dernière chance entreprise depuis une dizaine d'années par le conservatoire botanique de Brest (2), en coopération avec la Société réunionnaise pour l'étude et la protection de l'environnement (SREPEN).

« De la chance, nous en avons eu... et doublement ! », confie Jean-Yves Lesouef, qui a coordonné l'ensemble des travaux de son laboratoire breton. « Tout d'abord parce que les deux pieds de *Ruizia cordata* prélevés dans leur milieu d'origine et ramené à Brest (l'un en 1977, l'autre, rareté, en 1982) se sont révélés être bien de sexe opposé — détail on ne peut plus nécessaire pour leur descendance, mais fort difficile à vérifier de prime abord. Ensuite parce que ces deux rescapés ont eu l'excellente idée, une fois en laboratoire, d'harmoniser leur cycle biologique et de fleurir de façon simultanée, simplifiant considérablement notre travail ! » Les botanistes n'auraient ainsi qu'à badigeonner la fleur femelle de pollen à l'aide d'un petit pinceau, selon une technique bien connue des horticulteurs, pour amorcer la reproduction. Et obtenir, en quelques années, plus de cinq cents plants de *Ruizia cordata* dans la fleur de l'âge.

Si aucune des étapes de cette intervention, menée sous l'égide

de la direction pour la protection de la nature (DPN) du ministère de l'environnement, ne constitue véritablement une prouesse technique, sa continuité sur plus de dix ans constitue en revanche, pour les botanistes français, un exemple sans précédent. Reste à présent à réintroduire, sur leur terre d'origine, la plupart des jeunes plants nés à Brest. Sous les auspices de Jean-Yves Lesouef, cette phase ultime sera réalisée dans les semaines à venir. En association avec les communes et les établissements publics réunionnais, chargés de sensibiliser les habitants afin que ces derniers accueillent avec les honneurs qui lui sont dus cette espèce autochtone — que la plupart d'entre eux n'ont encore jamais vue. Selon le conservatoire de Brest, ce sauvetage, en extrême urgence, a coûté, au total, quelques « dizaines de milliers de francs ». L'avenir du patrimoine floristique de notre planète les vaudra largement.

CATHERINE VINCENT.

(1) 450 espèces sont aujourd'hui protégées par la loi générale relative à la protection de la nature, établie en 1976 par le gouvernement français.

(2) L'un des trois établissements français spécialisés dans le sauvetage des espèces végétales menacées, avec les conservatoires botaniques de Fargues-Maclos et de Neuss.

CHÈRE GRIPPE

LA grippe 1987-1988 est arrivée en France. En avance de quelques mois sur son calendrier habituel, le virus a attaqué dans le Nord, l'Est, la Picardie et l'Île-de-France. L'épidémie de type A diffuse, dit-on, rapidement à l'ensemble du territoire.

L'alerte est donnée par le réseau national des GROG (Groupes régionaux d'observation de la grippe) auquel sont associés près de 300 médecins « sentinelles », généralistes et pédiatres en particulier.

La surveillance est effectuée à partir d'un ensemble de données de laboratoire (recherche d'isolement de souches virales) et d'informations diverses comme le taux d'absentéisme au travail, l'augmentation du nombre de visites médicales et la consommation médicamenteuse.

L'épidémie n'a pas surpris les spécialistes : le réseau international de surveillance avait prévu — sans se tromper — quel type de vaccin devait cette année être proposé.

Reste aujourd'hui à décider, rapidement, de la meilleure conduite à tenir face à la menace épidémique : attendre en espérant échapper au virus ou tenter — à ses frais le plus souvent — de prévenir l'infection. Dans ce dernier cas, deux solutions sont possibles : le vaccin ou un médicament antiviral spécifique contre la grippe.

Depuis cinq ans, la proportion de Français vaccinés ne varie guère, semblant ne pas pouvoir dépasser les 10 %. En fait, il apparaît que, si le nombre de doses vendues plafonne à 5,5 millions, le vaccin antigrippal concerne avant tout et de plus en plus les personnes âgées.

On estime ainsi que le pourcentage de personnes de soixante-cinq ans et plus qui se font vacciner est passé de 43 % en 1981-1982 à 60 % en 1985-1986. Depuis 1982, le vaccin est, pour elles, délivré gratuitement. Parallèlement le coût des campagnes au profit des personnes âgées est passé de 40 millions de francs en 1982-1983 à près de 80 millions en 1987-1988.

Parlant du fait bien connu que ce sont les personnes âgées qui sont les plus vulnérables au virus grippal, la Caisses

nationale d'assurance-maladie a décidé d'étendre la prise en charge à près de 5 millions de nouveaux bénéficiaires.

Le vaccin est ainsi désormais gratuit — jusqu'au 17 décembre — pour toute personne âgée de soixante-dix ans et plus ainsi qu'aux personnes souffrant de certaines maladies classées « longue durée » (diabète, mucoviscidose, myopathie, insuffisance respiratoire chronique, etc.).

« Numéro vert »

Depuis l'an dernier on peut disposer en France d'une seconde méthode pour prévenir l'apparition de la grippe. Il s'agit d'un médicament antiviral commercialisé par les laboratoires pharmaceutiques Roche et connu sous la dénomination (chimique) de rimantadine (*Le Monde* du 24 octobre 1987).

La rimantadine permet aujourd'hui d'assurer une protection immédiate contre les risques de grippe du type A, qui est la forme la plus répandue et la plus dangereuse, explique-t-on aux laboratoires Roche. Sa particularité est de pouvoir agir à un stade précoce de la contamination en inhibant la multiplication du virus dans l'organisme. Elle est efficace dès la première prise.

Compte tenu de certains effets secondaires (digestifs et neuro-psychiques en particulier), ce produit ne peut être obtenu que sur prescription médicale. Il n'est pas remboursé par la Sécurité sociale (il faut compter environ 80 F pour une cure de dix jours).

Vaccin ou rimantadine ? Les laboratoires Roche, qui prennent bien garde au moment du lancement de leur produit de rappeler que la législation n'autorise pas les médias grand public à citer la dénomination commerciale d'un médicament, viennent de communiquer un « numéro vert » « exclusivement réservé à la presse », où l'on donne gratuitement les dernières informations sur le front de l'épidémie.

Là aussi, on conseille aux personnes, vaccinées ou non, de prendre « un antiviral spécifique contre la grippe A de type rimantadine ».

J.-Y. N.

7 F
NUMÉRO DE
DECEMBRE 1988
Le Monde
dossiers et documents

DECEMBRE 1988
LES ARCHIVES
DE L'ACTUALITÉ

L'ISLAMISME

- L'irrésistible ascension
- Aux sources de la radicalisation
- Religion et société
- L'expansionnisme

LE BUDGET DE L'ETAT

- Les recettes
- Les dépenses
- Le déficit budgétaire
- Des politiques restrictives

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Les fumées de La Havane

Après trente années d'industrialisation et de production à marche forcée, les Cubains constatent les dégâts.

CURIEUSE situation que celle des habitants de Cocolito, sur la côte sud de l'île de la Jeunesse, la plus vaste des mille six cents îles qui forment comme un collier de perles autour de Cuba. Les uns — les pêcheurs — capturent au large des tortues marines. Ils en expédient les carapaces aux fabricants de bijoux de La Havane et en exportent la chair savoureuse vers le Japon. Des rentrées de devises dont Fidel Castro a bien besoin. Les autres — des scientifiques — recueillent les œufs que les tortues enfouissent sur les plages, les font éclore et relâchent les jeunes six mois plus tard, les sauvant ainsi du groin des cochons sauvages ou des pinces des crabes. Un travail qui redore le blason écologique de Cuba. D'un côté 5 000 adultes d'espèces en voie de disparition détruits chaque année, de l'autre 3 000 jeunes restitués au milieu marin.

Les contradictions de Cocolito sont typiques de l'attitude des Cubains face à l'environnement. Ils voudraient concilier l'exploitation des ressources naturelles et leur protection, faire marcher de pair l'écologie et l'économie, mais ils ne savent comment s'y prendre.

Le problème est ardu en effet dans cette île tropicale qui apparaît comme un paradis à Christophe Colomb, lorsqu'il y débarqua en 1492. Vaste comme vingt départements français, mais étirée sur mille deux cent cinquante kilomètres, elle ressemble à un saurien somnolant dans la mer Caraïbe. Les hauts-fonds coralliens qui la bordent grouillent de tortues, de langoustes, de poissons et de coquillages. Avec une température moyenne de 25 degrés et des pluies abondantes, la végétation pousse dru. Sa dorsale montagneuse et ses plaines étaient couvertes aux deux tiers d'une forêt bruisante de 300 espèces d'oiseaux. Les serpents étaient nombreux mais inoffensifs. Les crocodiles se comptaient par dizaines de milliers dans les marais littoraux. Quant aux Indiens autochtones, qui formaient le sommet de la pyramide écologique, ils en étaient à l'âge de pierre et leur nombre ne devait guère dépasser 200 000.

Quelques siècles ont suffi aux colons espagnols pour bouleverser ce bel équilibre. D'abord ils ont éliminé les Indiens, puis introduit des bovins ; enfin, au début du dix-neuvième siècle, ils ont planté la canne à sucre qu'ils ont fait travailler par des esclaves noirs importés de force par centaines de milliers. Résultat : en 1959, lorsque Castro chassa Batista, Cuba compte 6 millions d'habitants et les forêts sont en lambeaux.

Le nouveau régime s'emploie aussitôt à améliorer l'état sani-

taire de la population et à développer l'économie à marche forcée. Dans les campagnes, des centaines de microbarrages sont édifiés pour permettre l'irrigation, tandis que les paysans sont regroupés dans des villages neufs en immeubles collectifs. Les cultures industrielles d'exportation comme le café, le tabac, les agrumes et surtout la canne à sucre quadrillent les plaines. Commence le règne des fertilisants et des machines lourdes. De gigantesques élevages de bovins (croisement de races européennes et hindoues) jalonnent l'autoroute stratégique qui parcourt l'île sur toute sa longueur.

Une mutation radicale

Sur les côtes, grimpent les cheminées de l'industrie lourde : raffineries de pétrole, cimenteries, fabriques d'engrais, usines métallurgiques, centrales électriques. Pour faire redémarrer l'exploitation des mines de nickel et pour parfaire son image « industrielle », Fidel se lance même, avec l'aide des Soviétiques, dans la construction d'une centrale nucléaire de 1 400 mégawatts. Au large, la flottille de pêche la plus moderne des Caraïbes racle les fonds. Au bord des plages s'alignent les hôtels qui devraient héberger dans quelques années cinq fois plus de touristes que l'île n'en reçoit aujourd'hui. Les Cubains franchissent le cap des 10 millions. Leur nombre a doublé en quarante ans. Il augmente encore de 100 000 par an.

Cette mutation radicale s'est d'abord accomplie dans l'ignorance quasi totale des préoccupations écologiques. En 1976, tout de même, l'un des 140 articles de la nouvelle Constitution affirme : « Pour assurer le bien-être des citoyens, l'État et la société protègent la nature. Il incombe aux institutions compétentes et à chaque citoyen de maintenir la propreté des eaux et de l'air, ainsi que de protéger le sol, la faune et la flore. »

Une commission nationale d'environnement et ses antennes provinciales sont chargées de faire appliquer ces beaux principes. Elles doivent attendre quatre ans pour qu'une loi-cadre sur « la protection de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles » leur en donne le moyen juridique. Et ce n'est qu'en 1986 qu'apparaissent dans le budget quelques crédits pour parer au plus pressé.

Les Cubains sont obligés de convenir aujourd'hui que la destruction des milieux naturels et la pollution ne sont pas seulement, comme l'affirme le catéchisme marxiste, le fait du capitalisme. Il leur suffit de humer les senteurs

écœurantes dont les usines d'État parfument l'air de La Havane et de regarder l'eau qui vient lécher le Malecón, la plus célèbre avenue du bord de mer.

Les autorités se trouvent de plus en plus fréquemment placées devant des problèmes désormais classiques dans les pays industrialisés. A Santa-Cruz, il a fallu déplacer de dix kilomètres le site de construction d'une centrale thermoelectrique afin d'épargner les poumons des habitants.

Pour que les crevettes de la baie de Cienfuegos — l'une des plus belles de l'île — ne soient pas empoisonnées, on a renoncé à installer une entreprise de ferrailage de cargos réformés. Castro lui-même vient d'arrêter certains forages pétroliers qui menaçaient de marée noire les plages de Varadero, le fleuron touristique de Cuba. Economie oblige, le pays se lance dans une politique systématique de recyclage des déchets : ceux des sucreries, des plantations de café, des grands élevages. En ville, les comités de défense de la Révolution (les CDR) ne passent plus seulement leur dimanche à faire du manège d'armes. La récupération du verre, du papier, des métaux et des chiffons fait à présent partie de leur devoir civique.

Tout cela est à la portée d'un pays en voie de développement, mais la lutte contre la pollution industrielle est une autre affaire. Certes, on affirme officiellement que les entreprises nouvelles devront se doter de dispositifs antirejets. Et de citer telle raffinerie dont le système de séparation des huiles serait plus sophistiqué que celui employé en Union soviétique. Mais quand des journalistes européens, spécialistes de l'environnement, parcourent l'île, on ne leur montre pas la moindre station d'épuration.



Culture industrielle par excellence de l'agriculture cubaine, la canne à sucre quadrille les plaines de l'île.

La curvité du mille-pattes géant

Lorsque ces observateurs demandent à visiter le chantier de la centrale nucléaire, on leur répond : « Impossible. »

Mais M. Carlos Serra, président de la commission de l'environnement de la province de Cienfuegos, assure : « La centrale disposera de tous les moyens d'éviter la contamination des eaux et de l'atmosphère. Même en cas d'accident, nous serons totalement tranquilles. » Cet écologiste officiel parle comme l'aurait fait le plus convaincu des nucléaristes... avant Tchernobyl.

A l'exception de la province de Cienfuegos où s'active un groupe d'« amis de la nature » fort de quelques centaines de membres, les grandes associations de défense de l'environnement n'existent pas à Cuba. Les organisations de masse comme les CDR, la Fédération des femmes, la Centrale des travailleurs ou les jeunes pionniers sont censés en faire office. Aussi, à l'instar du grand frère soviétique, ce sont les géographes qui ont, les premiers, exprimé leur inquiétude. Ils ont obtenu la création de trois parcs nationaux et de trois réserves dites de biosphère.

Ces dernières font partie d'un réseau international agréé par l'UNESCO et elles sont gérées par l'Académie des sciences cubaines. Ainsi huit chercheurs surveillent l'évolution de la réserve de la Sierra del Rosario, une zone de 20 000 hectares — mi-forêt, mi-culture — située à une heure de route de La Havane. Les espèces rares, comme la plus petite grenouille du monde et le mille-pattes géant, qui s'abritent dans ces collines sont au moins assurées de leur survie.

Les Cubains ont compris que ces « monuments » naturels sont aussi précieux que les palais et les vieilles demeures coloniales qu'ils restaurent à présent par centaines dans les quartiers historiques. Du paradis jadis découvert par Christophe Colomb, il ne reste plus que le souvenir nostalgique. Mais, en s'acharnant à rejoindre les nations les plus évoluées, Cuba devrait trouver un nouvel équilibre où l'écologie aura nécessairement sa place.

MARC AMBROISE-RENDU.

Adroit comme un singe

L'homme n'a plus le privilège d'être l'unique représentant du monde animal à savoir fabriquer des outils.

DEPUIS Benjamin Franklin (1706-1790), la caractéristique de l'homme était la capacité de celui-ci, unique dans le monde animal, à fabriquer des outils, d'où son surnom d'*Homo faber* (1). Il y a près de trente ans, Louis Leakey et son épouse Mary attribuaient à *Homo habilis*, qu'ils venaient de découvrir à Olduvai (Tanzanie), les outils très frustes associés à ce nouveau fossile, le plus ancien à mériter son classement dans le genre *Homo*.

Lors de leur mise au jour (antérieure à celle d'*Homo habilis*), on avait pensé que ces outils avaient été faits par une autre créature fossile, *Australopithecus boisei*, moins avancée dans la voie de l'homination, qui avait vécu au même endroit, à peu près à la même époque (vers - 1,7 million d'années). Le nouveau fossile, étant nettement plus « humain » que celui de son quasi-contemporain, fut accepté — après de longues controverses entre spécialistes — dans le genre *Homo*, mais Louis Leakey, sans attendre cette acceptation, lui avait donné le nom d'espèce d'*habilis* qui traduit bien la qualité de « fabricant » d'outils.

Une certaine capacité de mémoire

Maintenant, les choses se compliquent. L'homme n'est plus le seul « fabricant » d'outils. On s'est rappelé que, voici cent cinquante ans, Darwin avait noté que deux espèces de pinsons des îles Galapagos utilisaient une brindille pour extraire des arbres de succulentes larves. Et les éthologues s'intéressant aux chimpanzés ont découvert que quelques-uns de nos proches cousins se servent de bâtons ou de pierres, par exemple pour casser des noix.

Il était donc logique que la fondation Fyssen (2) choisisse comme thème de son quatrième

colloque international (tenu à Versailles du 25 au 29 novembre) « l'usage de l'outil chez les primates humains et non humains ». Une quarantaine de scientifiques — dont vingt et un ont participé à ce colloque qui a été pluridisciplinaire, puisqu'y sont venus aussi bien des préhistoriens, des ethnologues, des neurophysiologistes, des neuropsychologues que des éthologues et des spécialistes des techniques et du comportement.

Tous ces spécialistes sont d'accord pour définir l'outil comme étant un objet extérieur au corps (humain ou animal) utilisé avec le but précis de modifier ou d'attraper un autre objet. La fabrication et l'utilisation d'un outil requièrent une dextérité minimale que peuvent avoir une main (de singe ou d'homme) bien sûr, mais aussi un bec (d'oiseau) ou une patte (de loutre ou de mangouste). Elles nécessitent aussi une certaine capacité de mémoire et de reconnaissance spatiale et matérielle.

Comme nous l'a expliqué M. Jean Chavaillon, directeur de recherche au CNRS, qui a eu la tâche d'organiser le colloque, la fabrication et l'utilisation d'un outil sont très stéréotypées chez les animaux « inférieurs » (oiseaux, loutres ou mangoustes). Certes, elles dépendent en partie de l'apprentissage par imitation. Mais elles ont aussi une origine génétique : le programme génétique de ces animaux donne à ceux-ci la faculté d'apprendre.

Avec les chimpanzés, on arrive à une très grande variabilité selon les individus et les circonstances. M. Christophe Boesch et M. Hedwige Boesch (département d'éthologie et de vie sauvage de l'université de Zürich) observent plusieurs mois par an depuis 1980 les chimpanzés qui vivent en complète liberté dans trois parcs

nationaux de Côte d'Ivoire. Ils avouent avec humour que, pendant plusieurs années, ils n'ont rien vu du tout, d'abord parce que l'observation d'individus dans la forêt équatoriale n'est pas facile, ensuite parce que les chimpanzés ont besoin de beaucoup de temps pour s'habituer à des observateurs pourtant bien pacifiques.

La première remarque de M. et M^{me} Boesch est que les femelles sont les plus habiles des chimpanzés utilisateurs d'outils. Ceux-ci sont, en majorité, des brindilles ou des petits bâtons, qui sont introduits dans un trou (entrée de nid, interstice entre tronc et écorce, ouverture d'une coque) pour en retirer des fourmis, des termites, des œufs, des larves. Mais les habitudes sont différentes suivant les colonies de chimpanzés. Un groupe n'utilise des outils que rarement, un autre jamais, le troisième la plupart du temps.

Le champion du casse-noix

De même, l'utilisation de bouts de bois faisant office de maillets varie beaucoup. Les chimpanzés qui utilisent le plus les brindilles-petits bâtons ne sont pas ceux qui se servent le plus de maillets. Certains signalent leur outil au cours d'une série d'essais.

Mais le résultat le plus étonnant des observations de M. et M^{me} Boesch vient du casse-volant volontaire de noix par les chimpanzés. Un groupe ignore cette activité, alors qu'il a à sa disposition les noix, les outils (bois ou pierre), mais un autre, au contraire, est habile dans l'art de casser les noix et même stocker ces « outils » — rares dans leur aire d'habitat — dans des endroits bien précis où les chimpanzés vont les prendre lorsqu'ils en ont besoin.

Pour M. Boesch, la fréquence du casse de noix est liée à la richesse du milieu. Un chimpanzé met quatre ans à apprendre à casser les noix. Si le milieu est pauvre en noix, un apprentissage de quatre années n'est pas « rentable » puisque le résultat sera, de toute façon, modeste. Pour M. et M^{me} Boesch, il y a donc chez les chimpanzés diverses « cultures »

qui se développent en fonction du milieu où vit chaque groupe.

M. Marcello Piperno (du musée préhistorique et ethnographique Luigi Pigorini de Rome), lui, s'intéresse aux premiers outils faits par les Hominiidés. Comme l'animal dont ils sont issus, les Hominiidés — Australopithecus et Homo — ont développé des « cultures » et celles-ci sont parallèles puisque deux ou trois groupes d'Hominiidés différents ont pratiquement toujours cohabité jusqu'à - 1 million d'années environ. Pour M. Piperno, les Australopithecus, même le *robustus* et le *boisei* auxquels leur crâne ne donne pas une apparence très intellectuelle, ont très probablement fait et utilisé des outils. M. Chavaillon, qui a trouvé en Éthiopie, il y a une vingtaine d'années, les plus anciens outils, alors connus (- 2,4 millions d'années dans la vallée de l'Omo) (3) est tout à fait d'accord : on ne peut plus affirmer qu'*Homo habilis* a été le premier fabricant et utilisateur d'outils.

Le colloque Fyssen de Versailles a entendu bien d'autres communications dont nous ne pouvons pas rendre compte dans les limites d'un article de journal. Les discussions ont été longues et passionnées, souvent très techniques, ce qui est normal avec des participants de cette qualité. Mais l'homme a bien perdu de ses prérogatives. On ne peut plus lui réserver la qualité de « faber ». Il y a aussi des animaux « fabri ».

YVONNE REBEYROL.

(1) *Faber* = ouvrier, artisan.
(2) La fondation Fyssen a été créée en 1979 par M. et M^{me} H. Fyssen pour « promouvoir sous toutes ses formes l'analyse scientifique des mécanismes logiques du comportement animal et humain et de leur développement ontogénétique et phylogénétique ». Elle attribue des bourses à des jeunes chercheurs français et étrangers (cent quatre-vingts depuis 1979). Elle décerne un prix international annuel à un chercheur de grande renommée. Elle organise des colloques spécialisés. Elle édite les *Annales Fyssen* (trois numéros par an).
(3) Une douzaine d'années après M. Jack Harris et M^{me} Helen Roche ont trouvé dans l'Afar (Éthiopie) des outils vieux de - 2,7 à - 2,4 millions d'années.

DERVY LIVRES

FRANÇOIS AVATTE

GIORDANO BRUNO ET LA TRADITION HERMETIQUE

Théosophie chrétienne - Dervy-Livres

Catalogue sur demande : DERVY-LIVRES
26, rue Vauquelin - 75005 Paris

Point de vue

LA MULTIPLICATION DE L'ADN

par le docteur AXEL KAHN (*)

C'est n'est pas l'absence d'information, ni l'étrange intelligence qui empêchent les biologistes moléculaires de décrypter les secrets de la vie. Mais l'impossibilité qu'il y ait eu un jour un gène et à déterminer l'enchaînement des bases qui le compose. Le génie génétique moderne est né avec la mise au point de trois outils : les enzymes de restriction (qui permettent de fragmenter les longues molécules d'ADN des cellules grâce à des coupures en des endroits déterminés) ; le clonage moléculaire (qui permet d'intégrer un fragment d'ADN dans un microorganisme qui, se divisant un nombre considérable de fois, aboutit à un clone de plusieurs millions de cellules... et donc de plusieurs millions de copies du fragment intégré) ; l'hybridation, enfin. Grâce à l'appariement des bases constituant l'ADN, cette hybridation permet de détecter, parmi des centaines de milliers de clones ayant intégré chacun un fragment différent d'ADN, celui contenant le fragment que l'on cherche.

Pourtant en dépit de cet arsenal technique d'une exceptionnelle puissance (à l'origine de la quasi-totalité des progrès récents en génétique, cancérologie, immunologie, virologie, etc.), des difficultés persistent. Analyser un gène anormal responsable d'une maladie héréditaire... ou peut-être d'un cancer restait en effet un gigantesque travail si l'anomalie en cause était minime comme le remplacement d'une base d'ADN par une autre. Parfois, le matériel biologique disponible (le prélevement fait sur un malade) était trop peu abondant pour permettre un clonage moléculaire. D'autres fois, enfin, la représentativité d'un fragment d'ADN étudié parmi tout l'ADN de l'échantillon biologique était trop faible pour permettre aisément son « clonage ».

Prenez l'exemple d'un gène humain porté par un fragment d'ADN de quinze mille bases de long. Puisqu'il y a trois milliards

de bases dans un exemplaire d'ADN humain, il faudra, après avoir fragmenté cet ADN et l'avoir intégré dans des microorganismes, analyser au moins deux cent mille clones pour détecter — en moyenne — un clone contenant le gène recherché. Compte tenu des lois de répartition aléatoires, c'est en fait un million de clones qui sont couramment analysés. Si maintenant le gène étudié a été modifié dans quelques cellules seulement d'un organisme... cellules à l'origine d'une tumeur cancéreuse, son « clonage » peut devenir impossible... et sera de toute façon si difficile qu'il ne pourrait jamais être appliqué à un grand nombre de malades.

Or, depuis environ deux ans, est apparue une nouvelle méthode permettant de surmonter ces difficultés. Dénommée PCR (Polymerase Chain Reaction) par les chercheurs de la firme américaine Cetus qui l'ont mise au point, cette méthode permet de multiplier, en quelques heures, des centaines de milliers (voire des millions) de fois un fragment d'ADN dont le séquençage (c'est-à-dire l'enchaînement des bases) est, au moins partiellement, connu. La même méthode peut être appliquée à l'ARN, cette molécule — messager intermédiaire entre le gène et la protéine. Aussi efficace que la multiplication des pains lors du sermon sur le montagne, celle de l'ADN n'est pas d'essence divine. Son principe est simple.

Puissante, rapide, automatisable et applicable simultanément à un grand nombre d'échantillons, cette méthode constitue une profonde révolution en génétique humaine. Sans clonage, il est désormais possible, en quelques heures, d'amplifier tout fragment d'ADN dont on suspecte que la modification pourrait être la cause d'un cancer, d'une maladie génétique ou d'une prédisposition à une maladie (diabète, stérose, etc.). La méthode est si puissante qu'elle ne nécessite au

depart que quelques cellules faciles à prélever : globules blancs du sang, cellules du liquide amniotique ou... fragments de placenta au cours de la grossesse, cellules détachées des muqueuses de la bouche, bulbe d'un cheveu... De par sa sensibilité, la PCR est d'ores et déjà devenue la méthode la plus fine pour détecter des infections virales. Les virus sont des agents infectieux dont le génome (ARN ou ADN) peut en effet être très aisément multiplié, souvent à partir du sang. Cette approche est déjà utilisée par plusieurs laboratoires pour l'hépatite virale et le SIDA. Dans ce dernier cas, la positivité du test PCR précède de plusieurs semaines l'apparition des anticorps, c'est-à-dire la conversion à la « séropositivité ». S'il était possible d'appliquer cette méthode aux donneurs de sang, on supprimerait probablement le très petit pourcentage de cas où la contamination est due à la transfusion de sang d'un donneur très récemment infecté et encore séro-négatif.

La multiplication d'ADN se révèle également une arme redoutable en médecine légale. Comme le Monde l'a expliqué récemment (le Monde du 28 septembre), il est possible désormais de caractériser tout individu grâce à ses « empreintes génétiques », c'est-à-dire à l'organisation extrêmement variable d'un individu à l'autre de certaines régions de l'ADN. Une telle recherche peut — en théorie — être faite à partir de sperme ou de sang séchés... de fragments de peau ou de poils. On risque cependant de buter souvent sur l'insuffisance de matériel, et la possibilité de multiplier la quantité infinitésimale d'ADN présente dans un échantillon, avant de l'étudier, étonne considérablement le champ d'application de la méthode. Grâce à des résidus de

sang séché sur un vêtement, il est désormais possible maintenant de caractériser, longtemps après l'événement (accident, crime, catastrophe, guerre) et grâce à la grande stabilité chimique de l'ADN, l'empreinte génétique de l'individu d'où provient ce sang.

Il faut signaler que la PCR commence aussi à être largement utilisée par les paléontologistes. Dans des résidus d'os d'animaux fossiles, de peau de mammoth, il persiste des traces d'ADN très dégradé, fragmenté... mais qu'il est possible d'amplifier. La détermination de la séquence de ces fragments permet d'améliorer considérablement le positionnement d'un animal fossile dans l'arbre évolutif des espèces, ou d'apprécier la vitesse d'accumulation des changements génétiques survenus depuis les premières dynasties de l'ancienne Egypte.

Ainsi, aux outils de base du génie génétique, il convient aujourd'hui d'ajouter la détermination de la séquence de l'ADN... et sa multiplication par PCR. On retrouve ainsi l'une des caractéristiques de la science : son aptitude à créer les outils — conceptuels ou techniques — nécessaires à son développement.

(*) Directeur de l'unité INSERM de recherches en génétique et pathologie moléculaire, directeur en chef de Médecine-Sciences.

Un grimoire à cinq inconnues

Un chercheur de Lausanne a entrepris de traduire un manuscrit du quinzième siècle en français... et en langage mathématique.

« A U nom de Notre Seigneur Dieu Jésus-Christ, miséricordieux et compatissant, vrai Dieu et vrai homme qui n'a pas d'égal... » cela débute comme une supplique chrétienne. C'est en fait la première phrase, traduite en français, du seul manuscrit provençal connu traitant... de mathématiques. Un texte anonyme datant du Moyen Âge — pour la première fois transcrit et analysé par un chercheur suisse, — qui est non seulement unique mais remet aussi en question deux chapitres de l'histoire des mathématiques.

Ce texte, écrit à Panniers près de Toulouse — comme en témoigne sa dédicace au saint de cette ville, — avait déjà été mentionné dans divers traités de littérature médiévale occitane. Il avait même failli être publié, dans les années 30, par un romaniste et un historien des mathématiques. Mais ce projet n'a jamais vu le jour, et le contenu de ces feuilles de papier et de parchemin est resté ignoré jusqu'à ces dernières années. Jusqu'à ce que M. Jacques Sesiano, historien des mathématiques de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, en Suisse, vienne le dénicher à nouveau à la Bibliothèque nationale de Paris et décide d'y regarder de plus près.

La tâche, il est vrai, n'était pas aisée. Si l'écriture elle-même est lisible pour un œil averti, le manuscrit est très abîmé. Et pour ajouter à la difficulté, le texte original — rédigé entre 1430 et 1440 comme l'atteste le nom et le cours des changes des monnaies mentionnées dans certains passages — n'existe plus. M. Sesiano a donc dû travailler sur une copie faite deux ou trois siècles plus tard. Une copie imparfaite de surcroît, car son auteur, qui n'entendait vraisemblablement pas grand-chose aux mathématiques, a parfois omis des mots ou des phrases, parfois recopié des annotations rajoutées sur l'original par un précédent lecteur.

Ces embûches n'ont cependant pas dérangé le chercheur lausannois, qui a entrepris, avec l'aide financière du Fonds national suisse de la recherche, de traduire le manuscrit

en français et en langage mathématique actuel. Car, à l'époque, tout était écrit en style rhétorique et en mots (sauf les nombres, et encore) : les signes « + » ou « - » étaient inconnus, et l'on « ajoutait » ou l'on « retranchait » des nombres.

Dans ce traité de mathématiques appliquées à la vie courante, et en particulier au commerce, dans ce texte « très classique par ailleurs », M. Sesiano a découvert deux problèmes qui ont de quoi soulever l'intérêt des historiens.

L'un d'eux met en scène cinq marchands se disputant l'achat d'une pièce de drap qu'ils paieront chacun en fonction de ce que les autres possèdent. Un exercice pratique et qui se résume, mathématiquement, par la résolution de cinq équations à cinq inconnues. L'étonnant dans l'affaire est que l'auteur aboutit à une solution négative et, surtout, qu'il accepte ce résultat.

Car avant lui, les mathématiciens se refusant à retenir ce type de solution. Soit ils la rejettent, soit ils évitent la difficulté en retournant le problème : un bien négatif devenant une dette, une somme d'argent négative devenant de l'argent volé.

Nombres négatifs et racines carrées

Or les historiens pensaient jusqu'ici que le premier à avoir accepté, « pour des raisons purement mathématiques », de telles solutions négatives, était le Français Nicolas Chuquet, dans un texte qu'il avait rédigé en 1484. Il leur faudra désormais admettre qu'une cinquantaine d'années plus tôt, un mathématicien de Panniers avait déjà franchi le pas.

L'auteur du manuscrit provençal qui, décidément, a fait preuve d'une certaine hardiesse, selon M. Sesiano, a aussi pour la première fois soulevé une question fondamentale en mathématiques qui ne trouvera sa réponse qu'au dix-neuvième siècle.

Le mathématicien du Moyen Âge avait entrepris d'extraire des racines carrées de nombres qui ne sont pas des carrés (comme 2 ou 5). En essayant de mener progressivement la solution, il a constaté qu'entre deux nombres entiers voisins (2 et 3 par exemple), il existait une infinité de nombres décimaux, c'est-à-dire de fractions. Et c'est alors qu'il s'est demandé si la liste — infinie — de ces fractions était plus (ou moins) longue que celle — infinie aussi — des nombres entiers. Ce problème de la comparaison de deux ensembles infinis était de ceux qui avaient déjà agité le petit monde des mathématiciens du quatorzième siècle. Mais personne ne l'avait, semble-t-il, posé en ces termes — en considérant des ensembles de nombres — avant le mathématicien provençal.

Voilà donc un autre point de l'histoire des mathématiques élucidé. A cela près que nul ne sait encore qui est l'auteur de ce manuscrit anonyme, ni si ses idées ont influencé les mathématiciens qui lui ont succédé. Quoi qu'il en soit, M. Sesiano est bien décidé à faire publier ce texte surprenant, en provençal, mais « transcrit en langage mathématique » et annoté.

A moins que, faute de temps, il ne renonce à cette entreprise car, en cherchant l'origine du manuscrit provençal, le chercheur suisse a découvert, toujours à la Bibliothèque nationale, un autre texte, en latin cette fois, rédigé en Espagne au milieu du douzième siècle. Un ouvrage dont seule une partie a été publiée et dont l'auteur fait preuve d'une capacité de synthèse et d'un esprit créatif surprenants.

Voilà qui pourrait bouleverser les idées communément admises selon lesquelles les mathématiciens européens du douzième siècle ne faisaient que traduire leurs collègues arabes et qu'il avait fallu attendre le siècle suivant pour trouver les premiers travaux originaux réalisés hors du monde arabe.

ELISE HUGUENIN.

Les séquelles génétiques de la bataille de Poitiers

(Suite de la page 18.)

« Cette mutation a pu naître il y a très longtemps et être introduite en Afrique du Nord et en Europe du Sud par les envahisseurs sarrasins au huitième siècle de notre ère, expliquent les chercheurs français. L'absence de cette mutation en Europe du Nord peut être expliquée par les coups d'arrêt donnés à l'invasion sarrasine en France. Son axe principal traversait l'Espagne et était barré à Poitiers en 732 par Charles Martel. L'axe poussé a été refoulé à Autun en 725 ».

Coincidence pour le moins extraordinaire, l'équipe parisiennaise a retrouvé la « mutation arabe » dans une famille bourguignonne de la

région d'Autun (Saône-et-Loire), dont l'origine française a pu être formellement établie en remontant jusqu'à 1632. Tout laisse donc à penser que ce cas bourguignon de phénylcétonurie est une séquelle génétique de l'invasion arabe du huitième siècle découverte douze siècles après.

L'établissement d'une telle corrélation entre maladie héréditaire et mouvements de population n'est pas unique. Ainsi les chercheurs français sont-ils aujourd'hui sur une nouvelle piste. Ils ont identifié une mutation portatrice chez un malade portugais qui pourrait, semble-t-il, être retrouvée en Bretagne du Sud.

Selon eux, la découverte de cette même mutation en Bretagne « pour-

rait indiquer son trajet génétique le long de la côte atlantique au gré des escadres des marins pêcheurs ». Grâce à l'outil génétique dont ils disposent, des nouvelles techniques de biologie moléculaire et des diverses collaborations qu'ils ont établies, ils envisagent à présent un dépistage moléculaire des masses de cette affection.

Plusieurs études sont en cours qui permettraient de poursuivre cette enquête sans précédent sur l'origine génétique des populations françaises. Après les études déjà menées sur ce thème à partir des groupes sanguins et des groupes tissulaires (le Monde du 24 octobre 1985), elles démontreraient toute la richesse de l'apport à l'histoire des peuples de la biologie et de la génétique.

JEAN-YVES NAU.

AU MUSÉE DE LA MARINE

« L'univers des coquillages »

COQUILLAGES rouges, jaunes ou verts ; coquillages hérissés de longues excroissances ; coquillages en forme de cœur ; coquillages brillants ; coquillages bicolores... Les quatre-vingt mille coquillages exposés au Musée de la marine, à l'initiative de l'Association française de conchyliologie, donnent un bon aperçu de la variété et de la beauté de « L'univers des coquillages ».

Des subtilités scélés en deux font voir la perfection géométrique de leur architecture interne. Des Xenophora montrent leur inventivité dans l'art du camouflage : au fur et à mesure de leur croissance spiralaire, ces coquillages, en forme de cônes, fixent sur eux, par une espèce de colle qu'ils sécrètent,

des coquilles de mollusques morts, des petits cailloux ou des morceaux de coraux (voire une capsule de Coca-Cola !) qui les dissimulent parfaitement et les mettent ainsi à l'abri des prédateurs potentiels.

Bénitiers...

Ici, un Spondylus linguatifer a l'air d'un petit tapis-brosse rouge avec l'espèce de toison qu'il sécrète sur l'extérieur de sa coquille. Là, un Lambis crocata, avec ses six énormes digitations, atteint la trentaine de centimètres et est ainsi un des plus grands spécimens connus. Ailleurs, des vitrines rassemblent des coquillages particulièrement rares, ou des coquillages venimeux, ou ceux qui sont des vecteurs de maladies.

On peut aussi compléter son information sur les coquillages en allant à l'église Saint-Sulpice, où deux bénitiers sont justement deux énormes... bénitiers (1 mètre d'envergure, 200 kilos environ), c'est-à-dire les deux moitiés d'un exceptionnel coquillage qui appartient à la plus grosse espèce des bivalves existant au monde.

Y. R.

* Musée de la marine, Palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris-16. Jusqu'au 3 janvier 1989. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 18 heures. Entrée : 18 F (musée et exposition).

PERES ET PATERNITE
du « Pater Familias » aux nouveaux pères

Ce numéro hors-série aborde l'évolution de la paternité de façon plurielle et globale avec des analyses de praticiens et d'universitaires des diverses disciplines concernées : histoire, sociologie, démographie, psychologie, droit...

REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES

Prix du numéro : 75 F. Abonnements et vente par correspondance : SPPF - B.P. 22 41363 VINEUIL - FRANCE. Tél. : 54-78.77.41

En vente ou en commande aux librairies : DALLOZ - DUNOD - GIBERT LGDJ - PUF - Sciences Po, Paris • RICHER, Angers • Lib. des Entrepreneurs, Bordeaux • MARIE, Caen • L'UNIVERSITE, Dijon • ARTHAUD - L'UNIVERSITE, Grenoble • SAURAMPS, Montpellier • AGENCE PRESSE, Nancy • QUARTIER LATIN, Toulouse • BOITE A LIVRES, Tours •

Maintenant, UTA peut faire de vous un des privilégiés de San Francisco.

Si vous prenez un vol UTA pour San Francisco en Première de Luxe ou en Classe Affaires Galaxy, vous pouvez bénéficier du service "UTA Privilege", si vous le demandez en réservant votre billet d'avion. Une voiture de location Budget, catégorie luxe vous sera proposée au prix spécial de 40 \$ US (+ taxes) avec 100 miles gratuits par jour. De plus, des tarifs préférentiels et un traitement VIP vous seront réservés dans les hôtels Diva et Ramada Renaissance. Chez UTA, vos privilèges ne s'arrêtent pas dès que votre avion est arrivé à San Francisco.

Consultez UTA, votre agence de voyages où tapez 3614 UTA sur votre minitel.

UTA

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Votre potentiel conservé

Votre potentiel libéré

2 SPECIALISTES «SUPPORT PRODUITS»

Derrière la réussite d'une entreprise, il y a souvent une idée simple. Chez Apple, notre idée se résume en une phrase : c'est avec des machines puissantes mais simples d'accès que l'on donnera à chaque individu les moyens d'exprimer le meilleur de lui-même. La force d'Apple réside dans son aptitude à reconnaître les vrais talents du marché et à leur offrir un cadre d'évolution et de développement personnel exceptionnel. Plutôt que de conserver votre potentiel, libérez-le chez Apple.

Agé d'environ 25 ans, vous êtes titulaire d'une MAGE ou d'une maîtrise d'informatique (Dauphine). Utilisateur averti de Macintosh, vous justifiez d'une première expérience de technicien et/ou de formateur ainsi que d'une expérience de la programmation. Votre plus sera une connaissance approfondie de la gamme Apple allée à la maîtrise d'une spécialité (Base de données, Télécom, PNO...).

Votre mission au sein du département Formation : organiser la formation produits en interne et externe ; participer à la réflexion sur les nouvelles pédagogies ; mettre en place les supports de cours ; participer aux tests et aux suivis des nouveaux outils de formation hard et soft.

Ces deux créations de poste nécessitent de jeunes professionnels particulièrement impliqués qui participeront à la mise en place complète du Centre Ressources Produits. Pour mettre en œuvre votre créativité et votre dynamisme au sein d'Apple, écrivez à Pierre GRELLIER, Directeur des Ressources Humaines, sous réf. SSP/M : Apple Computer France, 12 avenue de l'Océane, ZA de Courtabœuf, 91956 LES ULIS cedex.

Consultez 3614 code Apple.

Révélez le meilleur de vous-même.



Apple

Jeunes ingénieurs

Philips Eclairage Premier constructeur mondial dans le domaine de l'éclairage, possède en France un outil industriel puissant : 7 centres de production à vocation internationale spécialisés dans les sources lumineuses ou le matériel d'éclairage.

Le centre industriel de LAMOTTE-BEUVRON (250 personnes) près d'Orléans produit du matériel d'éclairage intérieur décoratif. Nous recherchons pour renforcer nos équipes :

Un acheteur produits de négoce

En étroite collaboration avec les services marketing, qualité, développement..., vous serez responsable de l'achat des produits de négoce dans le meilleur rapport qualité-prix-flexibilité-délai. Vous participerez au choix des fournisseurs, négocierez et rédigerez les contrats.

De formation supérieure technique et commerciale, vous avez au minimum une première expérience similaire. Réf. 35 A.

Un chef de projet

Responsable de la mise en place de la CAO, vous formerez les utilisateurs. Vous prendrez également en charge l'industrialisation des projets de luminaires nécessitant l'intégration de composants et systèmes électroniques.

Ingénieur généraliste option électronique, vous êtes débutant ou avez une première expérience. Réf. 35 B.

Pour ces 2 postes, vous alliez rigueur et sens des contacts et avez un bon niveau d'anglais.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à LITA, Service du Personnel, 5 rue de l'Allée Verte, 41600 Lamotte-Beuvron.

* Philips en France, c'est plus de 21 milliards de C.A., 27 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'ensemble des secteurs de l'électronique et de l'éclairage.

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

SALOMON... UNE EQUIPE PASSIONNEE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE.

Leader mondial sur le marché des produits de sports d'hiver, nous réalisons 2,5 Mds de C.A. dans le monde (dont 90 % à l'étranger) avec un effectif de 2200 personnes.

Après notre récente diversification dans le Golf, et celle en cours dans le Ski, nous continuons notre développement avec la même stratégie volontariste de croissance et la même exigence : offrir aux sportifs des produits à forte valeur ajoutée technologique.

JEUNES INGENIEURS

que la conception et le développement des produits du sport passionnent

Venez développer vos capacités d'imagination et votre rigueur de raisonnement au sein de nos équipes Recherche et Développement.

De formation Ingénieur Mécanicien généraliste, débutant ou avec expérience, vous êtes innovateur, attiré par le travail en équipe et recherchez une entreprise qui bouge et qui sera attentive à votre potentiel d'évolution.

Ecrivez à Geneviève BONARDEL (sous réf. IPN)
SALOMON S.A. - Metz-Tessy - BP 454 - 74011 ANNECY CEDEX

RANK XEROX

Nous confions nos réseaux à ceux qui veulent découvrir de nouveaux itinéraires

Ingénieurs vente systèmes

Un grand nom de l'informatique se doit aujourd'hui d'être connu par la qualité de ses produits autant que par la compétence de ses commerciaux. Aussi Rank Xerox leur donne-t-il les moyens d'être les interlocuteurs crédibles dont les entreprises ont besoin.

Confrontés très vite à la réalité des affaires, disposant des meilleurs atouts pour convaincre les décideurs, les Ingénieurs Vente Systèmes trouvent chez Rank Xerox un environnement ouvert à tous les talents, propice à toutes les ambitions.

Aussi à l'aise dans la négociation que dans le diagnostic des besoins, votre connaissance des technologies informatiques et des réseaux vous permettra de proposer aux professionnels des grandes entreprises des solutions performantes et d'étudier avec eux le mode de financement adapté.

De formation supérieure, vous avez une expérience des logiciels et des réseaux en environnement gros systèmes.

De tempérament commercial, ouvert au dialogue et désireux de partager votre expérience, vous souhaitez évoluer vers des responsabilités d'expertise ou d'encadrement.

Des postes sont à pourvoir à Paris, Strasbourg, Lille, Rouen, Nantes, Tours, Bordeaux, Toulouse, Marseille et Lyon.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. I LM 20, à Laurent Ameineau, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aubrey sous Bois Cedex.

CISI INGENIERIE

Ingénieurs Grandes Ecoles

Bordeaux

Mission : « Ils participeront au développement de grands projets dans le secteur Aéronautique dans les domaines : Mécanique - Aérodynamique - Electromagnétique » Ils seront amenés à prendre des responsabilités de petites équipes soit en étude scientifique, soit en développement de logiciels numériques.

Profil : • INGENIEURS GRANDE ECOLES (Centrale, Mines, Sup Aéro, ENSMA) • Débutants à 3 ans d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et préférences) à ANY BOULADE PARTNERS - 35/37, avenue de son expansion, et aéroport de Bordeaux-Mérignac.

réf. CLM12

Any Boulade Partners

Promoviande

GRUPE PROMODES

Une des cinq premières entreprises françaises de transformation des produits carnés (abattage, désossage, fabrication de produits élaborés viande, charcuterie cuite). 1100 personnes - 1,8 milliard de C.A. étudié près de CAEN (CALVADOS), recherche, dans le cadre de son expansion, et aéroport de Bordeaux-Mérignac.

Ingénieur responsable entretien et travaux neufs

AM, ENSAIS, INSA, ENSM, etc.

Gestion et animation d'une équipe de 40 personnes. Interlocuteur privilégié des Responsables de la Production dont il sera le partenaire, il assurera la gestion, l'organisation de l'ensemble de la maintenance des ateliers de production et la réalisation des travaux neufs de notre site.

Expérience de 3 à 5 ans indispensable.

Ce poste implique un goût pour le travail sur le terrain et de fortes capacités de communication.

Pour contact tél. au 83.27.36.80 ou adresser lettre et CV détaillé sous référence 713 à

ADE CONSEIL BP 3679 - 54016 NANCY Cedex.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 7 décembre 1988 23

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SAINT-GOBAIN

Au sein de la branche fibres de renforcement (5 000 p.), VETROTEX INTERNATIONAL à CHAMBERY, conçoit et met au point des procédés pour la fabrication et la première transformation des fibres de verre.

N° 1 en Europe, notre développement nous conduit à créer deux fonctions

un ingénieur fibrage (réf. 3905 LM)

Venez concevoir des ateliers de fibrage, depuis les dessins jusqu'à la mise en place dans nos usines, en Europe et ailleurs. Ingénieur généraliste débutant, vous aimez la planche et le DAO, le travail en équipe, en anglais et les déplacements.

un ingénieur BE expérimenté (réf. 3906 LM)

Devenez notre chef de projet "coupe sous filière". Vous créez procédé et équipements, les mettez au point et les installez en usines. Sur ce projet complexe et de longue durée, il vous faut esprit créatif, patience et talents de communication pour vendre vos idées. Rejoignez une entité dynamique au sein d'un groupe performant.

Merci d'écrire à D. MARTINON
sous référence correspondante



ALEXANDRE TIC S.A.
14 RUE STALLERAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - LYON - LALE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

DIGITAL, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, recherche :

Manager qualité

(Province)

Pour l'ensemble de nos agences et sites de province vous animerez les programmes Qualité, Productivité et Satisfaction clients.

Votre principale responsabilité sera, après analyse, de définir puis de suivre la mise en place de toutes les actions d'amélioration de la productivité.

De formation supérieure, une expérience de 10 ans dans des fonctions soit de support aux opérations soit opérationnelles et la pratique du management vous sont indispensables.

Ce poste est basé à Evry, il comporte évidemment de fréquents déplacements.

Adressez votre candidature, sous référence MON 801 à Anna CHEVALLIER - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Nous sommes un important Groupe d'INGENIERIE. Dans le cadre de notre développement dans le domaine Agro-alimentaire, nous recherchons :

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

INGENIEUR D'ETUDES SECTEUR BOISSONS

INGENIEUR D'ETUDES SECTEUR LAITIER

INGENIEUR D'ETUDES BETON ARMÉ

Agés de 30/40 ans, vous possédez une expérience industrielle ou ingénieur dans les domaines cités, et souhaitez valoriser vos compétences et participer à l'expansion de notre Groupe.

Merci d'envoyer votre C.V. avec photo en précisant le poste et la ville qui vous intéressent à AXIAL (sous référence 8908) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

HUTCHINSON



Dans le cadre de la progression de ses activités, le département PIÈCES de CARROSSERIE, leader en France dans sa spécialité (moulage de pièces en polyuréthane), recrute :

Un ingénieur commercial réf. 6.12.1

Ingénieur diplômé, type mécanicien, il sera rattaché au Directeur du Département et aura pour mission de développer et de coordonner l'exportation. Son introduction dans le milieu automobile européen serait appréciée.

La pratique de l'Anglais et de l'Allemand est indispensable. L'Italien constituerait un plus.

Un ingénieur bureau d'études réf. 6.12.2

Responsable de service, rattaché au Directeur Technique, il assurera la coordination et la gestion des études, répartira les travaux, assurera l'étude complète d'un projet. Il sera responsable des devis et contacts techniques avec les clients et étudiera l'implantation d'un système C.A.O. La pratique de l'Anglais est indispensable, la connaissance de l'Allemand constituant un plus.

Un ingénieur production réf. 6.12.3

Ingénieur Mécanicien, il gèrera un atelier de 80 personnes. Procédés techniques de haut niveau à fort investissement. Il aura des qualités de management et devra être capable de participer à la définition de l'outil de production. Poste évolutif et ouvert vers d'autres fonctions. Débutant accepté.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi, à HUTCHINSON SNC - Département Recrutement - 2, rue Balzac - 75008 PARIS.

Établissement à taille humaine - 170 collaborateurs - membre d'un puissant groupe financier international, nous intervenons sur les marchés pour la négociation des valeurs mobilières. Pour notre département organisation et informatique, vecteur majeur de notre développement, nous créons le poste de

Responsable système-réseau-exploitation VAX

établissement financier

Rattaché au responsable du département, il a pour mission de couvrir, assisté de deux collaborateurs, l'ensemble des éléments techniques des systèmes d'information mis en œuvre : exploitation et système, pour les matériels du constructeur Digital, VAX 8530, 6210, une dizaine de MICROVAX 2000 connectés sur un réseau ETHERNET - réseau, gérant les accès aux serveurs de la profession, REUTER, RELIT, SDIB... et à ceux de l'entreprise, notamment des salles de marché, enfin à ceux relevant des sites internationaux du groupe.

Pour cette création de poste, nous recherchons un ingénieur école, déjà confirmé dans son expérience des matériels Digital - VMS, DECNET, RDB. Nous lui proposons de rejoindre un des établissements leader des marchés financiers qui appuie son développement sur un accroissement et une sophistication permanents de ses moyens informatiques.

Michel DHEUR, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8812.25 au cabinet M.D.A. 104, rue du Fr-Si-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Responsable de groupe

Technologie composant

Cette importante société d'électronique, basée dans le sud de la France, recherche dans le cadre de son développement, le responsable du groupe technologie composant nouvellement créé. Il animer une équipe de cinq personnes et assurera le suivi budgétaire de son groupe. En relation étroite avec les services internes: conception de circuits intégrés, marketing, achat et assurance qualité, mais aussi avec les fournisseurs et clients de la société, ce groupe interviendra dans l'expertise et le choix de toutes les technologies composants. Nous recherchons, pour occuper cette fonction, un ingénieur grande école, ayant une expérience significative des technologies composants ayant été acquise, si possible, chez un fabricant de semi-conducteurs. Une personnalité ouverte et un tempérament de manager lui permettront, avec son équipe, de faire passer une réelle culture composant au sein de l'entreprise. Ecrire à M.H. FRANCO en précisant la référence A/T7265M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Analystes confirmés

Banque

Paris - Une banque d'affaires à taille humaine, filiale d'un très grand groupe bancaire, recherche dans le cadre de la réorganisation de son service informatique deux analystes confirmés. Placés sous l'autorité d'un chef de projet, ils devront mener à bien des projets concernant des produits bancaires les plus divers, depuis la phase de pré-étude jusqu'à leur mise en place, impliquant d'être en relation constante avec l'ensemble des utilisateurs. Ces postes ne peuvent convenir qu'à des candidats âgés de 26 ans minimum, de formation DUT, MIAGE ou équivalent, ayant acquis une expérience de l'ordre de 3 années de l'informatique de gestion en entreprise ou dans une SSII. La connaissance de l'environnement IBM 38 est nécessaire, celle du cobol serait un plus et un goût pour les méthodes serait apprécié. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/R9469M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur d'études

Sécurité de systèmes

Paris - Cette importante société de services, filiale d'un grand groupe à vocation internationale, recherche, pour faire face au développement de sa nouvelle activité "Sécurité de Systèmes Militaires Spéciaux et Nucleaires", un jeune ingénieur d'études à fort potentiel. Au sein d'une équipe jeune et dynamique, il sera chargé de l'analyse technique de système et de l'évaluation de sa sûreté de fonctionnement, des analyses de risques et des évaluations probabilistes. En étroite relation avec le client, il formulera des propositions concernant la conception même du système, la spécification des essais et des procédures d'exploitation et de maintenance. Par ailleurs, il participera au développement commercial de l'activité et à la mise en œuvre de ses outils et de ses méthodes. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs, électronicien ou électicien de préférence, ayant acquis si possible une première expérience réussie dans les domaines de la sécurité ou de la fiabilité de systèmes. Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client, prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5954M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DES HOMMES "CLEFS" POUR DES TECHNIQUES QUI DEVIENNENT STRATÉGIQUES

EXIGEZ LA REUSSITE

Bénéficiant tout à la fois d'une structure décentralisée à dimension mondiale et d'une réelle maîtrise de l'ensemble des techniques de Télécommunications, notre entreprise est à même d'assurer une efficacité d'action immédiate tout en menant une politique d'innovation orientée vers le moyen et le long terme.

Exiger la réussite c'est traduire en toute légitimité votre volonté, qui est aussi la nôtre, d'être les principaux acteurs d'un nouvel espace de développement technologique, dans le cadre de la création d'une filiale.

INGENIEUR

RESEAU SPECIALISTE DEC ET DES CONNEXIONS HETEROGENES

Ingenieur ou universitaire, votre expérience de 4 à 5 ans acquise dans la mise en œuvre des produits réseau DEC vous a permis d'acquies une bonne connaissance de DNA/DECNET et des interfaces avec les autres types de réseaux. En rejoignant une équipe système travaillant du réseau SNA vous serez amené à travailler aussi sur convertisseurs de protocoles et convertisseurs synchrone/asynchrone.

INGENIEUR

SYSTEME ET RESEAU

Vous intervenez dans un environnement IBM/VS, AVEC VTAM, NCP, X0 + NFS, GTH/OSI et vous coordonnez les interventions d'une équipe système, chargée d'assurer le support d'un réseau. Agé d'environ 30 ans et de formation supérieure (école d'ingénieur ou universitaire), vous possédez une réelle expérience sur IBM vous permettant d'assurer un rôle d'encadrement. La connaissance de VM est également souhaitée.

INGENIEUR

EN TELECOMMUNICATIONS

Au delà de votre formation supérieure (école d'ingénieur ou universitaire), vous possédez une solide expérience d'au moins 5 ans, acquise dans les équipements liés aux télécommunications. Celle-ci vous assure de réelles connaissances des modes, multiplexeurs, des équipements X 25, des fibres optiques et les services fournis par les P.T.T.

Pour ces 3 postes basés en proche banlieue ouest de Paris, vous êtes disponibles pour de courts déplacements à l'étranger et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi sous le numéro 7147 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

*Votre compétence,
c'est notre satisfaction-client.*

INGENIEUR D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Classé n°1 par DATAPRO en satisfaction clientèle sur le marché français des constructeurs, la Division Technique Hewlett-Packard participe activement à notre démarche de qualité totale et développe l'activité support matériel, logiciel et réseau auprès de nos clients.

De formation supérieure en électronique ou en informatique (INSA, ENIB, ESEO, ISEN, ISEP...) vous êtes débutant avec peut-être une première expérience de l'assistance technique.

Interlocuteur privilégié de nos clients, vous assurez tout au long des différentes étapes (préparation du site, installation, maintenance) un service performant et rapide.

Face au problème -sur matériel ou système- vous solutionnez ou diagnostiquez et n'avez qu'un souci : accroître la satisfaction de vos clients.

Formé sur des matériels de haute technologie, vous

devenez rapidement un spécialiste et développez une expertise dans des domaines porteurs :

Réseaux, Bureautique, GPAO, CAO...

Au sein d'HP, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions : Support Technique, Laboratoire, Management, Vente... Où cette première expérience constituera un plus appréciable.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

De nombreux postes sont à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous réf. CEO/02/MO, à Hewlett-Packard France, Etablissement Commercial, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

Télécopie : (1) 60.77.53.91.

**HEWLETT
PACKARD**

Notre société, intégrée à un groupe industriel international de premier plan, conçoit et réalise des équipements destinés principalement au marché de l'aéronautique. Ces équipements fonctionnent grâce à un ensemble complexe de systèmes informatiques et électroniques dont nous assurons la conception, la réalisation et l'intégration.

Ingénieurs Informaticiens

(Réf. D.1771.88)

Nous vous confierons la réalisation de nos logiciels. Diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, CENTRALE, ESE, ENST, ENSIMAG...), vous êtes débutant ou possédez une première expérience acquise dans un environnement industriel où vous avez appris à maîtriser différentes techniques informatiques appliquées à la recherche ou à l'industrie (Fortran, langage C/Unix, etc.).

Ingénieurs Electroniciens

(Réf. D.1772.88)

Nous vous confierons des études et le développement de systèmes en électronique numérique rapide appliquée à la génération synthétique d'images. Diplômé d'une grande école d'ingénieur, option électronique (ESE, ENST, ENSERG, ENSEIBT...), vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

La taille des projets que nous conduisons, la performance de nos outils (matériels et logiciels) et notre envergure internationale sont les garants d'une progression de carrière motivante. Ces postes sont basés en banlieue ouest.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à notre conseil Critère, 12, rue Pergolèse 75116 Paris.

Critère

ingénieur de projet

PARIS



COFLEXIP

Société française à vocation internationale leader sur son marché, réalisant des biens d'équipement pétroliers, recherche un INGENIEUR DE PROJET.

Généraliste, formation Grande Ecole à diplôme scientifique ou technique, 25/32 ans, au moins 3 ans d'expérience dans l'industrie pétrolière ou l'ingénierie. Parfaitement bilingue. Anglais. Mobile, disponible, esprit d'équipe, rigueur, organisation. L'habitude du maniement des contrats de sous-traitance en langue anglaise, du suivi budgétaire, de l'utilisation de l'informatique seront des atouts appréciés.

Au sein du groupe "Projet", après une période probatoire et une formation aux flexibles, il aura la responsabilité complète des projets qui lui seront confiés et sera garant de leur réalisation en maîtrisant les 3 critères essentiels : qualité, délais et coûts.

Déplacements en France et à l'étranger. Evolution intéressante pour un candidat de valeur notamment en expatriation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7256-M à ICA, 3, rue d'Orléans, 75040 Paris qui transmettra.

ICA

International Classified Advertisers NEW YORK PARIS

JEUNE INGENIEUR

Nous sommes la filiale française performante (progression de 20% par an) d'un important Groupe international fabricant des produits pharmaceutiques de haute technologie.

Un très important programme d'investissements est planifié sur les 4 prochaines années pour faire face au développement d'activités propres et au transfert d'activités nouvelles.

Dans ce contexte, nous recherchons notre

RESPONSABLE AUTOMATISME

Rattaché au Responsable Production, il assure la responsabilité des performances et de la productivité du Parc Machine :

- réglage et automatisation : définition, organisation et suivi des travaux de réglage des automatismes de production et logistique.
- projets d'automatisme : définition et mise en place dans les secteurs Fabrication, Conditionnement et Logistique.

JEUNE INGENIEUR MECANICIEN, il a une première expérience "automatisme" (BE, méthodes, fabrication, maintenance) dans un domaine d'activité proche.

Nous recherchons des candidats à forte personnalité et potentiel pour évoluer vers des fonctions élargies.

Le poste est situé à 60 kms au Sud-Ouest de Paris (proximité Rambouillet).

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. SPE/11 M - KEY MEN - 2 avenue de Paris - 45000 ORLEANS.

KEY MEN

GIRARD DANIEL PONTÉ CLINIS L'ANTS

CENTRE TECHNIQUE PROFESSIONNEL

recherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE

La mission :

- définir la politique scientifique du Centre et en suivre l'activité,
- définir la politique d'investissements,
- gérer les ressources humaines.

Les moyens :

- une équipe d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau.

Le profil du candidat :

- ingénieur Grande Ecole de 40 ans environ ayant une bonne expérience en Gestion Scientifique et Technique dans les domaines : microtechnique, microélectronique, mécanique, spatial, avionique, matériau.
- L'anglais est indispensable. Le poste est situé dans une grande ville universitaire de Franche-Comté.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 32040 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société prestataire de services,

première dans sa branche,

filiale d'un des tout premiers groupes français (activité triplée en 10 ans, 600 personnes, CA de 230 MF) renforce son équipe de cadres pour aborder une nouvelle phase de son expansion.

Jeune ingénieur

Responsable de projets centrés sur l'amélioration des méthodes, la logistique et le lancement de nouvelles prestations, vous aurez pour mission de contribuer à leur élaboration et leur mise en place sur le terrain.

Ingenieur généraliste, vous êtes débutant ou avez une première expérience qui vous a permis de mettre en œuvre votre créativité, votre esprit d'analyse et votre sens de l'organisation.

Vos aptitudes et votre goût pour la formation seront un atout important pour la réussite de vos missions.

Le poste est basé à Paris, mais implique des déplacements fréquents en province.

Envoyez lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération souhaitée sous la réf. 7078/M à Eric de CABROL à Sélégos, 204 Rd Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE

Sélégos

CONTEXTE

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Puisque nous marions l'homme avec l'espace

le ciel nous est témoin.

Quoi de plus logique quand on vit avec le ciel pour
domaine que de se mettre à coté de l'Espace.

Il se révèle le prolongement naturel de notre vocation,

il porte au-delà la
stimulation de
notre intelligence

et de notre créativité technique. Fondées sur notre
avance technologique, les recherches menées par nos
ACTIVITES SPATIALES relèvent autant de notre
engagement actuel que de notre volonté d'anticiper
sur l'avenir : Partenaires du projet HERMES, nous nous
mobilisons sur l'expansion des futurs systèmes habités
spatiaux. Être dès aujourd'hui à l'origine de ces
projets : telle est l'opportunité offerte à des ingénieurs

et Cadres confirmés, désireux de s'investir dans une
mission riche et diversifiée : **Analyse de systèmes,**

Etudes et Synthèse de projets, Gestion

technique. Nos
projets, s'inscrivant
dans un contexte

international, impliquent un travail d'équipe,
l'adaptabilité, la créativité et le potentiel pour évoluer
ainsi qu'une bonne connaissance de l'Anglais. Ces
postes sont basés en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature :

AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION

Service du personnel - RM. ICC/12.

78 quai Marcel Dassault - 92214 St Cloud.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

LE CIEL N'ATTEND PAS.

LEADER EUROPEEN SUR LE MARCHÉ DES COMPOSANTS
ELECTRONIQUES HAUTES PERFORMANCES

notre société (SSE) est située
en proche banlieue Nord-Ouest
de Paris (seine 93).

**JEUNE RESPONSABLE
BUREAU D'ETUDES**

Vous établissez et gérez les dossiers de définition et de
fabrication pour l'ensemble des produits.

Pour réussir dans cette mission vous pouvez compter sur :

- Des moyens humains : une équipe dynamique de 3 person-
nes que vous saurez faire évoluer.
- Des moyens techniques : outils performants tels que
CAO/DAO, logiciel gestion configuration.

Jeune Ingénieur INSEAM/ENI ou équivalent, vous
bénéficiez de préférence d'une première expérience, si possi-
ble, dans le secteur de l'électronique.

Vous possédez en outre de bonnes connaissances en informa-
tique, mécanique, et électronique analogique.

Merci d'adresser votre dossier candidature
sous référence 93312/UM à
HCA - 1 Place du Palais-Royal 75001 PARIS.

**JEUNES INGENIEURS
EXPRIMEZ
VOTRE DIFFERENCE**

INGENIEURS DE VENTE

Quand on est leader mondial du roulement, quand on a un
savoir-faire unique dans le domaine de l'anti-friction et que
l'on s'appelle SKF, on peut tout faire - ou presque. Par
exemple, créer SKF DISTRIBUTION.

Vous aussi, faites la différence : rejoignez notre équipe de 20
INGENIEURS DE VENTE répartis sur 6 Directions Régionales.
Exprimez ainsi votre envie de vous investir dans un métier de
contacts, qui allie vos connaissances techniques et votre goût

de l'autonomie à l'expérience d'un grand groupe.

Quand on est Ingénieur INSA, ENI ou ESTACA débutant ou
avec une première expérience dans l'industrie et qu'on
postule chez SKF DISTRIBUTION, on peut s'attendre à ce que
tout change - ou presque.

Michel CHASSELOUP de la Direction des Ressources
Humaines - SKF Distribution - 8, avenue Réaumur - 92142
CLAMART Cedex - attend votre dossier de candidature.

SKF

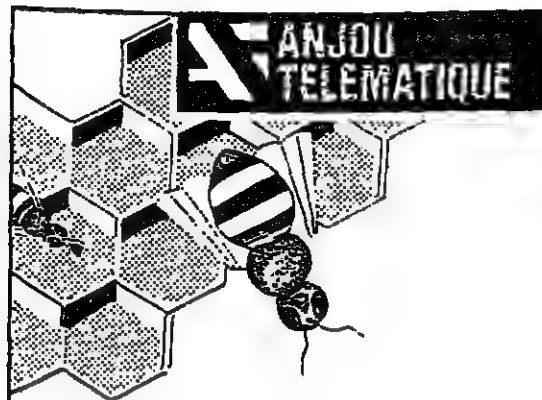
SKF Distribution
L'expérience qui fait la différence

مكتبة من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE



ARCHITECTES DE L'INFORMATIQUE, nous investissons dans l'évolution des techniques de pointe liées à la conception et au développement d'architectures de communication. Notre croissance est accélérée par la progression technologique constante de notre groupe qui compte plus de 1 500 sociétés.

INGENIEURS TELECOM

Filiale informatique du groupe **GENERALE DES EAUX, ANJOU TELEMATIQUE** offre le dynamisme, la jeunesse, la souplesse d'une équipe de 120 professionnels, l'opportunité de vous investir concrètement dans des projets Telecom-Réseaux. Vous vous appuyerez sur l'acquis technique d'une société qui fait de l'informatique distribuée son métier.

S'IDENTIFIER AUX GRANDS ARCHITECTES ET CONSERVER SON NATUREL.

Ingenieur ou Universitaire de formation ENST, SUPLEC, INT ou DESS télé-informatique, nous saurons vous donner des responsabilités :

- Vous possédez un ou deux ans d'expérience : rejoignez-nous dans un rôle de concepteur et de réalisateur.
- Vous possédez quatre ans d'expérience ou plus : devenez le conseil en communication de notre département Réseaux et Systèmes. Nous avons confié ce recrutement à notre Conseil : **FRANK MUSSAT - CITCOM Sélection**. Il traitera votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en toute confidentialité.

CITCOM Sélection
Groupe Telesystèmes

CITCOM SELECTION 7, RUE SARRÉTTE - 75014 PARIS - TEL : 43.21.83.61

Recherche débutants délibérément

Jeunes diplômés

1. Vous venez d'achever vos études d'ingénieur, vous êtes diplômé d'une grande école, ou universitaire du 3e Cycle. Trouver un emploi n'est pas, pour vous, un problème. Mais le plus souvent vous vous heurtez à l'exigence d'une première expérience. **SEMA GROUP** n'a pas peur des débutants, car nous sommes passés maîtres dans l'art de vous former et de vous intégrer, c'est-à-dire d'adapter vos connaissances et vos aspirations aux métiers de l'informatique.

2. Nous avons un plan pour vous : D'abord un stage de formation, puis une intégration dans nos équipes pour participer au développement des systèmes d'information.

3. Ensuite ? Toutes les opportunités de carrière que peut offrir un des premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie informatique travaillant avec tous les secteurs de l'économie.

Pour prendre contact merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous référence MCB6 à Pascale de Larroche, Direction de la Gestion Opérationnelle des Ingénieurs, 16-18 rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA GROUP



TURBOMECA

Société aéronautique-située dans les Pyrénées Atlantiques-conception et fabrication de turbines de petite et moyenne puissance - 4000 personnes - 2 Milliards de CA. Nous investissons dans les HOMMES, la RECHERCHE, et l'INNOVATION. Pour nos projets en coopération internationale, nous recrutons :

INGENIEUR EN CALCUL DES STRUCTURES

Réf. ICS 01. Débutant ou possédant quelques années d'expérience, vous avez une formation Grande Ecole à dominante mécanique. Au sein du service Résistance des Matériaux, vous participerez à la conception et au suivi des turbomachines aéronautiques et industrielles. Vous utiliserez les outils de calculs les plus performants pour le dimensionnement et la prédiction des durées de vie. Ce poste nécessite le goût du travail en équipe, et exige la maîtrise de l'anglais.

2 INGENIEURS AERODYNAMICIENS

Réf. IA 02. De formation Ingénieur (SUP AERO - CENTRALE - ENSAM ou équivalent) débutants ou confirmés, vous avez un goût affirmé pour les travaux de recherche et justifiez éventuellement une spécialisation en aérodynamique des compresseurs. Au sein de notre équipe d'ingénieurs, spécialistes en ce domaine, vous participerez à des études aérodynamiques expérimentales et à la conception. Pour ces postes, des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser vos dossiers de candidatures en précisant la référence du poste choisi (lettre manuscrite, CV, photo) à : **TURBOMECA - Service Ressources Humaines M. Philippe DUCAMP - BORDES - 64320 BIZANOS.**

Dans le cadre de la réalisation du moteur, le MTR 390 associant LA FRANCE (nous-mêmes) LA RFA (M.T.U.) et LA GRANDE-BRETAGNE (ROLLS ROYCE)

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Réf. CPI 03. Ingénieur ou équivalent, vous avez une expérience de 7 à 8 ans dans l'informatique de gestion, et la connaissance des grands systèmes IBM (MVS - CICS - DL1). Rompu à la conduite de projets informatiques, vous serez chargé de la constitution de la base des données techniques, en collaboration avec nos partenaires dans le respect des normes internationales. L'anglais courant est impératif, l'allemand souhaité. Prévoyez de fréquents voyages de courte durée en Allemagne et Grande-Bretagne. Mission de 2 ans, renouvelable.

INGENIEUR INTERFACE DE PROGRAMME

Réf. IIP 04. Votre formation générale d'ingénieur vous permettra d'intervenir avec aisance dans les domaines suivants : études, développement, production, essais. Basé à MUNICH, vous assurerez l'interface entre partenaires et être le garant du projet. Vous serez néanmoins responsable du fonctionnement de l'ingénieur chargé du programme. Des qualités relationnelles et de contact sont indispensables ainsi que la maîtrise de l'allemand et de l'anglais.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Réf. IE 05. Diplômé Ingénieur, vous disposez de préférence d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine des logiciels. En équipe, vous participerez à la conception et au développement de logiciels de haut niveau (techniques) destinés à la régulation. La connaissance des langages (PASCAL - ADA - C) sera appréciée. L'anglais est impératif, l'allemand souhaité. Prévoyez de courts déplacements en Europe.

INGENIEUR METALLURGISTE

Réf. IM 06. Débutant ou avec quelques années d'expérience vous serez chargé au sein du département "Matériaux et Techniques Associées" de la recherche et du développement de la caractérisation des matériaux appliqués au contrôle par ultrasons en vue de l'intégration des acquis techniques au contrôle des fabrications. Les connaissances professionnelles en métallurgie, en mécanique des fluides, en informatique (langage FORTRAN, assembleur) et contrôles non destructifs sont indispensables. L'anglais impératif.



Société de Service et d'Ingénierie en Informatique (1200 collaborateurs aujourd'hui, dont 85 % d'ingénieurs), partenaire en groupe industriel international, nous avons progressé dans un univers de technologies de pointe et de compétition.

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doct, DEA et maîtrise, que vous soyez débutant ou ayez une première expérience, vous recherchez une activité riche et diversifiée. Motivés, vous souhaitez de l'autonomie et la responsabilité de vos projets. Vous apporterez vos compétences, votre fougue dans les domaines que nous développons :

- systèmes temps réel
- logiciel de base
- génie logiciel
- traitement du signal
- intelligence artificielle
- réseaux et télématique
- informatique industrielle
- systèmes d'information
- systèmes de gestion de bases de données.

Prenez votre essai nous. Merci d'adresser votre CV + photo + prétentions sous réf. 406 315, Bureaux de la Colline - 3 Saint-Cloud Cedex.

SYECA SELECTION



Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recherche un

Ingénieur système GCOS7

pour son centre de BREST
- débutant ou première expérience
- Grande Ecole ou Universitaire 3ème cycle

FONCTION : le candidat est appelé à devenir responsable de l'évolution et de l'exploitation d'un système GCOS7, ordinateur BULL DPS7000.

Dans le contexte du Réseau Télématique IFREMER, il devra maîtriser et optimiser les logiciels de : TDS, IDS2, IGS, DSA, ainsi que les outils de compatibilité et de gestion des ressources du système.

Il devra étudier et mettre en place des travaux progiciels et assurer la formation et l'assistance des équipes développement.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + photo + prétentions à : **IFREMER - Service du Personnel 66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.**

ALSTHOM CUSOT RAIL

groupe ALSTHOM

Rejoignez notre équipe "Calculs"

Nous sommes une entreprise de matériels ferroviaires de haute technologie (bogies TGV, tramways). Pour renforcer notre équipe d'ingénieurs, nous recherchons :

(Maîtrise ou Doctorat de Mécanique), débutant ou première expérience.

Rattaché à notre Chef de Service R... et en liaison permanente avec notre B.E., vous serez chargé des calculs de dynamique ferroviaire. Vous utiliserez des outils informatiques très performants. Vous posséderez de solides connaissances en mécanique (en particulier en dynamique des systèmes) et de bases en analyse numérique et asservissements. Vous souhaitez vous investir dans une entreprise performante et de haut niveau technologique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil : Denis Billebeu s/réf. DB 116, Route de Monestau BP 303 - 89500 AUBERRE.

ALSTHOM CUSOT RAIL

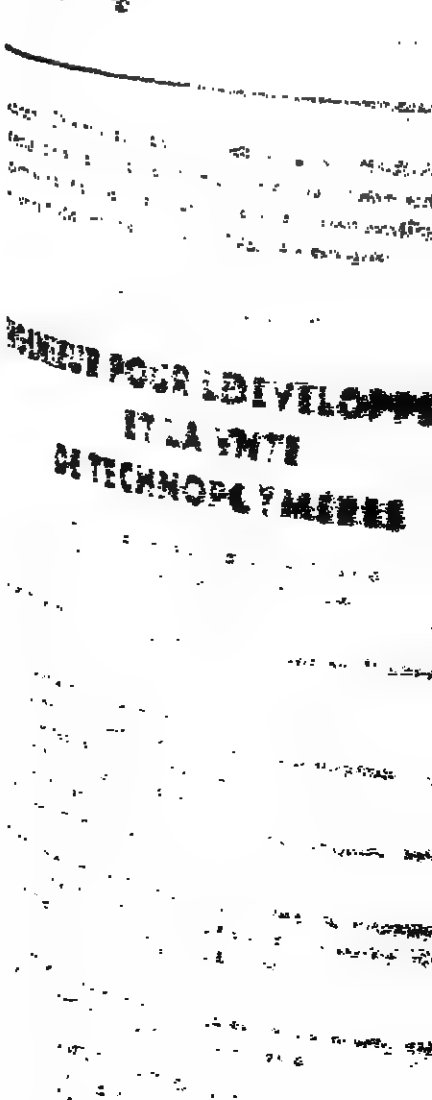
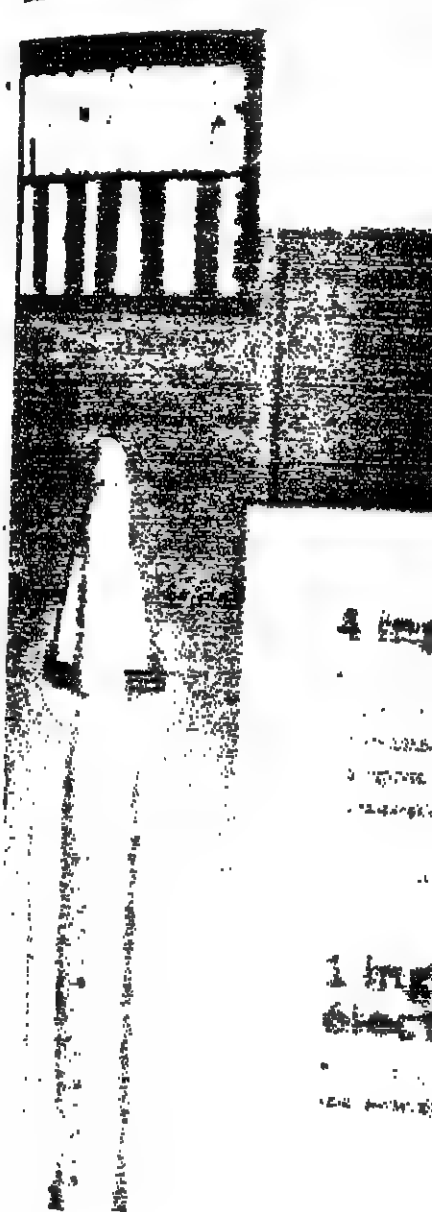
BCEOM Société Française d'Ingénierie

Pour renforcer nos services hydrauliques, nous recherchons pour Montpellier :

HYDRAULICIEN FLUVIAL

Nous attendons les candidatures d'ingénieurs (Ecoles Hydrauliques GRENOBLE ou TOULOUSE) expérimentés (5 ans d'activité en B.E. minimum), et disponibles rapidement.

Prière d'adresser lettre manuscrite + CV + photo s/réf. 88/81 à J.M. GLASMAN (D.R.H) BCEOM 15, square Max-Hymans 75741 PARIS Cedex 15



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Futur au présent

TECHNIQUES DE POINTE

ALTRAN TECHNOLOGIES : société de prestations intellectuelles de haut niveau, cotée en bourse au second marché, 60 % de croissance par an depuis 6 ans, 100 % de croissance en 1988, 550 personnes (dont 95 % d'ingénieurs et Cadres). Nous avons recruté 170 ingénieurs en 1988. Pour assumer les besoins de nos marchés et la qualité de nos prestations.

NOUS RECRUTONS 250 INGENIEURS EN 1989.

INGENIEURS GRANDES ECOLES (X, ECP, ENST, ENSTA, ENSAE, ESE,...)

Mission : études préliminaires, conception de systèmes, conduite de projets, études et réalisations, recherches appliquées, dans les domaines suivants :

Secteurs :
■ Aéronautique, Espace, Défense,
■ Télécommunication, Réseaux, Téléphonie,
■ Ingénierie Médicale, Imagerie,
■ Productique, Robotique, Contrôle de process.

Compétences :
■ Electronique analogique et numérique,
■ Architecture des calculateurs,
■ Logiciel temps réel, Génie logiciel, Logiciel de base,
■ Automatique, Mécanique, Calcul de Structures,
■ Analyse numérique, Simulation, Graphique.

Ces postes sont à pourvoir en région parisienne et à Toulouse.

Merci de nous adresser votre C.V., en rappelant sur l'enveloppe la référence JMF-8/12 ou par l'intermédiaire du MINTEL en tapant 3616 ALTRAN.

GROUPE ALTRAN TECHNOLOGIES 58, bd Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS.

Filiales : DELTA INFORMATIQUE - IDEFI (Institut de Formation Informatique)

PROGRAMMES ARIANE



LA DIRECTION DES LANCEURS DU CNES A EVRY (91) RECHERCHE
POUR LES PROGRAMMES ARIANE EN PHASE DE DÉVELOPPEMENT OU DE PRODUCTION

5 INGENIEURS ASSURANCE - QUALITE

4 Ingénieurs mécanique

- Vous avez acquis une expérience qui vous permettra de vous impliquer dans un des trois domaines suivants :
- **Cryotechnie** : 2 postes à pourvoir. (Réf. QL/CR).
- **Ergols stockables**. (Réf. QL/ST).
- **Opérations Systèmes mécaniques et propulsion**.
Des missions de quelques semaines à Kourou sont à prévoir 2 à 3 fois par an. (Réf. QF/OP/MP).

1 Ingénieur systèmes électroniques embarqués

- Votre expérience vous permettra de prendre en charge les systèmes électriques lanceur (Réf. QL/SE).

Associés aux équipes Projet du CNES ou aux équipes Production d'Arianespace, ces 5 ingénieurs devront faire évoluer le plan qualité dans leur domaine d'activité et veiller à son application, tant auprès de ces équipes que des industriels européens concernés.

Pour l'ensemble de ces postes, **une expérience industrielle de 5 à 10 ans** (maximum) est nécessaire, ainsi que la pratique de l'anglais.

Les candidatures sont à adresser avec CV et photo sous la référence choisie à Monsieur le Chef du Département Personnel du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

Consultation de l'ensemble des postes offerts par le Centre Spatial d'Evry sur Minitel 3615 code CNESPACE.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Amoco Chemical est une société multinationale, spécialisée entre autres dans la fabrication de polymères de haute performance (polysulfone UDEL et polyamide-imide TORLON par exemple).

Nous désirons gager un

INGÉNIEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA VENTE DE TECHNOLOGIES

responsable des marchés en France
et dans d'autres pays d'Europe.

La personne que nous recherchons est basée en France et devra avoir :

- un diplôme en mécanique ;
- d'excellentes qualifications professionnelles dans le domaine des technopolymères ;
- une solide expérience de la vente ;
- anglais et français courants (autres langues seraient un atout supplémentaire).

Elle devra faire preuve d'initiative, être libre de voyager et aura la possibilité de développer ses aptitudes dans un environnement de marketing international.

Si vous pensez satisfaire aux exigences de ce poste, nous vous invitons à soumettre votre dossier complet à :

AMOCO CHEMICAL (Europe) S.A.
15, rue Rothschild
CH-1211 GENÈVE 1.

Tél. : 1941.22/31 02 81 fax 1941.22/331 307 à l'attention de M^{me} Nicole Grodey, chef du personnel.

RESEAUX ET INTEGRATION DE SYSTEMES :

Une valeur sûre de Telesystemes

COGEMA, ALPHAPAGE... la dimension de ces projets situe bien TELESYSTEMES à la pointe des systèmes de communication.

TELESYSTEMES RESEAUX développe ce métier avec une grande cohérence d'ensemble, au travers d'une offre intégrée de services : ingénierie et maîtrise d'œuvre de réseaux, fourniture de systèmes complets, développement de logiciels et sécurisation des transferts de données.

Au cours de missions d'une grande diversité, nos spécialistes associent la maîtrise des nouvelles technologies, la volonté de perfection, pour aborder les schémas les plus complexes.

Nos équipes participent à la croissance générale et en appuient concrètement les résultats : TELESYSTEMES a réalisé 100 % de croissance interne en 5 ans.

INGENIEURS RESEAUX CONFIRMES

Vous avez acquis 3 à 7 ans d'expérience en tant qu'ingénieur Etudes et Réalisations. Vous intervenez en tant que Chef de projet et Manager pour mener nos projets Réseaux et intégration de systèmes.

Jeune ingénieur débutant, au sein de nos équipes, vous multipliez rapidement vos compétences.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Vous serez chargé d'accroître nos références par la fourniture de réseaux et systèmes de communication aux Grands Comptes privés et Administrations : Prospection, avant vente, réponse à des appels d'offres... Dans chaque cas, les spécificités (techniques, commerciales) des projets feront appel à vos qualités d'adaptation et d'intégration. De formation BAC + 5 (Ecole d'ingénieur - Ecole de Commerce), vous avez acquis une expérience commerciale, de 3 à 5 ans, si possible au sein d'une SSII.

L'ensemble de ces postes est basé à St Quentin en Yvelines. Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre candidature à TELESYSTEMES - Direction du Personnel - 115 rue du Bac - 75007 PARIS - Tél. 45.49.87.00



هكذا من الأصل

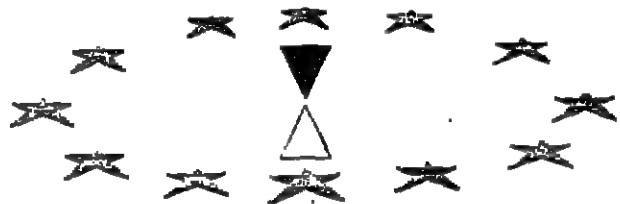
هكذا من الأصل

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA RADIOTELEPHONIE EN EUROPE

IL Y A DES PERSPECTIVES DANS LESQUELLES
IL FAUT SAVOIR S'INSCRIRE



PERSPECTIVE EUROPE : c'est le projet d'entreprise de l'équipe d'ALCATEL RADIOTELEPHONE. Déjà leader en France dans des marchés de haute technologie très concurrentiels, ALCATEL RADIOTELEPHONE poursuit son développement en Europe et dans le Monde en s'appuyant toujours sur sa passion de communiquer.

Pour notre Direction Opérationnelle, chargée de développer des systèmes de télécommunications, nous créons de nouveaux postes :

INGENIEUR D'AFFAIRES
SECURITE CIVILE

La Sécurité Civile nécessite des systèmes de Télécommunications modernes et performants associant l'informatique à la radiotéléphonie. De l'appel d'offre à l'achèvement des travaux, de la conception à l'installation du système, assurer la maîtrise d'œuvre complète d'affaires nécessite une solide formation technique et des compétences réelles en informatique. Mobile, entrepreneur et autonome, venez partager avec nous la passion de communiquer. (Réf. 12.07)

INGENIEUR PROJETS-AFFAIRES
FRANCE et EXPORT

Au sein de la Division des Systèmes à valeur ajoutée, nous étudions et réalisons des projets variés au plan européen et international. Concevoir des solutions "clés en main" pour la communication chez nos prospects et clients, coordonner la réalisation des projets, gérer les contrats et former les utilisateurs : telles sont les missions qui vous seront confiées. Ingénieur de formation, vous avez 2 à 5 ans d'expérience professionnelle technique, vous maîtrisez l'anglais et souhaitez évoluer vers des fonctions plus généralistes. Mobile, entrepreneur et autonome, venez partager avec nous la passion de communiquer. (Réf. 12.08)

Les Consultants de A.I.R. étudieront le dossier de candidature que vous leur ferez parvenir (C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions de salaire) en précisant la référence choisie : A.I.R. : 93, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 PARIS

ALCATEL
RADIOTELEPHONE
L'EUROPE EN PERSPECTIVE



concevoir des
bases de données
relationnelles

Rejoindre un univers de technologie de pointe et de compétition, c'est ce que vous propose SYECA.

Nous recherchons les RESPONSABLES d'importants projets bases de données.

Vous concevez et définissez : bases de données relationnelles ainsi que les systèmes transactionnels qui leur sont liés. Vous encadrez et animez des équipes de 6 ingénieurs et gérez le projet.

Nous comptons sur vos compétences en architecture de SGBD et systèmes d'informa., vos apports méthodologiques (MERISE) et technique (connaissance ORACLE, INGRES...)

Nous vous offrons le cadre d'un grand SSIL.

Postes basés en région parisienne, à Brest et à Toulon.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 405 315, Bureaux de la Colline - 213 SAINT CLOUD CEDEX.

SYECA
SOLUTION



Entreprises
saunier duval
L'énergie d'entreprises

Spécialiste de dimension internationale dans le domaine des études et réalisations d'équipements électriques recherche dans le cadre de son développement.

DES INGENIEURS D'AFFAIRES DEBUTANTS

De formation ingénieur, vous souhaitez allier la mise en œuvre de vos compétences techniques et des aptitudes pour la fonction commerciale. Vous participerez au développement de notre activité TELECOM dans le domaine des réseaux informatiques et contribuerez à la promotion de notre savoir faire dans ce secteur.

UN CHEF DE PROJETS AUTOMATISME
ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

ENSIEG, SUDRIA, ISEN, IDEN, vous avez 3 à 5 ans d'expérience, une bonne connaissance du marché des automatismes, des systèmes numériques de contrôle commande, des superviseurs sur micro et mini calculateurs. De la réponse aux appels d'offre à la mise en service, vous participerez au suivi commercial et technique des affaires en cours.

Disponibles et motivés, vous souhaitez rejoindre un environnement évolutif et dynamique, adressez votre dossier de candidature à :

ENTREPRISES SAUNIER DUVAL
DPRH - Monsieur FRANCAIS
250, route de l'Empereur
92500 RUEIL MALMAISON

LA DIRECTION DES LANCEURS DU CNES A EVRY (91) RECHERCHE

PROGRAMMES
ARIANE
HERMES

4 INGENIEURS
GRANDES ECOLES
ETUDES ET DEVELOPPEMENT

dans les activités suivantes :

Etudes de trajectoires et performances.

2 postes à pourvoir. (Réf. 88/DLA/35).

Développement de logiciels embarqués et des moyens de simulation associés.

1 poste à pourvoir. (Réf. 88/DLA/41).

Pour ces 3 postes, une expérience de 2 à 3 ans en études et simulations avec pratique de l'informatique est nécessaire. Vous travaillerez au sein de petites équipes en étroite liaison avec les industriels et les centres de recherche cernés.

Etudes et essais des circuits hydrauliques

des lanceurs Ariane et du planeur hyperbolique Hermes. De formation mécanique, cet ingénieur assurera ces responsabilités auprès des industriels participant à ces programmes d'expérience de 2 à 3 ans souhaitée. (Réf. 88/DLA/37).

Les candidatures sont à adresser avec une photo sous la référence choisie à Monsieur le Chef du Département Personnel du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

Consultation de l'ensemble des postes offerts par le Centre Spatial d'Evry sur Minitel 3615 code CNESPACE.

cnès

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES



PROVENCE

IMPORTANT SITE INDUSTRIEL DE CHIMIE FINE
recherche

Docteur Ingénieur ou Docteur d'Etat - (Réf. ORC)

Intégré au sein d'un laboratoire de recherche en synthèse organique, il/elle contribuera à la découverte et à l'élaboration de nouveaux procédés de fabrication de principes actifs pharmaceutiques. Très rapidement, il/elle sera amené(e) à diriger une petite équipe de recherche.

Ce poste s'adresse à un (e) jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ingénieur + Doctorat) ou Docteur d'Etat en chimie.

Ingénieur chimiste - (Réf. SCR)

Intégré au sein d'une équipe de développement chimique, il/elle sera chargé(e) de prendre en charge la préparation d'étalons analytiques par synthèse organique. Il/elle annuera une équipe de deux techniciens chimistes. Une première expérience en chimie organique est souhaitable.

Ce poste s'adresse à un ingénieur chimiste.

Dynamisme, rigueur, créativité sont les qualités recherchées pour tenir ces postes avec succès.

Adresser lettres de candid., C.V. + photos s/n° 8 029 à :
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. de Montessuy, PARIS-7°.

Vendre de la high tech en Europe



Nous sommes la première société française en instrumentation scientifique et en équipement de recherche pour la micro-électronique. 80% du CA est réalisé hors de France, en particulier en Europe, aux USA et au JAPON. La division RIBER, spécialiste de l'ultra-vidé, leader mondial des équipements de recherche pour la micro-électronique recherche pour son département semi-conducteur matériaux avancés un ingénieur des Ventes notamment pour l'Europe. Ce département conçoit et fabrique des systèmes d'épitaxie (MBE) dont l'application principale est la réalisation de nouveaux semi-conducteurs pour l'industrie électronique. Nos clients sont les plus prestigieuses entreprises de micro-électronique et nous nous flatterons d'avoir le plus grand parc au monde de réacteurs MBE. Nous souhaitons confier à un ingénieur la commercialisation de ces matériels sur l'Europe. Rattaché au responsable marketing, ce collaborateur développera les ventes en liaison étroite avec nos filiales et notre réseau d'agents. Pour réussir à ce poste, il est nécessaire d'avoir une formation technique (ingénieur grande école, thèse de 3^{ème} cycle, DEA matériaux), une première expérience réussie de la vente de produits de haute technologie, de préférence dans le secteur des semi-conducteurs. La pratique de l'anglais est indispensable. Ce poste basé à RUEIL MALMAISON nécessite des déplacements (40% du temps de travail). Nous souhaitons engager un ingénieur désireux de participer à un défi technologique, pour même de l'innovation dans le domaine des nouveaux matériaux, capable de réaliser avec autonomie et implication la mission confiée. Notre développement international est le meilleur garant des opportunités de carrière que nous pouvons offrir à notre futur collaborateur.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 901,88 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTec

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 7 décembre 1988 29

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEURS ELECTRONICIENS DEBUTANTS...

(ESME, INSA, ESIGELEC, ISEP...)

LA SECTION D'ETUDES
ET DE FABRICATION
DES TELECOMMUNICATIONS
VOUS PROPOSE DE

PILOTER DES PROJETS

Dans les médias audiovisuels : notre responsable infocentre.

Notre société d'études développe des approches nouvelles dans le domaine de l'audiovisuel et des médias, pour lesquelles l'informatique joue un rôle important.

Responsable d'une équipe qui assure l'analyse, le développement et l'exploitation de nos applications dans un contexte infocentre, vous prendrez en charge l'extension de notre système et la mise au point de nouveaux services ainsi que la négociation avec les partenaires et les prestataires extérieurs.

De formation supérieure (ingénieur ou IMAE), vous possédez une expérience de cinq ans environ dans la conduite de projets et l'encadrement d'une équipe. Motivé par les applications liées aux études statistiques, avec le sens des contacts et des compétences gros systèmes et micro-informatique, ce poste vous apportera un travail varié et passionnant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous la référence PJ 0602 à Patrick JOUAN - ON LINE - 117, rue de Rennes - 75006 PARIS.

ON LINE

DATIME

Cabinet de Consultants et d'Ingénierie, leader dans les domaines de la communication d'entreprise, voix / données / images, recherche

2 INGENIEURS "PROJET"

Spécialistes des Systèmes de Commutation, ils réaliseront en toute autonomie la programmation, les études des besoins, l'élaboration des schémas directeurs, les études économiques liées à la création ou à l'optimisation des réseaux d'entreprises, ils participeront à toutes les missions normalisées liées à l'exécution du métier de Maître d'œuvre. Ils devront connaître les produits du Marché Commutation Vohx, et être compétents dans les services et spécifications du RINIS et des RPIS.

Rémunération liée au degré d'autonomie et à la compétence. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo à :

DATIME S.A.
66, rue de Rome 75008 PARIS

LABORATOIRE DU C.N.R.S. GRENOBLE

recherche

INGENIEUR D'ETUDE

Grandes écoles ou équivalent.
Débutant ou première expérience.

POUR : Conception, développement ou grands instruments de mesures analytiques, techniques de calcul, anglais.

Candidature à adresser AVANT LE 16 DÉCEMBRE 1988.

Service du personnel - ISN
53, av. des Martyrs, 38026 GRENOBLE CEDEX.



Société de recherche du Groupe SYNTHELABO

L'informatique dans la recherche pharmaceutique.

Notre service Informatique est équipé d'un réseau de plusieurs VAX sur différents sites. Pour renforcer notre équipe, nous recherchons :

2 Chefs de projets VAX

Réf. CV 922

Informaticien, Ingénieur, ou Chimiste, votre expérience de 5 ans environ s'est déroulée sur matériel VAX et avec des SGBD relationnels dans le secteur pharmaceutique ou biomédical.

Vous avez, si possible, une pratique des logiciels de modélisation moléculaire et des LIMS.

LE PREMIER aura un rôle d'animation et de coordination de projets informatiques pour plusieurs Départements de Recherche. Il mettra en route des projets d'acquisition de données, d'automatisation d'instruments de laboratoire. Une expérience des logiciels de traitement de signaux sera appréciée.

LE SECOND prendra la responsabilité des projets informatiques de l'unité de Chimie. A l'aide d'une petite équipe, et en collaboration avec les Chercheurs, il définira et conduira des projets dans les domaines de la conception des nouvelles molécules jusqu'aux phases de production pilote.

Analyste de réalisation VAX

Réf. AR 924

De formation supérieure (Bac + 5), Informaticien, ou Biologiste avec spécialisation en informatique, vous disposez de trois ans d'expérience du développement. Vous avez une solide pratique des langages scientifiques, du matériel VAX (VMS), si possible des SGBD relationnels.

En équipe avec un Chef de Projet, vous participerez au développement d'applications scientifiques (traitement de données dans les essais cliniques ou en pharmacocinétique) ainsi qu'à la mise en route d'importants logiciels.

Pour ces postes qui nécessitent de nombreux contacts, une pratique courante de l'anglais est souhaitée.



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant bien la référence du poste choisi à notre Conseil DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

... DE POINTE

Faisant partie de la branche armements terrestres du Ministère de la Défense, soit 15 établissements regroupant 20.000 personnes, la SEFT est chargée de lancer et de mener toutes les actions permettant de satisfaire les besoins de l'Armée de Terre en équipements et systèmes d'armements complexes dans les domaines de l'

INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE - TELECOMMUNICATIONS.

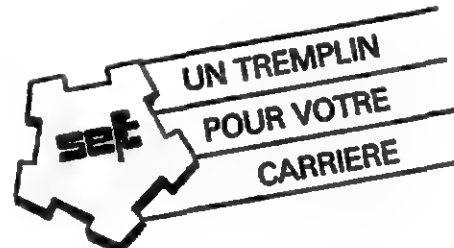
Notre vocation : piloter les études et la réalisation de projets que nous confions à des industriels sous-traitants qui représentent les plus grands noms de l'industrie électronique française. Notre carte de visite ? Le réseau de télécommunications RITA (bien connu maintenant Outre-Atlantique).

Jeune Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, vous êtes de par votre formation un généraliste mais vous restez malgré tout orienté électronique, informatique et télécommunications...

NOUS VOUS CONFIERONS :

- l'étude des caractéristiques techniques de matériels et systèmes d'armement en fonction des besoins exprimés par notre client, l'Armée de Terre,
- le suivi des consultations que vous lancerez auprès des industriels chargés des études et de la fabrication,
- l'organisation et l'analyse des essais effectués en laboratoires et sur le terrain,
- l'animation et la coordination à tous les niveaux (techniques, financiers, juridiques) de ces projets.

Autonome, prompt à prendre des initiatives, vous rencontrerez au cours de vos missions des interlocuteurs de tous niveaux.



VOUS SOUHAITEZ NE PAS VOUS ENFERMER DANS LA TECHNIQUE ? Rencontrons-nous.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV et prétentions) sous réf. LM/02 à Thierry Huret - Responsable du recrutement - SEFT - 18, rue du Docteur Zamenhoff - 92131 Issy les Moulineaux.

DU PONT DE NEMOURS

UN SPECIALISTE DES BIOTECHNOLOGIES POUR NOUS REPRESENTER DANS LES SCIENCES DE LA VIE

La Division SYSTEMES BIOTECHNOLOGIE de notre Département BIOTECHNOLOGIES ET SANTE, en évolution croissante, recherche un

INGENIEUR TECHNICO COMMERCIAL H/F

De formation Ingénieur biotechnologiste, biologiste ou justifiant d'une expérience équivalente de quelques années, vous serez l'interlocuteur de Du Pont, au plus haut niveau, auprès des Instituts de Recherche, Universités et industries traitant des sciences de la vie. Vous recevrez une formation technique constante, et vous vous tiendrez au courant des évolutions et progrès scientifiques dans le domaine de la recherche et du développement industriels de ces sciences.

Maîtrisant parfaitement la langue anglaise, vous êtes très disponible, dynamique, avec le sens des relations humaines. Votre goût certain pour la vente facilitera votre intégration au sein de notre Groupe où l'on vous offrira une évolution de carrière rapide.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines/MA
137, rue de l'Université - 75334 PARIS CEDEX 07



هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

L'excellence industrielle pour nos futurs responsables de projets

INGENIEUR PROCÉDES ET ORGANISATION INDUSTRIELLE

De formation à dominante mécanique, vous serez chargé de :

- définir, justifier, mettre au point nos nouveaux équipements
- optimiser nos équipements en termes de performances, flexibilité, qualité, fiabilité
- optimiser nos flux matières.

Conscient de l'importance des contacts humains dans une usine, vous voulez intégrer une équipe dynamique au sein d'une société de dimension internationale qui peut vous offrir de bonnes perspectives d'évolution. Pour ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire. Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo, à 3M FRANCE, Service Recrutement, Avenue Boulé, 95250 BEAUCHAMP.

L'enthousiasme

INGENIEUR QUALITE

Responsable de l'assurance qualité d'une de nos lignes de produits, vous devrez :

- mettre en place les outils de gestion (SPC, qualité à la source, relations clients-fournisseurs)
- optimiser l'utilisation de ces outils.

INGENIEUR ORGANISATION ET SYSTEMES

Dans le cadre d'une harmonisation des systèmes d'information, votre mission sera de :

- finaliser la mise en place de notre système de gestion de production (GPAO)
- développer et mettre en place des applications de micro-informatique.

3M



INGENIEUR D'AFFAIRES RENNES

ICL, c'est plus de 710 MF de CA en France, plus de 13 MMF dans le monde et un taux de croissance de 11 %.

A 30-35 ans environ, de formation ingénieur ou équivalent, bilingue anglais, vous avez une expérience de 5 à 6 ans chez un constructeur ou dans une SSII.

Aujourd'hui, vous voulez remporter les défis et partager les succès d'un grand constructeur.

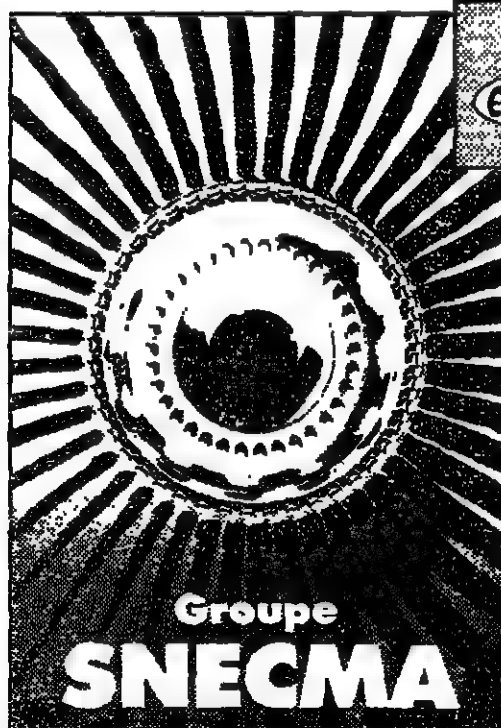
Responsable d'une clientèle de grands comptes, de PME/PMI et d'industries, vous supervisez tous les aspects des projets (du cahier des charges aux études de faisabilité et aux choix techniques). Une mission passionnante et polyvalente qui vous permettra d'exploiter à fond votre connaissance de l'entreprise et de ses fonctionnements, votre sens de l'analyse, votre parfaite maîtrise des produits. Il vous faudra élaborer et négocier des solutions financières et économiques auprès des Directions Générales et Financières notamment.

Pour réussir, vous bénéficierez de l'appui de nos techniciens, d'une formation en Angleterre et en France et de l'opportunité de saisir de réelles évolutions de carrière.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. s/réf. AD/33/LM, à ICL - Elisabeth LOYE - 24, avenue de l'Europe - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

ICL

A LA POINTE DE L'INFORMATIQUE



Groupe
SNECMA



Implantés à SURESNES (92) et VILLAROCHE (77), ELECMA Division Electronique de la SNECMA est spécialisée dans l'étude et la réalisation de matériels électroniques complexes capables de fonctionner dans l'environnement sévère des moteurs et véhicules aéronautiques. Elle pratique à de nombreux programmes réalisés en coopération avec d'autres pays.

Nous recherchons, pour notre Centre de SURESNES

INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONIQUE, LOGICIEL, TECHNOLOGIE

Débutants ou avec une première expérience, ils seront intégrés dans des équipes de spécialistes utilisant les technologies les plus avancées.

Ils prendront rapidement en charge l'étude et le développement de matériels sol ou embarqués complexes.

Merci d'adresser votre candidature avec vos prêt. sous référence M/JB 11 à SNECMA - Département Encadrement - 2, Bld Victor 75724 PARIS Cedex 15.

A la pointe de la technologie avec un grand du semi-conducteur

SGS-THOMSON MICROELECTRONICS, né du regroupement de deux grands Groupes, se place désormais au 2^{ème} rang européen et au 13^{ème} rang mondial sur le marché du semi-conducteur. Le site industriel de Grenoble (1200 personnes) est l'un des centres stratégiques de notre Groupe. Parce que nous avons conscience que le "packaging" est l'une des étapes fondamentales dans notre technologie et que les produits du futur seront de plus en plus complexes, nous renforçons nos équipes par la création de plusieurs postes.

INGENIEURS PROJET, RESPONSABLES DU DEVELOPPEMENT DE BOITERS

En fonction des exigences du marché, vous assurez la définition des fonctionnalités des nouveaux produits et êtes responsable du planning et de la coordination des tâches. Vous bénéficiez du support des ingénieurs Procédés et d'une équipe de 70 personnes pour une production complètement automatisée. (réf. IP/8).

Ces postes s'adressent à des ingénieurs généralistes de formation (option physique, chimie, matériaux, mécanique, électricité) ayant 3 ans environ d'expérience dans un environnement de microélectronique (technique d'assemblage). La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions (sous réf. choisie) à SGS-THOMSON MICROELECTRONICS, Christiane Roche, 7 av. Gallieni, 94250 Gentilly.

INGENIEURS PROCÉDES

En tant qu'expert, vous définissez la solution technologique la mieux adaptée à chaque nouveau boîtier en prenant en compte les caractéristiques fonctionnelles attendues, la fiabilité, le prix de revient, l'automatisation complète. (réf. IP/9).

**SGS-THOMSON
MICROELECTRONICS**

Ingénieur de ventes

PARIS

La qualité et la notoriété des biens d'équipement pétrolier que nous réalisons depuis plus de 15 ans confortent notre avance face à nos concurrents. Soucieux de les maintenir, nous renforçons notre équipe commerciale "Zone Europe" en recrutant un INGENIEUR DE VENTES.

Vous assurerez la commercialisation et la vente de nos "produits" hautement techniques.

Chargé de la prospection, de la négociation jusqu'à la signature du contrat, vous serez garant des prix de vente et de la cohérence des choix techniques en accord avec les services concernés. Vous visiterez fréquemment vos clients, en particulier les Compagnies Pétrolières.

Votre profil : Ingénieur Grande Ecole à dominante Mécanique, 30/32 ans, parfaitement bilingue anglais, 6 ans d'expérience dont 2 ou moins dans des fonctions commerciales et si possible dans l'industrie pétrolière offshore, utilisateur de l'informatique, bon stratège, sachant communiquer, convaincre, rédiger en Anglais.

Evoluer intéressante pour un candidat de valeur. Expatriation possible dans le futur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 7280-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

Chimie analytique

Laboratoire professionnel de l'AGRO-ALIMENTAIRE (région parisienne) — de notoriété et de compétence reconnues — offre à un

INGENIEUR EXPERIMENTE

sur les techniques de Chromatographie en phases gazeuse et liquide, de développer et mettre en place des techniques analytiques et de piloter des programmes de recherches.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V. en indiquant votre rémunération actuelle, sous référence RC 8084/142 à

ALLIANCE 70, rue Douy Delcoupe
Homes & 93100 Montreuil
Entreprises Fax 48.59.23.41
SPECIFICATIONS DU POSTE SUR MONTREUIL
93118 CODE ICA



AÉROPORT INTERNATIONAL DE LYON

recherche pour Satales

INGÉNIEUR T.P.

- Dans le cadre du programme Travaux publics lié à la libération des emprises T.G.V., sera chargé d'études, appels d'offres, conduite et suivi de chantiers d'infrastructures, bâtiments, V.R.D.
- Dans le cadre d'opérations export, sera susceptible de participer à des missions similaires sur d'autres aéroports étrangers.

Le candidat sera Ingénieur T.P. ou Ingénieur A.M., INSA, spécialisé en T.P. Il aura une solide expérience professionnelle de 15 ans mini et une bonne pratique de l'anglais parlé.

Contrat à durée déterminée, susceptible d'être transformé en contrat à durée indéterminée.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à C.C.I.L., B.P. 113, 69125 LYON Satales Aéroport.

Laboratoire du CNRS implanté au CNET (Centre national d'études des télécommunications) Issy-les-Moulineaux, 92

recherche

UN INGENIEUR

(même débutant) pour participer à la réalisation d'une expérience spatiale (lancement prévu en 1995). Intégré dans un groupe de coordination technique d'un consortium international, il aura la responsabilité de l'étude, de la réalisation et de l'exploitation du système de tests de l'expérience réalisée par le consortium. Connaissances en électronique et informatique temps réel souhaitées.

Ecrire sous n° 8032, le Monde Publicité, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 7 décembre 1988 31

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CITEC

Ingénieurs,

C

venez bâtir le futur avec le Centre Industriel et Technique du Groupe Ciments Français

Soucieux d'apporter une aide technique efficace aux unités de production du Groupe et d'anticiper sur les matériaux de l'avenir et les outils pour les fabriquer, le CITEC renforce ses structures et recherche :

Département ETUDES ET DEVELOPPEMENT MATERIAUX Ref. 5456

INGENIEUR CHIMIE DU CIMENT

INGENIEUR APPLICATIONS DE LA CHIMIE ORGANIQUE

Chimiste de formation, vous avez une expérience en recherche appliquée et développement acquise dans notre métier. Vous savez donc travailler concrètement au service de l'industrie, avec le sens de l'équipe, des capacités de management. Enfin, votre anglais est usuel.

Département ETUDES ET AMELIORATION DE PROCEDES Ref. 5458

2 INGENIEURS PROCEDES

Vous avez une formation grande école ou universitaire en thermique, combustion, génie chimique, broyage, mécanique des fluides ou environnement, ainsi qu'une expérience industrielle des procédés concernés, de l'énergie ou de la transformation des matières premières.

L'anglais courant est indispensable, l'espagnol est un plus.

Pour tous ces postes, les déplacements sont indispensables tant en France qu'à l'étranger. Il est également envisagé dans certains cas une installation de 2 à 3 ans en Amérique du Nord.

Nous privilégierons les hommes d'expérience confirmés (10 ans) mais ferons volontiers confiance à de jeunes ingénieurs à potentiel.

Nous sommes situés aux TECHNODES près de MANTES (78), nouveau site technologique du groupe à l'image de nos ambitions.

Merci d'adresser rapidement C.V. + lettre manuscrite sous réf. choisie à notre Conseil ou transmettez-le par Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS



Ressources & Développement

6, rue Casimir Delavigne - 75006 Paris.



DIGITAL, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, recherche pour son Département Formation :

Responsable du développement des nouvelles technologies

Vous êtes ingénieur avec une expérience réseaux et êtes intéressé par l'usage de l'informatique en formation. Votre poste est une création au sein de Digital.

Votre mission consistera à concevoir, développer et mettre en œuvre de nouvelles technologies et méthodes pédagogiques répondant à des demandes internes et de clients : coordonner des équipes de spécialistes en France et en Europe afin d'harmoniser les procédures et les cursus de formation télé-informatiques et réseaux. Ces actions pourront impliquer des relations et co-développements avec l'enseignement supérieur. Vous avez une expérience et un intérêt pour la recherche et la pédagogie. Vous aimez animer et communiquer. Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence MON 584, à Marie-Claire SAN QUIRCE - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

OPAC de Seine-Maritime

recrute

INGENIEUR

diplômé ou expériences équivalentes

Généraliste bâtiment

pour diriger le Bureau de la maîtrise d'ouvrage

- Analyse du poste sur demande

- Entrée en fonctions : début décembre 1988

Adresser candidature manuscrite, prétentions, C.V., copies des diplômes et photo d'identité à l'OPAC de la Seine-Maritime, 2042 X, 76040 Rouen Cedex

EURODATA

Jeune SSII au service d'unités de recherche de l'industrie pour des projets d'audiovisuel interactif, de temps réel, de télécommunications, recherche en création de postes

INGENIEURS INFORMATIENS

confirmés ou débutants à fort potentiel

Écrivez à EURODATA
52, rue d'Oradour-sur-Glane
75015 PARIS.
Réponse assurée très rapidement.

Schlumberger

**ANALOGICIENS
NUMERICIENS**

**NOUS
AVONS
LES
MOYENS
DE
VOUS
PASSIONNER**

■ SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, de systèmes de défense...

A VELIZY, la Division Acquisition de Mesures et Enregistrement Magnétique conduit d'importants projets de conception et de réalisation d'équipements embarcables pour l'industrie aéronautique et spatiale.

La dimension de ces projets, leur haut niveau technique et leurs enjeux internationaux nous amènent à proposer de réelles perspectives de carrière à de jeunes

ÉLECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES

Associés, dès leur intégration, aux activités opérationnelles des équipes chargées de ces projets, les candidats souhaités ont déjà développé, au cours de leur première expérience, des compétences dans un des domaines suivants :

ÉLECTRONIQUE ANALOGIQUE

1 à 2 ans d'expérience

Les missions qui vous seront confiées viseront à mettre en œuvre de nouvelles technologies pour des enregistreurs magnétiques utilisables dans le milieu spatial ou aéronautique (systèmes à débit ultra-rapide, intégrant des préamplis à très faible bruit...). Vous disposerez pour cela d'outils avancés d'analyse et de simulation analogique (SPICE...) et d'un important laboratoire d'électronique.

Outre un intérêt marqué pour l'électronique analogique, nous attendons de vous de réelles compétences en traitement du signal HF et en asservissement.

Ref. EA / 1

ÉLECTRONIQUE NUMÉRIQUE

1 à 2 ans d'expérience

Votre première expérience en électronique numérique vous permettra d'utiliser des ASICs en participant à l'étude et à la mise au point d'un système de traitement numérique du signal. Ce système s'intègre dans un enregistreur magnétique de données de la future génération.

Ref. EN / 2

ÉLECTRONIQUE NUMÉRIQUE

3 à 5 ans d'expérience

Vos solides compétences en développement d'ensembles électroniques rapides et de VLSI vous permettront de participer à la réalisation d'un nouveau type d'enregistreur magnétique. Ces compétences, associées à des qualités d'animation et de contact vous permettront de vous intégrer au sein de l'équipe projet et d'évoluer rapidement vers des fonctions d'encadrement.

Ref. EN / 3

Ces postes intéresseront des électroniciens très attirés par la technique, souhaitant renforcer des compétences de haut niveau dans un environnement international. Ils prépareront à des évolutions de carrière ouvertes et diversifiées au sein de SCHLUMBERGER. L'anglais est à ce titre indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo), en précisant la référence des postes qui vous intéressent, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Division Acquisition de Mesure et
Enregistrement Magnétique
1, rue Nieuport
78141 Velizy - Villecoublay

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

Réaliser de grands systèmes informatiques/électroniques

Ingenieur diplômé, vous avez fait le choix d'orienter votre carrière vers les domaines de hautes technologies.

Les fonctions d'études et de développements de systèmes sont pour vous les moyens d'acquies la technicité qui vous permettra ultérieurement de prendre d'autres responsabilités.

Nous vous offrons le cadre de travail d'un grand groupe français leader international en techniques avancées dont les unités réalisent plus de 60 % du chiffre d'affaires à l'export.

Votre première expérience dans les pôles d'activité suivants sera

appréciée :

- Détection et identification : traitement du signal, hyperfréquences, technique radar,
- Visualisation : informatique graphique,
- Informatique : génie logiciel, langages et systèmes évolués (ADA, « C », UNIX, VMS), bases de données relationnelles,
- Architecture machines, configuration de systèmes à base de microprocesseurs,
- Communication : réseaux intégrés de communication, commutation, réseaux mailles,
- Intelligence artificielle : création d'outils en USP - prototypages.

Ces postes évolués sont à pourvoir dans nos Etablissements de la région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5801 ou de téléphoner à notre Conseil, SYSECA SELECTION - 315, bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex - Tél. 49 11 73 31



- Un groupe important et diversifié, leader dans sa branche
- Des produits de haute technologie
- Un marché en expansion



Le comptoir Lyon Alemand Louvet
4^e rang mondial et n°1 français dans le domaine de la transformation des métaux précieux et non ferreux recherche

INGENIEUR MARKETING INDUSTRIEL

formation BSM ou équivalent, avec une première expérience réussie en marketing industriel.

Vous assisterez le responsable du marché électrotechnique dans la définition des plans marketing, par votre connaissance des produits (matériaux et composants destinés aux constructeurs d'appareils électriques), des clients, des marchés et de leur évolution, en liaison avec nos filiales en France et en Europe.

Vous interviendrez pour mettre en œuvre les outils marketing d'aide à la vente et assisterez notre force commerciale.

Vous ferez la liaison entre nos usines, notre centre de recherche et nos clients.

Adressez C.V., photo et prétentions à CIAL - Michel PONCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines - 13, rue de Montmorency 75139 PARIS Cedex 03.

DIGITAL, leader mondial des Réseaux et des Systèmes Intégrés d'Information, recherche des :

Responsables produits

Vous assurez, du point de vue de la Maintenance, l'introduction, le suivi et la fin de vie de produits Logiciels, conçus pour accroître les performances de systèmes complexes implantés chez nos clients.

A partir des projections établies par le Marketing, vous élaborez les plans opérationnels : qualification des ressources et compétences requises, aspects logistiques, méthodes et procédures d'intervention.

Vous mettez en synergie les prestations de la Vente de Services, du Support et des Opérations, autour du produit dont vous êtes responsable. Vous effectuez le suivi de la qualité et de la productivité du Service.

Ingenieur de formation, vous avez 7 à 10 ans d'expérience du Service en Clientèle sur réseaux, et de la gestion de projets (de la conception du produit à sa diffusion et son démarrage opérationnel). Une bonne pratique de l'anglais vous permettrait de collaborer aux travaux de l'équipe européenne.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre candidature, sous référence MON 602, à Sophie SAHUC DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 138 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

JEUNE INGENIEUR GENERALISTE

Aujourd'hui l'Organisation Informatique Demain des Fonctions Opérationnelles

Cette Société (1000 personnes, 1,3 Milliards de F de CA) est la filiale d'un des plus importants groupes industriels français. Elle étudie, produit et commercialise une vaste gamme de produits techniques destinés à des marchés industriels diversifiés, France et export : engineering, industries de l'énergie, automobile, construction, T.P., etc. Son développement important la conduit à créer, au sein de sa direction parisienne, un poste d'ORGANISATEUR INFORMATIQUE, destiné à un jeune ingénieur, dont les missions seront les suivantes : préparation à la mise en place d'une organisation informatique décentralisée (matériel MICROVAX "DIGITAL", en réseau), consultation des services (production, administration des ventes, logistique, gestion, etc.) pour établir les cahiers des

charges des applications ; coordination des projets en interface avec les Chefs de Projets Informatique et les équipes techniques (7 personnes au total).

Par la suite, il sera proposé à cet ingénieur des fonctions opérationnelles, soit dans un secteur Production, soit dans un secteur Marketing/Vente.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur généraliste (central, A et M, INSA, etc.) qui dispose d'une première expérience en entreprise, qui a conduit à avoir une bonne culture informatique en tant qu'utilisateur ou que concepteur.

Les conditions offertes (et notamment le niveau de rémunération) ainsi que les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat de valeur. Le poste est basé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 135 H à notre Conseil NEMESIS, 10 rue de Richelieu 75001 PARIS, qui transmettra votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS la chimie des spécialités

Nous sommes une société française de 800 personnes qui réalise un C.A. de 763 millions de francs en Agrochimie et spécialités industrielles - dont 25% à l'exportation.

Nous recrutons pour notre

CENTRE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

INGENIEUR CHIMISTE

ANALYSE

Vous avez une formation ENSC ou équivalent, ainsi qu'une expérience de 5 à 10 ans en analyse chimique et/ou physico-chimique.

Nous vous proposons de prendre en charge la responsabilité d'une équipe d'analystes travaillant en support de nos Laboratoires de Recherche et Développement dans les divers domaines d'activité de la société (principalement tensio-actifs, adhésifs, traitement de surfaces...).



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 8890 à CFPI, Direction des Relations Humaines, 28 boulevard Camélinat, 92233 Gennevilliers Cedex.

Jeunes Ingénieurs

Notre division "Scientifique Spatial et Militaire" est spécialisée dans la mise en œuvre de réalisations industrielles de pointe et de projets de haute technologie : systèmes d'acquisition et de traitement de mesures, simulateurs d'études ou d'entraînement, systèmes d'armes...

Ingenieurs diplômés d'une Grande Ecole, grâce à votre expérience de 1 à 4 ans vous avez acquis une bonne pratique du développement de logiciels scientifiques et techniques sur :

- Stations de travail sous UNIX (SUN, APOLLO...)
- Microprocesseurs 68000-68020,
- Ordinateurs VAX/VMS.

La connaissance du langage ADA sera appréciée. Postes à pourvoir à Paris et en Province Ouest ou Sud.

En rejoignant SEMA GROUP, vous

donnerez à votre carrière la dimension de l'un des premiers groupes

européen de Conseil et

d'Ingénierie Informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 12/71 à Patricia PANCHERI, SEMA GROUP, Service Recrutement, 56 rue Roger Salengro 94120 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX.

SEMA GROUP

JEUNES INGENIEURS

Nous sommes un des premiers groupes privés français d'assurance collective et individuelle. Notre centre informatique se trouve basé dans la région nîmoise.

Nous recrutons des

INFORMATIENS

Notre équipe de haut niveau utilise les techniques avancées dans le traitement de l'information et un matériel informatique important (ordinateurs IBM 3090-3081, 128 et 64 mega octets, réseaux de plus de 1000 terminaux, plus de 70 milliards de caractères en lignes).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 7003 à : ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.



INGENIEURS INFORMATIENS ENTREZ AU CŒUR DE NOTRE DEVELOPPEMENT

La MATMUT, importante Mutuelle d'Assurance, dispose de moyens informatiques modernes en constante évolution et à la pointe de l'innovation. Venez rejoindre une équipe performante, riche de 40 personnes (études et exploitation) et d'un environnement technique solide (IBM 3081 - 330 terminaux au siège - 500 autres IBM connectés - logiciels : MVS, IMS DB/DC/OPC).

Pour renforcer sa structure informatique, notre Direction Générale, basée à Rouen, recherche :

INGENIEUR D'ETUDES

Débutant ou possédant une première expérience sur matériel IBM, vous maîtrisez le langage COBOL sous IMS, MVS.

Vous collaborerez puis assurerez des responsabilités pratiques sur les applications du système central. Vous pourrez évoluer progressivement vers des fonctions de chef de projet.

réf. 5178 M

INGENIEUR SYSTEME

Vous possédez deux à trois ans d'expérience avec compétences IBM sous MVS, IMS.

Charge de proposer des améliorations pour optimiser les traitements de l'information, vous pourrez évoluer à terme vers un poste de Responsable au sein de l'équipe système.

réf. 5179 M

Nous confierons chacun de ces postes à des candidats diplômés d'une école d'ingénieurs à forte vocation informatique, intéressés par la technique informatique et ses développements.

Aujourd'hui, la taille de notre structure (implantation nationale - 1700 personnes - 360 bureaux - + de 2 millions de contrats gérés) permet de vous offrir des postes intéressants et évolutifs.

Si vous pensez avoir le profil de la personne recherchée, merci d'envoyer votre dossier en précisant la référence du poste choisi à Roland Gardeux, Secrétaire, 47 bis avenue Boquet - 75007 PARIS.



Membre de Syntec

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

aérospatiale

TOULOUSE DIRECTION DES SYSTEMES ET DE L'AVIONIQUE

Pour faire face à l'expansion rapide de notre marché, nous sommes à la recherche d'Ingénieurs pour renforcer notre potentiel d'Etude et de Développement.

Les domaines de compétence recherchés sont :

- Conception de Calculateurs embarqués (matériel et logiciel),
- Génie Logiciel (méthodes et outils),
- Conception de Testeurs Automatiques et Logiciel de base associé,
- Informatique scientifique.

Les postes à pourvoir couvrent un vaste domaine, depuis des responsabilités de chefs de projets confirmés jusqu'à des travaux de conception de matériel ou de logiciel pouvant être confiés à des ingénieurs débutants.

Adresser vos candidatures
(lettre + CV + prétentions)
à AEROSPATIALE - Mme MANAUD
316 route de Bayonne
31300 TOULOUSE
sous référence A/DL

GRENOBLE

Importante société de biens d'équipements, filiale d'un grand groupe industriel recherche

INGENIEURS MECANICIENS

2530 ans, de formation grande école
(BCP, MINES, ENSAM, INSA ou équivalent)

Débutants ou quelques années d'expérience en calcul ou Bureau d'Etudes, vous allez des aptitudes à la négociation au goût des contacts et du travail en équipe. Au sein de notre Bureau d'Etudes, vous aurez principalement en charge le calcul des structures et la conduite d'une équipe de dessinateurs-projeteurs. Cette fonction motivante, assortie des avantages sociaux du Groupe, nécessite la pratique de l'anglais. Des déplacements de courte durée en France et à l'étranger, sont à prévoir. A terme, éventuelle possibilité de détachement de longue durée à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 14557 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

DEVENEZ SPECIALISTES DE L'EXPORT AGRO-ALIMENTAIRE USA - CANADA

L'avenir des entreprises agro-alimentaires est dans l'internationalisation des marchés. CADRES ou INGENIEURS, vous êtes intéressés par l'export.

Notre centre de formation vous transforme en de véritables professionnels par une formule d'avenir qui s'appuie sur le partenariat avec les entreprises. Pratique de l'anglais indispensable. Stage gratuit et rémunéré par l'Etat / Les Assedic / CIF.

Contactez ANFOPAR Rhône-Alpes.
3, place d'Arpôt 38206 VIENNE Cedex. Tél. 74.85.27.88

AURIGA PARTNERS

Conseil en productivité
(baisse des prix de revient)
Audits industriels
recrute

Ingénieurs juniors
Ingénieurs seniors

Expérience de plusieurs années dans la spécialité
Ecrire avec lettre manuscrite + CV détaillé à :

AURIGA PARTNERS Centre d'affaires la Défense
4, rue de l'Abreuvoir - 92400 Courbevoie

JEUNES
INGENIEURS
GRANDES ÉCOLES

Faites-vous
connaître.

Vous nous
connaissez !

Jeunes Chefs de Projet Ingénieurs Informaticiens,

Investissez vos compétences dans la haute technologie.

Depuis 1987, deux groupes ont
uni leurs forces.

Résultat :

SGS-THOMSON
MICROELECTRONICS se situe
aujourd'hui au 13^{ème} rang
mondial et au 2^{ème} rang
européen sur le marché des
semi-conducteurs.

Quelques chiffres :

17 000 personnes, CA de
6 milliards de francs, des usines,
centres de recherche, agences de
vente répartis en Europe, Asie
du Sud-Est et Etats-Unis
(22 pays).

Pour faciliter les échanges entre
les différentes unités et les
fonctions centrales de gestion,
l'informatique est l'un des outils
privilegiés et cette volonté
d'harmonisation amène à
poursuivre la mise en place de
nouveaux projets.

En rejoignant notre Groupe, vous vous verrez confier des fonctions autonomes, alliant réflexion, communication et action dans un contexte international. Doté d'une expérience de 5 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et maîtrisez l'anglais.

RESPONSABLE D'EXPLOITATION HP 3000

• 2 ordinateurs HP 3000/70 - Réseau Télécom - Réseau local Starlan - PARX numérique OPLUS4000
Vous supervisez l'ensemble des fonctions d'exploitation, mettez en place les méthodes, les moyens de contrôle, automatisez les procédures (réf. RE/1).

CHEF DE PROJET RESSOURCES HUMAINES

• Environnement HP 3000
Vous mettez en place et développez l'ensemble des applications relatives aux Directions des Affaires Sociales (paie, recrutement, gestion de carrière...) (réf. CP/2).

CHEF DE PROJET GESTION COMMERCIALE

• Environnement HP 3000
En liaison avec le Département Développement situé à Milan vous coordonnez l'ensemble des besoins et des actions en France, relatifs aux applications commerciales. (réf. CP/3).

CHEF DE PROJET GESTION DES SPECIFICATIONS

• Environnement VAX
Vous prenez en charge et développez, le projet de gestion des spécifications techniques : traitement des données textes et graphiques, data base répartie, transfert, édition... (réf. CP/4).

CHEF DE PROJET ENGINEERING QUALITE

• Environnement HP 3000 et VAX
Vous assurez le support mondial pour tous les logiciels d'analyse engineering et de qualité. (réf. CP/5).

CHEF DE PROJET SYSTEMES DE COMMUNICATION CLIENTS

• Environnement HP 3000
Vous mettez en place et développez les applications relatives aux communications extérieures de la Société : vente, marketing, achats, transports... (réf. CP/6).

INGENIEUR RESEAU

• Environnement HP 3000, VAX, SUN - Réseaux
ETHERNET, DECNET, X25
Vous apportez à l'équipe en charge du réseau mondial de transmission de données les compétences dans le domaine de l'interconnexion des réseaux locaux. (réf. IR/7).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (sous réf. choisie) à SGS-THOMSON MICROELECTRONICS, Christiane Roche, 7 av. Gallieni, 94250 Gentilly.

SGS-THOMSON
MICROELECTRONICS

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FAURE HERMAN

La Société FAURE HERMAN se situe au tout premier rang des spécialistes de la détermination industrielle. Intégrée au sein du groupe INTERTECHNIQUE qui assure à notre société les moyens d'un développement important, nous recherchons des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ENSHG, ENSMA, ENSEA, ESIEE...

Nous vous confierons les fonctions suivantes :

• **DOSSIERS DE CERTIFICATION, HOMOLOGATION, ESSAIS.** Ce poste qui est aussi de nature relationnelle (nombreux contacts avec les clients et le bureau d'études) implique de bonnes connaissances de la mécanique des fluides et si possible de micro-mécanique. L'anglais est indispensable. Une première expérience est souhaitée.

• **DEVELOPPEMENT ELECTRONIQUE** pour la conception de prototypes de calculateurs de comptage et des matériels de conversion analogique/numérique associés. Une expérience de quelques années dans ces domaines est nécessaire.

Si l'opportunité de rejoindre un groupe performant, au sein de petites équipes, vous motive, nous vous remercions d'envoyer à FAURE-HERMAN - M. JOFFE - 8, rue de la Croix Martre - BP 42 - 91122 PALAISEAU Cedex.



LA MAITRISE DE L'OUTIL BUREAUTIQUE !

Ingénieur généraliste, votre intérêt pour la bureautique et la micro, vous ont permis lors d'une première expérience, de participer à l'extension d'un parc d'outils de gestion orienté micro-ordinateurs dans une grande entreprise au service d'utilisateurs exigeants.

Dans ce domaine, votre connaissance du marché, des matériels, logiciels, réseaux, compatibilité en micro (Apple - compatibles IBM) vous conduit à rechercher une mission de support technique, comportant des responsabilités que nous pourrions immédiatement vous confier, telles que :

- Procéder aux études d'aménagement bureautique (analyse site, évaluation, chiffrage, réalisation).
- Assurer une assistance technique auprès des utilisateurs des correspondants informatiques, des responsables informatiques.
- Assurer une assistance à l'utilisation des logiciels.
- Participer aux orientations politiques micro du département.

Homme ou femme de dialogue, vous savez "parler" technique pour convaincre. Cohérence, optimisation, crédibilité sont les performances attendues pour ce poste.

Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée.

Si vous êtes intéressé(e), merci de bien vouloir adresser vos curriculum-vitae et présentations sous référence VI 84 à Catherine BONNIER - ALCATEL-CIT, Département Transmission - BP 6 - Nozay - 91620 La Ville du Bois.

Le Département TRANSMISSION SUR CABLES d'ALCATEL CIT (3900 personnes dont 850 ingénieurs et cadres) conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur supports physiques (cable et fibre optique) pour liaisons terrestres et sous-marines, des équipements de transmission de données et des réseaux câblés de télécommunications.

ALCATEL

CIT
Département Transmission
sur Câbles

Réseaux intelligents. Nouveaux services de communication d'entreprise.

▼ **ALCATEL-TITN** Société d'Ingénierie Informatique, filiale du N° 2 des Télécommunications, vous offre de participer à de grands projets dans le domaine des réseaux intelligents et des nouveaux services de communication. Nous recherchons des

Ingénieurs Logiciel

jeunes concepteurs, votre formation (Grande Ecole), votre expérience (4-5 ans) acquise soit :

- en "temps réel" (68020) ou système (UNIX, VMS),
- réseaux,
- SGBD (UNIFY - ORACLE)

vous conduisant à vouloir prendre des responsabilités dans la conception de projets complexes.

ALCATEL

TITN

Ecrivez-nous : Ariane CHARTIER - ALCATEL-TITN
1, rue Galvani 91301 MASSY



Télécoms à SEMA GROUP

SEMA GROUP issu de la fusion de SEMA-METRA (France) et de CAP GROUP (Grande Bretagne), un des premiers Groupes européens de Conseil et d'Ingénierie Informatique (6400 personnes), participe activement à la préparation de l'Europe de 1992, en particulier dans le cadre de projets Recherche et Développement tels que ESPRIT, RACE, ...

Au sein de la Division Réseaux, Télécommunications et Bureautique de SEMA GROUP, vous participerez à l'étude et au développement de systèmes de communications dans le cadre de

projets diversifiés dans les domaines : Administrations de réseaux Architecture de Communication, RNIS, Réseaux radiomobiles, Satellite, Applications temps réel, transactionnelles, Systèmes sécurisés, Messageries, Bureautique.

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles, après formation, vous participerez au développement de logiciels de communication.

Ingénieurs expérimentés, vous aurez pour responsabilité : la réalisation d'études, la conception de systèmes de télécommunications, la direction de missions de conseil.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 12/18 à Patricia RANCHER, SEMA GROUP, Service Recrutement, 56 rue Roger Salengro 94120 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX.

SEMA GROUP

CORNING FRANCE

REJOINDRE UN MARCHE EN EXPANSION...

CORNING FRANCE, principale filiale de CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux, particulièrement performant en termes de Recherche et d'Innovation, vous propose un poste évolutif et très international !

Dans un premier temps, vous vous initiez à nos produits et à notre groupe en étudiant le marché européen d'une nouvelle famille de produits. Au terme de cette mission (6 à 12 mois), nous vous confierons la vente de l'ensemble de nos gammes de verres spéciaux pour optique instrumentale et optronique en Europe et à la Grande Export.

Diplômé d'une G.E. d'ingénieur ou équivalent, vous avez de solides connaissances en optique et si possible une première expérience dans la commercialisation ou le développement de produits technologiques. L'anglais est nécessaire, l'allemand très souhaitable. Localisation : Fontainebleau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, cv, photo sous réf. IE/M à CORNING FRANCE, Direction du Développement du Personnel, 44 avenue de Valvins, 77211 AVON Cedex.

INGENIEUR
CHEFDESVENTES
EXPORT
OPTIQUE SCIENTIFIQUE

Ingénieur Détonicien

Choisir la SNPE, c'est appartenir à un groupe innovateur qui privilégie la recherche permanente pour faire partie des industries du futur. Rejoindre notre centre de Recherche du Bouchet (en proche région parisienne), c'est évoluer dans un environnement technologique exceptionnel. Ingénieur Confirmé, nous vous proposons de prendre en charge les études fondamentales et appliquées en détonique : définition, mise au point et utilisation de moyens d'essais, modélisation de

phénomènes de détonation. De formation ENSMA, ENSI, ENSTA, AM, vous possédez de très bonnes connaissances en mécanique des fluides, optique et traitement des signaux. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. IDM, à Madame C. JACOB, Direction des Relations Humaines, SNPE, 12 quai Henri IV, 75004 Paris.

SNPE

LES HOMMES plus DE QUALITE



La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine, filiale du Groupe LA ROCHE, recherche pour son usine de TARASCON - première unité de la C.E.E. de fabrication de pâte à papier Kraft blanche de résineux - utilisant des technologies de pointe et mettant en œuvre une politique sociale innovante,

2 Jeunes ingénieurs

à qui il sera proposé un réel plan de carrière, comprenant une formation complète à l'entreprise et au process, et des responsabilités croissantes dans les services techniques fonctionnels ou opérationnels. Un passage au laboratoire et/ou en production de pâte pourra intéresser un jeune EFP ou ENS Chimie ; le suivi des énergies et utilités concernera davantage un généraliste, de préférence Arts et Métiers.

Si vous êtes jeune, disponible, motivé par la vie en usine, sensible à l'ambiance du travail et à la communication, avide de formation et de responsabilités, venez envisager votre plan de carrière avec notre Conseil qui vous garantit son entière discrétion.

Téléphonez ou envoyez CV et lettre de candidature sous réf. 91201/M.

Staff Consultants

70 Avenue du Maréchal de Saxe 69003 LYON
Tél : 78 60 29 17 - Télécopie : 78 62 84 87

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW YORK



La Société Française Exxon Chemical (5 Mds de CA dont 50 % à l'export, 1250 personnes - 350 Ingénieurs et Cadres), figure parmi les leaders dans son domaine d'activité : la fabrication et la commercialisation de produits chimiques.

Pour son service informatique situé au siège social à Paris-La Défense, elle recherche deux collaborateurs :

Responsable infocentre

Il conçoit, met en place et organise une cellule infocentre dans un environnement informatique de pointe (IAC, NOMAD). Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, âgé de 26 ans minimum, il bénéficie d'une première expérience infocentre. Une très bonne connaissance PC (compatible IBM) est indispensable. Réf. M 1519 G.

Chef de projet

Pour une durée déterminée, il met en place une application comptable et financière développée dans plusieurs filiales européennes du Groupe et l'adapte aux spécificités françaises.

Une formation supérieure (MAGE, diplôme d'Ingénieur) ainsi qu'une première expérience de 5 ans minimum dans le développement d'applications en informatique de gestion sont indispensables pour réussir à ce poste. Réf. M 1519 H.

Notre société offre de réelles perspectives d'évolution à des candidats motivés et désireux de s'investir dans un environnement évolutif et performant.

La bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous référence ché, à notre Conseil ALPHEE à qui nous avons confié cette recherche.

76, 78 av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99

هكذا من الأصل

Choix de pro
ind

JEU
N C

Toussaint

LAMBER

DIRECTEUR
DE PRODUCTION

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde • Mercredi 7 décembre 1988 35

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ENTREPRENDRE... PASSIONNÉMENT.

Au service du public et des collectivités locales, la LYONNAISE DES EAUX entreprend et innove. Notre Direction Régionale Parisienne Ouest participe activement à cette recherche de l'excellence.

Chef de projet informatique industrielle

Vous découvrirez dans notre centre d'application informatique industrielle, une véritable équipe soudée et passionnée. Chargée de concevoir, réaliser et maintenir des automatismes et des contrôles centralisés, elle a su, par sa forte capacité à innover et à entreprendre, élargir son secteur d'intervention à l'ensemble du Groupe en France et à l'étranger (contrôles des procédés, systèmes experts...). Chargé de la gestion de projets, vous assisterez également le Directeur dans la supervision technique et administrative du centre. Expérience dans le domaine des automatismes et des contrôles centralisés, compétence et dynamisme, nécessaires. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger (anglais indispensable, espagnol souhaité).

Le secteur de l'Eau (8.000 personnes) est un des pôles essentiels du Groupe de la LYONNAISE DES EAUX (16,8 Milliards de chiffre d'affaires). Au total c'est près de 40.000 personnes qui travaillent au sein du Groupe pour le service des collectivités locales et l'amélioration de la qualité de la vie dans la cité. Trente ans environ, diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs, une première expérience réussie, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV + photo) ainsi que vos prétentions à Ghislaine VIOLET - LYONNAISE DES EAUX, 82, rue de Liabonne 75008 Paris.

Responsable service distribution

Animer, dynamiser, gérer un service (70 personnes) chargé d'assurer la maintenance, la surveillance et les travaux sur un réseau de distribution d'eau potable de 1700 km (70.000 abonnés), seront vos responsabilités. Véritable entrepreneur (expérience du BTP vivement appréciée), votre fonction intégrera le contact avec les élus, les administrations et sous-traitants et la recherche permanente de nouvelles technologies et de nouveaux marchés.



N°2 mondial dans le domaine du développement et de la vente de procédés de raffinage et pétrochimie, l'IFP est également un partenaire efficace de la politique industrielle française dans le secteur parapétrolier. L'importance de notre engagement dans la recherche (80% de notre budget) nous conduit à accentuer notre investissement dans les outils (calculateur CRAY...) et dans les hommes. Aujourd'hui, nous recherchons

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES NORMALE SUP, X, MINES, CENTRALE, ENSI...

Pour notre DIRECTION DE RECHERCHE GEOPHYSIQUE

Débutants ou avec une première expérience, vous avez si possible une formation pour la recherche (DEA, Thèse) et des compétences dans les techniques les plus modernes du traitement du signal et/ou dans le domaine de la propagation des ondes acoustiques. Au sein d'un projet jeune et dynamique avec la maîtrise d'importants moyens théoriques (logiciels de calculs) et expérimentaux, vous prendrez en charge la conception des méthodologies futures utilisées dans l'exploration pétrolière.

Pour notre DIRECTION DE RECHERCHE TECHNIQUES
D'APPLICATIONS ENERGETIQUES

Motivé par la recherche, vos connaissances ou votre expérience en mécanique des fluides, analyse numérique, modélisation mathématique et informatique nous permettront de vous intégrer à l'équipe du projet "RECHERCHE AVANCEE MOTEURS". Vous participerez ainsi à l'accroissement de notre engagement dans la conception de nouveaux moteurs performants, propres et économiques dans le cadre d'activités de recherche associées à l'industrie automobile.

Pour notre DIRECTION INDUSTRIELLE

Au sein du Département Process, vous serez chargé de la conception d'unités de raffinage/pétrochimie/énergie, pour nos clients, impliquant la mise en forme de nouveaux concepts technologiques (optimisation de schémas de procédés, simulation dynamique, développement de nouveaux types d'équipements). Nous misons sur votre enthousiasme, votre motivation pour les problèmes techniques, votre sens du travail en équipe et votre parfaite maîtrise de l'anglais. Vous participerez à la mise en route des unités conçues dans le monde entier et à une évolution vers des postes de négociation internationale est envisageable.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 08.220 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Institut Français du Pétrole



Teissière

N°1 du marché français du sirop recherche

RESPONSABLE INNOVATION

Venez prendre en charge notre innovation et participer à notre stratégie de leader. Ingénieur de l'agro-alimentaire (ENSAIA, ENSIBANA...), vous avez complété votre formation par un doctorat et par une expérience dans l'industrie. A 30 ans, vous savez dialoguer avec les hommes de marketing et de production. Adresses lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1323 à Teissière-France - Direction du Personnel - 2 Square Roger Gent - B.P. 287 - 38016 Grenoble Cedex.

LE GOUT D'ENTREPRENDRE

LAMBERT

Le Groupe LAMBERT - CA 3,5 milliards - recherche pour l'une de ses filiales industrielles en pleine expansion :

DIRECTEUR DE PRODUCTION

dépendant du Directeur Général

Homme de terrain, ingénieur de formation (Arts et Métiers, INSA...), vous pouvez justifier d'une expérience actuelle de 5 à 10 ans - soit dans une usine de produits industriels du Bâtiment fortement automatisée - soit dans les techniques de mélange, dosage et pesage. Excellent organisateur, soucieux de la qualité de la production et de ses prix de revient, vous serez responsable des différents sites de fabrication de l'entreprise en matière d'exploitation (gestion des hommes et des coûts), d'ingénierie et d'investissement. Basé en province, ce poste nécessite de fréquents déplacements de courte durée sur d'autres régions. Adresser lettre manuscrite, cv, photo et prétentions s/réf. 8719 à Madame Lerbé, LAMBERT FRERES et Cie, 5 rue Verne, 75006 Paris.

COGEMA

NOTRE GROUPE

(18000 PERSONNES
21,5 MILLIARDS DE CA)

EST LE LEADER MONDIAL DU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLEAIRE.

NOTRE ETABLISSEMENT DE LA HAGUE

(1500 PERS. EN 1983
3000 AUJOURD'HUI)

EST L'UN DES PLUS IMPORTANTS COMPLEXES INDUSTRIELS D'EUROPE

UN INGENIEUR MECANICIEN

Dans un contexte de haute technologie, nous poursuivons notre politique de développement. Notre avance technologique et nos résultats sont liés à la compétence, à la technicité et à la capacité d'innovation de nos équipes. Dans ce cadre, nous recherchons :

Au sein d'un Service d'une quarantaine de personnes, chargé du transport des matières radioactives et de la maintenance des emballages associés, il sera l'Adjoint du Chef de Service. Il le secondera dans l'organisation et la planification des activités de l'unité, ainsi que dans la prise en charge des problèmes d'exploitation, de gestion technique et de recherche et développement. De formation Ingénieur Ecole à dominante mécanique, il justifiera d'une expérience réussie d'une dizaine d'années en milieu industriel.

• La connaissance de l'environnement nucléaire serait un plus.
• La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. (Réf. IM-M)

UN INGENIEUR ASSISTANT AD RESPONSABLE DE FORMATION

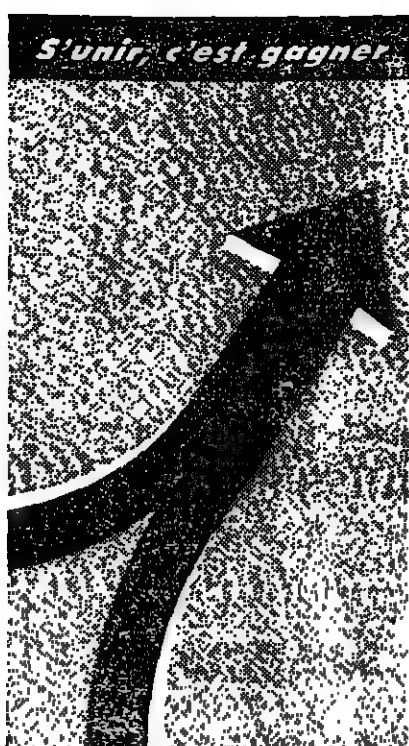
Largement associée à notre développement, la Fonction Personnel a mis en œuvre une politique de formation particulièrement ambitieuse (200 000 h en 1989 pour la Hague). Cet assistant devra analyser les besoins, préparer les projets de formation, élaborer les programmes, en assurer le suivi et l'évaluation. Ce poste conviendrait à un ingénieur présentant des aptitudes à la communication et pouvant justifier d'une première expérience dans une fonction similaire. De bonnes connaissances en automatique et en informatique industrielle seraient appréciées. (Réf. IAF-M)

Les perspectives d'évolution au sein de la Compagnie et du Groupe CEA sont réelles et diversifiées. Merci d'adresser votre candidature (CV, salaire actuel, photo d'identité) sous la référence choisie à COGEMA LA HAGUE - Service du Personnel - BP 508 - 50105 CHERBOURG CEDEX.

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



JEUNES INGENIEURS DEVELOPPEZ DES PROJETS A VOTRE IMAGE !

THOMSON, premier chercheur industriel français, investit plus de 10 % de son CA en R/D et dépose plus de 600 brevets par an. Au sein du Groupe, les **LABORATOIRES ELECTRONIQUES DE RENNES**, situés dans une région pilote pour le développement des télécommunications, ont pour mission de conforter l'avance technologique dans le domaine de l'image.

INGENIEURS DE RECHERCHE

ESE, ENST, INPG...

Vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience. Notre environnement technique exceptionnel, notre structure en petites équipes responsables de projets complets, stimuleront vos compétences.

Nous vous proposons de mettre en œuvre à la fois votre savoir technique et votre créativité pour innover dans les domaines suivants :

- conception et réalisation de systèmes vidéo numériques à base d'électronique rapide et de processeurs programmables (manipulation et traitement des images, compression de débit, réseaux d'imagerie, développement d'ASIC...)
- conception et réalisation de dispositifs analogiques de haute technologie (prises de vue, commutation, transmission sur fibre optique, visualisation...)

Dans tous les cas, la maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions à :
Madame Françoise JOULAUD - THOMSON-CSF / L.E.R.
Avenue de Belle Fontaine - 35510 CESSON CEVIGNE
Tél : 99.36.57.76

THOMSON



SIEGE
PARIS

MINITEL 3615
CNESPACE

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

DIRECTION DES PROGRAMMES

DIVISION OBSERVATION DE LA TERRE

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous représenterez les intérêts nationaux dans les programmes d'observation de la terre, conduits dans le cadre de la coopération européenne (JAS, EUMETSAT...).

Vous avez une connaissance de la météorologie spatiale et des aspects de négociation au niveau européen dans ce domaine.

Réf. : DP/01

UNIVERSITAIRE DOCTORAT PHYSIQUE

Vous serez associé(e) à la préparation des programmes futurs, liés à l'industrialisation de la télédétection pour la gestion des ressources terrestres.

Vous devez connaître les applications de la télédétection.

Réf. : DP/02

DIVISION RADIOCOMMUNICATIONS SPATIALES

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous serez plus particulièrement chargé(e) de la définition et de la mise en œuvre des programmes de télécommunications avec les "mobiles", de la coopération avec les organismes utilisateurs et les instances concernées. Vous avez acquis 3 à 5 ans d'expérience professionnelle et la connaissance des techniques et des programmes spatiaux de télécommunications.

Réf. : DP/03

AGENCE MAILLE

18, RUE VOLNEY - 75002 PARIS QUI TRANSMETTRA

Votre marché : Le monde Ingénieur technico-commercial export Intermédiaires de synthèse

Développer dans le monde entier la vente de notre gamme de produits, pour la plupart spécialisés de chimie fine, par le suivi et la fidélisation d'une clientèle très ciblée d'industries utilisatrices.

Appréhender la pertinence du projet de production du client, négocier les spécifications techniques, les quantités, les prix, et assurer l'interface avec le laboratoire et la production.

C'est la mission attractive que vous confie cette société française de 6000 personnes, spécialisée dans la fabrication de produits chimiques élaborés, réalisant plus de la

moitié de son CA à l'export.

A 25/30 ans, débutant, ou fort d'une première expérience technique ou technico-commerciale acquise dans l'industrie chimique, vous disposez idéalement d'une double formation : d'ingénieur (chimiste, génie chimique ou universitaire) et commerciale (ESC, CESMA, 3^e cycle...).

Apportez-nous vos talents de négociateur, nous vous formerons et vous donnerons les moyens d'évoluer. Pour ce poste basé à PARIS (4e), l'anglais courant est indispensable.

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous la réf. M 8190 B, à Christian BANG-ROUHET, OC CONSEIL, à qui nous avons confié cette recherche.

15 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES PHYSIQUE, CHIMIE OU GENIE CHIMIQUE

Pour notre DIRECTION DE RECHERCHE "GISEMENTS"

Ingénieur vous destinant à la recherche, vous êtes débutant après une thèse en physico-chimie macromoléculaire ou vous avez 2 à 5 ans d'expérience professionnelle. Dans le cadre d'études sur l'optimisation d'injections de polymères pour la récupération assistée d'hydrocarbures (réalisation d'études théoriques, direction de travaux de laboratoire, supervision de pilotes sur le terrain, etc.) vous conjuguez : études fondamentales et applications en collaboration avec nos partenaires français et étrangers.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 08.219 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pour notre DIRECTION DE RECHERCHE PHYSICO-CHIMIE APPLIQUEES ET ANALYSE

Titulaire d'une thèse de doctorat, vous aurez pour mission l'acquisition et le développement d'une expertise sur la résolution des problèmes physico-chimiques liés à l'apport de solides (hydrates, paraffines lourdes, asphaltènes...) dans les effluents pétroliers.

Vous serez chargé(e) de la conduite de travaux expérimentaux et, ultérieurement, de modélisation. L'anglais lu, parlé, écrit est indispensable.

Institut Français du Pétrole



هكذا من الأصل

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants acceptés

Rémunération attractive et évolution de carrière.
Adresser dossier de candidature, CV, photo et prétentions à SEDI

80 Avenue Charles De Gaulle - 92200 Neuilly - Tél : 46.24.59.11

Le Monde
CADRES

PARIS
BORDEAUX
LILLE
LYON
MARSEILLE



170 collaborateurs

MONTPELLIER
NANTES
NICE
STRASBOURG

Recherche pour Paris :

DIRECTEUR DE CLIENTELE

Formation supérieure (Science Po + Celsa ou équivalent)
3 à 5 ans d'expérience en agence

sur des dossiers corporatifs, une bonne connaissance des relations avec la presse économique. Anglais écrit et parlé indispensable.

CHARGE DE DOSSIER

Expérience de la communication économique et financière (3 à 5 ans en agence)
Qualités rédactionnelles requises.

Recherche pour Lille :

CHARGE DE DOSSIER

Formation supérieure (Celsa). (2 à 3 ans d'expérience)

Envoyer dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence à Groupe Francom - 121, av. d'Italie 75013 Paris

D'une façon générale, notre groupe recrute à Paris et en régions, les candidatures spontanées sont étudiées.

IMPORTANT GROUPE
DU SECTEUR TERTIAIRE
C.A. 15 MILLIARDS DE F
11000 PERSONNES
RECHERCHE POUR PARIS

fiscaliste

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (si possible DESS de fiscalité). Vous avez acquis une expérience de la fiscalité, 2 ans minimum en Entreprise ou en Cabinet. Dans une équipe de trois fiscalistes vous prendrez en charge certains dossiers fiscaux du Groupe. Vous conseillerez des filiales et mènerez des études approfondies sur des questions ponctuelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 12004.

AGENCE MAILLE

18 RUE VOLNEY 75002 PARIS
QUI TRANSMETTRA

Consultant : l'éthique de la rigueur

Une certaine idée de votre métier fondée sur la rigueur de tous les instants, c'est ce que nous recherchons de vous. C'est la ligne de mire que nous suivons depuis la création de Résoudre.

L'image de marque de notre Cabinet, construite par un travail en profondeur, fait de sérieux, de crédibilité, de vis intérêt pour le recrutement par annonce et par approche directe est aujourd'hui un véritable capital confiance. A vous de le faire fructifier.

Diplômé de l'enseignement supérieur - école d'ingénieurs, de commerce... vous avez, à 28-32 ans, assuré des fonctions très opérationnelles dans l'industrie, par exemple. Mais que vous soyez chef des ventes ou responsable de recrutement, vous savez garder le « plus » humain dans votre travail. Vous développez un portefeuille clients : vous êtes donc un vendeur. Entièrement responsable de vos missions vous êtes l'interlocuteur direct des clients. Notre raison d'être peut devenir la vôtre.

Envoyez lettre manuscrite, CV et rémunération, sous réf. F 18001 à B. BRUNEL - Cabinet RESOUDRE
50, rue St-Croix de la Bretonnerie
75004 PARIS.

RESOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 7 décembre 1988 37

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GANIL (grand accélérateur national d'ions lourds)

JEUNE INGÉNIEUR

Grande École ou Université

Il s'intégrera dans une équipe chargée d'élaborer les projets de développement, à moyen terme. Il sera aussi associé aux études à court terme entreprises pour l'amélioration des performances de l'accélérateur.

Son statut sera celui du CEA
(Commissariat à l'Énergie Atomique).
Lien de travail CEA.

Candidatures : GANIL, BP 5027 - 14021 Caen Cedex.

Le Monde

CADRES

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL D'OISE
RECRUTE PAR VOIE DE CONTRAT

LE CONSERVATEUR DES ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART DU DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE

Niveau : maîtrise d'histoire de l'art et d'archéologie.

SA MISSION :

Il sera chargé d'animer une équipe de spécialistes (4 personnes), chargés d'assurer le recensement, le classement et la protection du patrimoine culturel du département.

SON PROFIL :

Le candidat devra justifier d'une expérience confirmée dans le domaine du patrimoine culturel, artistique, historique et ethnologique, ainsi que d'une connaissance approfondie du département.

Il devra faire preuve d'une aptitude réelle à la communication avec les élus, les associations et les autorités religieuses.

Une pratique concrète en matière d'animation et d'exposition est requise ainsi qu'une bonne connaissance de l'organisation des collectivités locales.

Des notions d'informatique documentaire et de photographie seront très appréciées.

Le candidat devra en outre s'engager à résider dans le département du Val d'Oise.

Sa rémunération brute annuelle sera de 143 659 F.

Les candidats devront adresser une lettre manuscrite et un curriculum vitae très détaillé, accompagné de tout document jugé utile au :

CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL D'OISE

Direction du personnel et de l'action sociale,
bureau des statuts, du recrutement
et de la gestion collective,

2, AVENUE DU PARC, LE CAMPUS
95032 CERGY-PONTOISE CEDEX.

Téléphone : 34-25-30-39.

Beherrschen Sie die Sprache
der Automobiltechnik ?*



De formation ENI, ESTACA..., vous débutez ou possédez une première expérience en mécanique ou carrosserie. Si vous êtes de formation Bac + 2, vous avez nécessairement une solide expérience du secteur. Dans les deux cas vous êtes bilingues allemand. Mettez à profit la maîtrise de vos connaissances techniques et vos capacités relationnelles et devenez notre :

Conseiller technique après-vente

véhicules utilitaires légers

Interface privilégiée entre les concessionnaires et l'usine, vous contrôlez la qualité et le coût des réparations et apportez des solutions techniques. En relation avec les carrossiers, vous aidez à l'adaptation et l'optimisation de leurs études relatives à nos véhicules.

Poste basé à Villers-Cotterets.

(1) 42.27.40.27

Contactez le (1) 42.27.40.27 du mardi 6 au vendredi 9 décembre de 9 h à 19 h ou adressez CV, photo et prétentions à V.A.G. France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 64, 02600 Villers-Cotterets.

V.A.G. * Parlez-vous la langue de la technique automobile ?

CONSULTANT HP RECRUTEMENT PARIS

Fondée il y a 19 ans la société FRANCE CADRES a pour vocation de rechercher des cadres confirmés et dirigeants par annonce ou approche directe. Très attachée à la qualité de ses prestations et à la compétence de ses consultants, elle jouit d'une bonne image de marque auprès d'une clientèle fidèle.

Son mode d'intervention implique une analyse approfondie du contexte de l'entreprise, de la définition du poste et une information précise du candidat.

Travaillant avec une grande autonomie, le nouveau consultant devra exploiter les contacts provoqués par le service commercial et gérer sa propre clientèle.

Il doit être un professionnel de la fonction personnel ou avoir travaillé comme consultant senior en cabinet ou en indépendant. Evolution possible. Minimum 32 ans. Débutant s'abstenir.

Adresser dossier à l'attention de
M^{me} P.L. QUINOU à FRANCE CADRES
22, rue Saint Augustin 75002 PARIS
ou téléphoner au 47.42.66.17.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Ingénieurs, rejoindre ALCATEL ATFH

c'est rejoindre ALCATEL, le deuxième groupe mondial
de communication

ALCATEL ATFH, leader européen des transmissions par faisceaux hertziens et stations terriennes, connaît un fort développement de ses activités Systèmes, tant en France qu'à l'Export.

Au sein de nos Départements civil et militaire, nous offrons à des ingénieurs confirmés l'opportunité d'aller plus loin dans leur carrière.

PROJETS SYSTEMES

Ingénieur Télécommunications, vous avez une bonne connaissance des techniques appliquées aux réseaux numériques, de leurs normes, protocoles, et de leurs évolutions vers le R.N.I.S. : vous participerez à la conception de réseaux de télécommunications militaires, français et étrangers dans le cadre de grands projets. Plusieurs postes sont à pourvoir. Réf. MB 15.

La haute technologie, un environnement international, des équipes compétentes et passionnées vous attirent. Envoyer votre candidature par télécopie au (1) 47.58.38.24 ou écrivez sous référence choisie à :



Service Emploi ATFH - 55 rue Greffulhe 92300 Levallois.



Créer une nouvelle architecture de réseau en restructurant l'informatique de gestion de nos différents sites équipés de matériels hétérogènes : tel est notre objectif.

N°1 français de la Productique, RENAULT AUTOMATION (1 800 personnes dont 600 Ingénieurs et Cadres) crée pour remplir cette mission, le poste de :

RESPONSABLE INFORMATIQUE DE GESTION

Maître d'œuvre des études, des systèmes et réseaux, vous assurez et coordonnez le développement et l'exploitation de toutes les applications de gestion de l'entreprise. Responsable de vos investissements, vous animez une équipe de 5 personnes et travaillez en relation avec les correspondants informatiques de nos 6 établissements.

A 35 ans environ, vous avez plusieurs années d'expérience similaire en milieu industriel dans un environnement IBM, CICS, VM, avec bases de données et multi-langages.

Adressez lettre, C.V., photo et rémunération actuelle s/références 88.18 à la Direction du Personnel - RENAULT AUTOMATION Centre Parly 2 - BP 70 - 78152 LE CHESNAY CEDEX. (Le poste est basé en banlieue Ouest).

Renault Automation

CHARGEURS S.A.

CAUSSE-WALON



est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéromarine, Causse-Walon, Deleer, Gillet, Lainière de Picardie, Lepoutre, Novacel, Paquet, P.J.T., Peignage Amédée, Provest Lefebvre, Roudière, U.T.A.

Responsable Service Informatique

CAUSSE-WALON, 1er transporteur routier européen de véhicules recherche pour son service informatique, un responsable pour diriger une équipe de 4 personnes travaillant sur un réseau de 12 HP 3000 interconnectés.

Rattaché directement au Directeur Général, il aura l'entière responsabilité de son plan informatique et de son budget. Il dirigera ses équipes d'exploitation et de développement. Il devra rechercher et maîtriser des solutions techniques novatrices. Il aura le choix des intervenants extérieurs.

Environ 30 ans, le candidat de formation supérieure aura acquis une expérience similaire ou eu la responsabilité de la mise en œuvre d'une application en temps réel, en qualité de chef de projet.

La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Ce poste est situé à VELIZY (78).

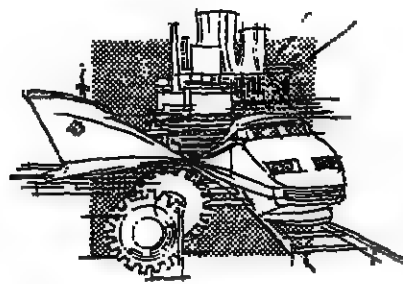
Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à B.PESSINA - CAUSSE-WALON SA - 1 bis, rue du Petit Clamart - 78147 VELIZY Cedex.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



ALSTHOM

LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE
recherche pour son
DEPARTEMENT MOYENNE TENSION (1100 personnes) à MACON

INGENIEUR ELECTRICIEN

**RESPONSABLE SECTION DEVIS
ET TRAITEMENT DES COMMANDES**

Sous l'autorité du Chef du Service technico-commercial, il dirige une équipe de 20 personnes qui gère toutes les commandes d'appareillage et d'équipement M.T. Il réalise les devis présentant des difficultés techniques. Il conseille le réseau de vente dans la mise en œuvre des produits. Outre la connaissance de ceux-ci, il lui est demandé des qualités de négociateur et d'animateur. Anglais indispensable. Très intéressantes possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. détaillé, sous réf. 7270-M à Mamrégies, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

La Division Composants du Groupe TEKELEC pour son Département
Eléments d'Accord en Fréquence situé à PESSAC (33)

UN INGENIEUR MICROMECHANICIEN

pour renforcer son Service Technique.



Voire mission sera:

- être garant des dossiers et procédures
- assister techniquement la fabrication
- améliorer les procédés
- étudier et industrialiser de nouveaux produits, et ceci avec le souci constant de qualité et de rentabilité.

Vous êtes ingénieur mécanicien (ENSMAM Besançon, A.M.), vous avez deux ans d'expérience en fabrication de moyennée série, vous êtes curieux, méthodique, imaginatif, vous parlez anglais, venez rejoindre notre équipe.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite de: TEKELEC AUTRONIC - Parc Industriel Benoit à l'attention de C. OUVREAU 33600 PESSAC

Informatique scientifique et technique

Le Centre de Programmation de la Marine (CPM) a, au sein du Ministère de la Défense, une double mission de conception/réalisation et d'expertise des systèmes informatiques d'aide à la décision, destinés notamment au futur Porte-Avions Nucleaire (PAN). Il recherche

Ingénieur "génie logiciel"

pour son secteur "systèmes d'aide au commandement". Il sera responsable du développement d'outils (C, ADA, et LTR) nécessaires à la production, la mise au point et la maintenance de logiciels "Temps réel" très importants et mettra en place l'atelier logiciel du PAN. Le poste concerne un jeune informaticien (Ecole d'Ingénieurs ou Doctorat), ayant le goût du travail méthodique et une forte curiosité technique; une pratique professionnelle d'UNIX, la maîtrise d'un langage temps réel seront des "plus" appréciés. Réf. L 112/M.

Ingénieur "intelligence artificielle"

pour son secteur "systèmes d'aide au commandement". Au sein d'une jeune équipe très motivée, il aura la responsabilité de développements utilisant des techniques modernes, en particulier d'intelligence artificielle, en s'appuyant sur une infrastructure unique de machines LISP. Le poste convient à un jeune diplômé (Ecole d'Ingénieurs ou Doctorat), ayant des connaissances générales en informatique et en intelligence artificielle, doté d'une forte curiosité technique et d'un grand souci des relations humaines. Réf. L 113/M.

Merci d'adresser C.V., avec lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à H. BOUET.



SEMA-SELECTION

16, rue Barbès, 92126 MONTROUGE CEDEX.

Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

JEUNES INGENIEURS GENERALISTES

Bienvenue dans un monde de projets, de défis, de motivation

Améliorer notre capacité de production, construire des lignes de fabrication, optimiser la disponibilité des outils, automatiser, implanter des contrôles de process centralisés... nos projets sont d'une variété difficilement imaginable.

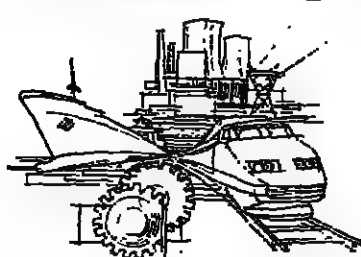
Nous vous proposons d'en conduire certains, dans une unité de fabrication. Plusieurs postes sont à pourvoir. En fonction de vos goûts, de votre profil, nous vous présenterons des opportunités dans diverses régions de France: conduite de projets, animation de services de maintenance, fabrication...

Vous êtes diplômé(e) d'une grande école (Centrale, Mines, Ponts, ENSAM, ICAM, IDN, etc...) et vous souhaitez intégrer une entreprise qui réussit, dès votre premier emploi ou après une première expérience.

Adresser votre lettre de candidature et votre CV à J. Louis PERROT - Rhône Poulenc Chimie - Direction du Développement des Cadres - 25 quai Paul Doumer - 92408 Courbevoie Cedex.

RHÔNE-POULENC

ALSTHOM



DIVISION TRANSPORTS FERROVIAIRES

INGENIEUR COORDINATEUR INDUSTRIEL

A 35 ans environ, titulaire d'un diplôme d'ingénieur, vous possédez une expérience généraliste de l'industrie (technique, production commerciale) et maîtrisez l'établissement du planning PERT.

Nous vous proposons de prendre en charge la coordination industrielle de grands projets internationaux (partage des fabrications, suivi de l'avancement des études et des fabrications, analyse des coûts).

Intégré à une équipe projets, vos qualités relationnelles, votre connaissance du ferroviaire ainsi que votre parfaite maîtrise de l'espagnol et de l'anglais et, peut-être, de l'allemand seraient des plus déterminants pour mener à bien cette mission complexe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous réf. LM, à ALSTHOM - Etablissement de la Défense - Service du Personnel - 20, place de Seine - 92086 PARIS-LA-DEFENSE.

Le Monde
CADRES

MEDECINS ESSAIS CLINIQUES

PROCHE BANLIEUE OUEST DE PARIS

INTERNE DE CHU, SPECIALISTE EN RHUMATOLOGIE, MEDICINE INTERNE OU PSYCHIATRIE. L'INDUSTRIE VOUS ATTIRE PAR SON DYNAMISME, SA RECHERCHE, SES CONTACTS A HAUT NIVEAU.

Nous sommes l'un des plus grands laboratoires internationaux par son chiffre d'affaires et par sa recherche. Nous proposons plusieurs postes de médecins, responsables des Essais Cliniques nationaux.

En liaison avec les expérimentateurs, vous aurez à concevoir les protocoles, mettre en place les essais, en assurer le suivi et l'interprétation.

Le diplôme du CESAM serait apprécié, ainsi que la connaissance de l'anglais, mais une expérience à un poste similaire n'est pas indispensable car nous assurerons votre formation.

Avant de nous rencontrer pour en discuter, merci d'adresser votre candidature à AXIAL (référence 8933), 27 rue Talbot, 75008 Paris, qui nous transmettra directement la totalité des dossiers.

DELOITTE HASKINS AND SELLS CONSEILS

Cabinet de Conseil en Management
Offre dans le cadre de son développement plusieurs postes de :

CONSULTANTS (ES)

2 à 8 ans d'expérience

appelés à intervenir sur des missions de conception et de mise en place de systèmes d'information de gestion et d'organisation dans les domaines comptables, financiers et d'opérations ainsi que de la conception et mise en place de systèmes de comptabilité analytique et de contrôle de gestion.

Formation grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion, MBA, complétée éventuellement en fonction du poste du diplôme d'expertise comptable. Expérience acquise en sociétés de conseil ou en entreprises dans des postes opérationnels.

Ces postes basés à Paris au sein d'un groupe jeune et international, nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et peuvent déboucher sur des possibilités d'évolution rapide.

Envoyer lettre, C.V., photo et prêt à Sylvie Piquet, Directeur des Ressources Humaines - Tour Franklin - Cedex 11, 92080 Paris la Défense.

IMPORTANT COMITÉ D'ENTREPRISE PARISIEN MAIS D'IMPLANTATION NATIONALE

RECHERCHE

Pour assister le Directeur général dans le contrôle et la supervision des activités

son AUDITEUR INTERNE

Familiarisé à la fonction « contrôle de gestion » dans un milieu fortement informatisé, il aura pour tâches :

- L'élaboration et le suivi du tableau de bord ;
- Le contrôle budgétaire et l'analyse des écarts sur réalisations ;
- La mise en place de procédures.

Le candidat devra justifier d'une expérience, si possible dans le secteur de l'économie sociale, de la maîtrise des problèmes d'organisation et de gestion (administration, finances, gestion du personnel) et de la capacité à communiquer avec les services.

Adresser C.V., photo et prétentions s/n° 8 039
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

ALSTHOM

ASSISTANTE
DE RECRUTEMENT

Le Groupe EGOR assiste les entreprises dans la recherche de cadres.

Sa réussite au niveau européen est déjà une réalité (nous sommes présents dans 9 pays de la C.E.E.), et exige le renforcement de ses équipes d'assistantes de recrutement. Intégrée à l'équipe des consultants, son action s'étend de l'utilisation de notre importante logistique (documentation, banques de données informatisées...) jusqu'à l'approche des candidats potentiels.

Diplômée de l'enseignement supérieur (ESC, IEP...), elle souhaite s'investir dans une activité qui lui permettra de valoriser ses qualités de contact, d'autonomie et de rigueur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 59/2700 R à :

EGOR S.A.
8, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL

P.M.E. multinationale leader sur son marché
RECHERCHEL'ADJOINT AU RESPONSABLE
DE LA DIVERSIFICATION

Pour participer à la mise en œuvre, en terme opérationnel, des orientations stratégiques fixées par la direction générale. Ce candidat, âgé d'au moins 32 ans, doit avoir une bonne connaissance des questions industrielles et du contexte économique.

Par ses compétences, il possède une bonne expérience de :

- L'évaluation des projets ;
- L'évaluation d'entreprise ;
- Des négociations entre partenaires industriels ou commerciaux (joint-venture, filiales, consortium) ;
- L'ingénierie financière.

Une formation du type grande école commerciale ou ingénieur plus INSEAD ou IAE est requise.

La connaissance parfaite de l'anglais lui est nécessaire. Une grande curiosité intellectuelle et une approche méthodique des problèmes est nécessaires.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions s/n° 8 045

LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Vous avez
exercé votre
profession pendant
au moins
5 ans.

DEVENEZ FORMATEUR

L'AFPA, Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes recrute pour

Champs-sur-Mame (77)

INGENIEUR BATIMENT OU GENIE CIVIL

Expérience Ingénieur d'études en béton armé.

Bordeaux (33)

INGENIEUR GENIE THERMIQUE OU CLIMATIQUE

Expérience en exploitation et maintenance d'équipements thermiques.

Corte (20)

TECHNICIEN-METREUR

Titulaire DUT, BTS ou équivalent. Expérience Bureau d'études et conduite de chantiers.

Limoges (87) et Verdun (55)

TECHNICIENS DE PRODUCTION BOIS

Titulaires du BTS ou diplôme équivalent. Responsables de production (entreprise de menuiserie, ébénisterie ou charpente).

Adresser lettre manuscrite et CV à Monsieur le Directeur du CPTA - 1, Allée Jean Griffon
31077 TOULOUSE CEDEX

afpa

PEUGEOT S.A.

Recherche pour la cellule Stratégie Systèmes d'Information
de son Etat Major Informatique

Deux cadres de haut niveau 35-40 ans

- Mission : Développer, avec les deux sociétés automobiles, la cohérence utile de leurs systèmes d'information dans les deux domaines suivants : finance/gestion et commerce/service.
- Profils requis : Expérience de terrain en informatique et connaissance approfondie du métier opérationnel dans la fonction financière ou commerciale.

Les candidats devront avoir le goût d'assurer, pendant une période de 3 à 5 ans, un rôle de consultant/acteur exigeant une forte personnalité associée à de grandes qualités de savoir-faire professionnel et de communication.

Lettre de candidature et CV à adresser à : PEUGEOT S.A.
Gestion du Personnel, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE

Leader sur son marché, forte rentabilité, employant 450 personnes en France. C.A. : 300 000 000 F dont 40 % à l'exportation et implantations à l'étranger

recherche

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le candidat doit avoir une formation de type grande école de commerce et une pratique courante de l'anglais.

Il a acquis une expérience de 10 à 15 ans dans l'ensemble des domaines administratifs et financiers, gestion du personnel, gestion des contrats, gestion financière, informatique (C.F.A.O.-gestion) de préférence, dans une société moyenne, au sein d'un groupe multinationale.

Le poste est à pourvoir dans le nord de la France.

Adr. C.V. et présent. sous n° 8 030, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Filiale d'un groupe du B.T.P. (Sud R.P.)

recherche :

1) SON CHEF DES SERVICES COMPTABLES

En collaboration avec la D.G., il aura pour mission d'organiser et animer un service comptable informatisé. Il sera chargé de la comptabilité française et étrangère des bilans et de la trésorerie.

2) UN COMPTABLE CONFIRMÉ

Chargé de la comptabilité clients (suivi, prévisions, relances).

Les deux postes nécessitent l'utilisation de systèmes micro-informatiques.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo s/n° 8044, LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy, 75008 PARIS.

AJC GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

110-130 KF

Jeune consultant

Basé à Marseille

Notre équipe (11 personnes) intervient dans le domaine de la Politique Sociale et Humaine des Entreprises en Conseil, Formation, Recrutement, Stratégie d'Homme.

Implantés à Marseille et à Lyon, nos missions nous entraînent à nous déplacer sur toute la France. Après une période d'intégration et de formation, vous conduirez en toute autonomie vos interventions : 3/3 semaines, 1/3 formation autres d'Entreprises Responsables ou Responsables.

VOTRE PROFIL : 35 ans environ, de formation DES Gestion ou Personnel Psycho, du travail, IAE : at une expérience de 2 ans minimum en Gestion des Ressources Humaines en Entreprise ou Cabinet.

Ce poste est évolutif et peut vous amener à diriger une antenne régionale AJC.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) sous n° 3 AJ 13 à AJC.

Jean-Jacques PERRIN, 44 La Consolide, 13001 MARSEILLE, Tél. 91 33 68 97 (ou AJC LYON, 34 Av. de

Limbourg, 69110 Ste-Foy-Les-Lyon, Tél. 78 58 10 50.

ajc

SECTEURS
DE POINTEPrenez la responsabilité d'un projet
ambitieux en Rhône-Alpes

Banque régionale, membre d'un groupe très connu, optimise son système d'information. L'envergure et l'enjeu stratégique de nos projets justifient notre volonté d'en confier la responsabilité à des personnes de valeur.

Chef de projet
Spécialiste DB2

Vous serez chargé de :

- participer à l'étude de faisabilité d'un important projet et d'en assurer les conséquences ;
- d'assurer sa mise en place en collaboration avec un organisateur et le responsable "utilisateur" ;
- procéder, parallèlement, à la mise en œuvre de DB2.

A 27/35 ans, DUT, MAGE ou Ingénieur, analyste ou chef de projet, vous avez conduit ou participé à des projets importants en milieu bancaire, possédez de bonnes connaissances des grands systèmes DB2 sous MVS/ESA et maîtrisez DB2.

Les entretiens auront lieu à Lyon et à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. choisie, à

Jean-Louis Ténier, Soleli Consultants, Immeuble Lyon Ouest, 100, 10^e rue, 69009 Lyon.

Tél. : 78.66.21.56.

Organisateur

Vous devrez :

- assurer la mise en place d'un projet important en collaboration avec un chef de projet et le responsable "utilisateur" ;
- Ingénieur généraliste (RCP, ECI, Mines, ECAM, ENSAM, INSA...), vous avez si possible un 3^e cycle administration et gestion des entreprises. Vous êtes débrouillard ou justifiez d'une 1^{re} expérience dans le conseil, l'audit ou l'organisation.

Vos connaissances informatiques vous permettent de dialoguer avec des informaticiens.

soleri
GROUPE SOLERI CIGEL

ALSTHOM

LA DIVISION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES
Leader International en matière de systèmes ferroviaires recherche :

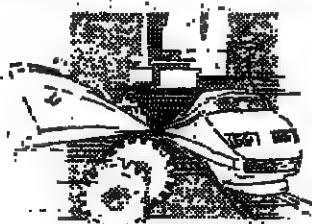
1°) INGENIEURS CONFIRMES
OU DEBUTANTS

ELECTRONICIENS, INFORMATIENS
X, CENTRALE, ENSIMAG, SUPELEC, ENSEEIHT...

2°) INGENIEUR QUALITE
(LOGICIEL)

Ils participeront à des projets d'envergure nationale et internationale mettant en jeu les techniques les plus modernes de l'électronique et de l'informatique. Ils travailleront dans un environnement motivant situé en région parisienne et auront la possibilité d'exprimer leur potentiel en vue d'une évolution rapide.

Merci d'adresser candidature et C.V. détaillé, prétentions et photo au Département des Affaires Sociales DTR-F-ALSTHOM, 33, rue des Bâilleurs - 93400 SAINT-OUEN, sous référence 6494/H-D.



CIGÉ

هكذا من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeurs d'agence

Dans un environnement de techniques avancées, SOPRA assure toutes les fonctions reliant l'idée créatrice à la mise en œuvre d'une solution informatique personnalisée. Sa DIVISION BANQUE ET FINANCE, parmi les leaders de son marché, poursuit sa croissance; elle prépare sa participation à l'avenir tertiaire européen et souhaite y associer ses futurs managers.

Votre expérience confirmée, appuyée sur une formation supérieure, vous donne aujourd'hui les moyens d'assurer la direction d'un centre de profit.

Ingénieurs commerciaux

De formation supérieure, avec une première expérience réussie, vous pouvez exprimer tout votre potentiel et évoluer vers des responsabilités croissantes.

SOPRA s'est donné un objectif ambitieux : faire progresser le CA de 450 millions à 1 milliard de francs, doubler les effectifs.

Pour servir cette ambition, le marché banque et finance constitue un axe stratégique majeur.

Merci de nous contacter en adressant votre CV à J.P. Galan, Directeur des Ressources Humaines - SOPRA - 3, rue Lauriston 75116 Paris, en précisant la référence choisie.

SOPRA.
Ingénierie informatique

2^e AGGLOMÉRATION DE BOURGOGNE

La communauté urbaine
Le Creusot-Montceau-les-Mines
(SAONE-ET-LOIRE) 110.000 habitants

recrute un

CHARGÉ DE MISSION pour le développement économique

(Bac + 3 minimum)

Âgé : 35-40 ans environ.

Salaire net : 15.000 F.

Renseignements complémentaires
auprès du Secrétaire Général de la C.U.C.M.
Tél. : 85-55-31-81.

Les candidatures et C.V. sont à adresser à :
Monsieur de Président de la Communauté Urbaine Le Creusot-
Montceau-les-Mines, B.P. 69, 71206 LE CREUSOT CEDEX.

PRAGMA

Société de conseil, reconnue dans le secteur de la
Mutualité et de la Santé, recherche, pour renforcer
ses équipes, des collaborateurs de haut niveau :

INGÉNIEURS EN ORGANISATION

Diplômés, ils doivent réunir une expérience professionnelle de
plusieurs années, et une connaissance des organismes mutua-
listes, de la Sécurité sociale, et de la santé.
Innovateurs, ils ont le goût des contacts et du dialogue, le sens de
la diplomatie et de la persuasion.

Motivés, ces ingénieurs doivent faire parvenir
une lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à :
PRAGMA - 42, rue Legendre, 75017 Paris.

Electricité réseau HT Ingénieur à potentiel

Nous sommes un des très gros consommateurs nationaux (120 M KW/H/an) et produisons une
partie de notre électricité pour notre usine très importante en continu.
Notre réseau (alimentation et structure) est à la hauteur de cette consommation et de nos
exigences.
Toutes les études liées aux améliorations, l'analyse des incidents, de leurs causes, les investisse-
ments concernés par la production (générateurs) et la consommation, sont de votre compétence
(conception, mise en œuvre, suivi, contrôle...)
Vous dépendez du Chef de Service Electricité que vous assistez par ailleurs sur l'ensemble des
aspects de l'exploitation, en relation avec tous les interlocuteurs concernés.
Vous évoluerez progressivement par vos compétences vers des fonctions de plus en plus élargies.
Ingénieur Electricien (ESE, IEG, ENSEM...) vos 3 ans environ d'expérience industrielle ou d'installa-
teur en électricité courants forts vous ont permis de vous familiariser avec l'activité, ses contraintes
et ses attraits.
Vous souhaitez développer à partir de votre crédibilité technique réelle, vos qualités d'animation,
de communication, de coordination et d'implication dans un environnement très valorisant.
Votre objectif de carrière est industriel et votre niveau d'exigence (technique, humaine, gestion)
important.
Le poste est basé dans une région particulièrement agréable à 2 heures de PARIS.

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous la
réf. M/1189 à Olivier CHAUMETTE, OC CONSEIL,
15 rue du Louvre, 75001 PARIS, à qui nous avons confié
cette recherche.

15 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS

RESPONSABLE ENVIRONNEMENT Sollac Dunkerque, l'acier propre

Depuis longtemps déjà, Usinor Sacilor porte une attention particulière à la protection de
l'environnement. En collaboration étroite avec les chefs de service concernés, vous participerez à la
définition et à la mise en œuvre de la politique de lutte contre la pollution, au respect des normes et
aux nombreuses relations avec l'Administration. Vous disposez d'un laboratoire hydrologique et
gaz, et animez une équipe de 10 personnes. Mais votre rôle s'étend aussi à l'aménagement de
l'usine et à l'information de ses hommes. Réglementation, Qualité de Vie, Image de Marque sont
vos domaines d'intervention. A la suite de vos études supérieures dans la chimie de préférence,
vous avez appris à connaître la réglementation de protection de l'environnement ainsi que les
rouages de l'Administration chez un grand de l'industrie ou en bureau de contrôle. Vos capacités de
communication font de vous le technicien fin conciliateur qui maintiendra le site de Dunkerque en
harmonie avec la nature et les hommes.



Faites part de votre parcours à notre Conseil C.E.Koehler qui vous en dira plus.
Adressez lui votre candidature au CPA, 3 rue de Liège, 75009, Paris sous réf. 48.344M

Responsable logistique et méthode

BLOIS 41

DANEL Branche industrielle du Groupe Presse Hachette, DANEL est le 1^{er} groupe français dans l'impression en continu.
De formation supérieure, type Ingénieur (Arts et Métiers, Papeter ou équivalent) et âgé d'environ 30 ans, vous possédez
impérativement une première expérience industrielle. En liaison avec le directeur de l'Etablissement, vous coordonnez
les activités concourant à la production et la livraison des commandes : méthode, ordonnancement, lancement, approvisionnement, expédition. Vous
optimisez les gammes de fabrication, organisez et dirigez l'ensemble de la fonction appro, négociez avec les fournisseurs de consommables et les
transporteurs. En collaboration avec le service commercial, vous assurez le suivi technique des clients, gérez la distribution, analysez et contrôlez la
qualité. Votre rôle d'interface commercial/technique vous amènera à participer au développement des produits futurs et évolutifs. Vous faites
preuve d'un bon esprit d'analyse, de décision et surtout de rigueur. La réussite dans cette fonction vous permettra à terme d'évoluer au sein du
groupe DANEL.

Nous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle) s/réf. 1202/M à J.J.
CARA, Direction des Affaires Sociales, DANEL, 71, rue des Tilleuls, 92100 BOULOGNE sur Seine.

HACHETTE
GROUPE PRESSE

ALFA-LAVAL
INDUSTRIE

Nous concevons et réalisons des équipements et installations pour le traitement des liquides pour
l'ensemble de l'industrie. Les échanges thermiques constituent une des activités importantes du
groupe ALFA LAVAL, avec la centrifugation, la séparation, les automatismes.
Pour développer notre activité de traitement thermique des liquides par échange de chaleur, nous
recherchons un

INGENIEUR D'AFFAIRES (Région Est)

Votre mission sera d'accroître nos parts de marché, rechercher
de nouvelles applications, vendre de nouveaux produits.
Vous serez responsable des clients industriels de votre région :
proposition, calcul et réalisation des offres, négociation des
contrats, suivi technique et commercial des ventes.
Vous disposerez d'un support technique, administratif et
commercial.

Vous avez une formation de niveau ingénieur avec une
spécialisation en chimie, génie chimique, génie thermique, et

3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel. Une expérience
commerciale dans les biens d'équipement serait appréciée.
Anglais correct nécessaire.

Ce poste, basé dans l'est ou sur Clayes-sous-Bois (78),
suppose de fréquents déplacements (Alsace, Lorraine,
Franche-Comté).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo,
dernière rémunération) à Mme CHALLE, ALFA LAVAL INDUSTRIE,
BP 57, 78340 Les-Clayes-sous-Bois. Tél. : (1) 30 55 82 44.

Bâtir la solution qualité pour le traitement des liquides

IMPORTANT ORGANISME
DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE
Situé à 100 km région SUD DE PARIS

RECHERCHE

**LIQUIDATEUR (TRICES)
DE RETRAITE CONFIRMÉS**

(Régime UNRS - ARACO de préférence)

- Perspectives de carrière - Salaire motivant - Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo d'identité à :

D.L. CONSEILS

1, rue Sainte-Anne, 45000 ORLÉANS

sous la référence 2845 102 B.

FORUM SUPELEC 7 et 8 DECEMBRE 1988

1^{ère} JOURNÉE

"L'ART ET L'INGÉNIEUR"
4 CONFÉRENCES-DÉBATS

2^{ème} JOURNÉE

"GESTION DE CARRIÈRES"
AUTOUR DE TROIS SPÉCIALISTES.
ANIMATION : STEPHANE PAOLI (EUROPE 1).

**TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉS
REPRÉSENTÉS.**

EXPOSITIONS PERMANENTES

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ
PLATEAU DE MOULON
91192 GIF-SUR-YVETTE CEDEX
RER LIGNE "B" - STATION LE GUICHET Tél. 60.19.22.44

ACCÈS LIBRE DE 9 H À 18 H

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES



La Chambre Syndicale des Banques Populaires recrute des inspecteurs (débutants ou 1^{re} expérience)

L'AUDIT BANCAIRE

un bon départ pour votre carrière.



BANQUE POPULAIRE

Pour participer aux épreuves de sélection qui se dérouleront à partir du 7 janvier 1989, demandez un dossier d'inscription en écrivant, sous la référence IN/LM 2 avant le 24 décembre 88 à la Chambre Syndicale des Banques Populaires DRHS 131, avenue de Wagram - 75017 Paris Cedex 17.

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

JOURNAL PARISIEN RECHERCHE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

CHARGÉ :
1) de diriger une équipe de vente ;
2) de coordonner et de contrôler la fabrication du journal et de ses suppléments ;
3) d'assurer la gestion de la société.
Expérience de la presse indispensable.
Qualité d'autorité.
Age : 35/45 ans.

DIRECTEUR COMMERCIAL

CHARGÉ :
1) de diriger les services de publicité et de promotion du journal ;
2) d'élaborer la stratégie de développement.
Expérience de la presse indispensable.
Qualité de dynamisme.
Age : 35/45 ans.

Envoyer sous n° 7089 M - LE MONDE PUBLICITÉ
6, rue de Montessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

OBSERVATOIRE DES MATIÈRES PREMIÈRES (Ministère de l'Industrie) recherche son

RESPONSABLE DE L'INFORMATION

• 26 ans, ingénieur grandes écoles
• formation science de la terre
ou météorologie souhaitée
• maîtrise de l'anglais et des techniques
de gestion de fichiers informatiques.
Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, c.v. et rémunération
actuelle) à AXIAL (réf. 8853),
27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

LA S.O.U. HARPE

RECHERCHE

2 INGÉNIEURS LOGICIEL

VMS - ROB - DECNET

3 INGÉNIEURS SUPPORT UNIX. C.

Prévoir envoyer C.V. au
11, rue de Valenciennes,
75003 PARIS.

CABINET RECHERCHE CHANGÉES

recherche

CHEF D'AGENCE 1^{re} FORGE

pour bureau sur Paris.
Tél. pour 1^{er} contact :
(1) 56-24-11-92.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE recherche

CHARGÉ D'OPÉRATIONS

Pour la conduite d'études, le suivi
d'opérations d'aménagement
d'immobilier d'entreprise
ainsi que l'aide à la
planification économique (secteur
formation supérieure, école
d'ingénieur ou de commerce,
I.E.P., école, Sciences Eco.).
Expérience de 2-3 années
dans ce type de fonction
requise, soit chez un promoteur,
soit dans le cadre d'une
structure d'aménagement
territorial.

Qualité : goût des affaires
et sens des relations.
Adresser candidature + C.V.
dét. + photo + présent. à :
EPHAY DYNAMIQUES,
79 rue de Paris,
93800 EPINAY-SUR-SEINE.

VEGYS RECONNAISSANCE PAROLE recherche

INGÉNIEURS

Langage C, MS-DOS,
C.V. : 14, av. de la Gare,
91570 BEVRES.

Merci d'envoyer C.V. et
préférences à :
BIOLAND
143 avenue d'Espagne,
31067 TOULOUSE CEDEX.

RESPONSABLE PRODUCTION

De formation ingénieur
chimiste ou génie chimiste,
vous avez une expérience
de 3 à 5 ans en recherche
appliquée ou en production.
Nous souhaitons vous
confier la responsabilité
de la production ainsi que
l'administration des procédés.

Merci d'envoyer C.V. et
préférences à :
BIOLAND
143 avenue d'Espagne,
31067 TOULOUSE CEDEX.

BANQUE MISR SUCCURSALE DE PARIS

TRÉSORIER - CAMBISTE

Nous recherchons un candidat âgé de 30 ans
environ justifiant d'une formation supérieure, d'une
expérience effective, parlant anglais.
Merci d'adresser vos candidatures à Banque Misr,
10, rue Auber - 75009 PARIS
Toutes les candidatures
seront traitées confidentiellement.

LYONNE PIVRE SOUSS CONTRAT recherche

PROFESSEUR SCIENCES ÉCONOMIQUES

niveau maîtrise,
temps complet,
42-74-79-92.

PME 30 personnes, fabricant matériel sonorisation et d'audio, recherche un ELECTRONICIEN

Ce cadre confirmé posséderait
au minimum un BTS ou DUT.
Il devra prendre en ch. le RE,
planifier l'organisation,
l'entretien, assurer la coordi-
nation technique de l'entrepri-
se. Lieu de travail, Annecy.
S.I. Envoyer C.V. avec pré-
férences et photo à :
S.I. COLLYNNE, S.P. 130,
52164 ANTOINE Cedex.
A l'attention de M. Brest.

QUALITÉ Niveau DEC2 expérimenté, bonne connaissance, gestion et informatique. Poste évolutif. Série C.V. par. à 8000 F. 60, rue de Valenciennes, PARIS-12^e.

STÉ IMMOBILIÈRE

rech. comptable ht niveau
Administrateur de biens,
Envoyer C.V. à M.L.T.,
42, rue Valenciennes, 19^e.

Cabinet conseils juridiques et fiscaux ANGERS

recherche
STAGIAIRE
niveau DEC2 Recrut.
Association possible.
Adresser C.V. et lettre de
candidature à :
S.I. P.O.,
S.P. 6232,
49063 ANGERS CEDEX.

Grpe Sté Traiteurs région Paris, recherche

ASSISTANT CHEF COMPTABLE

Niveau DEC2 expérimenté,
bonne connaissance, gestion et
informatique. Poste évolutif.
Série C.V. par. à 8000 F.
60, rue de Valenciennes,
PARIS-12^e.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR COMMERCIAL

Docteur en électronique et informatique
15 ans d'expérience technique et commerciale
dans les entreprises SSI
Simulation électronique, informatique, CFAO
Secteur électronique, armement

RECHERCHE DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

Dans le domaine des technologies de pointe, informatique, électronique.

Envoyer à n° 8038, LE MONDE PUBLICITÉ
6, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

SECRÉTAIRE

Dactylo-secrétaire expérimentée
rech. emploi stable.
Mensuelisé désiré :
7.000 F net.
Tél. : 48-06-24-41.

J.P. 28 ans, traductrice
rech. emploi stable, russe
lang. maternelle, russe cherche
emploi traductrice ou mission
interprète accompagnatrice.
Série C.V. par. à 8000 F.
60, rue de Valenciennes,
PARIS-12^e.

EMPLOI BUREAU

M. Faugeron, 20, rue
Gabriel-Péri, 92300
LEVALLOIS-PERRET.
Tél. : 47-88-67-02.

Assistante direction, 35 ans,
autonome, excellente pré-
sentation, disponibilité
horaires, seconde vue res-
ponsabilité. 48-46-04-95.

Américaine, professeur
d'anglais diplômée, ch.
emploi : cours d'anglais,
niveau scolaire, université.
Tél. : 43-29-61-95.

Un chef d'équipe de pro-
duction expérimenté, sérieux et
efficace, réf. recherche
emploi : cours d'anglais,
court et long terme. Canes-
co 45-46-04-95.

Homme, 30 ans. Niveau
maîtrise d'écon., justifiant de
2 ans réussies de la vente.
Etude des propositions.
Série C.V. par. à 8000 F.
60, rue de Valenciennes,
PARIS-12^e.

J.H. 28 ans, C.A.P.,
ANGLAIS ÉLÉMENTAIRE
NOTIONS DACTYLO
RECH. PLACE STABLE

Psychologue clinicienne,
36 ans, DCS de psychopatho-
logie et psychologie clinique
1988.

Expérience profession-
nelle en psychiatrie adulte
et infantile.

Expérience en psycho-
thérapie et méthodes pro-
jectives.

Formation personnelle
analytique.

Cherche poste en rapport
avec sa région.
Disponibilité immédiate.

M. BERTRAND,
7, rue Odeon,
21000 DIJON.

F. Doct. lectr. doct., doct., il-
lustr. ch. empl. frappe de
traces, mémoires, manus-
crits. Travail rapide, soigné
en attendant VRAI JOB.
Tél. : 45-86-89-63.

Je recherche
STAGE DE 6 SEMAINES
dans une
AGENCE PUBLICITAIRE
Je fais un BTS
de communication et
d'action publicitaire.
M. Sébastien GATTY,
30, rue Harcourt, Paris-10^e.

ENSEIGNANT ÉLECTRONI-
QUE MICRO PROCESSUS
SOFT ET HARD
Ch. emploi mi-temps de préf.
form. 45-67-82-21.

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

48, RUE SAINTE-ANNE
Petite vd de mm. XVI^e s.
pierre de t. 2^e ét. 185 m².
3.400.000 F. S/p. mme.
12 h à 15 h. 46-24-63-33.

5^e arrdt

HUCHETTE, poutres, charre-
née, 2 pces, 3^e ét. petit, tt
cht. 790.000 F.
Tél. : 45-53-38-18.

6^e arrdt

ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Dernier ét. sac possib. VUE
s/Seine, 2 pces, 2^e ét. petit, tt
cht. 4^e ét. 50 CHARNÉ.
Tél. : 43-29-85-08.

7^e arrdt

CH.-DE-MARS
De bel mm. revêt, tapis,
poutres, 2 pces, 2^e ét. petit,
tt cht. 48-24-13-19.

9^e arrdt

13, rue de la Tour-d'Auver-
gne, 1^{er} ét. 4/5 p. ch. env.
100 m², 2 pces, 2^e ét. petit,
tt cht. 48-24-13-19.

12^e arrdt

BERCY R.E.R.
Sens. 40 m² s/bals.
2 ch., 2 bns, 2 part.
2.150.000 F. 43-44-43-87.

16^e arrdt

MICHEL BIZOT, près bois,
habitation individuelle,
résidence stand. inv., jard.
3 ch., 2 bns, 2 part.
2.800.000. 43-44-43-87.

M^{re} LEDRU-ROLLIN

Dans très bel imm. A p.
100 m² revêt, séjour,
3 ch. sur cour-jard. Est.
Quart. Tél. : 43-43-33-18.

18^e arrdt

Proche MUETTE, superbe
app. 210 m², triple récep.
de Havilland, 48-02-60-60.
REFAIT NEUF, 7 300 000 F.
De Havilland, 48-02-60-60.

AV. GEORGES-MANDEL

Très bel endg côté soleil.
380 m² en duplex.
Jardin privé, 48-02-60-60.
DORREY, 48-24-63-33.

secretsaires

INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PIVRE recherche

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE

qualité, dynamique, expé-
rience souhaitée pour ser-
vir secrétaires, courants, coor-
dination pédagogique et
relations commerciales.
Tél. : 40-72-74-80.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Voie RS. 8 p. TR. 4 CV, m-
che, p. mme, boîte 5 vit.
ess.-gl. arr. Ord. de bord,
révis. m. 44 000 km.
milieu 88. 43 000 F.
Tél. : 88-96-81-40 p. 411.
Ardre 18 h. 88-34-18-57.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY BOIS

Très beau duplex 180 m² +
terrasse 110 m², serv. part.
DORREY, 48-24-63-33.

appartements achats

EMBASSY SERVICE

recherche achat APPTS
HAUT DE GAMME et
HOTELS PARTICULIERS
PARIS RESIDENTIEL
T. (1) 45-62-16-40.

locations meublées offres

Recherche 2 à 4 p. PARIS,
préfère RIVE GAUCHE avec
ou sans travaux PAIE
COMPTANT chez notaire.
(1) 48-73-48-07 mme sov.

Région parisienne

Chère à louer pour stud.
1 500 F/m. 35 m² rezon
RER Pont-St-Michel, 25 m²
carré de Lyon. Demandons
réf. Tél. : 60-79-48-44.

propriétés

IMMO 108
33, R. DE LA MADELEINE
EPERON (28230)
(16) 37-83-73-73
rech pour se domiciler
PARIS ET BANLIEUE
PPTES, TERRAINS,
ETANGS, FORÊTS, ETC.
PAIEMENT COMPTANT
chez votre notaire.

DANS GOLF DE ST-NOM

Superbe Pond 325 m² env.
parc de 4 000 m², vue sol.
à la golf. 45-51-56-57.

SOLOGNE

5 km ST-AIGNAN-
S/CHER. Part. vd maison,
carré-bourg, ts comm.,
école, PTT. Gd sol. avec
chem. pierre, poutres, cuis.
salle d'eau, w.-c., gde ch.
chauff. cent. gaz. A
L'ETAGE, mme, chère, sal.
bureau, 2 ch. vides, ar.
étal. 1 400 m² terr., ar.
fruit., par., sol. par. +
3 voit. La t. n. t. bon état.
400 000 F. 45-71-38-44.

VD CAUSE DÉGÈS MONTARGIS (45)

Direct. sur Sud, village
en comm. la vde AUTHEN.
CORPS DE FERME amén.
cachet rare, site impos.
récep. w. nat. 80 m²,
chère, cuis. de 4 ch. inv.
w.-c., chf. cent. fuel, beau
gran. carrelé amén. + car-
rière et cave. La t. n. t. bon
état. 2 HA CLOS. Px tot.
185 000 F. Céd. tot. poss.
(18) 38-95-22-32. 24 h/24 h.

VD MAISON

77. PONTAULT-COMBAULT
à 10 km ligne SNCF, parc de
l'Est, 20 m porte de Berry
sur A. 10 m Marnes-la-
Vallée, terrain 800 m² env.
pavillon, 3 p. cuis., s/bal-
con, Cda possib. agrand.
880 000 F. (1) 80-29-29-10.

MANCHE OUEST

A vde MAISON ANCIENNE
en pierre, 8 pièces princ.
+ dépend. 8 pièces princ.
cent. Très bon état. 300 m²
hab., 1 000 m² terr. 15 km
mer. Libre. 450 000 F.
Tél. : (16) 38-88-77-77.

viagers

F. CRUZ 42-66-19-00

N. RUE LA BOÉTIE, PARIS-8^e
Garantie financière
5.000.000 F. 48 ans expér.
Estimation gratuite. Rem-
bourse. Avantages fiscaux.

L'IMMOBILIER ESPAGNOL A PARIS

COSTA DEL SOL CANARIES

MARBELLA TENERIFE

Lucia Pó Properties et Arco Organization exposent :
villas, appartements, locaux commerciaux, terrains.

Les 8 et 9 décembre, de 14 h à 18 h et
les 10 et 11 décembre, de 10 h à 18 h.

A l'hôtel MERCURE

27, avenue des Ternes,
PARIS 75017.
Tél. : 47-68-49-18.

L'AGENDA

Artisan

CONFECTION SACS

en nylon et tissu :
voyages, publicitaires
cables...
Tél. : (16) 38-88-33-66

Caravanes

Vends caravane d'habitation,
CARAVELAIRE
8,70 m, très bon état.
1986.
84-09-23-67.

Bijoux

BIJOUX, BRILLANTS

Le plus formidable choix
à Paris des bijoux excep-
tionnels à prix de gros.
Pas Cher, en alliance, bri-
llants solitaires, etc.,
bagues, rubis, saphirs, éme-
raude, bijoux, or, argentés.

PERRONO OPÉRA

Angle bd des Italiens,
4, ch. d'Art. achat tous
bijoux ou dépanche. Autre
magasin, autre grand choix.
Ecole, 37, av. Victor-Hugo.

Décoration

L'ENTREPOT DU CANAPÉ
Les 18 et 19 novembre,
vente exceptionnelle de
canapés et fauteuils.
Nombreux modèles en cuir
et tissu.
Par exemple canapé 3 places
entièrement déhoussable :
2 490 F. Canapé 3 places
en cuir pleine fleur antine
8 800 F au lieu de 17 400 F.

Venez vite pour avoir le
choix, car les modèles sont
limités.

Entrepôt Porte-de-Pentun,
28, rue des 7-Arpes
St. Prs Saint-Gervais.
Tél. 48-44-33-81.
Ouvert de 10 h à 18 h.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Carnet du Monde

CAMPUS

Retour à la « thèse Savary »

Le feuilleton des réformes du système français des études doctorales va-t-il enfin trouver un épilogue avec les deux arrêtés publiés au Journal officiel du 29 novembre et consacrés à l'un aux études doctorales et à l'autre à l'habilitation à diriger des recherches ? Ces deux textes abrogent les dispositions adoptées au printemps dernier par M. Jacques Valade, alors ministre de l'enseignement supérieur, et qui créaient un nouveau titre de « docteur habilité » et introduisaient un système d'habilitation différent selon les grands domaines de recherche. L'on avait pu voir dans ces modifications le rétablissement subtil d'un doctorat à deux étages et de l'ancienne thèse d'Etat. M. Jospin, ministre de l'éducation, revient pour l'essentiel au dispositif tracé par la loi Savary de 1984, qui prévoyait un enseignement supérieur et qui visait à harmoniser le système français avec les standards internationaux : un doctorat unique préparé entre deux à quatre ans après le DEA (diplôme d'études approfondies), et complété par une procédure d'habilitation à diriger des recherches, permettant, soit de briguer un poste de professeur des universités, soit d'assurer la direction de thèses. L'habilitation est un diplôme délivré par un jury, devant lequel le candidat présente l'ensemble de ses recherches.

Les deux arrêtés du 29 novembre introduisent toutefois quelques nuances dans ce schéma. Ainsi la durée de préparation de la thèse, entre deux et quatre ans, est désormais « recommandée » et non plus « normale », ce qui peut laisser davantage de latitude aux candidats au long cours. D'autre part, l'habilitation perd le titre de « thèse », mais elle reste une thèse, et elle est soumise à la même procédure de soutenance que la thèse. Enfin, dans les disciplines prévues dans le régime de la loi Savary, les candidats pourront présenter en même temps le doctorat et l'habilitation.

G. C.

Stages pour juristes

La FILTRA, association à but non lucratif, a été créée au sein de l'université d'Orléans. Elle a pour fonction de centraliser les possibilités d'employer comme stagiaires des étudiants en 2^e année de droit, français ou étrangers, de tout cabinet d'avocats, cabinet de conseil juridique, entreprise.

(French and International Legal Training Research Association, 40, rue de Bretagne, 75003 Paris).

« Devaquet... si tu savais... »

Le slogan le plus populaire des manifestations lycéennes et étudiantes de novembre-décembre 1988 est devenu le titre d'un

film de cinquante-deux minutes réalisé par Francis Kandel et Frank Schneider. Étudiants à l'époque. Une projection est organisée, mercredi 7 décembre à 20 heures, à la Sorbonne (amphi Richelieu), suivie d'un débat avec plusieurs des principaux acteurs du mouvement.

Renseignements : 48-36-01-48 ou 48-28-45-90.

Psycholinguistique

L'université de Nantes organise, du 6 janvier au 5 mars, sur trois week-ends, un stage d'initiation à la psycholinguistique, réservé notamment aux orthophonistes.

Université de Nantes. Formation continue. Chemin de la Sensitive-du-Ferrière, 44072 Nantes cedex 03. Tél. : 40-74-01-11.

COMPAGNIE DES COMMISSAIRES-PRISEURS DE PARIS

VENTE AUX ENCHÈRES A TOKYO HÔTEL OKURA
Mercredi 7 décembre 1988 à 19 h (heure de Tokyo)

EN DUPLEX AVEC PARIS A DROUOT-MONTAIGNE
15, avenue Montaigne - 75008 Paris A 11 H (heure de Paris)

BERNARD BUFFET
40 ŒUVRES de 1945 à 1955 de la collection d'un grand amateur

Vente dirigée par : **ADER PICARD TAJAN**
Compagnie des Commissaires-Priseurs de Paris
9, rue Drouot, 75009 Paris
Renseignements : Evelyne Costa de Beauregard
Tél. : (1) 47 70 14 06
Organisation de la vente au Japon
Est-Ouest Galerie d'Art - Impérial Hôtel 4-11-35
Minamiazabu, Minato Ku, TOKYO. Tél. : 03 (449) 78 28
Exposition à Tokyo : Hôtel Okura
Le 6 décembre de 11 h à 19 h et le 7 décembre de 11 h à 18 h

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 38.15 CODE A37 puis OSP

SERVICE DES DOMAINES

Vente aux enchères avec offre écrite.

Salle des ventes des Domaines, 17, rue de la Harpe, Paris 5^e.

2^e quinzaine de décembre 1988

Vendredi 16 décembre à 14 h :

Desains, gouaches, aquarelles : Sonis

Delauay, Cousseau, Renoir, Dunois

de Segonzac.

Lithographies : Miro, Braque, Chagall, Zao Wou-Ki

Mardi 22 décembre à 10 h et 14 h :

VEHICULES

Mercredi 21 décembre à 14 h :

Appareils photo, caméras, Projecteurs

Renseignements : adresse rue-domaines.

Tél. : 42-66-93-46, poste 204

DÉTAIL DE CETTE VENTE :

Bulletin des Domaines abonnement

130 F par an, contre S.C.P.

17, rue de la Harpe, 75005 Paris Cedex 05

ou Tél. : 42-66-93-46, Poste 204.

Vente au palais de justice Paris, jeudi 22 déc. 1988, à 14 h 30
UN APPARTEMENT de 3 p. à NANTERRE (92)
34, rue Salvador-Allende
3^e ét. droite - Emplac. de voiture, 2^e rez-de-ssol - bêt. 1, esc. N 2
S'adr. à SCP Le Sourd-Desloges, avocats
27, quai A. France, Paris (7^e) - 45-51-31-60
M. à P. : 150 000 F

Vente au palais de justice à Paris, le jeudi 15 décembre 1988 à 14 h
APPARTEMENT à PARIS 14^e
78, rue Maurice-Ripoche
2 pièces - LIBRE - Mise à prix : 300 000 F
S'adresser à M^{re} Chevrot, avocat, 2, rue Tronchet, Paris 8^e
Tél. : 47-42-31-15 - M^{re} Fréchet, syndic 18, rue Séguier, Paris 6^e
Tél. : 46-33-54-17. Visites 9/12/88 de 14 h 30 à 15 h 30 et 14/12/88 de 11 h à 12 h.

Naissances

— Claudine et Peter KLASSEN, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Sydney,

le 30 novembre 1988.

8, rue de la Renardière, 94300 Vincennes.

Mariages

— M. et M^{me} Jacques-Henri GOUGENHEIM, M. et M^{me} Jacques OLLE-LAPRUNE, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.

Sophie et Jean.

célébré, dans l'intimité, le 19 novembre 1988.

20, rue Edouard-Nortier, 92200 Neuilly, 77, rue Beauparis, 75006 Paris.

Décès

— Le doyen de la faculté de droit, de sciences économiques et de gestion de Pau, l'ensemble du personnel enseignant et administratif.

Les anciens de la faculté de droit, de sciences économiques et de gestion, ont la douleur de faire part du décès, le jeudi 1^{er} décembre 1988, de

M. Jean-François BADI,

docteur en droit, conseiller de tribunal administratif,

qui fut leur collègue pendant près de dix ans et est décédé leur ami.

— M. et M^{me} Michel Faidutti, Le professeur et M^{me} Bernard Faidutti,

M. et M^{me} Hubert Thiébaud, ses enfants,

Bruno et Aneta,

Mirille et Laurence Faidutti,

Béatrice et Ernst Lueber,

Emmanuelle et Vincent Faidutti,

Florent, Sylvain, Raphaël et Clément Thiébaud,

ses petits-enfants,

M^{me} Giovanni Botin,

M^{me} Stuart Gerner,

ses sœurs,

M^{me} Robert Faidutti,

M. et M^{me} Gérard Faidutti,

M^{me} Marguerite Blidstein,

M^{me} Marcelle Bouchery,

Les familles Bouchery et Jacquet,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel FAIDUTTI,

ingénieur chimiste ICT,

survécu à Lyon le 3 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 8 décembre, à 10 h 15, en l'église Saint-Joseph des Brotteaux, à Lyon.

— Vous êtes prié d'assister aux services convuls et inhumation de

M. Michel HUREL,

née Raymond Chapal,

décédée à Dourdan, le mardi 3 décembre, à l'âge de soixante-huit ans,

qui se feront le mardi 6 décembre, à 14 h 15, en l'église de Saint-Arnoult-en-Yvelines.

De la part de M. Michel Hurel,

son époux, M. Jean-Michel Solves,

M^{me} Laurence Hurel, ses enfants, Et toute la famille.

Il n'y aura pas de condoléances, un registre à signatures sera déposé à l'entrée de l'église.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Arnoult-en-Yvelines.

7, rue de la Trille, 78730 Saint-Arnoult-en-Yvelines.

[Le Monde présente à Michel Hurel, son ancien collaborateur et à sa famille, ses condoléances et sympathies.]

— M. Marcel Lehmann-LeFranc, M^{me} Albert Lehmann-LeFranc, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges LEHMANN-LEFRANC, née Suzanne LeFranc,

chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres,

survécu le 5 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 8 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylan, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Le Bras, 75013 Paris.

— La chambre syndicale des maîtres verriers français a la douleur de faire part du décès de

Jacques JUTEAU, président de la chambre syndicale des maîtres verriers français,

premier maître adjoint d'Erment, président honoraire de la Maison des métiers d'art français,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 4 décembre 1988, à l'âge de soixante et un ans.

— M^{me} Marcelle Davin, sa mère,

Huguette Rocchia, sa cousine,

William Brul, Olga Shaban,

Madeleine et Claude Ernoul,

M^{me} H.-J. Maxwell,

Colette de Sadelet,

Griffith et Marie-Françoise Rose,

Nicole Carlier-Bresson,

Charlotte et Patrick Pignat,

Jean-Yves Masson,

Pascal Cullerier,

Laurence Breyse,

Anis et Hubert Simon,

Georges et Brigitte Sebehadé,

Georges-André Burget,

Michèle Burget, Jan Mac Gill,

André et Claude Hallauer,

Jeane Monnig,

Bernard Fraise,

Aïné Cohard,

Florence et Francisco Marin,

Camille Durand,

Elisabeth Pralus,

Christophe Durand-Boulb,

Francis Tanguy,

Henri Deloy,

Christine Bouhal,

Geneviève et Christian Fumeron,

Normand Georges,

Edouard Gantou,

Arlette Albert Blot,

Bartholomée Beckmann,

Christine Guinard,

Et tous ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès du poète

Guy JANNIN,

survécu le 19 novembre 1988.

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 décembre 1988, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

Le corps sera incinéré au cimetière du Père-Lachaise, à 14 h 15.

— La brasserie Lipp a appris avec chagrin la mort brutale du poète

Guy JANNIN.

La direction et le personnel s'associent à la douleur de sa mère et de tous ses amis.

Un office sera célébré le mercredi 7 décembre 1988, à 10 h 30, en l'église de Saint-Germain-des-Prés.

— Vous êtes prié d'assister aux services convuls et inhumation de

M^{me} Michel Jaumes, née Jacqueline Bernard-Granger,

son épouse, M. et M^{me} Daniel Jaumes,

M^{me} Christine Marty Jaumes, Le docteur François Marty,

Les docteurs Jean-Marc et Joëlle Jaumes,

Adrien et Marguerite Jaumes, Antoine, Nicolas et Sully Marty,

Amandine et Emilie Jaumes, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Eric Jaumes, leurs enfants et petits-enfants,

M. Denis Jaumes, Le pasteur et M^{me} Francis Audou-

neau et leurs enfants,

M^{me} Colette Bernard-Granger, Le docteur et M^{me} Marc Simonod,

leurs enfants et petits-enfants, ses frères et sœurs,

Les familles Jaumes, Benoit, Berard, Bernard-Granger, Richard, Chambaz, Bert,

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel JAUMES, président honoraire de l'Académie de Val-d'Aisne,

membre effectif de l'Académie de Savoie, survenu subitement à Congénies (Gard).

La cérémonie religieuse aura lieu au temple de Congénies, le jeudi 8 décembre 1988, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

« Heureux ceux qui procurent la paix... » Mathieu, V, 9.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Pasteur, 73200 Albertville.

— M^{me} Félix-Pierre Merklen, Ses enfants et petits-enfants, Ses beaux-frères et belles-sœurs, font part du décès de

professeur Félix-Pierre MERKLEN, membre de l'Académie de médecine,

décédé le 29 novembre 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Toul (Meurthe-et-Moselle).

Une messe à son intention sera célébrée le vendredi 9 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6^e.

108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

— Jacques et Liliane Mourlot, Nicole et Pierre Bordes,

Thierry, Hervé, Franck, Eric, ses petits-enfants,

Félicie, son arrière-petit-fils, André Letort,

sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Fernand MOURLOT, imprimeur lithographe, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire 1914-1918, croix de guerre 1914-1918, chevalier des Arts et Lettres,

survécu le 4 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La levée du corps se fera à l'hôpital Saint-Michel, 33, rue Olivier-de-Serres, Paris-15^e, à 9 h 15, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité à Berthoz.

Cet avis tient lieu de faire-part. (lire page 14.)

— M^{me} veuve Sam Benarroch et Stéphane, M. et M^{me} Stéphane Zakar et Cyril,

M. et M^{me} Joseph Myara et Dany, M. et M^{me} Jacques Myara,

Serge, Alain et Laurence, M. et M^{me} Jean Myara et Dany,

M. Patrick Vialle, M^{me} veuve Armand Vialle, Les familles Myara, Cohen, Lévy, Bensoussan, Et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel MYARA,

leur très cher regretté frère, oncle, tante, neveu, cousin et ami,

survécu le 3 décembre 1988.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 6 décembre.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

61, quai de Valmy, 75010 Paris, 1, avenue Junot, 75018 Paris.

— M^{me} Hélène Nakache, née Lévy, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Achir Lucien NAKACHE, survenu le 1^{er} décembre 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Paris.

10, rue Nicolas-Charlet, 75015 Paris.

— M^{me} Claudine Nguyen, son épouse, Céline et Laure, ses filles, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Dung NGUYEN, HEC-MBA University of Massachusetts, directeur général de la Dung Nguyen et associés,

survécu le 25 novembre 1988, à l'hôpital Cochin, dans sa cinquante-troisième année.

L'inhumation, la bénédiction et la messe, célébrées par le Père Pedrollo, se sont déroulées dans la plus stricte intimité familiale, le 2 décembre 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, avenue Edouard-Branly, 92370 Chaville.

— Nous avons la douleur de faire part du décès de

M^{me} Hélène WARGON, De la part de la famille Wargon et Locher, enfants et petits-enfants.

La levée du corps aura lieu à 14 h 45, ce mardi 6 décembre, à l'hôpital Fernand-Widal, rue de l'Aqueduc, à Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Livry-Gargan, à 15 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le directeur Et le personnel de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 29 novembre 1988, de

M. Daniel ROGER, directeur des études de 1957 à 1973.

INSA, 20, avenue Albert-Einstein, 69100 Villeurbanne.

— M. et M^{me} Emile Zarka et leurs enfants, M. Georges Stama, M. et M^{me} Fernand Stama et leur fille,

M. et M^{me} Victor Krief, M. Raymond Krief, M. et M^{me} Edouard Krief, M. et M^{me} Henri Krief, M. et M^{me} Roger Krief, M^{me} Paule Pagès,

M. et M^{me} Pierre Pagès, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Julie SLAMA, née Krief,

survécu le 3 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 décembre.

La levée du corps se fera à 10 heures, à l'hôpital intercommunal de Créteil, suivie de l'inhumation à 11 heures, au cimetière de Massy-sud.

9 ter, rue Maurice-Berteaux, 94370 Sucy-en-Brie.

— M^{me} Pierre Weil, son épouse, M

Économie

Le Monde • Mercredi 7 décembre 1988 43

SOMMAIRE

■ Un an après le conflit qui a paralysé la Banque de France, son gouverneur fait le point sur le « plan d'entreprise » (lire page 44).

■ Les dernières propositions de la direction de la RATP ont paru

satisfaire la majorité des syndicats. Mais ceux-ci devaient obtenir l'accord de leurs bases (lire ci-dessous).

■ La conférence ministérielle du GATT s'est ouverte sur un

accord libéralisant les produits tropicaux. Un accord conditionnel pour les Etats-Unis (lire ci-contre).

■ Recomposition du capital de Bidermann : M. Jollès vend ses titres (lire page 45).

La grève dans les transports parisiens

La moitié des agents de la RATP gagnent moins de 8 800 F par mois

Les revendications salariales se trouvent au premier plan dans l'actualité de la RATP. Comme l'a rappelé, à plusieurs reprises, M. Krasucki, dans les ateliers d'entretien et de réparation du RER, le salaire d'embauche d'un ouvrier spécialisé est de 5 400 F (net, primes comprises). Au bout d'un an, il gagne 5 800 F. Dans ces ateliers, le salaire net mensuel d'un ouvrier spécialisé (ils sont 166 pour le RER et 411 pour le métro) est en moyenne de 6 800 F. Pour les ouvriers qualifiés — 578 dans les ateliers du RER et 1 145 dans ceux du métro — le salaire net mensuel est en moyenne de 8 120 F. Ces niveaux de salaires se retrouvent pour les 2997 ouvriers des ateliers d'entretien des autobus.

Reste à savoir comment se situent les rémunérations des catégories en grève par rapport à celles des 39 950 agents de la RATP au 31 décembre 1987. Selon le bilan social de la RATP pour 1987, 54,5 % des agents avaient une rémunération nette comprise entre 7 500 F et 10 000 F par mois. L'effectif se répartit de façon égale autour d'un salaire annuel net de 106 298 F (8 858 F par mois), avec aux deux extrêmes 10 % au-dessous de 85 592 F (7 133 F par mois) et 10 % au-dessus de 150 284 F (12 524 F par mois). En 1987, 1,8 % avaient une rémunération mensuelle nette inférieure à 5 833 F tandis que 3,1 % gagnaient entre 5 833 F et 6 666 F. L'écart entre la moyenne des rémunérations les plus élevées et celle des rémunérations les plus basses est de 2,71.

Par catégorie professionnelle, les montants des rémunérations mensuelles nettes en 1987 tiennent compte des variations dues à l'ancienneté, dont le « point indiciaire » représente 20 % de la rémunération statutaire brute, primes non comprises. Pour les cadres supérieurs (au nombre de 386, avec un ancienneté moyenne de 23,1 ans), la rémunération moyenne de l'ensemble de la catégorie — des écarts demeurant, comme pour les autres

catégories, entre hommes et femmes — est de 29 884 F. Pour les 2 621 autres cadres, elle est de 15 919 F et de 11 009 F pour les 7 060 agents de maîtrise (dont l'ancienneté moyenne est de seize ans).

Pour le personnel d'exécution qualifié, les rémunérations mensuelles moyennes nettes oscillent entre 7 552 F dans l'administration, 7 803 F dans l'exploitation (où l'ancienneté est la plus courte : 10,2 ans) 8 393 F dans les ateliers et travaux (12,9 ans d'ancienneté) et 8 909 F chez les roulants, au nombre de 13 227. Dans les ateliers, 56,1 % du personnel d'exécution ont 35 ans ou moins. Les rémunérations nettes moyennes sont plus faibles pour le personnel d'exécution non qualifié

(au nombre de 2 452, avec une ancienneté moyenne de 13,2 ans) : 7 433 F par mois.

Le bilan social de 1987 fait également apparaître que le taux global de promotion a été cette année-là de 1,7 %, soit un peu moins qu'en 1985. Il s'agit ici essentiellement des promotions par avancement d'une catégorie à l'autre : soit « au choix » (347 en 1987), soit après examen ou essai professionnel (seulement 31), soit par concours (317). Au total, on a observé 29 passages de cadres à personnel supérieur, 123 de maîtrise à cadres 422 d'exécution qualifiée à maîtrise et 121 de l'exécution non qualifiée à l'exécution qualifiée (soit le taux le plus élevé de 4,9 %).

Dans son plan d'entreprise 1988-1990, la direction de la RATP chiffre le poste « salaires et charges

sociales » à 7,185 milliards pour 1988 (budget initial) et 7,298 milliards pour 1989, auxquels il faut ajouter le poste « insuffisance du compte retraite » (1,894 milliard en 1988 et 2,036 milliards en 1989). Or, le total des charges pour la RATP est de 15,725 milliards en 1988 et de 16,214 milliards en 1989. Elaboré sous le gouvernement de M. Chirac, le plan d'entreprise était pour le moins fondé sur le maintien d'une politique salariale rigoureuse : « Toute inflexion, en dit-il, au cours des trois années à venir, de la politique des rémunérations publiques conduites en 1986 et 1987 aurait, en effet, inévitablement une incidence très sensible sur le montant des charges de l'entreprise. »

M. N.

Une rigueur de moins en moins orthodoxe

Le projet de protocole d'accord, négocié dans la soirée du 5 décembre avec l'assentiment quasi explicite de quatre syndicats, est fondé sur le même schéma que les accords déjà signés pour 1988 dans la fonction publique et à EDF et que les propositions présentées à la SNCF. Comme l'a souligné M. Michel Delebarre, le 6 décembre au matin, il s'agit d'une « même ligne », clairement définie par le gouvernement pour l'année à venir et... que les entreprises publiques sont tout aussi élargies pour des ajustements catégoriels et pour l'établissement dans le temps des mesures d'augmentation générale. L'efficacité de la mission de conciliation de M. Brunhes, agissant en liaison étroite avec M. Delebarre,

a été de maintenir la RATP, tout en lui laissant le minimum de marge, dans le cadre des orientations gouvernementales tout en réussissant, en prime, à neutraliser l'opposition de la CGT, l'appel du 4 décembre de M. Krasucki montrant à l'évidence qu'elle cherchait une honorable porte de sortie (le Monde du 6 décembre).

L'impératif d'une hausse des salaires en niveau de 2,2 % a été strictement respecté pour 1988, avec un calendrier qui est toutefois moins favorable que dans la fonction publique et à EDF. Le gouvernement peut se féliciter d'être resté fidèle à « la méthode Delebarre » consistant à anticiper une dégradation de l'inflation (le glissement attendu des prix pour 1989 est également de 2,2 %), il a en revanche lâché du lest, par rapport à une conception plus orthodoxe de la rigueur, dans les années antérieures, sur la progression de la masse salariale.

En effet, le directeur général de la RATP, M. Rousselet, a assuré que le projet d'accord « garantit le pouvoir

d'achat en masse et en niveau en 1989 ». Il fait mieux que cela pour l'année prochaine où la progression de la masse salariale sera un peu au-dessus de 3 % pour une hausse des prix en moyenne prévue à 2,4 %. A ces 3 % il faut encore ajouter la bonification exceptionnelle de l'avancement d'une échelle à l'autre qui devrait encore majorer la masse salariale de 1 % et... le fameux glissement vieillesse technique (le « GVT » mesurant les promotions et l'ancienneté, ce « GVT » positif étant évalué à 1,7 % à la RATP).

Ca GVT a été sorti de la masse négociée, tant dans la fonction publique qu'à EDF et à la RATP, ce qui donne de la rigueur une image de moins en moins orthodoxe. Une entente qui peut permettre, avec le concours des rémunérations publiques, une éventuelle sortie du tunnel à la RATP sans pour autant garantir que d'autres « brûlots » ne seront pas allumés ailleurs.

MICHEL NOBLECOURT.

A la Défense

Les malheurs de Sophie

Un escalier dédaigné, une rangée de dix-neuf portillons automatiques dont de sans intérêt, l'absence, une petite pancarte affichée sur la vitrine de la cabine du contrôleur : « Le service sera interrompu sur les lignes A et B dès le lundi 28 novembre 1988, sauf avis contraire ». Il n'y a pas de la gare du RER à la Défense est désespérément vide, ou presque. Au pied des escalators immobiles, quelques ouvriers d'entretien, vêtus de combinaisons jaunes, astiquent les panneaux argentés qui longent les marches. Le responsable de la propriété a décidé de profiter de la grève pour « rattraper le temps perdu ».

Déjà, les papiers de la COMATEC brisent la station déserte, sans grande conviction. Il a fallu s'attaquer aux escalators — qu'il est si difficile de nettoyer en temps normal car les voyageurs n'acceptent pas qu'il soient arrêtés — puis s'occuper du revêtement de sol sans que des milliers de chaussures humides souillent le travail à peine achevé. Sans compter l'effacement des graffitis et le nettoyage des panneaux indicateurs. Le gare est déserte mais nickel.

Elle sera pourtant bientôt la proie des voyageurs, au grand désespoir des responsables de l'entretien. Le haut-parleur confirme de temps à autre : un service minimum fonctionne à partir de 16 heures sur la ligne A du RER entre Saint-Germain et Etoile, et entre Boissy et Nation. Un train toutes les vingt minutes. A l'étage au-dessus, dans la salle d'échange, la foule affaiblie qui déboule des tours du parvis tend l'oreille. Les malheureux disposés à l'« échec » enjoué. Les autres se débattant désespérément au milieu des plans et des rumeurs. Lorsqu'on leur demande des détails sur leur itinéraire, ils

répondent faiblement : « J'étudie la question... »

Le retour au domicile est une bataille toujours renouvelée. Il y a les itinéraires sans surprise, les raccourcis hasardeux, les tuyaux humides, les rumeurs sans fondement, les échecs cuisants. Les plus aguerries renseignent leurs compagnons d'infortune. « Pour les lignes A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z, il faut prendre un taxi », après la correspondance. D'autres suggèrent Chaville puis un bus. Les groupes se séparent sans jamais oublier de se souhaiter bon courage.

Les heures perdues

Mais les plus malheureux sont sans doute les banlieusards de l'Est qui errent de train en bus à la recherche de l'itinéraire le moins éprouvant. Plantés devant le panneau qui détaille sommairement les transports de remplacement, ils font leurs comptes. Calmement, en temps normal, le trajet Rosny-sous-Bois-le-Défense est une promenade sans charme mais rapide : « quarante-cinq minutes de porte à porte » pour Sophie qui travaille non loin de la station du RER.

Début devant les tourniquets inutilisés elle additionne méthodiquement les heures perdues depuis deux semaines. Le train tous les matins entre Rosny et la gare de l'Est : trente minutes. La ligne 7 du métro jusqu'à Opéra puis le changement pour la gare Saint-Lazare : vingt-cinq minutes, et encore... les métros sont parfois bondés et les bus ne circulent pas toujours. Ce matin, excédée, Sophie a rejoint la troisième gare de la matinée à pied : quarante minutes sous la pluie. Le train de la gare Saint-Lazare à la Défense : trente-cinq minutes car il faut laisser passer plusieurs convois avant

de pouvoir se glisser dans un wagon. Puis un petit quart d'heure de marche. Total : deux heures. Malgré tout, ce matin, Sophie a pu rejoindre son bureau à 9 h 30, épuisée. Son mari avait accepté de déposer leur fille à l'école, ce qui la retenait jusqu'à chez elle jusqu'à 8 h 15. « De toutes façons l'un d'entre nous est en retard. Aujourd'hui c'était mon mari, demain ce sera sans doute moi, nous alternons. »

Sa voisine inaugurerait aujourd'hui son premier jour de travail à la Défense. Lors des premières entretiens d'embauche, elle avait repéré son trajet : d'Orléans à la gare de l'Est, le métro jusqu'à la station Pont-de-Neuilly — avec un changement à Châtelet — et une bonne marche à la fraîche jusqu'à son bureau. Nico à l'école, le porte de son lieu de travail à 9 heures. Deux heures et demie dans les transports en commun. Il est 17 heures. Elle range précipitamment ses affaires en balbutiant quelques excuses. Elle va « essayer de rentrer ».

Au sous-sol, sur le quel de ces RER de temps de grèves qui refusent de dépasser la station Etoile, une foule compacte pousse le béton tout neuf que les ouvriers en combinaison jaune viennent tout juste d'achever. Les plus hardis se frayent un chemin à coups d'épaule, les enfants se faufilent dans les wagons, les parapluies humides gouttent en cœur sur le sol trempé. Ceux qui ont encore le sens de l'humour se félicitent d'avoir prévu des vêtements pour le froid : « Aujourd'hui, ce sera bien la seule chose qui ira vite. »

ANNE CHEMIN.

Témoignage

Rêve d'un soir

Nous avons reçu de M^{lle} Anne-Pauline Cuny le témoignage suivant :

Transie et rassasiée de pluie, je m'engouffrais dans le métro. Il est 18 heures. Le quai est noir de monde et les quelques rames qui passent sont plus bondées les unes que les autres.

On ne va tout de même pas passer la nuit sur le quai ! Sac au bandoulière, main gauche armée d'un parapluie, un livre de cours de 490 pages dans la main droite en guise de bouclier, je fonce dans le wagon malodorant, emporté par ceux qui me suivent. Ça rale et ça bougonne, mais ça passe.

Les vingt stations semblent interminables. Une fois arrivée, il faut encore se ruer dans les couloirs et les escalators, vers la sortie, pour attraper un autobus. Il n'y a pas d'autobus.

L'atrium est dépassé par les événements. Une queue sans fin s'étend sous la pluie, sans trop savoir. Et voici soudain qu'un « car à étage » s'arrête devant nous ! « Vous pouvez monter, crie le chauffeur, je vais suivre le parcours de votre autobus. Je vous demande de rester tous assis, s'il vous plaît ! » Tous assis ! On croyait rêver. Et sans payer !

Confortables fauteuils inclinables, en velours. Lumière tamisée, musique d'ambiance... Ah ! il pouvait rouler celui-là, on ne guertrait pas le terminus comme une délivrance ! Ne pas penser à demain. S'imaginer que ce serait cela désormais le transport en commun...

● ERRATUM : le calcul du revenu minimum. — Une erreur de transmission a rendu incompréhensible un passage de l'article consacré au calcul du revenu minimum dans le Monde du 6 décembre. Il fallait lire : « Pour les prestations familiales, ce sont celles qui sont versées le mois même de la demande qui sont compensées. »

REPÈRES

Echanges internationaux

Nouveaux records ouest-allemands en octobre

L'Allemagne fédérale a de nouveau enregistré, en octobre, des performances record en matière commerciale. D'après l'office fédéral de statistiques de Wiesbaden, les exportations ouest-allemandes se sont élevées à 53,2 milliards de deutschemark (plus de 180 milliards de francs), le plus haut niveau jamais atteint, de 9 % supérieur à celui d'octobre 1987. Les importations ont, elles aussi, enregistré un montant record de 42,6 milliards de DM (environ 145 milliards de francs), soit 10 % de plus qu'il y a un an. L'excédent commercial de RFA s'élevait ainsi à 10,6 milliards de DM (35 milliards de francs), celui de la balance des comptes courants approchant les 7,9 milliards de DM. Pour l'ensemble de l'année 1988, les experts estiment que la RFA pourrait dégager un nouveau surplus commercial record de 125 milliards de DM (contre 117,5 milliards en 1987).

Production industrielle

Les chefs d'entreprise français toujours optimistes

Les chefs d'entreprise interrogés par l'INSEE à l'occasion de l'enquête de novembre dans l'industrie restent optimistes. Ils constatent que « la production a continué d'augmenter

ces derniers mois au même rythme qu'au troisième trimestre, malgré un léger ralentissement de l'activité dans la construction automobile. » Les stocks sont toujours jugés légers... Les carnets de commandes globaux et étrangers continuent de s'améliorer. L'INSEE note que « les carnets étrangers se situent (en novembre) à un niveau jamais atteint depuis plus de dix ans ».

Au cours des prochains mois, « les industriels prévoient que la production devrait croître au rythme actuel ». L'institut note enfin que « les hausses de prix, modérées pour l'instant, sont maintenues pour les mois à venir ».

Croissance

Hausse de 2,2 % du PNB japonais au troisième trimestre

Le produit national brut du Japon a progressé de 2,2 % en termes réels durant le troisième trimestre, soit, en rythme annuel, de 9,3 %, annonce l'Agence de planification économique. Le deuxième trimestre s'était soldé par un recul de 0,8 % (chiffre révisé par rapport à la baisse de 1,3 % initialement annoncée). La demande interne est restée l'élément le plus dynamique durant la période de juillet-septembre, mais les exportations ont à nouveau augmenté de 1,3 %, après un repli de 0,7 % durant le deuxième trimestre. Selon l'Agence de planification économique, la croissance pourrait dépasser l'objectif du gouvernement, 3,8 %, durant l'exercice budgétaire 1988-1989, qui s'achève le 31 mars prochain. Certains analystes vont jusqu'à prévoir une progression du PNB de 5 %.

COMMERCE INTERNATIONAL

La réunion ministérielle du GATT s'est ouverte par un accord sur les produits tropicaux

La conférence ministérielle du GATT (1) s'est ouverte, lundi 5 décembre à Montréal, sur une amorce de résultat tangible, un accord libéralisant les produits tropicaux. Mais la confrontation entre les Etats-Unis et la Communauté européenne sur l'agriculture pèse lourdement sur les débats. Pour mieux prouver leur détermination à faire plier les Européens, les Américains ont subordonné leur assentiment final sur les produits tropicaux à un règlement global du dossier agricole.

Les premières interventions, lundi 5 décembre, n'ont fait que confirmer l'apreté des marchandages. Après que le premier ministre canadien, Brian Mulroney, a donné le coup d'envoi aux négociations par une mise en garde contre les « pièges » du protectionnisme, M. Willy de Clercq, commissaire européen, et M. Clayton Yeutter, représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce, ont lancé les premières remarques. Commentant les exigences américaines d'une abolition à terme de toutes les subventions à l'agriculture, le premier a dénoncé une « attitude irréaliste pour un avenir lointain et flou ». Le second a rétorqué en accusant implicitement la CEE de manquer de « courage politique ».

C'est dans ce climat acrimonieux que trois groupes de consultations ont engagé les discussions, l'un sur l'agriculture, l'autre sur les services, le dernier sur les textiles, les clauses de sauvegarde, la réduction des différends et le fonctionnement du GATT.

Les affrontements qui s'annoncent ne permettent pourtant pas de sous-estimer la portée de l'accord sur les produits tropicaux même s'il est encore conditionnel de la part des Etats-Unis. Réduction des droits de douane et des quotas faciliteront les importations de café, cacao, caoutchouc, thé, fruits tropicaux ou jute de quarante-deux pays du tiers-monde, dont trente-deux sont liés à la CEE par la convention de Lomé. Au total, environ 10 milliards d'ECU (71 milliards de francs) sont en jeu, dont 3 milliards pour la CEE et presque autant de la part du Japon. Pour la première fois, surtout, cet accord est basé sur des concessions réciproques, les pays en développement acceptant, eux aussi, d'ouvrir leurs frontières.

Il faudra attendre la fin des négociations commerciales multilatérales de l'« Uruguay round », en 1990, pour le formaliser, mais il devrait entrer en application, sur des bases provisoires, dès l'an prochain.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Les agriculteurs français et leur ministre

Allô, Montréal (Canada) ici Montréal (Yonne)

DIJON de notre correspondant

Pour manifester leur solidarité avec leurs responsables professionnels et leur ministre, à quelques heures de l'ouverture des négociations du GATT, à Montréal (Canada), les agriculteurs bourguignons avaient choisi de se rassembler, lundi 5 décembre, dans la petite commune de... Montréal (cent quatre-vingt-onze habitants, deux agriculteurs dont un proche de la retraite, plus de 600 hectares de terres cultivables...).

Mais, au-delà de l'homonymie, la petite commune du sud de l'Yonne, que les terres acides vouent à une désertification chaque jour plus irréversible, avait été choisie parce qu'elle se trouve être dans la circonscription électorale du député... Henri Nallet.

Celui-ci avait accepté de dialoguer, par téléphone, avec les quelque trois cent cinquante à quatre cents paysans bourguignons rassemblés à l'appel de leur président régional, M. Paul Réthy. Avant que ne s'établisse la communication, celui-ci avait pris soin de préciser que le syndi-

catisme paysan « n'avait pas voulu mêler ses voix aux grèves actuelles ». « Les agriculteurs, ajoutait-il, ont une plus grande conscience du bien commun ».

Cela étant, pour le président de la FNSEA de Bourgogne, « il n'est plus tolérable que, sous prétexte d'accords encore plus libéraux qu'ils ne le sont actuellement, il y ait toujours un peu moins pour les agriculteurs européens et toujours un peu moins pour les pays les plus pauvres ».

Depuis Montréal (Canada) où, du fait du décalage horaire, la négociation n'avait pas encore débuté, Henri Nallet commençait par s'attirer une volée d'applaudissements fraternelles de la part des agriculteurs bourguignons en confirmant énergiquement qu'il n'avait pas du tout l'intention de céder en quoi que ce soit. « Encore faut-il, pour cela, ajoutait-il, que s'engage une vraie discussion. C'est-à-dire que, comme en tout marché, chacun apporte sa contribution, sa volonté d'entendre le discours de l'autre. Et je ne suis pas sûr que tel soit le cas. C'est pourquoi, conclut-il, je ne suis pas très optimiste. »

DIJON CORNAILLE.

هكذا من الأصل

Économie

AFFAIRES

Un entretien avec M. Jacques de Larosière

« La Banque de France doit être gérée de manière exemplaire »

« Vous présidez le comité des établissements de crédit. Certains affirment que celui-ci a fait preuve d'une « précipitation suspecte » en autorisant, très rapidement, M. Georges Pébereau à franchir le seuil des 10 % dans le capital de la Société générale.

— Le comité en question, saisi le 21 octobre, a rendu sa décision le 28 du même mois. L'instruction a permis de répondre à toutes les questions qui relèvent de l'appréciation du comité. Il se trouve qu'une réunion devait se tenir le 28 octobre pour délibérer d'un certain nombre d'affaires. L'ensemble des réponses aux questions posées par le secrétariat de ce comité, chargé de l'instruction des dossiers, ayant été fournies avant cette date, il n'y avait aucune raison de différer la décision.

— Je vous rappelle que le comité que je préside est composé de sept membres qui se prononcent en fonction de leurs responsabilités propres et dans le cadre de la mission qui a été impartie au comité par la loi bancaire. Les critères fixés par la loi sont très clairs : le comité doit apprécier la qualité des actionnaires, ce qui veut dire vérifier l'identité, le sérieux et la surface financière des candidats au franchissement de seuil. Comme pour toutes les affaires, cette décision a été prise de manière collégiale et en toute régularité. Je note à cet égard que le Conseil d'Etat vient de rejeter la demande de sursis à exécution formulée par l'Association des actionnaires salariés et anciens salariés de la Société générale.

— Un grand secret a régné autour de tout le dossier, notamment sur le nom de certains partenaires de M. Pébereau. S'agissant d'une grande banque cotée, le secret sur les assaillants et leurs alliés était-il acceptable ?

— A propos de ce prétendu « secret », il faut distinguer deux aspects : le secret professionnel qui s'impose au comité des établissements de crédit, lequel ne doit pas rendre publiques les informations qui lui sont confiées. En revanche, il est clair que l'instruction par le secrétariat a pour objet de recenser tous les éléments et informations nécessaires à l'appréciation du comité, y compris en ce qui concerne l'identité et la qualité de chacun des intervenants. A cet égard, rien n'a été laissé dans l'ombre.

— A propos du sauvetage de Al Saudi Banque (1), le plan mis au point a été vivement critiqué par certains banquiers, notamment étrangers. N'aurait-il pas mieux valu mettre en faille cette banque plutôt que de charger un groupe industriel, Thomson, et une autre banque, Indosuez, de la reprise ?

— Un certain nombre d'opérateurs et d'investisseurs français et étrangers, principalement bancaires et financiers, ont pris l'initiative de proposer une solution de reprise. Dans ces conditions, les banques créancières d'Al Saudi ont jugé qu'il était préférable et de leur intérêt de faciliter cette solution plutôt que de laisser la banque se mettre en liquidation, une hypothèse qui n'a d'ailleurs jamais été exclue.

— Je rappelle à ce sujet que le concordat de Bâle entre banques centrales des grands pays industrialisés ainsi que les projets de direc-

tives européennes prévoient qu'il appartient aux autorités bancaires du pays du siège — Al Saudi a son siège à Paris — de prendre la responsabilité des mesures qui peuvent être rendues nécessaires en cas de difficultés rencontrées par un établissement. Les banques résidant en France n'ont jamais été appelées à participer à des montages de ce type qui ont pu être réalisés à l'étranger. Il était donc important que les autorités monétaires françaises traitent cette affaire avec sérieux et responsabilité, en collaboration avec les établissements nationaux et étrangers opérant sur la place de Paris.

Restauration du taux d'épargne américain

— Cette affaire ne révèle-t-elle pas une certaine insuffisance de notre système de surveillance des banques ?

— Non. La qualité du contrôle qu'assure la commission bancaire est à mettre à l'actif de notre pays. Elle est reconnue au niveau international et attestée par le fait que les établissements de notre place financière ont connu un nombre extrêmement limité de difficultés au cours des quarante dernières années par comparaison avec ce qui se passe à l'étranger. Je veux souligner que, quelle que soit la qualité du contrôle bancaire, celui-ci ne remplacera jamais la responsabilité des dirigeants dans la qualité de leur gestion. Le contrôle n'a pas pour but et ne peut décharger la responsabilité des dirigeants, ni empêcher, à lui seul, des erreurs de gestion.

— Les taux d'intérêts réels français sont élevés. Peut-on espérer qu'ils fléchiront un jour par baisser sensiblement ?

— Le rôle des taux d'intérêt en France est double : il est de contribuer à la bonne tenue du franc dans le système monétaire européen et de favoriser la stabilité monétaire et la lutte contre l'inflation. Les autorités monétaires poursuivent ces objectifs avec détermination. Les progrès de la désinflation et de la convergence avec les résultats de nos partenaires — Je vous rappelle que notre taux d'inflation avec la RFA, de 1,4 point, n'a jamais été aussi faible — la poursuite de la réduction du déficit budgétaire et l'amélioration de notre commerce extérieur revêtent une grande importance en ce qui concerne les conditions qui président à la fixation des taux d'intérêt. Je ne doute pas que la poursuite des progrès dans ces différents domaines influencera à terme les marchés dans un sens favorable à une baisse des taux.

— L'environnement international actuel n'est pas très favorable ?

— Dans un monde où les marchés sont très intégrés, vous avez raison de rappeler qu'il y a aussi une dimension internationale à cette question. A cet égard, la restauration d'un taux d'épargne plus satisfaisant aux Etats-Unis et la réduction du déficit budgétaire américain auront un rôle important à jouer quant à la détente des taux d'intérêt.

— Vous venez d'ouvrir au sein de la Banque de France une discussion sur un projet de plan d'entreprise. La Banque serait-elle en train de devenir une entreprise comme les autres ?

— Non, la Banque de France n'est pas une entreprise comme une

La Société générale, le sauvetage de l'Al Saudi Banque, les taux d'intérêt : dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, commente ces questions d'actualité et explique, pour la première fois, le « plan d'entreprise » soumis actuellement à la discussion des 17 000 agents, un an après le conflit qui avait bloqué l'établissement. Ce plan constitue une véritable révolution pour la « Vieille Dame » : le gouverneur parle de rentabilité, de marketing et d'intéressement aux résultats pour son personnel...

autre. Par vocation et par tradition, elle remplit des missions de service public et rend des services d'utilité collective. Elle assure aussi une certaine activité commerciale. A ces divers titres, elle doit être gérée de manière exemplaire. Confrontée en de nombreux domaines à la concurrence, la Banque doit avoir, de surcroît, le souci de resserrer les coûts. C'est là un devoir vis-à-vis de la collectivité nationale et de son actionnaire l'Etat.

— Une Banque « plus moderne et plus performante ». Vos agents — sont-ils prêts à vous suivre dans cette voie ?

— Notre personnel qui est d'une qualification et d'un dévouement exceptionnels, souhaite participer de



façon plus active aux destinées de son entreprise, la Banque. A la suite du conflit de l'hiver dernier, nous avons réalisé des enquêtes approfondies tant au sein du personnel qu'après de notre clientèle. Celles-ci montrent que le souhait général est que la Banque se modernise. Nous sommes tous convaincus qu'elle ne pourra progresser qu'en remédiant aux rigidités qui affectent son fonctionnement. Tout cela passe par une bonne connaissance de nos métiers de base, un diagnostic clair de ce qui existe, une évaluation des facteurs de changements, la fixation d'objectifs et une responsabilisation accrue des unités administratives. C'est là l'inspiration générale de notre projet de plan.

James et très diplômés

— Nouvelles activités, mais aussi effort de productivité, dit le projet de plan. Il prévoit une réduction nette des effectifs de 770 postes de travail en cinq ans. Des licenciements en perspective ?

— Je suis formel. Il n'y aura pas de licenciements de personnels ayant le bénéfice du statut. Le sta-

tut continuera d'apporter toutes les garanties qu'il comporte. Le chiffre de 770 postes en cinq ans est un ordre de grandeur. Il est à mettre en rapport avec les 1 640 départs en retraite prévus au cours de cette période. Il y aura donc simultanément des recrutements et une action intense de formation du personnel. Il nous faut, en effet, accroître le nombre des cadres pendant cette période.

Certaines évolutions technologiques sont inéluctables et la Banque doit en tenir compte. Grâce à l'informatique les opérations liées à des remises de papier — de chèques notamment — vont être automatisées. C'est ainsi que les chambres de compensation vont progressivement disparaître. L'automatisation du triage des billets déjà largement entamée, va être poursuivie. L'objectif du plan d'entreprise est bien d'intégrer ces évolutions dans la stratégie de la Banque et de les accompagner, sur le plan social en particulier.

— Cette réduction des effectifs de 1 % par an, suffit-elle à votre actionnaire, l'Etat ?

— Je me suis, bien entendu, entretenu longuement avec notre actionnaire des grandes orientations de ce plan d'entreprise. Sur ce point comme sur les autres, il a tout à fait approuvé le sens général de notre démarche.

— Vos agents — vont-ils accepter des reconversions ?

— Je n'aime pas le mot reconversion. Je constate que les agents de la Banque sont jeunes, une moyenne d'âge de trente-cinq ans. Ils sont souvent très diplômés et en tout cas très qualifiés. Ils demandent plus de responsabilités. C'est une chance pour une entreprise. Nous devons la saisir. Il faut, bien entendu, que le personnel soit disposé à se familiariser avec un certain nombre de contraintes, déjà présentes, mais qui se feront plus pressantes, celles du marketing, de la rentabilité...

— En contrepartie, vous envisagez, autre révolution, de leur proposer un intéressement aux résultats ?

— C'est une des pistes de réflexion ouvertes par le plan. Lorsque c'est possible, dans la mesure où vous demandez à une entreprise d'être plus performante, je trouve normal que l'on s'interroge sur le partage des gains de productivité.

— Avec ses 233 comptoirs, la Banque a-t-elle un réseau surdimensionné ?

— Notre implantation est un héritage du passé. Elle constitue à plus d'un titre une force pour la Banque. Mais il existe, il est vrai, des facteurs de changement qui imposent la recherche d'un équilibre nouveau. Notre réseau doit être réexaminé à la lumière de ces évolutions. Une commission, composée de responsables de la Banque et de personnalités extérieures va être rapidement mise

en place. Elle recueillera tous les éléments d'appréciation nécessaires et travaillera en étroite liaison avec nos responsables régionaux. Elle devra remettre ses conclusions avant la fin de juillet 1989.

— Combien de comptoirs seront fermés ?

— Je n'ai pas actuellement d'idées *a priori* sur le nombre de comptoirs qui pourraient être concernés par ce redimensionnement. Des mesures d'accompagnement social seront préalablement mises au point pour chaque agent concerné.

— Un « Monsieur Europe » va être nommé auprès du gouvernement de la Banque. Le document n'évoque jamais la question du statut de la Banque, pourtant peut-être menacé par la perspective d'une banque centrale européenne ?

— C'est vrai, le projet de plan n'aborde pas cette question du statut. Celui-ci est du ressort de la loi et n'a pas à être traité de manière interne, dans le cadre d'un plan d'entreprise. Il est exact cependant que la construction monétaire européenne, quelles que soient ses modalités futures et son calendrier, aura à terme des incidences sur certaines activités de la Banque, et le cas échéant sur son statut. En ce qui concerne les activités de la Banque, je considère qu'il est très important de commencer à y réfléchir. Un responsable sera donc chargé auprès de moi d'animer et de coordonner l'ensemble des études que nous allons engager dans ce domaine.

Propos recueillis par
ERIK IZRAELECZ.

(1) Le Monde du 6 octobre.

Les entreprises créées dans le Massif Central détiennent le record de longévité

France métropolitaine 74,0

Bourgogne	79,1
Limousin	77,5
Basse-Normandie	77,1
Alsace	77,0
Auvergne	77,0
Centre	76,9
Pays de la Loire	76,2
Champagne-Ardenne	76,2
Franche-Comté	75,9
Rhône-Alpes	75,5
Picardie	75,2
Bretagne	75,0
Midi-Pyrénées	74,9
Corse	74,3
Poitou-Charentes	74,2
Haute-Normandie	74,1
Nord-Pas-de-Calais	73,8
Aquitaine	73,8
Lorraine	72,3
Ile-de-France	71,6
Provence-Alpes Côte d'Azur	68,3
Languedoc-Roussillon	67,8

Lecture : en Bourgogne, 79,1 % des entreprises créées en 1985 sont encore en vie en 1987.

Ce graphique établi par l'INSEE dans son dernier rapport de novembre montre que le Limousin, l'Auvergne et la Bourgogne détiennent le record de la longévité des jeunes entreprises.

Le taux moyen de survie des entreprises, un an et demi après leur création en 1985, est de 74 %. C'est en Ile-de-France et dans les deux grandes régions méditerranéennes (Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon) que la fragilité est la plus perceptible.

A l'opposé, les taux de survie sont les plus élevés dans six régions : Bourgogne, les deux régions du Massif Central, le Centre, l'Alsace et la Basse-Normandie. La durée de vie moyenne est de plus de six ans en Bourgogne, en Auvergne, dans le Centre et le Limousin.

Le classement relatif des régions s'est peu modifié au terme de sept années supplémentaires d'existence des entreprises « survivantes ». L'essentiel des écarts régionaux est déjà déterminé au cours des deux premières années. Toutefois, la Haute-Normandie et la Picardie entrent dans le groupe des régions où la mortalité des entreprises est élevée, alors que Midi-Pyrénées et la Franche-Comté viennent rejoindre le groupe de régions « résistantes ».

On remarque, enfin, qu'il existe un rapport inversement proportionnel entre les régions où se créent le plus d'entreprises, en pourcentage, et celles où les entreprises nouvelles survivent le mieux. Ainsi Provence-Alpes-Côte d'Azur et Ile-de-France ont des taux de création de 14 % (contre 8,5 % et 9 % pour le Limousin et l'Auvergne), mais leur taux de survie après huit années et demi d'ancienneté tombe à 31 % et 34 %, au lieu de 45 % pour l'Auvergne et 47 % pour le Limousin.

F. Gr.

Comment gagner cinq heures sur le vol de Pékin?

SAS EuroClass, via Copenhague.

Vous prenez d'abord l'avion de Paris à Copenhague, puis non-stop jusqu'à Pékin. Au total, le voyage ne dure qu'une douzaine d'heures. Nous assurons ce vol tous les mardis. Ce n'est que l'un des multiples avantages

que vous pourrez apprécier en choisissant de voyager sur SAS.

SAS
The Scandinavian Airlines

GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

sogebail

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 9 novembre 1988, sous la présidence de M. Jean-Paul Delacour, a approuvé les comptes du premier semestre 1988, qui font apparaître 487 MF de recettes locatives et 111 MF de bénéfices pour un encours net d'immobilisations en crédit-bail de 5 340 MF contre 4 540 MF au 30 juin 1987 (+ 11,7 %).

A fin octobre 1988, les engagements envers le SOGEBAIL représentaient 2 038 MF contre 1 179 MF pour la même période en 1987. Pour l'ensemble de l'exercice, la production devrait atteindre 2 500 MF environ.

Ainsi, malgré une forte pression concurrentielle, SOGEBAIL a su maintenir une des toutes premières positions sur le marché du crédit-bail immobilier, qui a connu au cours des derniers mois un remarquable développement.

Pour financer les immobilisations qui sont entrées ou qui vont entrer en location en 1988 et au début 1989, le conseil a fixé les modalités d'une nouvelle augmentation de capital (catégorie AM) d'un montant de 180 000 000 F auxquels s'ajouteront 27 273 600 F de prime d'émission.

Les actions d'un nominal de 2 000 F sont émises au prix de 2 304,04 F. Les souscriptions sont reçues jusqu'au 14 décembre 1988.

Après la réalisation de cette opération, le capital s'élèvera à 1 235 043 000 F.

Rappelons que SOGEBAIL intervient en liaison étroite avec le réseau de la Société Générale, de la Société Générale Allocations de Banque et de la Société Générale de Banque. Ses interventions sont largement diversifiées, allant de ce qui concerne leur objet que la clientèle à laquelle elles s'adressent et qui va des petites et moyennes entreprises aux groupes les plus importants.

Le groupe Société Générale intervient de manière très active avec GENEFIM, SICOMI à vocation plus nettement orientée vers le crédit-bail financier et qui résulte de la fusion récente de SICOTEL et de SOGECOMI. Enfin, son action est complétée par celle de SOGEFIMUR, société de crédit-bail non SICOMI dont le champ d'activité est très large recouvrant notamment les opérations de crédit-bail en faveur des PME et des professions libérales.

METROSERVICE

MetroService, le leader français de la maintenance tierce partie, et Lico Corporation, la plus importante société de crédit-bail d'Espagne, ont créé une filiale commune, MetroSoc SA, détenue à 50 % par chacun des partenaires, et destinée à pénétrer le marché espagnol de la maintenance tierce partie en information.

Le capital de Lico est contrôlé à 78 % par des Caisses d'épargne espagnoles. La production de crédit-bail de Lico s'est élevée à plus de 5 milliards de francs en 1987.

Cette première implantation hors de France est une association entre MetroService, qui apporte le savoir-faire et la stratégie ayant contribué à son succès en France, et Lico, qui apporte le savoir-faire et la stratégie ayant contribué à son succès en Espagne.

MetroSoc SA, présidée par M. Tomas Perez-Ruiz, Directeur Général de Lico, est une société anonyme de droit espagnol, basée à Madrid, au capital social de 100 millions de pesetas. Elle sera appelée à avoir un développement très rapide (objectif de chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs en 1991) et sera bénéficiaire dès sa première année de fonctionnement.

MetroService réalisera sur l'exercice 1988 un chiffre d'affaires de l'ordre de 130 millions de francs (+24 %) et un résultat net d'environ 8 millions de francs (27 %), soit 8 francs par action.



The Sanwa Bank, Limited

Introduction à la Bourse de Paris le 9 décembre 1988

Une note d'information (qui a reçu le visa de la COB N° 88-423 en date du 8 novembre 1988) est tenue à la disposition du public auprès des guichets du CREDIT LYONNAIS

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

Vous annonce la parution des dernières études réalisées dans le domaine financier :

COLLECTION ANALYSES DE SECTEURS

- Le secteur bancaire en Europe (3 tomes)
- Les compagnies d'assurance en Europe (2 tomes)
- Les sociétés financières de vente à crédit
- La monétique en Europe

COLLECTION STRATEGIES ET STRUCTURES COMPAREES

- Les Sociétés Civiles de Placement Immobilier

Et demeure à votre disposition pour vous adresser gracieusement les présentations détaillées de ces études.

EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière)
16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24. Téléc. 670 383.



Crédit d'équipement des PME

Fiche d'information

EMPRUNTS DU CEPME GARANTIS PAR L'ÉTAT DÉCEMBRE 1988

Le directeur du a décidé, dans sa séance du 3 novembre 1988, de procéder à l'émission de titres subordonnés remboursables d'un montant nominal de 700 millions de francs.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du budget.

CHARGES RELATIVES A L'OPÉRATION

Le produit de l'émission s'élèvera à F 699 940 000. Le montant net encaissé par le CEPME sera de F 689 533 300, après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour F 10 206 700 (TVA incluse) ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ F 200 000.

AVERTISSEMENT

Le titre subordonné remboursable se distingue de l'obligation par son rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

I. - Caractéristiques des titres subordonnés remboursables

Tranche A

Montant : 400 millions de francs représentés par 80 000 titres.

Nominal : F 5 000.

Prix d'émission : 99,91 %, soit F 4 995,50 par titre.

Date de jouissance et de règlement : 19 décembre 1988.

Durée : 12 ans à compter du 19 décembre 1988.

Intérêt : l'intérêt annuel sera payable le 19 décembre de chaque année et pour la première fois le 19 décembre 1989.

Amortissement normal : les titres subordonnés remboursables seront amortis en totalité le 19 décembre 2000 par remboursement au pair.

Intérêt : l'intérêt servi est celui défini ci-dessus, le calcul du taux est assuré par l'émetteur, jusqu'à ce qu'un organisme reconnu par la Commission des opérations de Bourse l'établisse et en assure la publication.

Les titres bénéficieront, pendant toute la durée de l'emprunt, dans les conditions indiquées ci-après, d'un taux d'intérêt variable égal au taux de rendement d'un placement mensuel renouvelé chaque fin de mois, à intérêts composés, pendant les douze mois de décembre à novembre précédant chaque échéance, le taux de référence pour le calcul des intérêts mensuels étant égal à la moyenne arithmétique des taux journaliers du TIOP (taux interbancaire offert à Paris) ou PIBOR (Paris Interbank Offered Rate) en francs français à un mois, publiés durant le mois concerné, en appliquant les jours sans marché le dernier jour pratiqué.

Ce calcul sera effectué en tenant compte du nombre de jours exact du mois en cause et d'une année de trois cent soixante jours.

Le taux d'intérêt résultant de la capitalisation sera minoré de 0,40 %.

Le montant de chaque terme d'intérêt, s'il comporte une fraction, sera arrondi au centime supérieur.

Le TIOP à un mois est actuellement publié entre 11 h 30 et 12 heures par Telerate (page 20041), sous l'égide de l'Association française des banques ; il est calculé à partir des taux d'intérêt pratiqués à 11 heures par des banques de référence représentatives de la place pour des prêts à trois mois contre effets privés sur le marché interbancaire. Après élimination des taux extrêmes, la moyenne des taux restants est établie. Celle-ci est une moyenne simple, non pondérée par le montant des transactions correspondantes.

En cas d'interruption pour quelque cause que ce soit du fonctionnement du marché monétaire à un mois entre les banques, l'intérêt sera calculé en prenant en considération les douze derniers taux moyens mensuels établis.

Toutefois, dans le cas où le taux du TIOP d'un mois n'aurait pas été établi pendant six mois consécutifs, l'émetteur devrait à son choix :

— soit procéder au remboursement anticipé des titres subordonnés remboursables ;

— soit proposer aux porteurs de nouvelles conditions, compte tenu de cette situation ; dans ce cas, les porteurs auraient la possibilité d'obtenir le remboursement de leurs titres.

Dans les deux cas, le remboursement serait effectué au pair, augmenté, le cas échéant, de la fraction courue d'intérêt jusqu'à la date de mise en remboursement, cette fraction serait calculée sur la base de la moyenne des deux derniers taux moyens mensuels établis.

Un avis spécial portant à la connaissance des porteurs la date assignée pour le remboursement et, éventuellement, les nouvelles conditions proposées, serait publié au Journal officiel un mois au moins avant cette date.

Marge actuarielle : le dernier TIOP à un mois connu (8 %) publié le 29 novembre 1988, supposé cristallisé à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de référence de 8,4195 %. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle négative de 0,39 %.

Prise ferme : la présente émission fait l'objet d'une prise ferme par la Caisse nationale de crédit agricole.

Tranche B

Montant : 300 millions de francs, représentés par 30 000 titres.

Nominal : F 10 000.

Prix d'émission : 100,10 %, soit F 10 010 par titre.

Date de jouissance et de règlement : 19 décembre 1988.

Durée : 10 ans et 361 jours à compter du 19 décembre 1988.

Amortissement normal : les titres subordonnés remboursables seront amortis en totalité le 16 décembre 1999 par remboursement au pair.

Intérêt : l'intérêt dû sur ces titres sera payable trimestriellement à terme échu. La date de paiement des termes d'intérêt est le onzième jeudi de chaque trimestre civil ou le douzième jeudi lorsque le premier jour du trimestre est lui-même un jeudi.

Le tableau ci-dessous indique les dates d'échéance des intérêts sur toute la période de vie de l'emprunt :

Année	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1989	15	15	14	14
1990	15	14	13	13
1991	14	13	12	12
1992	12	11	10	17
1993	18	17	16	16
1994	17	16	15	15
1995	16	15	14	14
1996	14	13	12	12
1997	13	12	11	11
1998	19	11	10	17
1999	18	17	16	16

Le taux d'intérêt applicable à chaque période trimestrielle est égal au taux de référence défini ci-dessus minoré de 0,40 %.

Exceptionnellement, le premier coupon payable le 16 mars 1989 sera de F 376,40.

Ce taux de référence est le TIOP — taux interbancaire offert à Paris — ou PIBOR — Paris Inter Bank Offered Rate — en francs français à trois mois tel qu'il est établi deux jours ouvrés avant le début de la période trimestrielle concernée, c'est-à-dire le jour de liquidation du contrat PIBOR 90 jours.

Ce taux est actuellement publié entre 11 h 30 et 12 heures par Telerate (page 20041), sous l'égide de l'Association française des banques ; il est calculé à partir des taux d'intérêt pratiqués à 11 heures par les banques de référence représentatives de la place pour des prêts à trois mois contre effets privés sur le marché interbancaire. Après élimination des taux les plus hauts et des taux les plus bas, la moyenne des taux restants est établie. Celle-ci est une moyenne simple, non pondérée par le montant des transactions correspondantes.

Le montant de l'intérêt payable à chaque échéance trimestrielle sera égal au produit du taux d'intérêt défini ci-dessus par le nombre de jours de la

période trimestrielle divisé par 360 jours et appliqué à la valeur nominale du titre. Ce montant sera, le cas échéant, arrondi au centime supérieur.

Au cas où, à la date de calcul du taux d'intérêt pour l'une des périodes trimestrielles concernées, le taux de référence n'aurait pu être établi, il y serait substitué le dernier taux de référence publié au cours de la période trimestrielle énoncée.

Si, dans le cas visé à l'alinéa précédent, le taux de référence ne peut être calculé selon les modalités stipulées à cet alinéa, le taux d'intérêt applicable à la période trimestrielle concernée sera celui qui était applicable à la période d'intérêt trimestrielle précédente.

Si, à nouveau, à la date de calcul du taux de référence pour la période trimestrielle suivante le taux de référence ne peut être calculé selon les modalités prévues au premier alinéa de la présente clause, l'émetteur devra, à son choix :

— soit procéder au remboursement anticipé des titres subordonnés remboursables ;

— soit proposer aux porteurs de nouvelles conditions, compte tenu de cette situation ; dans ce cas, les porteurs auraient la possibilité d'obtenir le remboursement de leurs titres.

Dans les deux cas, le remboursement serait effectué au pair, augmenté le cas échéant de la fraction courue d'intérêt jusqu'à la date de mise en remboursement, cette fraction serait calculée sur la base de la moyenne des deux derniers taux moyens mensuels établis.

Un avis spécial portant à la connaissance des porteurs la date assignée pour le remboursement et, éventuellement, les nouvelles conditions proposées, serait publié au Journal officiel un mois au moins avant cette date.

Marge actuarielle : le dernier TIOP à trois mois connu (8,1875 %) publié le 29 novembre 1988 supposé cristallisé à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de référence de 8,56 %. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de - 0,44 %.

Prise ferme : la présente émission fait l'objet d'une prise ferme par le Crédit commercial de France et Cyril Finance Gestion en tant que chef de file associé.

MODALITÉS COMMUNES

AUX TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES

Amortissement anticipé : le s'interdit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés remboursables par remboursement, mais se réserve le droit de procéder au remboursement anticipé à toute époque par des rachats en Bourse.

Le se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou de rachat de titres, sans limitation de prix.

Fonds de régularisation : le s'engage, si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché, à racheter des titres en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période annuelle d'intérêt. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % susvisée pour une année considérée, il pourra procéder à l'acquisition de soldes des années suivantes. Les titres ainsi rachetés ne pourraient être revendus et seraient annulés.

Classe de subordination : en cas de liquidation de la société, le remboursement des titres subordonnés d'intervient qu'après désintéressement complet de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à la société et des titres participatifs émis par la société.

Ces titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui pourraient être émis ultérieurement tant en France qu'à l'étranger par la société, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

Ces dispositions ne prennent pas en compte l'incidence favorable pour le porteur de la garantie accordée par l'Etat.

Assimilation : au cas où le émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal, aux échéances, aux conditions et dates d'amortissement et aux garanties, le pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

Formes des titres : les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des obligataires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-399 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

— chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur ;

— chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOM assurera la compensation des titres entre les titulaires de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 21 décembre 1988.

Régime fiscal : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les intérêts des titres émis à compter du 1^{er} janvier 1987 perçus par des personnes physiques sont :

— soit, sur option, soumis au prélèvement forfaitaire de 26 % libératoire de l'impôt sur le revenu ;

— soit pris en compte pour la détermination du revenu taxable à l'impôt sur le revenu.

Le prélèvement social exceptionnel de 1 % a vu son effet prorogé du 1^{er} août 1988 au 31 décembre 1988, par la loi n° 88-810 du 12 juillet 1988.

Pour les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 1988, l'abattement global sur les dividendes d'actions et les produits des titres est porté à F 8 000 pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, quel que soit leur âge, et F 16 000 pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

Cotation : les titres subordonnés remboursables feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

Garantie de l'Etat : le service des emprunts en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'Etat.

L'émission sera ouverte le 5 décembre 1988 et pourra être close sans préavis.

En l'émission : la présente émission contribuera au financement des prêts directs à moyen et long terme du .

La notice prévue par la loi est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 5 décembre 1988.

A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis le 25 mai 1988, date du visa n° 88-167 approuvé par la Commission des opérations de Bourse sur la note d'information publiée à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 30 mai 1988, n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la société.

Le président du directeur,
Michel PRADA.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a approuvé sur la présente fiche le visa n° 88-463 en date du 30 novembre 1988.

Le rapport annuel de l'exercice 1987, ainsi que la note d'information n° 88-167 du 25 mai 1988 sont disponibles sur simple demande au service de la communication, 14, rue du 4-Septembre, 75002 Paris - Tél. : (1) 42-98-80-83.

مركزنا من الأصل

Marchés financiers

Recomposition du capital de Bidermann : M. Jollès vend ses titres

M. Georges Jollès, président du directoire de Bidermann, numéro un européen du vêtement masculin, vient de vendre les actions (15 % du capital) qu'il détenait depuis dix ans dans le groupe. Cette transaction, faite pour une centaine de millions de francs, permet à M. Maurice Bidermann, le fondateur de l'entreprise dont il est également président du conseil de surveillance, de porter à 90 % sa participation, les 10 % restants étant entre les mains d'une société de portefeuille américaine Larwill.

Est-on à la veille d'un divorce entre les deux hommes, dont les rapports dans le passé ont été quelque peu passionnels (M. Jollès a quitté une fois le groupe en 1980... pour revenir avec des pouvoirs accrus

deux ans plus tard) ? M. Jollès affirme qu'il conserve « pour le moment » ses fonctions et « ne pas avoir de désaccord à propos de cette opération », ni de « divergence » avec M. Bidermann. Toujours est-il que le leader européen du vêtement masculin, bénéficiaire de 30 millions de francs l'an passé, pour 2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires, a besoin de renforcer ses fonds propres. M. Maurice Bidermann a donc pris langue avec des investisseurs. Actionnaire minoritaire, M. Jollès se trouvait dans une position inconfortable et a donc choisi de « capitaliser ses efforts ».

Reste que, désormais conforté, le groupe semble à la veille d'un nouveau virage.

Framatome veut racheter la société américaine Burndy

Framatome va lancer une offre publique d'achat amicale sur la société américaine Burndy Corporation, spécialisée dans la fabrication de connecteurs électroniques et électriques. Cette offre sera faite à la Bourse de New-York en plein accord avec la direction de Burndy, qui a accepté d'être rachetée par Framatome pour 325 millions de dollars (1,9 milliard de francs) et lui a garanti la vente de 17 % du capital au prix proposé : 26 dollars par action, soit un peu plus que le dernier cours en Bourse (25,25 dollars).

Framatome pourra, grâce à cette acquisition renforcer l'ensemble déjà constitué dans la « connectique » après le rachat de la société Jupiter et de 34 % du capital de Souriau, Burndy, créée en 1924, produit une large gamme de connecteurs

pour toutes les applications industrielles. Implantée sur tout le continent américain (Etats-Unis, Canada, Mexique, Brésil) ainsi qu'en Europe, au Japon et en Australie, la société a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 284 millions de dollars (1,7 milliard de francs) et un bénéfice net de 11,6 millions de dollars (69,6 millions de francs).

Le constructeur français de chaudrons nucléaires cherche à se diversifier afin de compenser la baisse de son plan de charge prévue d'ici quelques années en raison du ralentissement mondial des programmes nucléaires. Framatome vient par ailleurs d'annoncer qu'il avait obtenu la commande d'une cuve pour équiper la centrale nucléaire de Hinkley Point, au sud-ouest de l'Angleterre, dont la livraison est prévue en 1993.

Rhône-Poulenc : un investissement de 3,6 milliards de francs au Brésil

Rhodia, la filiale brésilienne du groupe Rhône-Poulenc, va investir 600 millions de dollars (environ 3,6 milliards de francs) pour développer la fabrication de produits chimiques et de fibres synthétiques dans ses unités de fabrication locales, au cours des cinq prochaines années. Dès l'an prochain, 115 millions de dollars (690 millions de francs) seront utilisés par Rhodia pour développer la production de polyamide et de fibres synthétiques.

Rhône-Poulenc serait également intéressée par l'installation d'une

unité de fabrication de phénol-acétone dont l'investissement nécessiterait 150 millions de dollars. Rhodia a déjà fait parvenir, la semaine passée, au conseil de développement industriel brésilien (CDI), un avant-projet au sujet de cette nouvelle implantation. Selon M. E. Vaz Musa, président de la Rhodia, l'entreprise dispose des fonds suffisants pour mener seule à bien ce projet. M. Musa n'exclut cependant pas la possibilité d'une association avec un groupe brésilien.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COFIFA

Le conseil d'administration de la COFIFA, qui s'est réuni le 2 décembre, a pris connaissance du fait que la BIAO allait annoncer qu'elle serait amenée à poursuivre, au titre de l'exercice 1988, son effort de provisionnement sur les risques souverains, et que celui-ci entraînerait des pertes d'un montant équivalent à celui de ses fonds propres. Le conseil de la COFIFA considère qu'il sera amené à en tirer les conséquences comptables en provisionnant intégralement sa participation de 51 % dans la BIAO, comptabilisée pour 207 millions de francs, ce qui amènera à constater des pertes pouvant atteindre le montant de ses fonds propres.

Dans cette hypothèse, il sera proposé à une assemblée de la COFIFA de poursuivre les activités de la société en dépit de la perte de son capital social : il est rappelé que, en dehors de la participation de la BIAO, la société détient, directement ou à travers ses filiales, des actifs immobiliers figurant à son bilan pour une somme de l'ordre de 50 millions de francs et dont la valeur marchande est, selon toute vraisemblance, notablement supérieure.

Le conseil d'administration de la COFIFA a fait savoir au président de la BIAO que la COFIFA ne participerait pas à la recapitalisation de celle-ci.



Le conseil d'administration de la BIAO s'est réuni le 30 novembre 1988 pour examiner les comptes provisionnels de l'exercice en cours. Il a pris acte de la demande des autorités monétaires de renforcer sensiblement l'effort de provisionnement des risques pays engagés l'an passé pour le porter à 40 %.

Il a par ailleurs constaté que les résultats de l'année avant provisions pour risques pays, qui devraient être légèrement bénéficiaires, ne permettraient pas de faire face à cet effort de provisionnement. Dans ces conditions, le conseil a adopté une série de mesures destinées à faire face à cette situation :

1) Il proposera à l'assemblée générale de la BIAO, convoquée dans les premiers mois de l'année 1989, de constater les pertes de l'exercice 1988 résultant de l'effort de provisionnement et d'imputer ces pertes, qui pourraient atteindre le montant total des capitaux propres de la banque, sur les réserves et le capital.

2) Il proposera également à l'assemblée une reconstitution des fonds propres de la banque à un montant de l'ordre du niveau actuel de 600 millions de francs. D'ores et déjà, le conseil a pris acte de l'intention de la BNP de se substituer, pour cette opération, à la COFIFA, qui ne souhaite pas exercer ses droits. La BNP sera ainsi appelée à

détenir directement 51 % du capital de la BIAO.

3) Un effort vigoureux de redressement de la production de la banque destiné à rétablir durablement sa capacité à faire face à la situation économique africaine et aux difficultés de paiement de plusieurs débiteurs souverains. Cet effort se traduira notamment par : — une coordination entre le réseau africain du groupe BIAO et le réseau africain du groupe BNP. Il est rappelé que cette coordination a déjà trouvé un premier point d'application avec le rapprochement des filiales des deux groupes dans un pays d'Afrique ; — des mesures de réduction des coûts d'exploitation de la BIAO, qui se traduiront notamment par une réduction sensible des effectifs et un déménagement du siège de la banque où elle est actuellement localisée. Les consultations réglementaires ont été entamées afin que ces mesures soient mises en œuvre dans les prochaines semaines.

Un conseil se réunira à nouveau dans les premiers jours de janvier pour examiner les premiers résultats des mesures prises et décider des modalités précises de renforcement des fonds propres du groupe.

Par ailleurs, une solution est actuellement à l'étude en vue de permettre aux porteurs de C.L.P. BIAO de céder leurs titres à un prix voisin des derniers cours de Bourse.

NEW-YORK, 5 décembre

Forte reprise

La semaine s'est ouverte en fanfare à Wall Street. Après un démarrage plutôt laborieux, le marché s'est vivement redressé. A la clôture, l'indice des valeurs avait progressé de 31,47 points, pour s'élever à 2 123,75. Le bilan de la journée a été d'une qualité comparable. Sur 1 978 valeurs traitées, 930 ont monté, 536 ont baissé et 512 n'ont pas varié.

A l'origine de cette forte reprise, l'annonce par quatre grandes compagnies (American Express, Dow Chemical, Pfizer et Sara Lee) de leur décision de réaménager de fond en comble leur capital sous la houlette de Shearson Lehman Hutton. Chacune échangera ses actions contre un nouveau type de titre (unbundled stock) assorti sur une obligation à trente ans, une action de préférence et un droit de souscription à une action ordinaire. But de l'opération : décourager les « raiders » éventuels. Cette dernière, qui intervient au moment des OPA les plus folles, rassure la communauté sur la capacité de défense des entreprises américaines. L'activité s'est accrue, et 144,66 millions de titres ont changé de mains, contre 124,62 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 5 déc.	Cours de 6 déc.
Alcoa	51 1/2	52 3/8
A.T.	28 3/4	29 1/8
Boeing	64 1/8	64 1/8
Chesebrough	27 3/4	27 3/4
Du Pont de Nemours	80 7/8	82 1/2
Eastman Kodak	45 1/2	45 1/2
Exxon	42 3/8	43
Ford	51 3/4	52 5/8
General Electric	42 3/8	43
General Motors	33 1/2	35 3/4
Goodyear	47 3/4	48 3/4
IBM	118 1/8	120 7/8
J.T.T.	51	51
Johnson & Johnson	44 1/4	44 3/8
Pfizer	32 3/4	33 1/4
Schlumberger	46 7/8	47 3/4
SARL Corp. de l'Alaska	104 1/4	104 1/4
US Steel	24 7/8	25 1/8
U.S.A.	27 1/2	27 3/4
Westinghouse	118 1/8	120 7/8
Yale Corp.	54 3/4	55 3/4

LONDRES, 5 décembre

Léger repli

La semaine a démarré nerveusement à la Bourse de Londres dans la crainte d'une tension sur les taux d'intérêt outre-Atlantique. L'indice Fosse des cent valeurs a finalement chuté au soir de 3,4 points, pour s'élever à 1 761,6, après avoir perdu jusqu'à 17,4 points en début d'après-midi.

L'ambiance était active, le volume des transactions restant nettement supérieur aux semaines précédentes. En effet, durant la journée, 645 millions de titres étaient échangés, contre 400 millions environ jusqu'alors. Les craintes que la fermeté de la livre ne nuise à la compétitivité des exportations britanniques ont pesé sur le marché durant une grande partie de la séance, jusqu'à l'ouverture à la hausse de Wall Street.

L'arrivée de British Steel a été décevante. Pour son premier jour de cotation, cette firme privatisée ne s'est appréciée que de 2,5 pence, et le titre a clôturé à 62,25 pence. Parmi les hausses, on distinguait Jaguar, encouragé par des rumeurs selon lesquelles une compagnie ouest-allemande s'apprêterait à lancer un raid boursier. Certains affirmant que Volkswagen aurait acquis 3,5 % du capital de ce constructeur automobile. Le gouvernement britannique a donné implicitement son accord à l'OPA lancée par la BNP par le biais de la banque pour une somme de l'ordre de 50 millions de francs et dont la valeur marchande est, selon toute vraisemblance, notablement supérieure.

Le conseil d'administration de la COFIFA a fait savoir au président de la BIAO que la COFIFA ne participerait pas à la recapitalisation de celle-ci.

FAITS ET RÉSULTATS

• Succès de l'OPA de Philip Morris sur Kraft. — Philip Morris a annoncé, le 5 décembre, que plus de 98 % des actions de Kraft avaient été apportées à son offre d'achat d'environ 13 milliards de dollars, qui expirait vendredi dernier. Philip Morris a ajouté dans un communiqué qu'il prévoyait de réaliser « le plus tôt possible » la fusion de ses activités avec celles de Kraft, sans préciser la date.

• Un contrat de « réservation d'emprunt » de 1,5 milliard pour l'Ile-de-France. — La région d'Ile-de-France a monté, avec le concours du Crédit national, un contrat d'ouverture de crédit d'un montant de 1,5 milliard de francs, inspiré de la pratique des MOF (multi-options facilities), en vigueur auprès des grandes entreprises. Aux termes de ce contrat, signé le 30 novembre 1988 par M. Pierre-Charles Krieg, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, cinq grands établissements bancaires, Lazard, Paribas, le Crédit foncier de France, le Crédit municipal de Paris et la Dai Ichi Kangyo bank, la première banque japonaise, offrent à la région la possibilité de tirer jusqu'à 1,5 milliard de francs, pendant douze ans, à taux variable ou à taux fixe, au choix de l'emprunteur, selon des modalités souples. Cette somme financera les infrastructures de transport prévues au titre du contrat de plan 1989-1993, ainsi que l'ouverture de nombreux lycées.

• Accord Saito-Mazda au Japon. — Après l'accord entre Automotives Peugeot et Suzuki,

PARIS, 5 décembre

Triste séance

Dans un marché triste, sans activité, la tendance s'est encore dégradée un peu plus lundi.

Dès l'ouverture du marché, l'indice des valeurs a baissé de 0,18 %, avant d'enregistrer quelques heures plus tard un repli de 0,55 %. Il clôturait en repli de 0,22 %.

Stoliques jusqu'à présent, malgré un contexte social peu enviable, les investisseurs commencent à s'inquiéter de l'évolution des taux d'intérêt aux Etats-Unis. En effet, tous les jours ou tous les deux jours se traitent à présent au-dessus des 9 %, de 9,12 % à 9,17 %. Cette tension ne peut, aux yeux des opérateurs, qu'entraîner une augmentation des taux de l'économie américaine, surtout après l'annonce, vendredi, d'une hausse sensible des ordinations d'emprunt aux Etats-Unis en novembre. La surchauffe n'est pas loin d'estimer les marchés financiers. Wall Street ne s'y est pas trompé vendredi. Le Dow Jones a viré à la baisse.

A Paris, jusqu'à présent, le marché semblait « déconnecté », il réagit plutôt bien aux mauvaises nouvelles. Mais aujourd'hui, les analyses commencent à s'inquiéter. L'orientation des marchés obligataires est arrivée à un « point critique », affirmait-il. Le MATIF a perdu 50 centimes lundi.

Sur le marché du CAC 40, les échanges sur contrats à terme ne sont guère brillants. Toutes les trois, de décembre à février, sont à des niveaux inférieurs à l'indice CAC 40 qui évoluait les 1 460 points. Le marché anticipe donc une baisse de la cote pour les semaines à venir.

Le climat social a également joué sur le moral des boursiers. Ces derniers ont vendu des valeurs de sociétés de la distribution, persuadés notamment que les Grands Magasins vont souffrir des grèves dans les transports publics. Le BIV et les Galeries Lafayette ont d'ailleurs sensiblement baissé.

Le courant des affaires était encore faible lundi tout comme vendredi. Ce jour-là, il a été traité pour 1 milliard de francs de valeurs françaises. Un chiffre à comparer aux 2 milliards d'une séance active.

Le Crédit mutuel agricole décline directement et indirectement 8,84 % de Bix, société de travail temporaire, a annoncé la Société des Bourses Françaises.

TOKYO, 6 décembre

Record battu

Mauvaise en début de semaine, la Bourse de Tokyo a eu pour dénouement long pour démentir que le marché n'est pas perdu de sa vigueur. Mardi, un nouveau record tombait. La matinée avait commencé en trombe (+140 points). L'après-midi fut un peu plus calme. A la clôture, le Nikkei s'élevait à 29 669,38, son niveau le plus élevé de toujours, avec un gain de 54,70 points (+0,18 %).

De l'avis des professionnels, l'indice pourrait atteindre le cap des 30 000 points d'ici à la fin de la semaine, sans imprévu.

Les investisseurs semblent enclins à l'immédiat une hausse du taux d'escompte américain. Le métalurgie, la construction navale, les assurances et les grands magasins ont été fermes. L'activité, faible la veille, s'est accrue avec plus de 1,2 milliard de titres échangés, contre 900 millions la veille.

VALEURS	Cours de 5 déc.	Cours de 6 déc.
Alcoa	51 1/2	52 3/8
Boeing	64 1/8	64 1/8
Chesebrough	27 3/4	27 3/4
Du Pont de Nemours	80 7/8	82 1/2
Eastman Kodak	45 1/2	45 1/2
Exxon	42 3/8	43
Ford	51 3/4	52 5/8
General Electric	42 3/8	43
General Motors	33 1/2	35 3/4
Goodyear	47 3/4	48 3/4
IBM	118 1/8	120 7/8
J.T.T.	51	51
Johnson & Johnson	44 1/4	44 3/8
Pfizer	32 3/4	33 1/4
Schlumberger	46 7/8	47 3/4
SARL Corp. de l'Alaska	104 1/4	104 1/4
US Steel	24 7/8	25 1/8
U.S.A.	27 1/2	27 3/4
Westinghouse	118 1/8	120 7/8
Yale Corp.	54 3/4	55 3/4

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
A.G.P.S.A.	290	290	Le gélum du mois	275	281
Amstel & Amstel	278	275	Lucas Investissement	275	278 50
Asplid	278	275	Lucas	275	278 50
B.A.C.	260	260	Macquarie	275	278 50
B. Dumas & Amos	580	567	Macquarie Invest.	275	278 50
B.I.C.M.	521	524	Macquarie	275	278 50
B.I.P.	430	430	Macquarie	275	278 50
Bolton	885	885	Macquarie	275	278 50
Bolton Technologique	845	845	Macquarie	275	278 50
Bolton	1050	1050	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	278 50
Calbas	850	850	Macquarie	275	278 50
Calbas de Lyon	1445	1445	Macquarie	275	278 50
Calbas	714	710	Macquarie	275	

Marchés financiers

BOURSE DU 5 DECEMBRE

[illegible]

Comptant (reflection)

[illegible]

ICAV (sélection)

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS		COURS DES RILLETES	
	prime.	5/12	5/12	Achat	5/130	
Euro-Unité (51)	5 922	5 894	5 630	6	130	
ECU	7 087	7 101				
Allemagne (100 DM)	341 500	341 570	351		351	
Belgique (100 B)	341 500	341 570	351		351	
Payes Bas (100 F)	302 940	302 890	282 500		312 900	
Denmark (100 kr)	89 840	89 800	84 900		84 900	
Grèce (100 Dr)	91 850	91 670	87		87	
Irlande (100 Ir)	10 850	10 820	10 650		11 200	
Italie (100 lire)	4 105	4 102	4 000		4 000	
Israël (100 NIS)	4 621	4 620	4 300		4 300	
Japon (100 ¥)	467 800	468 000	467		467	
Scandinavie (100 kr)	88 400	88 180	84 500		101 500	
Autriche (100 sch)	46 580	46 570	47 050		50 000	
Espagne (100 pes)	5 231	5 233	4 900		6 040	
Portugal (100 esc)	4 531	4 530	4 400		4 400	
Canada (100 C\$)	4 573	4 563	4 770		5 170	
Israël (100 NIS)	4 678	4 681	4 690		4 690	

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 5/12
Or fin (400 mg barre)	80800	81800
Or fin (500 mg barre)	80800	81800
Pièces (au pignon)	470	476
Pièces fines (10 g)	330	330
Pièces noires (20 g)	498	500
Pièces latines (20 g)	498	500
Souverains	538	538
Pièces d'or (10 g)	2940	2955
Pièces de 10 dollars	1397 50	1390
Pièces de 5 dollars	780	780
Pièces de 50 pence	3000	3025
Pièces de 10 shillings	457	457
De Londres		
De Hongkong		
Argent Londres		

Hors-cote

Jarque Hydro-Electric	296	
Caloptect	176	177
Chandrabury (M.L.)	878	.....
Cochary	261	.....
Comptel	128	122
C. Occid. Financière	130	.....
Cyprien	350 10	350 10
Gachet	82	80 20
Jay Daguerre	690	688
Hogevoren	170	.....
Hofier-Roubaix	940	.....
Meunier (Soc. Ind.)	22	.....
Nicola	690	695
Partido, Fumier	361	.....
Reine	31	288
Romano (Lil.)	195	195 50
Sav. Equip. Mch.	55 30	.....
S.P.R.	484	.....
Sol. Lacteur (Soc. Ind.)	526	.....
Uitend	380	.....
Union Financière	142	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 M. Gorbatchev à New-York. 4 Israël : l'impasse politique. — M. Arafat rencontre les juifs américains à Stockholm. 5 Récentes atteintes aux libertés en Tunisie. 6 Argentine : la reddition du colonel Seineldin.	8 La pression du RPR sur l'opposition et les débats sur l'audiovisuel au Parlement. — M. Chirac critique le gouvernement et annonce sa candidature à Paris. 9 Les sénateurs ont « effacé » les crédits de l'aménagement du territoire.	10 Les suites de l'affaire de captation d'héritage à Toulon. 11 Des rapports accablants sur la pollution de la Loire en juin dernier. 12 Sports : Becker, sur un coup de dés.	14-15 L'exposition Tinguely au Centre Pompidou. 15 « Digressions », par Bernard Frantz. 16 « Le Sud », un film de Fernando Solanas. 12 Communication.	43 La réunion du GATT à Montréal. — La grève dans les transports parisiens. 44 Un entretien avec le gouverneur de la Banque de France. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 22 à 41 Campus 42 Carnet 42 Météorologie 18 Mots croisés 18 Radio-télévision 18 Spectacles 17	● RATP : le point heure par heure sur le trafic AVIS ● JUDO : gagnez deux places pour le Master de Bercy JEUX ● Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE 36 15 Tapex LEMONDE

Les conflits dans les services publics

Le trafic du métro et des autobus reste très perturbé

En attendant la réponse des grévistes de la RATP aux dernières propositions salariales de la direction (lire page 43), les perturbations restent fortes, mardi 6 décembre en milieu de matinée, sur les transports parisiens.

Les lignes A et B du réseau express régional demeurent fermées, sauf sur des tronçons de la ligne A (Nation - Boissy-Saint-Leger et Etoile - Saint-Germain-en-Laye au rythme d'une rame toutes les 20 minutes entre 6 heures et 9 heures et entre 17 heures et 20 heures). Sur le métro, trois lignes seulement fonctionnaient normalement en milieu de matinée, quatre autres étaient faiblement perturbées (trafic supérieur à 85 % de la normale), cinq fortement (50 % à 80 % du trafic, la ligne 11 restait fermée). Pour les autobus, aussi, un seul dépôt (Lagny) fonctionnait normalement, onze assurant de 50 % à 80 % du trafic, les autres moins encore, tout particulièrement ceux du sud (Montrouge, Thiais, Fontenay) et de l'est (La Maitourne et Pavillons).

Les services de substitution civils et militaires organisés par la préfec-

ture de région fonctionnaient toujours.

A Marseille, la grève des conducteurs des autobus et du métro aux heures d'affluence continue. En outre, des perturbations étaient attendues mardi dans la banlieue marseillaise, en raison d'un mot d'ordre de grève du dépôt SNCF du mardi 4 heures au mercredi 6 heures.

● PTT : les centres de tri de Marseille (automatique et manuel), de Bordeaux-Armagnac (paquets), de Bastia et de Chartres seuls restaient bloqués. Le travail avait repris à Clermont-Ferrand lundi 5 décembre, les employés ayant obtenu la levée de sanctions prévues contre une quinzaine de militants et le paiement de la moitié des jours de grève, 1 000 francs d'heures supplémentaires pour le traitement des deux millions d'objets en retard. Vingt millions d'objets demeurent en attente à Marseille, un million à Bastia, plusieurs millions à Lyon.

● Air France : deux vols devaient être annulés mardi vers Londres, un vol retour de Tel-Aviv et un autre de Nice par suite de la grève des mécaniciens au sol à l'appel de la CGT, de la CFTD et des autonomes. La direction du matériel a prévu pour 1989, deux cent vingt-cinq postes supplémentaires à Orly, cent cinquante à Roissy et vingt-cinq à Toulouse, les négociations annuelles sur les salaires doivent commencer jeudi 8 décembre, la réunion prévue en janvier ayant été avancée.

● Mer : des perturbations étaient prévues sur les lignes de la Société nationale Corse-Méditerranée entre la Corse, Marseille et Nice, à l'appel du syndicat CGT des marins. D'autre part, le syndicat CGT des dockers avait appelé à des arrêts de travail dans les principaux ports.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 décembre

Mieux orienté

Les valeurs françaises étaient mieux orientées mardi matin, l'indicateur instantané progressant de 0,4 %. La veille, il avait terminé en recul de 0,22 %. Toutefois, l'ambiance demeurait calme, le volume de transactions étant peu important. Les principales hausses étaient emmenées par Midland Bank (+4,4 %), Finextel (+4,2 %) et Esso (+3,8 %). En baisse, on notait les Galeries Lafayette (-1,3 %), Intertechnique (-2,2 %) et Cetelem (-2,2 %).

Devant l'Internationale socialiste

M. Rocard exalte le caractère « universel » du modèle social-démocrate

La réunion du conseil de l'Internationale socialiste s'est ouverte le mardi 6 décembre à Paris. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS a salué les participants en se félicitant notamment que les travaux en commission qui avaient eu lieu la veille, aient pu aboutir à une position commune sur le Proche-Orient et que l'unanimité se soit faite « sur l'idée d'une conférence internationale dont les cinq pays membres du Conseil de sécurité pourraient être les initiateurs ».

Après une brève intervention du président de l'Internationale socialiste, M. Willy Brandt, M. Michel Rocard s'est adressé au conseil pour présenter l'esquisse de ce que le premier ministre français considère comme les tâches de l'Internationale à l'aube de son deuxième centenaire (elle célébrera son centième anniversaire l'an prochain à Stockholm). Evoquant l'évolution des partis socialistes qui, ayant commis au départ « l'erreur initiale de croire que la justice sociale ne passerait

que par le remplacement de l'économie par de l'administration », M. Rocard a observé que ceux qui s'étaient convertis « plus tard ou moins complètement » aux réalités économiques avaient « aux réalités économiques » communiqué à leur opinion l'idée que leur projet social passait par le respect des grands équilibres ».

Les trois caractéristiques du modèle social-démocrate sont, selon M. Rocard, un niveau de vie élevé, une organisation politique démocratique et pluraliste et un haut niveau de protection sociale. Le premier ministre a souligné le « caractère universel » de ce modèle en observant que les pays de l'Est cherchent aujourd'hui le pluralisme politique, que les pays du tiers-monde recherchent le développement économique et que, en Amérique du Nord ou en Australie, le problème est celui de la protection sociale. « Notre Internationale, a dit M. Rocard, est seule porteuse d'un projet commun ».

Sur le vif

Une vie de chien

— Allô ! C'est toi ? C'est Agathe. Ce que je peux être con, c'est pas croyable.
— Ah bon, pourquoi ?
— Tu sais tout le truc que je disais pour Sonia, rien n'est trop beau, rien n'est trop cher...
— Ah dis donc, à propos, t'es trouvé les bottes assorties à son imper ? Parce que j'en ai vu une paire faubourg Saint-Honoré, le même rouge, vraiment collé.
— Ah bon, tu me diras... En attendant, je lui mets les noires cloutées or, mais elles lui plaisent pas. Elle est d'un difficile, tu la connais, elle a pas d'appétit, elle pignone, elle me laisse tout dans son assiette, elle aime que le foie gras et le caviar. Elle est mignonne, elle est piliote, je la bourne de forçants, de vitamines. Elle me fait rhino sur rhino, je me ruine en gouttes et en sirops, et qu'est-ce que j'apprends, hier, en regardant le journal de TF1 : c'est remboursé par la Séoul !
— Les médicaments pour chien ?
— Absolument. Ils ont tout bien expliqué à la télé. Au lieu de les acheter au veto, tu les prends à la pharmacie. Là, personne ne pense à enlever ou à bannir la vignette. Tu la conserves.

Ensuite, quand tu vas chez ton toubib, tu lui demandes de rajouter le produit à ta propre ordonnance et...
— Et il accepte ?
— Tu parles ! Il va pas risquer de perdre un client. Bon, après ça, t'es plus qu'à coller la vignette sur ta feuille de maladie et le tour est joué.
— C'est dingue ! Ça doit représenter des millions ! Et alors le fameux trou...
— Le trou dans mon budget ? Vertigineux ! Le mois dernier, j'ai même été obligée de vendre un paquet d'actions pour payer son séjour en clinique. Tu te souviens : elle était restée deux jours sans aller et j'ai cru qu'elle me faisait une occlusion intestinale. Et les séances chez son psy, je te raconte pas, il pense que si elle chipe, c'est rapport à un blocage au niveau de la petite enfance. Elle a été bousculée par ses frères et sœurs pendant les têtes.
— Pourquoi tu l'emmenes pas chez le tien, de psy ? Elle a qu'à s'allonger à tes pieds sur le divan. Il refusera sûrement pas non plus. Et ça te fera encore une économie.

CLAUDE SARRAUTE.

IRAN

Des exécutions en série

Dans un communiqué rendu public à Paris, le comité de solidarité avec les prisonniers politiques en Iran chiffre à « plusieurs centaines » le nombre de détenus de l'opposition victimes d'exécutions sommaires au cours des deux dernières semaines. Le Monde date 20-21 novembre et le Monde du 2 décembre). Le communiqué souligne que les familles des suppliciés n'ont même pas eu le droit d'enterrer leurs morts, qui ont été ensevelis dans des fosses communes.

Le comité de solidarité affirme que, malgré le silence officiel qui recouvre ces exécutions, il a pu dresser une liste d'environ cent cinquante personnes exécutées. Elles figurent notamment vingt-quatre cadres de l'organisation des Fedayins du peuple d'Iran (majoritaire).

YUGOSLAVIE

Confirmation du limogeage de deux dirigeants du Kosovo

La Ligne des communistes de la province autonome du Kosovo, rattachée à la Serbie, a refusé, lundi 5 décembre, la réintégration de deux dirigeants albanais de souche, limogés le mois dernier par le parti de Belgrade et accusés d'avoir fait preuve de trop de tolérance à l'égard des « courants séparatistes et nationalistes ». Entre le 17 et 21 novembre, près de deux cent cinquante mille Albanais avaient protesté contre l'éviction de M. Jashiri et de M. Viasi et contre une réforme de la Constitution visant à étendre les prérogatives de la Serbie sur le Kosovo.

La querelle diplomatique entre Belgrade et Canberra s'envenime. Lundi 5 décembre, trois diplomates australiens ont été déclarés *persona non grata* par le gouvernement yougoslave et sommés de quitter le territoire dans un délai d'une semaine. Cette mesure fait suite à la décision des autorités australiennes de fermer le consulat yougoslave de Sydney et d'expulser l'ensemble de son personnel. Le refus de Belgrade de livrer à la justice australienne un garde de sécurité du consulat, M. Zoran Matijas, qui avait blessé par balle, la semaine dernière, un jeune manifestant croate, âgé de seize ans, est à l'origine de cet incident diplomatique (le Monde daté 4-5 décembre).

● ROUMANIE : arrivée à Paris d'opposants expulsés de Hongrie. — Trois opposants roumains, réfugiés à Budapest et militants du mouvement Romanita Libera, ont été expulsés de Hongrie après avoir participé, le 15 décembre, à un rassemblement interdit à Budapest pour commémorer les émeutes de Brasov. Ces trois Roumains se trouvent depuis le 1^{er} décembre, selon la Ligue roumaine de défense des droits de l'homme, dans la zone internationale de l'aéroport de Roissy où ils attendent un avis des autorités françaises.

En RFA

La révélation d'un incident dans une centrale relance le débat nucléaire

BONN
de notre correspondant

La centrale nucléaire Biblis, située près de Francfort en RFA, a-t-elle été à deux doigts de se comporter comme celle de Tchernobyl ? Les autorités le contestent, mais la révélation, par le magazine spécialisé américain *Nuclear Week*, qu'un grave incident de fonctionnement s'est produit le 16 décembre 1987 dans le circuit de refroidissement du « cœur » de la centrale suscite en tout cas émotion et polémique en République fédérale.

Biblis est une centrale à eau bouillante dotée de plusieurs circuits de refroidissement reliés entre eux par des soupapes qui sont fermées lorsque le réacteur fonctionne. Une soupape était restée ouverte après la remise en marche de ce dernier. Cela a provoqué des fuites radioactives dans les circuits secondaires, mais surtout risquait d'aboutir à une fusion du réacteur.

Ces révélations ont fait l'effet d'une bombe dans un pays où, plus que partout ailleurs en Europe, l'énergie nucléaire civile est contestée. Même si le ministre de l'environnement, M. Klaus Töpfer, assure qu'« à aucun moment l'incident de Biblis n'a constitué un danger pour les populations environnantes », on reproche aux autorités d'avoir tu longtemps cet incident et de l'avoir

minimisé. La direction de la centrale l'avait classé dans la catégorie « normale », la moins grave, dont on compte bon an mal an quatre cents exemplaires en RFA. De nombreux spécialistes des centrales, notamment aux Etats-Unis, estiment au contraire que cet incident doit être considéré comme très sérieux. Les Américains reprochent d'autre part aux Allemands de ne pas leur avoir communiqué les informations sur l'incident de Biblis. Celles-ci avaient été transmises avec la mention « secret d'entreprise » à la commission d'énergie nucléaire qui a son siège à Paris.

Les partis d'opposition, sociaux-démocrates et Verts, se sont emparés de l'affaire pour attaquer la politique du gouvernement dans le domaine du nucléaire civil. Ces deux partis, qui sont favorables à l'abandon de la production d'énergie nucléaire, entendent soumettre le ministre de l'environnement à une séance de questions orales au Bundestag. L'affaire de Biblis porte également un coup à la crédibilité des constructeurs de centrales ouest-allemandes, qui vantent toujours leurs usines comme les plus sûres du monde.

LUC ROSENZWEIG.

Le numéro de « Monde » daté 6 décembre 1988 a été tiré à 554 052 exemplaires

SVM SCIENCE & VIE MICRO

MICRO-INFORMATIQUE :
LES OUTILS POUR DÉBUTER

Le guide de vos premiers pas en :
traitement de texte, calcul, gestion de fichiers, micro-édition, graphisme, communication, jeu, éducation, programmation et musique.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Un dossier sur tous les disques CD-ROM.
- Les logiciels intégrés Framework III et OPEN Access II Plus au banc d'essai.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE



MUMM DE MUMM,
LA CUVÉE PRÉCIEUSE DE MUMM.



INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4^e 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03

A B C D F G H